

**La peseta
est « dévaluée » de 11 %
par rapport au dollar**

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 20 fr. ;
Canada, 60 c. US ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 22 pes. ;
Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 48 ris ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ;
Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ;
U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 10 d. d. n.

Tarif des abonnements page 19
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LE DÉFI CATALAN

Pour le second dimanche consécutif, des dizaines de milliers de personnes sont descendues, le 8 février, dans les rues de Barcelone à l'appel de l'Assemblée de Catalogne, qui regroupe toutes les forces de l'opposition démocratique. Comme la précédente, brutalement réprimée par la police, cette manifestation était interdite par les autorités, qui ont de nouveau employé les grands moyens. Son succès n'en est que plus impressionnant et révélateur.

Pendant plusieurs heures, le centre de Barcelone a été occupé par les manifestants, qui réclamaient une amnistie authentique et un statut d'autonomie pour la Catalogne. Malgré la rigoureuse quadrillage policier, et comptant sur la complicité de la population, soixante mille Catalans ont défié le gouvernement de Madrid.

Le bilan de la manifestation du 8 février est largement positif pour les dirigeants de l'Assemblée de Catalogne, qui ont les moyens aujourd'hui de mettre le pouvoir central en échec dans la rue. Leur intention était seulement de déclencher pacifiquement et en ordre les pouvoirs obtenus les autorisations nécessaires. Malgré de multiples déclarations après du gouverneur civil et même directement après de M. Fraga, ministre de l'Intérieur, qui a publiquement exprimé à plusieurs reprises l'intérêt qu'il porte à la « question catalane », le « feu vert » n'a pas été accordé par Madrid.

Les ultras ne vont pas manquer d'être argumentés de la spectaculaire grosse de Barcelone pour s'opposer au projet de loi déposé devant les Cortes samedi sur la réglementation du droit de réunion. Mais le gouvernement ne peut pas davantage négliger la montée de la contestation catalane. Elle n'est que le reflet, plus visible, plus assuré, d'une déception qui se développe dans tous les secteurs d'opposition.

Non seulement en Catalogne, mais à la « périphérie », au Pays basque, au Pays valencien, en Galice, dans les Asturies, et bien entendu, dans les milieux démocratiques de la capitale, les Espagnols attendent que le premier gouvernement du P.S. mette ses actes et ses décisions en accord avec ses promesses formelles de véritable libéralisation. Traditionnellement hostile au centralisme castillan, ayant le sentiment d'être ignoré, exploité et méprisé par Madrid, économiquement riche, culturellement très développée, tournée vers la Méditerranée et l'Europe, carrefour de civilisation, la Catalogne a depuis quarante ans posé de redoutables problèmes d'ordre au pouvoir franquiste. Les premières grandes grèves ont éclaté à Barcelone, où le prolétariat, pourtant en majorité d'origine andalouse, a été bien intégré et s'est montré remarquablement combattu et bien organisé.

La bourgeoisie nationaliste et une intelligentsia de haut niveau n'admettent pas que la « nation » catalane ne soit pas reconnue par Madrid. Elles ont haïssent pour reconnaître le statut de la Généralité, abolie par les franquistes vainqueurs. L'Eglise est à peu près sans réserves aux côtés des nationalistes : l'abbaye de Montserrat, haut lieu du catalanisme, a souvent servi de refuge aux dirigeants clandestins de l'opposition démocratique. Et c'est à Barcelone qu'a eu lieu, en 1975, la plus importante réunion secrète de quelque cent vingt officiers membres de l'Union militaire démocratique. Même la police municipale de la capitale catalane est de cœur avec les manifestants.

La mort de Franco a, naturellement, relancé cette vague de revendications. L'alternance de la temporisation et de la répression actuellement pratiquée par Madrid n'est pas à la hauteur de ce défi.

(Lire nos informations page 5.)

**LE MONDE
DIPLOMATIQUE
de février
EST PARU**

Un accord complet est conclu entre la Syrie et le Liban

Vers un dégageement israélien en Cisjordanie ?

Diverses mesures prises en Jordanie — notamment le renouveau du gouvernement — ont aggravé les divergences au sein de l'O.L.P. (lire page 4). La plupart des dirigeants des fedayin y voient le prétexte à une négociation entre le royaume hachémite et Israël, en vue d'un dégageement militaire en Cisjordanie. L'Etat juif, selon notre correspondant à Jérusalem (lire page 4), aurait obtenu, à cet effet, le « feu vert » de Washington.

La Syrie, en étroite coopération avec le régime du roi Hussein, a garanti, pour sa part, la stricte application par l'O.L.P. de l'accord de 1969 entre les fedayin et le Liban. Cette assurance a été solennellement donnée au président Frangé, dont la visite à Damas a pris fin le samedi 7 février. En retour, le chef de l'Etat libanais s'est engagé auprès du président Assad à mettre en application les réformes politiques, économiques et sociales déjà approuvées par la plupart des formations libanaises de droite et de gauche. Le contenu de ce compromis devrait être rendu public à Beyrouth dans les prochains jours.

Dans la plaine de la Bekaa contrôlée par les Palestiniens

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Deux semaines après le cessez-le-feu, la situation dans la plaine de la Bekaa reste mystérieuse pour beaucoup de Libanais. Bien que cette région soit traversée par la route Beyrouth-Damas, ouverte à la circulation depuis plusieurs jours, les communications restent difficiles, et l'on sait encore peu de chose sur les événements décisifs qui s'y sont déroulés au cours de la dernière phase de la guerre civile. C'est notamment dans la Bekaa que s'est produite l'intervention des forces palestiniennes basées en Syrie, ce qui devait entraîner l'acceptation du cessez-le-feu. C'est là également que la « décomposition » de l'armée libanaise s'est manifestée de la façon la plus évidente.

Enclavée entre la chaîne du Mont-Liban et celle de l'Anti-Liban — dont la ligne de crête marque la frontière syrienne — la plaine de la Bekaa est une longue et étroite tache verte qui s'étire sur près de 60 kilomètres : la seule zone de grande culture de ce pays au relief tourmenté, incrustée entre les contreforts de la montagne, Zahle, capitale de la région (soixante-dix mille habitants), a été le théâtre de combats incessants pendant les neuf mois de la crise. La population de la ville elle-même est en majorité chrétienne, celle des faubourgs est à forte proportion chiite (musulmane). Entre les deux parties de l'agglomération se sont affrontées les miliciens du Rassemblement zahliote, armés par le député de la circonscription, M. Joseph Skaff, allié aux phalangistes, et les groupes du Front progressiste soutenus par des organisations palestiniennes (de nombreux réfugiés palestiniens sont ouvriers agricoles dans les grandes exploitations de la plaine). Le faubourg populaire de Hoch-Ei-Omar est maintenant désert, en ruine. La plupart des maisons sont éventrées. Elles ont été incendiées et pillées. Le moulinsier pan de mur, criblé d'éclats, témoigne de la violence des combats.

Déjà le mois d'octobre, un important détachement de l'armée libanaise avait pris position aux abords de la ville. Il avait pour mission de s'interposer entre les deux factions. Mais sa présence devait, au contraire, provoquer une recrudescence des affrontements, plusieurs éléments, sous la conduite de leurs officiers, étant accusés de prendre activement le

parti des combattants du Rassemblement.

Aujourd'hui, l'armée a presque disparu. Quelques militaires gardent l'entrée de Zahle, d'autres ont refuté vers le col de Dar-Bel-Beldi, qui commande la route de Beyrouth et l'accès au mont Liban « chrétien ». Les garnisons d'Abiah et de Rayak, où se trouve la principale base aérienne du Liban, sont encerclées. Toute la plaine est contrôlée par les forces palestiniennes ; il s'agit d'une présence, à vrai dire, peu visible. Kalatchnikov en bandoulière, coiffés du keffiyeh traditionnel, des fedayin gardent les usines, les entrepôts et les fermes les plus importantes. Le gros des groupes est cantonné l'un des routes.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 4.)

Les révélations de Lockheed mettent en cause plusieurs personnalités occidentales

Les révélations faites, vendredi 6 février, au Congrès américain par les dirigeants de la société Lockheed sur les quelque 15 millions de dollars de « pots-de-vin » qu'ils auraient versés à diverses personnalités européennes, sud-américaines et japonaises, pour favoriser la vente de leurs appareils, menacent de provoquer une cascade de scandales politiques (« Le Monde » daté 8-9 février). Le plus grave concerne les Pays-Bas. Samedi, le « Washington Post » et le « New York Times » avaient identifié le « haut fonctionnaire » auquel la Lockheed avait déclaré avoir versé 1 100 000 dollars comme étant le prince Bernhard, époux de la reine Juliana.

Selon le « Washington Post », le président de l'Union chrétienne sociale allemande, M. Franz Josef Strauss, ancien ministre de la défense, aurait également bénéficié des libéralités de Lockheed.

Le « New York Times » indique que deux anciens premiers ministres japonais, MM. Kakuei Tanaka et Nobusuke Kishi, sont soupçonnés d'avoir reçu des fonds importants de la compagnie américaine. Les dirigeants du parti libéral démocrate, auquel appartiennent toujours MM. Kishi et Tanaka, ont demandé l'ouverture d'une enquête.

Le prince Bernhard demande une enquête sur son cas

De notre correspondant

Amsterdam. — L'ironie du sort veut que les accusations portées contre le prince Bernhard soient connues alors qu'à Amsterdam va s'ouvrir le procès d'une autre affaire de pots-de-vin destinée à faire vendre des avions.

Le prince aurait, selon certains journaux américains, touché 1 million de dollars au début des années 60, lorsque l'armée de l'air néerlandaise a opté pour le trop fameux Starfighter, avion de combat fabriqué par la société américaine Lockheed.

Une quinzaine d'années plus tard, lors de la bataille pour le nouveau « marché du siècle », la société française Dassault, ayant essayé de souder des parlementaires néerlandais. Le procès contre le représentant de l'Office

français d'exportation de matériel aéronautique, M. Jan Bottermann, s'ouvrira mardi 10 février, au moment où les parlementaires néerlandais seront informés par le premier ministre des noms des membres de la commission de trois personnes qui enquêtera sur le rôle éventuel que le prince Bernhard aurait joué dans la vente des Starfighters.

La tâche de cette commission, qui se rendra certainement aux Etats-Unis, ne sera pas aisée, car, pour obtenir des renseignements sûrs, elle devra compter sur la bonne volonté des membres de la commission du Sénat américain et de la direction de Lockheed. (Interim.)

(Lire la suite page 5.)

DES INCIDENTS DE DJIBOUTI AU RÉFÉRENDUM A MAYOTTE

LA DÉCOLONISATION ESSOUFLÉE

Les habitants de l'île de Mayotte, dans l'archipel des Comores, consultés dimanche 8 février, par référendum, se sont prononcés à une très large majorité (99,4 % des votants) en faveur du maintien de l'île dans la République française.

Cependant, la tension reste très vive à Djibouti. L'opposition se propose d'organiser, mercredi, une grande manifestation qui, selon

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, « sera probablement interdite ». La libération de l'enfant français retenu en otage, qui est arrivé lundi 9 février à Paris, n'a guère fait baisser le ton de la polémique franco-somalienne sur les responsabilités dans l'affrontement de Loyada. La mort d'une fillette, samedi, à Paris, porte à deux le nombre des otages victimes de la fusillade du 4 février.

par P.-J. FRANCESCHINI

qu'il s'en prenait à « gouverner français qui, étant allé si loin et si courageusement dans la voie de la décolonisation, engage une bataille de dernière minute sans grandeur ni générosité ».

Sursaut tardif et vigoureux de « colonialisme » ? Le point d'appui de Djibouti et la rade de

Mayotte auraient-ils acquis soudain une importance vitale aux yeux d'une puissance qui n'a pas fait d'efforts excessifs pour conserver Diego-Suarez et a plutôt bagués à la première injonction au Tchad, où elle entretenait une garnison ? A propos des Comores, le représentant de la France aux Nations unies avait lui-même, dans un document à diffusion restreinte, que M. Poyer divulguait d'urgence à la tribune de l'Assemblée nationale, fait valoir que les répercussions internationales de l'affaire étaient démesurées par rapport au gain attendu, le jeu ne valant pas la chandelle.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

LES PIEDS SUR TERRE

Il vint un jour où Dieu et Marx, arpentant l'univers d'un pas distrait, se croisèrent, par hasard, sur la Terre. Les cheveux encore illuminés de poussière d'étoiles, les deux ancêtres s'assirent au bord du monde et échangèrent leurs impressions.

Dieu pensait qu'on n'avait pas toujours fait sur terre le maximum pour le maintien de sa réputation.

Marx avait l'impression de s'être pris autrefois pour le Bon Dieu en voyant des marxistes nutre à sa réputation.

Adam, qui passait par là, marchant tout nu, les reconnut et dit : « C'est drôle de vous voir en chair et en os, j'ai toujours cru que vous n'existiez que dans les livres ».

Dieu et Marx s'accusèrent : « Nous ne les avons pas tous lus, savez-vous... »

BERNARD CHAPUIS.

L'INTELLIGENCE DE L'ART BRUT

Le nouveau renouvellement de Jean Dubuffet

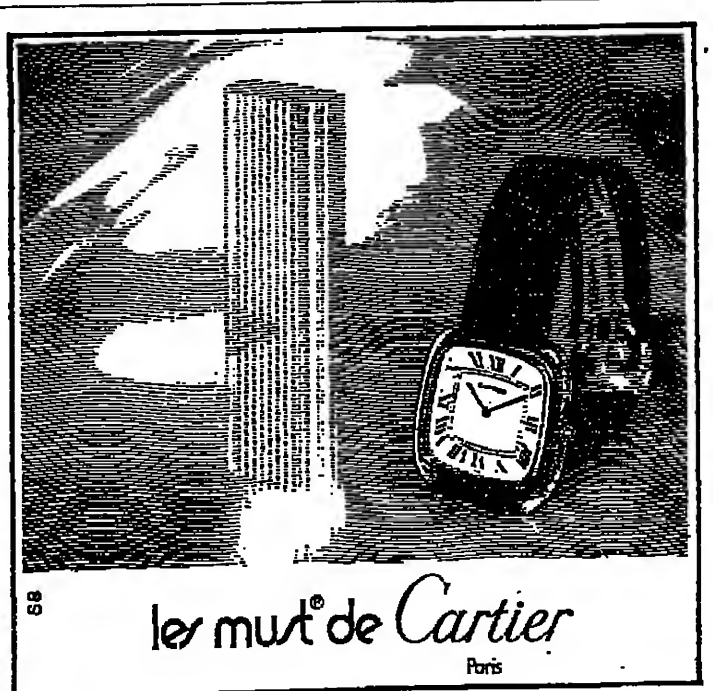
Le grand âge venu, certains peintres sont frappés de boulimie créative. Ils peignent avec fièvre comme pour saisir, avant qu'il ne soit trop tard, quelque chose qui se refuse encore à eux. Ainsi, Dubuffet, transformé en torrent à soixante-quinze ans, durant l'année 1975. Les cent vingt-huit tableaux exposés au Musée des arts décoratifs ne sont qu'une part, la meilleure, de sa production de l'année dernière. C'est le souffle suspendu qu'on pénètre dans ces salles ornées de format identique font la hôte de part et d'autre.

Et lorsqu'on examine les dates de près, on voit bien que Dubuffet avait eu des mois avec et des mois sans. En février et en mars, c'était

l'avalanche scripturaire des « paracéphes ». Et, en août, la montée dévastatrice des « mondanités ». Cette année-là, la peinture chez Dubuffet s'était mise à couler de source. C'est pourquoi les tableaux arrivent en série de même format, mais d'allure différente, frères jumeaux et frères ennemis, semblables et dissemblables.

Dubuffet n'est plus tout à fait le même et son œuvre non plus. Tentatives nouvelles, images nouvelles, aventures neuves et incertaines. Le voici redevenu peintre, peintre-artisan, pinceau à la main penché sur son rectangle à remplir de couleurs, d'écritures et d'effigies.

JACQUES MICHEL.
(Lire la suite page 21.)



OUTRE-MER

LE RÉFÉRENDUM DE MAYOTTE

Les Mahorais se sont prononcés à 99,4 % pour le maintien de l'île dans la République française

Les habitants de l'île de Mayotte, dans l'archipel des Comores, ont été appelés à se prononcer, dimanche 8 février, par référendum, pour ou contre le maintien de l'île dans la République française. Une très large majorité s'est dégagée en faveur de la première solution. Selon les résultats officiels communiqués

dimanche soir par le secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, 17 886 votants sur 18 093 (99,4 %) ont choisi de rester français, tandis que 105 exprimaient une préférence pour le rattachement aux Comores (il y a eu 110 bulletins nuls) ; 3 591 électeurs

(il y avait 21 684 inscrits) n'ont pas participé au scrutin. Ce chiffre élevé s'explique par les consignes d'abstention données par les partisans de l'unité de l'archipel.

Le choix des Mahorais n'a causé aucune surprise, et la consultation s'est déroulée dans

le calme le plus complet. Ce lundi matin, une importante manifestation pro-française a eu lieu à Dzaoudzi, devant l'ancienne résidence des gouverneurs généraux. Plusieurs centaines de femmes brandissant des drapeaux tricolores y participaient.

Dzaoudzi (Mayotte). — Avec 99 % des suffrages exprimés, Mayotte a déclaré, dimanche 8 février, de rester dans la République française. Quatre des trente-trois bureaux de vote se sont même prononcés à 100 % pour la France. Partout, le scrutin a eu les apparences de la régularité. Les douze magistrats de la commission de contrôle se sont donné beaucoup de mal pour qu'il en soit ainsi, obligeant chacun des 18 093 votants (sur 21 684 inscrits) à passer par l'isoloir, et contrôlant minutieusement chaque carte élécteur.

Comme prévu, les consignes d'abstention des partisans de l'unité de l'archipel ont été respectées : tant à M'Sapere qu'à Comorian, Dombeni, plus de 33 % de l'électorat s'est abstenu de voter. En revanche, certains s'étonneront que M'Zamboro, village longtemps surnommé « la Guinée » pour son opposition à la France, se soit prononcé à 100 % en faveur de la métropole. De tels résultats risquent fort de n'être pas pris au sérieux à l'étranger, où l'on s'attendait d'une telle différence — 30 % — avec la consultation du 22 décembre 1974. Mais plus que les manipulations — inexistantes, semble-t-il

Terre (300 kilomètres carrés) par une barge, « Le Mahorais ». Sur ces îles, on trouve cocotiers et bananiers, des maisons de terre battue aux toits de chaume, des arbres à parfum (l'ylang-ylang) dont les premières fleurs démontent en février, et des petites filles qui pleurent à l'approche d'un Blanc parce qu'à chaque bêtise ou menace de les « donner aux blancs ». Et puis il y a la mer aux ressources inexploitées, et ce lagon superbe déserté par les navires de la Marine nationale jusqu'au lendemain de la consultation, comme pour faire oublier que l'archipel s'intéresse à nouveau à cette île idéale, située à quelques milles du canal du Mozambique, la route des pétroliers vers le Cap et l'Europe.

De notre envoyé spécial

Il faudra peut-être dire aussi aux écoliers de la métropole que, cent trente-cinq ans après l'arrivée des Français, il n'y a à quelques dizaines de kilomètres de routes goudronnées, des villages qu'on ne peut joindre que par pirogue, deux hôpitaux qui ne méritent pas ce nom, un C.E.R. qui s'arrête à la classe de seconde, plus de 80 % d'analphabètes, et qu'en 1976 une épidémie de coqueluche tue encore des enfants. Mais tout cela, pour les Mahorais, valent du préparé. Mayotte ne doute pas, souligne M. Bama, que la France ne veuille enfin lui donner les moyens de vivre dignement. On fait donc

ici les rêves les plus fous. « On se sent surtout les rares riches de l'île, et quelques marchands réunionnais, qui envisagent déjà un centre touristique (alors qu'il n'y a pas l'eau courante dans les deux hôtels de Mayotte) ou un hôpital ultra-moderne. Sans parler des lycéens qui clament : « La France construira des bâtiments. »

Choisir un statut

Plus modestes, les fonctionnaires français parlent de construire quelques routes sur la « Grande Terre », d'« améliorer »

l'équipement hospitalier et le système d'enseignement. Mais, avant tout cela, la politique va garder quelque temps encore droit de cité : M. Stirn, le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, est attendu ici avant la fin du mois de février, et avant la mi-mars, les Mahorais devront, par une nouvelle consultation, choisir leur statut.

Même s'ils affirment ne pas s'en être préoccupés jusqu'à présent, les dirigeants du mouvement mahorais semblent favorables à la départementalisation. Non seulement cela traiterait le sens de la politique française, qui tend à réduire le nombre des territoires d'outre-mer, mais cela permettrait de soustraire la population à l'influence exorbitante des trois grandes familles de l'île : les Henry, les Giraud et les Norou. Enfin, chacun le dit ici, « avec le département, les choses sont claires et nettes. »

De manière plus surprenante, le principal opposant au mouvement, M. Ahmed Solih, originaire de M'Sapere et conseiller économique et social, est lui aussi favorable à la départementalisation. « Ce n'est pas le colonialisme, assure-t-il, c'est l'exploit. »

Mais cette solution, outre qu'elle néglige la spécificité des droits et coutumes musulmans à l'inconvenant, qui apparaît aujourd'hui aux Mahorais comme un avantage — d'être irréversible, donc de couper tous les liens de l'archipel, des autres îles de

Un « pôle d'envie » ?

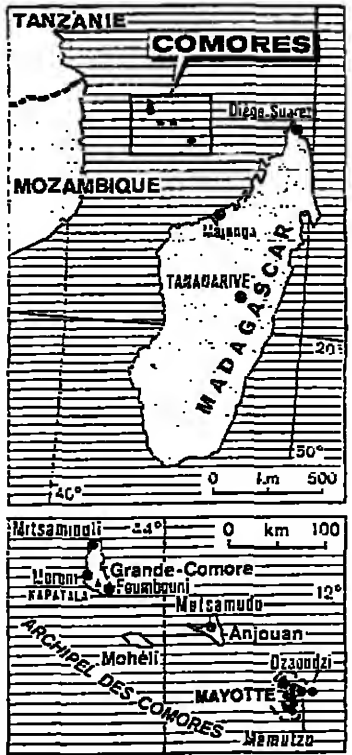
Jusqu'à présent, malgré la violence des discours de Moroni, le Trion, un petit chef de village, continue d'attirer Mayotte en essence, et il arrive qu'un malade soit évacué vers Anjouan.

La France tente aujourd'hui de regagner le terrain perdu en décembre après le départ de ses fonctionnaires. Pour soutenir la zone franc, Paris vient de proposer à M. Ali Solih, le président comorien, 2 500 tonnes de riz au titre de l'aide alimentaire. La France se fait prête à envoyer des enseignants à Moroni par le canal de l'ONU. D'autre part, M. Marcel Henry reconnaît volontiers que « rien n'empêcherait Mayotte et les Comores d'avoir des relations de bon voisinage si Moroni renonce à ses visées annexionnistes ». Et il ajoute que ces relations pourraient aller très loin : « dès lors qu'il n'y a plus subordination d'une île aux autres. »

Mais si Mayotte, nouveau département d'outre-mer, devient un « pôle d'envie » dans un océan Indien pauvre, M. Ali Solih, qui prêche la croisade pour « libérer » cette île, risque fort de perdre la face et d'entamer sa position. Malgré l'écrasante victoire du parti mahorais, le vent de l'histoire peut tourner, et Mayotte, entourée de pays favorables à Moroni, la Tanzanie, le Mozambique, Madagascar, peut connaître des difficultés qui auront pour la France des répercussions au niveau international.

Tout cela pour une affaire que le représentant français à l'ONU qualifie, il y a moins de deux mois, de « dérisoire ».

BRUNO DETHOMAS.



Mayotte (370 kilomètres carrés) a pour chef-lieu Dzaoudzi, autrefois capitale de tout l'archipel des Comores. L'île compte trente-sept mille habitants. Comme dans les autres îles, la religion dominante est l'islam. D'un relief moins escarpé que le reste de l'archipel, Mayotte dispose d'un lagon et est entourée d'une barrière de corail. Les cultures sont la vanille, le coprah, l'huile et les girofles.

LE MOUVEMENT POPULAIRE MAHORAIS

Parti unique à Mayotte, le Mouvement populaire mahorais a été créé en 1958 par des notables locaux qui voulaient déjà que l'île devienne département.

Doté d'un comité directeur et d'un organisme plus large qui réunit les délégués des soixante-six villages de l'île, ce mouvement doit beaucoup aux femmes. La présidence du M.P.M. est assurée par M. Zena M'Déré, et chaque cellule — il y en a une par village — est dirigée par une femme, parce que « celles-ci sont moins vulnérables à la pression de l'administration ». Depuis dix-sept ans, le M.P.M. — qui serait fort de plusieurs milliers de membres — a toujours prôné le rattachement à la France.

EN LIBÉRANT L'ENFANT RETENU EN OTAGE

La Somalie maintient sa dénonciation de l'« agression haineuse » de Loyada

L'annonce de la mort, samedi 7 février, dans un hôpital parisien, d'une deuxième victime parmi les enfants pris en otage à Loyada, la petite Valérie Gelsbuhler, a jeté une ombre sur la satisfaction qu'avait provoquée à Paris la libération du jeune Frank Ruworski. L'enfant était attendu en fin de matinée à Paris, en provenance de Mogadiscio.

A MOGADISCIO, l'ambassadeur de France, M. Gueury, a confirmé que le petit Frank était « en excellente santé » et a remercié les Somaliens. Au moment de la remise de l'enfant au diplomate, M. Omar Arsh, ministre somalien des affaires étrangères, a déclaré samedi matin que son gouvernement était intervenu « pour des raisons humanitaires », mais qu'il tenait à exprimer sa « répulsion pour le meurtre perpétré de sang froid et sans aucune provocation préalable par les légionnaires français ». Le Front de libération de la Côte des Somaliens avait, avant de rendre l'enfant, fait des conditions, déclarant que « des milliers d'enfants sont déportés à Djibouti et même abandonnés dans le désert ».

A PARIS, le ministre des affaires étrangères, M. Jean Sauvagnargues, a assuré qu'il « n'y avait eu de négociations avec le gouvernement somalien pour la remise de Frank et qu'elle avait été faite « en même temps que quelques commentaires inopportuns ». Le ministre, parlant au cours du journal télévisé de TF 1, a contesté avec vigueur la thèse somalienne d'une « agression française », la qualifiant de « mensonge ». Pour sa part, M. Mohamed Said Samantar, ambassadeur de Somalie à Paris, se réjouissait de l'issue de l'affaire, « à tenu à rappeler le fait que la France est publiquement responsable d'agression ».

A DJIBOUTI, le haut commissaire en instance de départ, M. Christian Dabiane, en exprimant samedi sa satisfaction pour

l'affirmation à nouveau que le village de Loyada a été détruit, déclare : « Cette attaque surprise méprisable a eu lieu au moment où le gouvernement somalien était engagé dans des négociations avec le Front de libération pour épargner la vie des enfants pris en otage. » Le message demandait au maréchal Amin d'attirer l'attention des chefs d'Etat africains sur une « agression haineuse » et un « acte insensé ».

La Ligue populaire prépare une manifestation pour protester contre l'inculpation de plusieurs de ses dirigeants

Correspondance

Djibouti. — Le nouveau haut commissaire de la République, M. Don Camille d'Ornano, est arrivé, le lundi matin 9 février, à Djibouti, que son prédécesseur, M. Christian Dabiane, avait quitté dans la soirée. Une délegation de parlementaires de la majorité était arrivée dans le territoire la veille. Prenant sa première parole, le haut commissaire va devoir répondre à la demande d'autorisation de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance, qui projette une manifestation mercredi prochain, afin de protester contre l'inculpation, « pour des motifs politiques », de plusieurs de ses responsables, dont son porte-parole, M. Ahmed Dini A'med. Le L.P.A.I. entend exiger « la fin de la répression » et « l'instauration d'une conférence constitutionnelle, présidée par une personnalité neutre ». Il semble que le L.P.A.I. manifeste, en plus, une certaine désapprobation pour la manifestation, répondant aux souhaits des jeunes qui s'étaient spontanément groupés devant le palais de justice le lendemain de l'arrestation d'Amin Dini avant d'être chargés par la police.

Le président de la L.P.A.I., M. Hassan Gouled Aptidon, avoue

lui-même être dépassé par les événements. L'annonce de la mort de « vingt-trois militaires et civils somaliens et de trois terroristes du F.L.C.S. » faite par Radio Mogadiscio, peu après la libération des jeunes otages, a provoqué dans les rangs de son parti, en majorité d'ethnie somalie, une vive émotion. Si, pendant la prise d'otage à Loyada, les métropolitains étaient très tendus, ce sont maintenant les personnes d'origine somalie qui montrent une certaine nervosité à l'annonce de la libération de Frank Ruworski. Les jeunes, en particulier, influencés par le nationalisme somalien, et qui ne trouvent rien, à Djibouti, correspondant à leurs aspirations, semblent prêts à soutenir le F.L.C.S. jusque dans la lutte armée.

La découverte, à Djibouti, d'une cache d'armes dans laquelle les terroristes avaient prélevé les trois pistolets mitrailleurs Sturm Gewehr dont ils se sont servis pour détourner le car des écoliers, n'a pas calmé les esprits.

Finalement, centaines d'enfants européens sont en instance de départ, et certaines personnes abandonnent leur poste, après avoir remis un préavis.

lors de ce scrutin — il faut tenir compte du poids des notables dans un pays où l'immense majorité de la population est analphabète.

Enfin, il faut prendre en considération l'averion des Mahorais pour les Anjouanais, habitants de l'île voisine. Le choix étant entre la France et les Comores, beaucoup d'électeurs ont dû se dire, comme cette femme à la sortie du bureau de Dzaoudzi : « Entre deux maux, on choisit le moindre ».

Mayotte qui, dès 1958, avait manifesté son intention de devenir département, a donc continué massivement sa volonté de rester française. « Le vent de l'histoire ne souffle pas seulement à sens unique », se réjouit M. Younoussa Bama, secrétaire général du Mouvement populaire mahorais et préfet de l'île, bien que déjà des jeunes écrivent sur les murs : « A bas le colonialisme français et ses valets locaux ! »

Une aberration de l'histoire

Il faudra donc apprendre aux écoliers français qu'à 13 000 kilomètres de Paris existe une miette de l'empire, une aberration de l'histoire : deux îles, dont l'une, grande de quelques hectares et surnommée « Petite-Terre » est reliée à l'autre, la « Grande-

La décolonisation essoufflée

(Suite de la première page.)

Plutôt que de « s'accrocher » à tout prix aux derniers lambeaux de son Empire, la France assure, si les populations le souhaitent, être prête à se retirer dans les meilleures conditions. Mais c'est précisément la définition et la réalisation des conditions d'un départ honorable qui crée les incertitudes, les tergiversations et, tôt ou tard, les malentendus, affrontements et drames. A qui passer le pouvoir lorsque le principe du départ est posé ? Quand faut-il décider de s'en aller ? L'affaire de Djibouti a montré Paris empiétant dans des contradictions évidentes.

Par le référendum de 1967, les « populations consultées » — dans des conditions d'ailleurs contestables — avaient décidé de rester dans la République. Depuis, le vœu d'indépendance a fait les progrès que l'on sait.

On admet enfin que les habitants du territoire avaient, en une décennie, le droit de changer d'attitude et même de se déjuger. Hélas ! M. Ali Aref n'est pas le dirigeant « crédible » qu'un nouvel Etat doit avoir s'il veut tenir tête aux convulsions de puissants voisins.

Abandonné par ses propres troupes, il est taillonné par l'oppo-

sition légale, et menacé par l'attentat. Paris aurait sans doute préféré, comme le dit un ancien ministre en charge des territoires d'outre-mer, « un chef issu pouvant rassurer les Aïors ».

Faute de cet oiseau rare, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat des départements et territoires d'outre-mer, déclare (1) prudemment : « Il arrive qu'au moment de l'indépendance, on puisse être amené à effectuer des changements d'hommes. Là n'est pas notre problème. »

Le ministre estime que, « sans la présence française, la guerre tribale est quasi certaine ». Dans un tiers-monde chaotique sur les bases étrangères, comment cette sollicitude ne paraît-elle pas un peu suspecte ?

Un dangereux précédent

La malchance veut qu'un moment où elle est trébuchée par le gubier de Djibouti, la France ne parvienne guère à faire admettre, hors de ses frontières, sa politique à Mayotte. Là encore, une action ondoyante et des initiatives contradictoires font douter des bonnes intentions proclamées. Paris a, en effet, joué de la division de l'archipel avant de la consacrer.

Alors qu'une animosité ancienne opposait Mayotte à Anjouan, la France a d'abord soutenu sans condition, en M. Abdallah, les ambitions anjouanaises. Il est vrai que le dirigeant comorien disposait d'un solide argument en marchant en adroit commerçant « ses » voix à l'élection présidentielle. Il put donc, avec l'appui de la métropole, traiter l'île de Mayotte d'une façon dont l'intérêt personnel et mercantile n'était pas absent. Un peu plus tard, sous la pression du lobby mahorais, on abandonnait ce protégé discrédité pour reporter toute la faveur française sur l'île fidèle. Il ne restait plus à M. Abdallah, dans un pathétique et pitoyable retour, qu'à déclarer l'indépendance de l'archipel avant d'être renversé par ses administrés. Mayotte « française » à l'unanimité, n'aura fait que réduire un peu la superficie d'un de ces « micro-Etats » dont M. Giscard d'Estaing, à propos du Sahara occidental, vient de se dire peu partisan et de donner à M. Stirn l'occasion d'esquisser un nouveau droit international à propos de l'indépendance des archipels.

Ces deux crises ne sont sans doute pas les dernières. L'affaire

de Mayotte peut même, à quelques variations locales près, fournir le schéma de futures désagréments. Avec les meilleures intentions du monde — en l'espèce ne pas chasser une île contre son gré de l'ensemble français — la logique du précédent conduit en effet à des difficultés qu'aggrave l'absence de la transformation de l'île en département lors de la seconde consultation prévue.

Pour se tirer d'embarras, Paris croit, en effet, avoir trouvé le remède. Il suffira de secouer le miraculeux tamis de la départementalisation, qui, laissant passer la boue des autonomismes latents et des indépendances virtuelles, retiendra l'or du patriotisme et de la fidélité. L'inspiration viendra d'ailleurs de l'Elysée même. La formule présente évidemment des avantages, et, notamment, celui de faire scotcher plus facilement par la Communauté internationale, lors de la prochaine conférence sur le droit de la mer, à Genève, l'extension prévue à 200 milles des eaux territoriales. Mais aussi que d'inconvénients dans ce « stalinisme » que dénonçait récemment M. Aimé Césaire à la tribune de l'Assemblée en le qualifiant de « fanatisme de la départementalisation ! »

(Le Monde du 15 novembre 1975). Déjà définie en 1967 par M. Rullotte, alors ministre des DOM-TOM, la recette est simple : « L'assimilation étant la solution idéale aux problèmes posés par la décolonisation », la conclusion va de soi : « Il faut choisir d'être dans la République ou d'en sortir. » Déjà Saint-Pierre-et-Miquelon, et à l'autre bout du monde, Wallis-et-Futuna, se parent aux délices et aux certitudes de la préfecture et du conseil général que connaissent les « vieilles possessions », Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion.

Assortie d'une discrète menace de retrait de l'assistance financière, la question serait bientôt posée en Polynésie, où la diminution des activités du C.E.A. et la crise économique sont censées faire réfléchir les populations inquiètes. Le débat, qui depuis la loi-cadre de 1958, se déroulait autour de l'autonomie, doit être tranché par ce coup de maître. A moins que, là encore, on assiste à un démembrement. Papeete préférant conserver une personnalité politique déjà affirmée, tandis que les Marquises se rallieraient à la départementalisation.

La Nouvelle-Calédonie pourrait

suivre vite dans la voie de l'indépendance, les Nouvelles-Ébréides, qui sont sur le point de s'y engager, rejetant leur statut vététaire de condominium. On aura ainsi fait tout le contraire de ce que suggérait, le 8 mai 1974, M. Mitterrand, candidat à la présidence de la République : « Qu'il y ait des statuts particuliers différents d'un territoire à l'autre, d'un département à l'autre, cela me paraît tomber sous le sens. »

En visite à la Guadeloupe en 1960, en un temps où l'Algérie était encore divisée en départements, le général de Gaulle haranguait les paysans de Petit-Bourg : « La France est une bonne maison », leur disait-il.

Pourtant, certains souhaitent, on l'a vu à Djibouti et à Mayotte, en sortir quand d'autres veulent y demeurer. Le juridisme et le centralisme, vieilles passions résistances, ne réglant pas les ultimes problèmes de la décolonisation. En offrant le choix entre la porte ou un irrévocable bail, ils risquent de préparer dans chaque territoire de nouvelles crises, faute d'imagination.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

(1) A Jeune Afrique, du 13 février.

هكذا من الأصل

AFRIQUE

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

L'armée marocaine poursuit sa progression sans rencontrer de résistance

Tandis que M. Rydbeck, envoyé spécial de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, commençait, samedi 7 février, à El Aïoun sa mission d'information - au Sahara Occidental, le président Sadate envoyait des messages au roi Hassan II et au président Boumedienne pour leur demander de faire preuve de modération et de s'abstenir de toutes opérations militaires.

● A ALGER, les dirigeants ont accueilli dimanche M. Eteki Mboumoua, secrétaire général administratif de l'O.U.A., qui a entrepris une mission de conciliation.

● A RABAT, une source autorisée a annoncé que les forces armées royales avaient occupé, dimanche, sans combat l'oasis de Bir-Lahou, dans le sud de la Sagia-el-Hamra, à moins de cent cinquante kilomètres de la frontière algérienne, étendant ainsi leur contrôle sur la « route de l'eau ».

● A PARIS, un porte-parole du Front Polisario a déclaré à Radio-France internationale que son mouvement était prêt à échanger ses prisonniers de guerre contre ceux détenus par le Maroc et la Mauritanie, l'opération devant se réaliser par l'intermédiaire de la Croix rouge internationale.

De notre envoyé spécial

(assemblée locale) constitue l'expression de cette population, conformément à des procédures traditionnelles constantes et à la législation de la puissance administrative qui crée cette assemblée. M. Rydbeck a pris contact avec la Jemaa. Quarante-sept membres étaient présents. Vingt et un autres j'attendent à Dakhia, et six à Smara. Sur les cent membres, la majorité est donc acquise pour délibérer valablement (1). L'un des quarante-sept membres avait rallié le jour même El-Aïoun, après avoir quitté l'Algérie et le Front Polisario. Neuf membres du comité permanent de l'assemblée (2) ont confirmé à l'envoyé de l'ONU qu'une majorité de cette assemblée avait approuvé l'accord de Madrid. Dimanche, des délégations de commerçants, d'ouvriers de l'exploitation des phosphates de Bou-Craa et de représentants du Front de libération et de l'unité (FLU) et du Parti de l'union nationale sahraoui (PUNS) ont été entendus par M. Rydbeck.

Une évolution rapide

La situation sur le terrain évolue rapidement. El-Aïoun, que nous avions vu il y a six semaines dans la désolation d'une ville déserte (le Monde du 27 décembre), reprend de jour en jour son rôle de capitale provinciale. Les Marocains ont pris dans l'administration le relais de la plupart des Espagnols. Le pacha nouvellement nommé, M. Hassan Houchen - un ingénieur agricole originaire du nord du royaume, estime approximativement à vingt-cinq mille le nombre de Sahraouis qui ont regagné leurs foyers dans la ville : c'est-à-dire, indique-t-il, la quasi-totalité. Quatre cents Espagnols environ sont revenus, dont quelques artisans, des fonctionnaires et 80 % du personnel de Bou-Craa. Cette exploitation devait recommencer à « tourner » le 9 février. Le convoyeur, long de 100 kilomètres, a été endommagé en plusieurs endroits par des attentats du FLU. L'entretien et le nettoyage de la région Sa réputation est prévue. L'exportation n'est pas pour autant gênée, ni l'exportation, en raison des stocks au port d'embarquement.

Des courants économiques se sont établis avec Agadir. D'autres ont été maintenus avec les îles Canaries, vers lesquelles, depuis la réouverture de l'aéroport d'El-Aïoun au trafic civil, la compagnie Iberia assure à nouveau ses liaisons. Deux provinces dépendant de l'autorité de Rabat ont été créées. Elles ont pour chefs-lieux El-Aïoun et Smara. On envisage la création d'une troisième province qui jouterait la partie sud du Sahara occidental, où doit s'exer-

cer la souveraineté mauritanienne, simultanément, après les combats d'Angala, l'armée marocaine entend bien - qu'il y ait ou non affrontement avec l'armée algérienne ou le Polisario - s'assurer le contrôle de la « route des puits », ce qui explique sa progression sur Tifariti et sur Bir-Lahou, occupés sans résistance.

Ce dernier poste est passé, le 8 février, sous le contrôle des forces armées royales. Elles étaient arrivées dans la nuit précédente, aux environs de cette oasis, située à 375 kilomètres à vol d'oiseau d'El-Aïoun, et 140 kilomètres de Mahbes, base importante du Polisario, restée, selon les milieux militaires marocains, par l'armée algérienne. Ces mêmes milieux estiment que les Algériens étaient implantés également à Tifariti et à Bir-Lahou avec des effectifs sensiblement égaux (un bataillon) à ceux qui se trouvaient à Angala.

L'absence de résistance aussi bien à Tifariti qu'à Bir-Lahou, paraît bien indiquer que les unités algériennes et le Polisario se sont retirés au moins d'une partie de la Sagia-el-Hamra, à la suite de la tournure prise par les combats d'Angala et des tentatives de médiation entre Rabat et Alger. Il semble aussi que les forces royales soient en marche vers Mahbes.

LOUIS GRAVIER.

Algérie

« VEXATIONS » AUX FRONTIÈRES FRANÇAISES

« Quand tu rentres en Algérie, donne ta pale à Soummedine pour faire la guerre au Maroc ! » : « Vos usines doivent vous suffire maintenant pour vous nourrir. Que faites-vous donc chez nous ? » Telles sont, d'après le quotidien El Moudjahid, les réflexions auxquelles s'exposent les travailleurs algériens en France lorsqu'ils reprennent leur pays, et qu'ils passent les contrôles de police, en particulier à Lyon et à Marseille.

Le journal fait ces constatations dans un billet intitulé « La conception française des bonnes relations », publié vendredi 6 février en pages intérieures. « On assiste, écrit-il, à une vaste campagne de dénigrement et de vexations entreprise à l'égard de nos nationaux par les autorités françaises. »

LA GUERRE CIVILE EN ANGOLA

Le M.P.L.A. annonce la prise de Huambo capitale de ses adversaires

Tandis que le M.P.L.A., annonçant la prise de Huambo (anciennement Nova-Lisboa), fait état d'un succès sur ses adversaires de l'UNITA qui pourrait être décisif, l'Union soviétique a énoncé, samedi 7 février, selon l'agence Tass, des propositions permettant un « règlement négocié en Angola ».

L'agence soviétique précise que « l'U.R.S.S. préconise un règlement à partir du retrait des troupes des interventionnistes sud-africains et des mercenaires, et par une alliance des vraies forces patriotiques qui veulent l'indépendance de l'Angola ».

Pour sa part, le gouvernement tanzanien a demandé au secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) de reconnaître la République populaire d'Angola comme membre à part entière de l'organisation.

Selon la déclaration du ministre tanzanien des affaires étrangères, M. Ibrahim Kaduma, le secrétariat de l'O.U.A. doit prendre cette décision quinze-vingt-cinq Etats de l'O.U.A., soit plus

de la moitié des membres de cette organisation, ont reconnu le régime de Luanda.

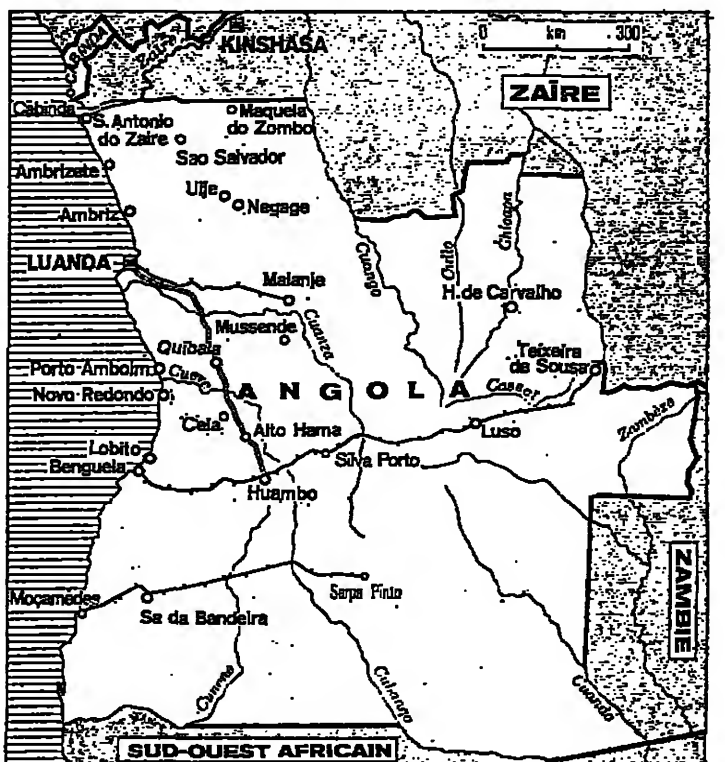
● A Johannesburg, le « Sunday Times » du 8 février assure qu'un affrontement se prépare aux frontières du Sud-Ouest Africain, entre les forces cubaines et angolaises, d'une part, et les effectifs maintenus sur place par Pretoria, d'autre part. Cet affrontement, écrit le journal, pourrait être le plus important de toute la guerre. Le « Sunday Times » écrit, en outre, que M. Jonas Savimbi, président de l'UNITA, s'est rendu à Pretoria en décembre.

En Angola même, l'UNITA dénonce, dans un communiqué, la présence d'Algériens dans les rangs de ses adversaires. Ils serviraient des hélicoptères disposant de lance-roquettes à Mucunda, à une centaine de kilomètres au sud de Malanje. A Luanda, le président Neto a, dans un discours, condamné les « actes d'indiscipline de gens qui donnent l'impression de vouloir organiser un mouvement politique parallèle au M.P.L.A. » (A.F.P. U.P.I.)

Correspondance

Luanda pour rejoindre le front sud. On signale de même qu'une partie des forces armées du front Nord traversaient l'Angola pour rejoindre la région de Huambo. On pensait donc que la rassemblement et l'organisation de cette armée ne permettraient pas une attaque avant la fin de février, même s'il était établi que, depuis le début de la semaine dernière, les forces sud-africaines s'étaient

Luanda pour rejoindre le front sud. On signale de même qu'une partie des forces armées du front Nord traversaient l'Angola pour rejoindre la région de Huambo. On pensait donc que la rassemblement et l'organisation de cette armée ne permettraient pas une attaque avant la fin de février, même s'il était établi que, depuis le début de la semaine dernière, les forces sud-africaines s'étaient



Les observateurs ont été surpris de voir Huambo tomber si vite. Pendant toute la semaine dernière, une grande quantité de matériel militaire a été évacuée. Des avions blindés amphibies, artillerie anti-aérienne, a quitté le port de

retirées au sud du chemin de fer de Benguela. Selon une source bien informée, la prise de Huambo ne se serait faite à aucune résistance. Les forces du M.P.L.A. et les Cubains n'auraient mis que quatre heures pour franchir les 60 km qui séparent Alto-Hama, où les combats auraient été difficiles, des faubourgs de Huambo. Samedi, à 19 heures, elles auraient fait parvenir un ultimatum aux forces de l'UNITA leur enjoignant de se rendre, faute de quoi l'assaut serait donné quatre heures plus tard. Ne recevant aucune réponse, les forces de la République populaire entraient sans aucune difficulté dans Huambo. Les combattants de l'UNITA s'en étaient retirés ou avaient abandonné leur uniforme pour des vêtements civils.

QUATORZE MERCENAIRES AURAIENT ÉTÉ FUSILLÉS

(De notre correspondant.)

Londres. — Selon une information non confirmée, quatorze mercenaires britanniques auraient été exécutés en Angola. Les faits sont rapportés par Neil Davis, correspondant de la chaîne de télévision N.T.S. au Zaïre. S'appuyant sur le récit de plusieurs déserteurs britanniques, le journaliste australien affirme que l'exécution a eu lieu sur l'ordre du commandant de l'unité de mercenaires.

Celui-ci, le « colonel Callan », serait d'origine grecque et aurait servi à Chypre dans les forces de l'O.E.S.A. Une autre version assure qu'il a passé deux ans dans les rangs de l'armée britannique. Il est décrit comme un « maniaque du meurtre ». Alors que certains mercenaires demandaient à quitter les forces du F.N.L.A. parce qu'ils trouvaient les « conditions de travail » trop mauvaises, Callan aurait, sous la menace de mitrailleuses et d'un canon, contraint ses hommes à fusiller eux-mêmes les autres.

Un récit très proche a été recueilli par un correspondant de la B.B.C. selon lequel la scène se serait déroulée à peu de distance du quartier général du F.N.L.A. Une fois mis au courant, le président du Front, M. Holden Roberto, aurait ordonné l'arrestation du colonel Callan, qui, selon certaines versions, aurait refusé d'entrer dans la jungle, d'autres affirmant qu'il aurait été tué.

Les dirigeants de la firme Security Advisory Services, qui a recruté les mercenaires britanniques, assurent de leur côté que la nouvelle des exécutions serait entièrement fautive. En tout cas, elle n'a pas empêché le départ de soixante nouveaux mercenaires, qui ont quitté Londres dimanche soir 8 février à destination de Kinshasa via Bruxelles. — J.W.

● Quatre chefs d'Etat d'Afrique australe ont achevé, samedi 7 février, au Mozambique, les travaux d'une réunion consacrée à l'Angola et à la Rhodésie. Les présidents Samora Machel (Mozambique), Julius Nyerere (Tanzanie), Kenneth Kaunda (Zambie) et Seretse Khama (Botswana) se sont séparés sans publier de communiqué. — (Reuters)

Témoignage

Robert Delavignette, un libéral obstiné

par GEORGES BALANDIER (*)

Robert Delavignette, qui vient de disparaître (le Monde du 6 février), a été gouverneur général des colonies. Il fut plus qu'un préfet des grandes Françaises, exotiques et maintenant tançées ; il ne se faisait jamais enfermer dans sa fonction et son rôle.

Lorsque je le rencontrai pour la première fois, sa forte présence m'imposa par association le titre d'une œuvre africaine naïve et flatteuse : Force-Bonité. Il dirigeait alors l'école dite coloniale, et il contribua à mon orientation africaniste ; il présenta la fin des « chefs de l'empire », et me dirigea vers le département d'Afrique noire du Musée de l'homme et de l'ethnologie ; il nourrit ma curiosité pour ce qu'il appelait « l'accent africain dans les lettres françaises ». Je respectais en lui ce qu'il gardait de l'esprit de 1936, et la qualité d'un auteur sans complaisance dont un livre publié pendant la guerre avait été ravagé par la censure.

Après mes missions de recherche conduites au Cameroun (où il avait été haut-commissaire) et au Gabon. Nous avons alors mesuré ensemble la force des mouvements qui exprimaient l'initiative des peuples noirs ; il reconnut et accepta la montée des nationalismes. Par la suite, les débats provoqués par le drame algérien nous rapprochèrent encore ; il venait d'écrire le rapport formulant l'analyse critique des données économiques et sociales de la situation ; il tenta en 1957 d'agir à l'intérieur de la Commission de sauvegarde des droits et libertés en Algérie. Il s'en retira parce qu'il n'acceptait pas la trêve.

Soudan-Parle-Bourgeois ou les Paysans noirs, ce sont là les références liant son métier et ses options à ses origines. Il interpréta le monde africain par le moyen de la culture paysanne, par la reconnaissance d'un humanisme de la terre. Il manifestait ainsi son sens de la mesure et la fermeté dans ses choix : ceux qui le conduisirent, au cours des dernières années, à définir un meilleur usage de la coopération ou à confronter Christianisme et colonialisme. Il fut un libéral solide et obstiné.

(*) Professeur de sociologie à la Sorbonne, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

EMMANUEL LE ROY LADURIE

Montaillou, village occitan

de 1294 à 1324

« Une œuvre passionnée, passionnante. » Jacqueline Ptière - Le Monde

« Avec Le Roy Ladurie, l'histoire redevient un art majeur. » Max Gallo - L'Express

bibliothèque des histoires

GALLIMARD

la République française

Le culte du « tout-à-l'heure » Ce lundi matin, importante manifestation professionnelle à Dakhia, devant l'Assemblée des pouvoirs locaux. Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

Présence de nombreuses associations de femmes, d'habitants des drapettes.

PROCHE-ORIENT

Liban

Dans la plaine de la Bekaa contrôlée par les Palestiniens

(Suite de la première page.)

Non loin de la carcasse d'un char libanais disloqué par une explosion, au milieu de l'immense tourbillon qui est devenue la plaine sous les pluies de l'hiver, l'état-major de l'armée de libération palestinienne (A.L.P.) a installé un P.C. dans une maison d'un village de réfugiés palestiniens.

M. Abou Jihad, commandant des troupes de la branche militaire du Fatah (A.L.P.), est venu assister à un « briefing ». Ce personnage, auréolé de secret, est considéré comme le numéro deux de l'organisation dirigée par M. Yasser Arafat.

« Nous avons été contraints de nous enfoncer dans la bataille, déclare-t-il, car, dans les derniers jours du conflit, l'armée s'est rangée au côté des phalanges pour éliminer de la Bekaa de tous les progressistes et Palestiniens. Nous connaissons ce plan et les officiers qui l'ont mis au point. Nous ne pouvions pas

ne pas réagir, d'autant que ce plan faisait partie d'une offensive générale. On l'a vu dans la région de Beyrouth, où, subitement, notre camp de Dbyeh et ceux de Jir-Et-Bacha et de Tall-El-Zaatar ont été attaqués. »

En estimant que, en deux jours seulement, la riposte a été émise, M. Abou Jihad laisse entendre que les « forces réactionnaires » ont été partout repoussées. À l'est de la Bekaa et au nord d'Akkar, au point que les zones qu'elles contrôlent ont été presque réduites au seul « petit » Liban, à majorité chrétienne. Le dirigeant du Fatah ajoute que, sur le plan strictement militaire, l'effort des combattants progressistes et palestiniens pouvait difficilement être poursuivi. Il dira plus tard être convaincu que les phalanges n'auraient cessé le combat parce qu'ils ne pouvaient agir autrement.

Un commando du Fatah s'est installé dans une villa inhabitée

appartenant à un Koweïtien d'origine iranienne, qui possède un vaste domaine de plusieurs centaines d'hectares dans les environs de Chitour. « Voilà ce qu'on a fait de ce pays, s'emporte un des fedayin, un pays d'accueil des militaires qui se font bâtir de luxueuses maisons où ils n'ont séjourné que deux fois pendant quelques heures seulement en cinq ans. À côté, le gardien — un chrétien — ne gagne que 50 livres par mois. » (Une livre libanaise vaut 2 francs.)

Un camion, deux chars légers portant l'inscription « Armée libanaise » : cette image démontre d'un autre événement important qui a eu lieu dans la Bekaa. Cette nouvelle armée vient d'être créée par quelques lieutenants, sous-officiers et soldats, au cours des derniers combats, ont choisi de quitter « l'armée » pour se mettre aux côtés des forces progressistes. Ils ne sont que quelques centaines disposant d'une trentaine de blindés, de camions et de quelques pièces d'artillerie, mais ils sont la partie la plus spectaculaire et démantelée et des divisions d'une armée régulière dont les chefs sont accusés de partialité en faveur des partis de droite chrétiens.

Devant la cour de la ferme qui lui sert de quartier général, le lieutenant Ahmed Khalil, trente-quatre ans, se fait acclamer par les habitants d'un village voisin venus en délégation pour leur chef et leur instructeur en tête — pour l'assurer de leur soutien dans son action. « Vive le lieutenant El Khalil ! » La même cérémonie se reproduit chaque jour avec un cortège différent. Cet homme vouté, à l'air réservé, peu loquace, est devenu en quelques jours le militaire libanais le plus connu.

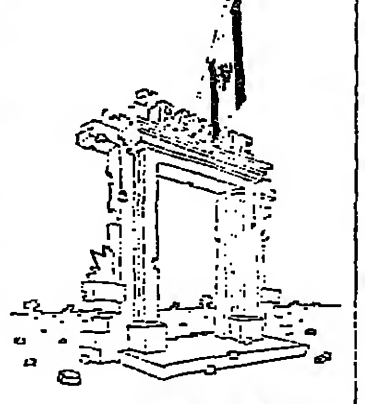
« Nous avons décidé de rejoindre le mouvement national, déclare-t-il, car nous ne voulions plus obéir à des ordres impossibles à exécuter. Nos supérieurs nous demandaient de prendre parti, avec nous, contre le peuple de ce pays. Il ne s'agit pas de religion — il y a des chrétiens parmi nous comme au sein du Front progressiste et de la résistance palestinienne. »

La « longue marche » du lieutenant El Khalil, le 20 décembre, lorsque, accusé d'avoir dénoncé l'attitude partisane du commandement, il a été muté de Zahlé à Marjayoun, dans

le Sud-Liban. C'est de cette garnison que, après avoir convaincu quelques dizaines de « camarades » de ne pas « résister passivement », mais « d'agir », il a remonté la vallée de la Bekaa, neutralisant les divers postes militaires qui se trouvaient sur son chemin. À chaque étape, les effectifs de ses troupes grossissaient, et, le 21 janvier, il a fait sa jonction avec les forces de l'O.L.P. qui arrivaient de Syrie.

Quand on lui demande combien de soldats l'ont rejoint (cinq cents environ selon certaines estimations), il élude en déclarant, avec un sourire ironique, « L'ex-armée comptait quinze mille hommes, trois mille seulement aujourd'hui sont encore opérationnels. Par rapport au premier chiffre, le nôtre est inférieur mais, par rapport au second, il est considérable... »

FRANCIS CORNU.



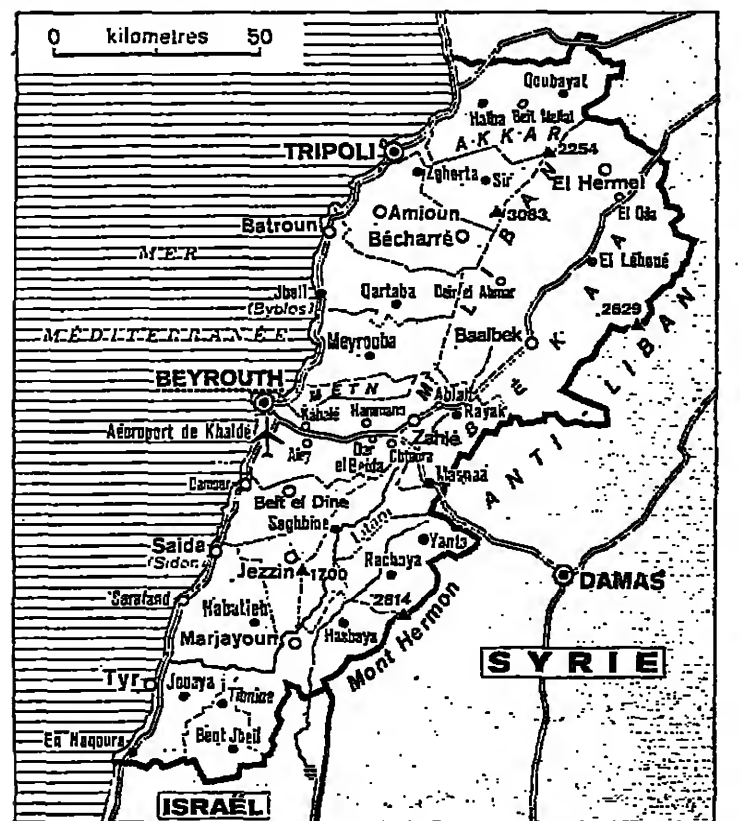
(Dessin de KONEJ.)

L'ACCORD DE 1969 RÉGLEMENTANT LA PRÉSENCE PALESTINIENNE

Le principal résultat de la visite du président libanais, M. Frangie, à Damas, où il a rencontré, samedi 7 février, le président Assad, est la garantie accordée par la Syrie pour l'application de l'accord du Caire de 1969 qui régit la présence des Palestiniens au Liban et leurs relations avec les autorités libanaises. Voici les clauses de cet accord, selon la presse libanaise :

- 1) LA PRÉSENCE PALESTINIENNE
 - Reconnaissance des droits de travail, de résidence et de déplacement des Palestiniens résidant actuellement au Liban.
 - Création de commissions de Palestiniens à l'intérieur des camps, en vue de sauvegarder les intérêts des Palestiniens, en collaboration avec les autorités locales et dans le cadre de la souveraineté libanaise.
 - Présence d'unités du commandement de la lutte armée palestinienne (CLAP) à l'intérieur des camps. Ces unités sont chargées d'assurer de bonnes relations avec les autorités locales et de faire les quantités d'armes à l'intérieur des camps.
 - Autorisation accordée aux Palestiniens de participer à la révolution palestinienne au sein de la lutte armée, dans le respect des principes de la souveraineté et de la sécurité libanaise.
- 2) L'ACTION DES FEDAYIN
 - Octroi de facilités de passage pour les fedayin et délimitation des points de passage et d'observation dans les régions frontalières.
 - Assurer aux fedayin l'usage de la route jusqu'à l'Arak, dans le Sud-Liban, sur les pentes du mont Hermon.
 - Le CLAP se chargera de la discipline des membres des différentes organisations, et veillera à leur non-ingérence dans les affaires libanaises.
 - Création d'unités mixtes palestiniennes-libanaises chargées de l'ordre.
 - Désignation de représentants de la lutte armée palestinienne auprès de l'état-major libanais, en vue de participer au règlement de tout incident.
 - Réglementation des déplacements des éléments de la lutte armée palestinienne.
 - Droit des autorités civiles et militaires libanaises d'assumer leurs attributions et leurs responsabilités entières sur l'ensemble des territoires libanais et en toutes circonstances. — (A.P.P.)

ANDRÉ SCAMAMA.



AFIN D'EXCLURE L'O.L.P. DE TOUTE NÉGOCIATION

Washington aurait donné le feu vert à Jérusalem pour jouer à fond la « carte jordanienne »

Jérusalem. — La réunion du conseil des ministres israélien du dimanche 3 février a duré huit heures. Il n'en fallait pas moins pour entendre un compte rendu détaillé de M. Rabin sur son voyage aux États-Unis et les explications données par le premier ministre sur les propos qui ont fait scandale, tenus la semaine dernière par une « haute personnalité israélienne » à Washington, devant les représentants de la presse de son pays.

Le communiqué publié à l'issue du conseil ne donne aucune indication sur la teneur de l'exposé de M. Rabin ni sur l'accueil qui lui a réservé M. Peres, qui s'était senti directement visé par les accusations de la « haute personnalité ». Rappelons que M. Rabin (la « haute personnalité ») avait confié à Washington aux journalistes israéliens que la liste d'achat de matériel militaire étaient « excessivement enflées, qu'elles n'avaient pas été établies avec le sérieux nécessaire et qu'elles n'étaient pas à l'honneur d'Israël ». Ces propos avaient été ressenties comme une offense personnelle par le ministre de la

défense et le chef de l'état-major, qui avaient mis au point les listes d'achat mais qui, disaient-ils, avaient été approuvées par le premier ministre. Devant le tollé soulevé en Israël par ses déclarations, la même « haute personnalité » avait aussitôt indiqué qu'elle n'avait voulu accuser personne et qu'effectivement M. Rabin avait, lui aussi, une part de responsabilité dans l'effet déplorable provoqué par les commandes israéliennes.

Au cours du voyage, l'amitié des États-Unis a été confirmée sur les questions essentielles comme les livraisons militaires, l'aide économique, et sur ce qui l'on désigne à Jérusalem sous le vocable assez imprécis de « stratégie politique d'ensemble ».

Cette stratégie, que les États-Unis se sont d'ailleurs montrés plus que simplement approuver, aurait pour objectif de parvenir à des règlements substantiels sur des divers fronts et en ce qui concerne la plus problématique, celui qui concerne la Cisjordanie, les Américains se seraient, tou-

Jours selon Jérusalem, ralliés au point de vue de M. Rabin. Sur le front oriental, un accord doit être recherché avec le gouvernement d'Amman, l'O.L.P. ne peut être considérée comme un interlocuteur (et tant qu'elle n'aura pas reconnu Israël, préside les Américains) et il ne saurait être question de créer un troisième État entre la Jordanie et Israël.

Avant d'apparemment reçu le feu vert de Washington pour jouer à fond, comme il l'a toujours voulu, la carte jordanienne, le gouvernement israélien va s'efforcer d'offrir dans les plus brèves délais au souverain hachémite un choix de formules qui pourraient lui permettre, en attendant que les conditions politiques intérieures deviennent de plus en plus propices à des solutions spectaculaires, d'accroître le renforcement de sa position en Cisjordanie. On envisagerait à Jérusalem de proposer à Amman, au sein de l'O.L.P., et à Jérusalem aux élections municipales d'avril en Cisjordanie ne serait peut-être pas étranger à l'évolution de la situation. On prévoit en effet un affrontement entre les candidats pro-jordanien et pro-O.L.P. Il faut aussi noter qu'il est de plus en plus question d'avancer, en Israël, la date des élections générales.

Jordanie

Les ajustements politiques à Amman aggravent les dissensions dans les rangs palestiniens

M. Zeid Rifaï, le premier ministre jordanien, a remanié le dimanche 3 février son gouvernement. Quatre nouvelles personnalités entrent au cabinet, mais la proportion des ministres d'origine palestinienne (quatre sur vingt) demeure inchangée.

Samedi, la Chambre des députés a été dissoute. Cependant, les solennités parlementaires (trente de Transjordanie et trente de la Cisjordanie occupée) pourront être convoqués en séance extraordinaire chaque fois que le roi Hussein l'estimerait nécessaire. Le 5 février, l'Assemblée avait autorisé le gouvernement à reporter indéfiniment les élections législatives.

Ces mesures, selon le gouvernement jordanien, ont un double objectif : éviter, d'une part, que la population palestinienne de Cisjordanie ne demeure sans représentation électorale au moment où les autorités israéliennes tentent de mettre sur pied une administration autonome et régulariser, d'autre part, la situation du Parlement, « suspendu » depuis no-

vembre 1974, à la suite du « sommet » de Rabat, qui avait reconnu à l'O.L.P. le droit exclusif de représenter les Palestiniens. Les dernières initiatives du roi Hussein — qui paraissent confirmer sa volonté de ne pas se désister de ses droits sur la Cisjordanie occupée — ont suscité de vives réactions au sein de l'O.L.P., tout en aggravant les dissensions au sein de la centrale des fedayin.

Selon les observateurs, les divergences apparues entre le chef de la Saïba et les autres membres du comité exécutif de l'O.L.P. trouvent leur origine dans le spécifisme rapprochement qui s'est opéré depuis plusieurs mois entre Damas et Amman.

Notre correspondant à Beyrouth, Edouard Saab, rapporte que les dirigeants de l'O.L.P. sont persuadés que le roi Hussein, en accord avec la Syrie, et avec la bénédiction d'Israël et des États-Unis, s'apprête à revenir sur le devant de la scène afin de négocier un accord de dégelage avec l'État juif.

DIPLOMATIE

Paris souhaiterait un « directoire » européen

(Suite de la première page.)

Ainsi des actions coordonnées de la France à Athènes et de l'Allemagne fédérale à Ankara ont contribué à renouer les pourparlers entre les communautés chypriotes.

Le point sur lequel les critiques françaises sont le plus vives a trait au pouvoir de décision, grande faiblesse de l'Europe des Neuf. Celui-ci réside en fait essentiellement dans le Conseil européen (« sommet » triennal). Le Conseil européen, forme supérieure du conseil des ministres de la Communauté, s'inscrit en quelques mois d'existence, plusieurs succès importants à son actif (accord sur le fonds régional, « renégociation » britannique, démarrage de la conférence Nord-Sud, amorces d'une politique énergétique). Comme le conseil des ministres, il travaille et doit travailler en accord avec la Commission, organe technique autonome, mais nommé par les gouvernements. L'exécutif ainsi constitué fonctionne d'une façon pragmatique, réussissant de se briser, et des conflits surgissent entre le Conseil et la Commission si celle-ci devait, comme le propose M. Tindemans, prendre un caractère plus politique et, notamment, recevoir l'investiture du Parlement européen.

D'une façon générale, c'est dans le renforcement du Conseil, non dans celui de la Commission, que l'on voit la France l'avenir d'une Communauté mieux structurée. La grande difficulté vient évidemment des élargissements à de nouveaux membres, réalisés ou prévus à plus ou moins longue échéance, qui rendent le Conseil de moins en moins apte à prendre des décisions.

De là l'idée qui n'a jamais été totalement écartée, à Paris, d'un « directoire » européen plus ou moins formel. Déjà, le 4 février 1969, le général de Gaulle, arguant que la Communauté ne pouvait fonctionner

que par accord des plus « grands », avait suggéré à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Christopher Soames, que son pays se prête, pour entrer dans la C.E.E., à la formation d'un « conseil » restreint avec la France, l'Allemagne fédérale et l'Italie. Cette idée avait fait scandale et provoqué une levée de boucliers des « petits ». Les idées en cours aujourd'hui à Paris seraient sensiblement différentes. Dans ce « directoire », des procédures de délégation et de rotation devraient permettre à chacun de faire valoir ses vues. La rotation ne serait pas automatique, et les « grands » ne seraient pas nécessairement membres de droit inamovibles. La « directoire » pourrait comprendre, par exemple, deux « grands » et un « petit ». En outre, la personnalité des dirigeants européens devrait être prise en considération. Actuellement, M. Thom, chef du gouvernement du Luxembourg, a plus de poids politique que le grand-duché. On imagine mal cependant comment de telles idées pourraient être mises en œuvre sans soulever, entre autres, des questions de susceptibilité insurmontables.

C'est sans doute parce que l'on mesure mieux à Paris les risques de paralysie d'une communauté trop nombreuse que l'on paraît moins hostile qu'ailleurs à la construction de plusieurs vitesses « proposées » par M. Tindemans. Sans doute devrait-on se prémunir contre les risques de dislocation mais, la « progression différenciée » n'est pas une novation : la communauté actuelle s'est faite à plusieurs vitesses avec six fondateurs et ses trois adhérents, son « serpent » monétaire, qui ne réunit que six États-membres et son Conseil européen, inspiré des « sommets » réguliers franco-allemands. D'ailleurs, pourquoi et comment empêcher que ceux qui veulent aller plus vite et plus loin que les autres le fassent ? Dans cette affaire, on semble considérer que le tact et la présentation jouent un grand rôle.

On paraît d'autant plus soucieux à Paris de consolider à la tête de la Communauté un pouvoir de décision efficace que l'on a pris son parti de l'élection du Parlement européen au suffrage direct. Les deux vont de pair, dit-on : c'est parce que le Conseil européen est en état de marche que l'élection démocratique du Parlement européen est souhaitable, voire nécessaire.

L'élection directe soulève cependant encore deux problèmes sérieux : la répartition nationale des sièges, qui dépend d'un accord entre les Neuf et le mode de scrutin qui, si l'on s'en tient à l'arrangement (contesté) passé entre les Neuf ne relève, dans l'immédiat, que des autorités nationales. Le ministère de l'Intérieur s'est livré à de nombreuses études sur les avantages et les inconvénients des scrutins majoritaires et proportionnels. On s'orienterait vers un système mixte : des listes de trois sièges seraient élues au scrutin majoritaire dans des circonstances ad hoc formées de plusieurs départements et les restes seraient répartis à la proportionnelle à l'échelon national.

MAURICE DELARUE.

L'élection du Parlement européen

LES RADICAUX SONT HOSTILES À UN TYPE DE SCRUTIN COMMUN À TOUS LES PAYS

(De notre correspondant.) Clermont-Ferrand. — M. Gabriel Peronnat, secrétaire d'État à la fonction publique et président du parti radical, a précisé samedi la position de sa formation sur l'élection du futur Parlement européen, déclarant notamment :

« Les radicaux s'en tiennent aux termes du traité de Rome qui a été signé au nom de la France par le radical Maurice Faure. Nous sommes attachés à ce que l'élection du Parlement européen se fasse au scrutin universel, selon des modalités qu'il convient d'étudier, soit par région, soit au plan national. Nous pensons qu'il faut respecter les scrutins de chaque pays, car rechercher l'établissement d'un scrutin uniforme pour l'ensemble des pays européens aurait pour conséquence de retarder l'échéance fixée. »

La visite à Londres de M. Schmidt marque un rapprochement germano-britannique

De notre correspondant

Londres. — Arrivé le vendredi 6 février en Grande-Bretagne, le chancelier Schmidt, qui a passé vingt-quatre heures plus tard après s'être entretenu six heures avec M. Wilson.

Le chancelier rencontre, les milieux de M. Whitehall ne manquant pas de suggérer qu'elle servirait à promouvoir les « relations spéciales » qui devraient naturellement exister entre Londres et Bonn. Sans aller jusqu'à reconnaître qu'on serait jaloux, dans la capitale britannique, de voir les affaires européennes trop dominées par la coopération franco-allemande, on n'en souligne pas moins que le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale ont des raisons particulières de s'entendre : les deux pays sont gouvernés par des sociaux-démocrates, font grand cas de l'alliance atlantique et voient d'un mauvais œil toute coopération des socialistes avec les communistes.

Les relations entre Londres et Bonn n'ont pas été trop chaleureuses durant ces dernières années, notamment durant la « renégociation ». La visite du chancelier Schmidt a donc marqué dans une certaine mesure la fin des querelles. Les dirigeants britanniques ont d'ailleurs pris ces temps-ci de faire quelques « gestes » en vue de convaincre leurs partenaires que Londres jouera désormais le jeu européen sans trop d'arrière-pensées.

M. Wilson a promis au chancelier qu'il fera de son mieux pour convaincre son parti et la Chambre des communes de respecter le programme prévoyant des élections directes au Parlement européen en 1978. Enfin, et bien qu'aucune précision officielle n'ait

été donnée à ce sujet, il est permis de penser que le premier ministre Wilson a admis l'assommoir que la Grande-Bretagne ne réduira pas son budget militaire, encore qu'une question reste en suspens : l'accord réglant la contribution de Bonn à l'entretien de l'armée britannique en Allemagne fédérale doit bientôt être renouvelé. Tout en déclarant que ce problème « ne serait pas insoluble », le chancelier fédéral n'a pas, semble-t-il, pris d'engagements précis.

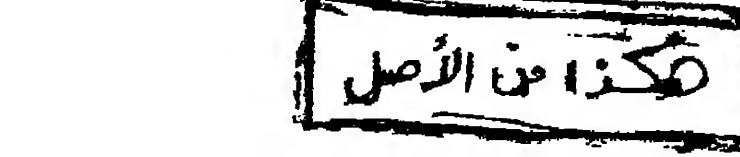
Les conversations ont aussi porté sur la « guerre de la mort », qui pose un problème très sérieux à l'alliance atlantique. M. Wilson a suggéré qu'il serait « heureux » de voir l'Allemagne fédérale jouer un rôle de médiateur. M. Schmidt s'est empressé de faire savoir qu'il n'a pas l'intention de brûler ses doigts dans cette affaire et a suggéré de se tourner à nouveau du côté de l'O.T.A.N.

JEAN WETZ.

La V.P.C. : qu'est-ce que c'est ?

La V.P.C. ou vente par correspondance est un circuit de distribution inventé voici cent ans : catalogues, offres spéciales et produits sont directement livrés, à domicile, au consommateur.

Syndicat des entreprises de vente par correspondance.



EUROPE

Portugal

Vingt-cinq mille personnes assistent à Lisbonne à un meeting de la droite

De notre correspondant

Lisbonne. — Le Centre démocratique et social (C.D.S.), parti politique de droite, qui regroupe bon nombre de dirigeants de l'ancien régime, a manifesté pour la première fois à Lisbonne depuis la « révolution des œillets ». Au nord du pays, cela n'aurait rien de révolutionnaire, mais au centre même de la capitale, le spectacle offert par une foule joyeuse de vingt-cinq mille personnes était inédit.

Le dimanche 8 février, aux arènes de Campo Pequeno, les drapeaux rouges ont cédé la place à des drapeaux noirs et blancs. Plus de mille personnes, mais deux fois plus de drapeaux, ont été dirigées vers le « centre », symbolisé par un cercle. Au lieu du poing, on levait le pouce en signe de victoire. Le visage du général Galvão de Melo, probable candidat de la droite à la prochaine élection présidentielle, apparaît imprimé sur des milliers de boîtes d'allumettes vendues sur place. Des autocollants surgissent aux boutons des tee-shirts aux couleurs du parti.

A l'intérieur des arènes, un des

orateurs évoque « tous ceux qui ont souffert pour que nous puissions être là aujourd'hui ». Ceux qui avaient eu le « courage » d'adhérer au parti dans les moments difficiles. Les « résistants » en quelque sorte.

Mais l'heure de la revanche a sonné : massés aux abords des arènes, trois milliers de manifestants d'extrême gauche entendaient boycotter le meeting. Un fort dispositif de sécurité, constitué notamment par des agents de la police municipale en tenue de combat, a prévenu toute « obstruction » de leur part. Un an auparavant, les congressistes du C.D.S., réunis à Porto, avaient été assésés et malmenés par une foule en colère.

Le « général paillard »

A la tribune, M. Amaral, président du C.D.S., a défini les trois objectifs essentiels de son parti : démocratisation nationale, reconstruction nationale et réconciliation nationale. Il a demandé justice pour les « victimes du 25 avril arrêtées sans raison et libérées d'outre-mer », pour les « réfugiés d'outre-mer », pour les chômeurs « à qui le gongolisme a retiré leur travail », pour les propriétaires « expropriés sans indemnités », pour les détenteurs de titres et d'actions « qui attendent toujours les dédommagements auxquels ils ont droit ».

Pour les élèves « empêchés pour des raisons politiques de suivre les cours et de passer les examens », pour les « télespectateurs » indignés devant des programmes qui « offensent leur sensibilité et leur foi ».

Le général Galvão de Melo, en col roulé, les bras levés au ciel, a été reçu par les manifestants au début de la semaine dernière. Il avait essayé de pénétrer en Espagne, par le col du Pertus, mais il avait été retenu par la police espagnole. — (A.F.P.)

L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA EST EXPULSÉ DE FRANCE

L'ex-général Spinola est arrivé le samedi 1 février à Genève, venant de France. Il avait été informé le 2 février que son séjour en France expirait le 7 février. Selon son entourage, il aurait très mal pris cette décision qui lui a de nouveau été notifiée samedi.

Après un premier séjour en France, il y a plusieurs semaines, au cours duquel il avait résidé dans un grand hôtel parisien, l'ex-général était installé dans un hôtel de Saint-Maur. Au début de la semaine dernière, il avait essayé de pénétrer en Espagne, par le col du Pertus, mais il avait été retenu par la police espagnole. — (A.F.P.)

Espagne

Un maire est assassiné au Pays basque

M. Victor Legorburu, maire de Valdemoro, près de Bilbao, et connu pour ses opinions antinationalistes basques, a été assassiné par des inconnus le lundi 9 février alors qu'il sortait de son domicile. Cet attentat risque de relancer la tension au Pays basque alors qu'une importante manifestation a eu lieu à Barcelone le dimanche 8 février à l'appel des organisations catalanes.

D'autres part, les mesures adoptées par le dernier conseil des ministres espagnol ont déjà l'opposition démocratique, qui attendait davantage. On apprend, enfin, que M. Emilio Romero, ancien directeur de Pueblo, et l'un des personnalités franchistes les plus liées aux groupes ultras de droite, a été limogé de son poste de directeur général de la presse du Mouvement.

De notre correspondant

Madrid. — Le crédit que la presse et l'opinion publique espagnoles avaient accordé au premier gouvernement du roi s'est de nouveau réduit à la suite des mesures prises par le conseil des ministres du 6 février (le Monde daté 9 février).

La modification du décret-loi antiterrorisme, alors que l'opinion attendait son abrogation pure et simple, est cependant importante. Les conseils de guerre summarismos disparaissent : une plus grande liberté est reconnue à la défense ; les peines de mort sont supprimées comme châtiment unique dans certains cas.

Les articles « qui qualifient d'actes de terrorisme » certains délits de presse sont abrogés. Cependant, sont toujours qualifiés de délits de terrorisme les « prisons du peuple » et la transmission de « certains messages ». Les conseils de guerre sont en partie dissuadés. Mais les perqui-

siions domiciliaires sans mandat judiciaire restent en vigueur. Le décret-loi est donc maintenu à titre exceptionnel. Le délit pur et simple de terrorisme est maintenant séparé d'autres délits politiques qu'on n'opinion qui étaient auparavant considérés dans les articles abrogés.

Le projet de loi sur le droit de réunion revient en fait à la réglementation d'un article du fuero des Espagnols de l'année 1945, qui contenait des principes conformes aux droits de l'homme, mais en grande partie restés lettre morte depuis. L'opinion attendait plus, c'est-à-dire une large réglementation du droit d'association et de réunion.

Dans des termes rappelant un style encore récent, le gouvernement, après avoir pris en considération ce qu'il appelle la campagne de « certaines forces subversives » lancée contre le conseil de guerre devant lequel vont être déférés les officiers de l'Union militaire démocratique (U.M.D.), a avisé la presse qu'il était prêt à « empêcher que l'affaire soit politisée » et à appliquer « avec fermeté » la loi de presse.

De son côté, l'U.M.D. a publié un communiqué déclarant que « ses représentants des diverses régions militaires d'Espagne » demandent l'annulation pour les officiers inculpés et leur réintégration. L'U.M.D. remercie d'autre part « toutes les organisations démocratiques, la presse, et en général les sympathisants, pour ce qu'ils ont fait en faveur des inculpés ». Elle ajoute qu'elle espère que « les forces armées et les forces de l'ordre ressentiront la nécessité de travailler en contact étroit avec le peuple d'Espagne, afin d'établir la démocratie dans le pays dans un avenir très proche ». — J. A. N.

● Le tribunal d'ordre public de Madrid a condamné le samedi 7 février neuf membres du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP) à des peines de prison pour le délit de « terrorisme ». Selon le procureur, en juin 1973, les neuf inculpés avaient attaqué avec des cocktails Molotov une banque à Las Palmas. Deux autres membres du FRAP ont été acquittés. — (A.F.P.)

« Portugais de tous les temps et de toutes les régions ». Il a farouchement attaqué la décolonisation, qui, selon lui, n'a pas été une « victoire », mais une « défaite », œuvre d'une « poignée d'individus » dont il a demandé : « Seront-ils des Portugais ? » Pour l'assistance, la réponse était simple : « Non, ils étaient des traitres ». Au milieu des sifflets, le général a dénoncé les « mercenaires cubains et russes qui remplacent en Angola les militaires portugais ».

L'idole de l'ancien « majorité silencieuse » devenue bien bruyante a pu entendre un slogan auparavant réservé aux militaires de gauche : « Général ami, le peuple est avec toi ». Rav de cet accueil, M. Galvão de Melo a répondu : « Peuple ami, le général sera toujours avec toi dans un avenir de grandeur ». La nuit tombait, et la kermesse était finie.

Dans trois mois, on votera pour l'Assemblée législative ; ensuite, viendra l'élection présidentielle. Les divers partis précisent dans cette perspective leur stratégie. Le parti socialiste a réaffirmé, au cours d'une conférence de presse, sa volonté de se présenter aux élections. Pas d'alliance, ni avec les communistes, qui, pour M. Soares, « n'offrent pas de garanties suffisantes quant au respect de la démocratie », ni avec le P.P.D., qui « dans la pratique suit une politique de droite ». Une seule exception possible : une alliance avec les dissidents du parti des marxistes, qui, à Porto, viennent de constituer un mouvement social-démocrate.

JOSÉ REBELLO.

JEAN DANIEL : Otelo de Carvalho ne doit pas rester en prison...

Dans le *Nouvel Observateur*, Jean Daniel lance un appel en faveur de la libération du commandant Otelo de Carvalho.

« Organisateur de la libération du 25 avril, écrit-il, Otelo est toujours en prison. Et cela est peu supportable. Je voudrais que ces lignes soient lues par notre ami le commandant Otelo de Carvalho. Pour lui rappeler un fameux dîner, un soir à Lisbonne, l'été dernier, où il attendait à tout moment d'être arrêté en même temps que Melo Antunes, par des officiers naguère socialistes et convertis au communisme. Carvalho revenait de Cuba, et il nous disait : « Otelo, ne t'inquiète pas, je t'enverrai tous les opposants dans les arènes. Alors a commenté ces paroles : « Otelo parle pour se défendre. Mais il ne ferait pas une chose pareille. C'est un romantique. Personne n'est plus généreux envers ses adversaires. Nous lui devons tous beaucoup. Si y a un dictateur issu de l'armée, ce ne sera pas lui. C'est pourquoi nous nous accordons à être le droit de Carvalho. Parce que c'est l'homme que vous nous avez décrit. Et parce que c'est un symbole. L'organisateur du 25 avril ne doit pas rester en prison. »

Pays-Bas

LES RÉVÉLATIONS DE LOCKHEED

Le prince Bernhard demande une enquête sur son cas

(Suite de la première page.)

Beaucoup dépendra notamment du bon vouloir du représentant de Lockheed en Europe, M. Meuser, qui réside en Suisse et qui a refusé jusqu'ici de comparaître devant la commission du Sénat. M. Meuser a entretenu des relations étroites non seulement avec le prince Bernhard, mais aussi avec un ami du prince, héros de la résistance néerlandaise, M. Jysen Gerritsen, également accusé d'avoir touché des sommes d'argent pour ses « conseils » à l'époque de la vente des Starfighter.

On note aussi que, au début des années 60, le prince Bernhard faisait partie du conseil de surveillance de la société néerlandaise d'aéronautique Fokker, dont Lockheed possédait un certain nombre d'actions.

Depuis plusieurs mois déjà le nom du prince Bernhard revenait fréquemment dans les déclarations d'analystes et d'employés de Lockheed. Il y a trois mois, le premier ministre, M. Joop Den Uyl, avait eu une conversation privée à ce sujet avec l'époux de la reine, et il avait conclu à ce moment-là que celui-ci était hors de cause. C'est devant les accusations concrètes prononcées par M. Kitchan, l'un des dirigeants de Lockheed, que le prince a lui-même demandé l'ouverture d'une enquête sur cette affaire. En même temps, il a formellement nié avoir touché quelque somme que ce soit.

Cette déclaration, rapportée dimanche soir à la télévision néerlandaise par le premier ministre, a rassuré momentanément l'opinion publique, qui craignait que sa confiance quasi absolue dans la monarchie néerlandaise soit à tout jamais compromise. Pour faire une déclaration pareille, estiment les milieux politiques de La Haye, le prince Bernhard doit avoir la conscience tranquille.

C'est dans cet esprit que les leaders de tous les partis politiques représentés au Parlement hollandais ont accueilli favorablement la décision gouvernementale de nommer une commission d'enquête au plus vite.

A propos de l'enquête, le premier ministre, M. Den Uyl, a déclaré que « personne ne devait être considéré comme coupable avant que sa culpabilité soit prouvée. Cela vaut pour tout citoyen et aussi pour le prince Bernhard ». Mais il a laissé entendre également que si la commission conclut à des faits répréhensibles, le rapport serait transmis à la justice qui, selon les milieux bien informés, engagerait certainement des poursuites. « J'espère que nous arriverons à une conclusion rapide. Je pense que cela sera mieux pour tout le monde », a déclaré M. Den Uyl.

En effet, si des doutes sur les agissements du prince Bernhard subsistaient, l'affaire pourrait prendre une tournure très grave. Une crise constitutionnelle pourrait s'en suivre. A La Haye, on est persuadé que, dans ce cas, la

reine abdiquerait et que le principe même de la monarchie serait mis en cause, bien que, officiellement, la succession doive être assurée par la princesse Beatrix. Il y a, aux Pays-Bas, peu de militants républicains actifs, mais dans les partis de gauche, un préjugé favorable latent pour la République existe et ne demande qu'à être réveillé.

En attendant, les rumeurs continuent à circuler. Selon certains bruits, c'est M. Meuser, agent de Lockheed en Europe, qui aurait reçu l'argent pour le prince Bernhard et d'autres « conseillers spéciaux ». C'est lui qui l'aurait mis en sécurité dans une banque suisse.

Dans les milieux gouvernementaux, l'opinion prévaut cependant que, au cas où le prince aurait trompé cette affaire, il n'aurait pas utilisé le million de dollars à des fins personnelles (il n'en a vraiment pas besoin), mais pour la bonne cause du World Wildlife Fund, l'organisation mondiale pour la protection de la nature, dont il est le dynamique président.

(Interim.)

A travers le monde

République Centrafricaine

● LES INSTIGATEURS DE L'ATTENTAT MANQUÉ perpétré le 3 février à l'aéroport de Bangui contre le maréchal Bokassa, président à vie de la République Centrafricaine, ont été arrêtés. Selon un communiqué officiel, il s'agit du chef de bataillon Fidel Oudron, commandant de l'escadron centrafricain, de son frère Martin Meyer, directeur de l'administration générale au ministère du tourisme, eaux et forêts, pêches et chasses, et du lieutenant Satao, de l'armée de terre. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● SEIZE HOTELS sud-africains seront autorisés à recevoir des clients « non blancs » à partir du 16 février, vient d'annoncer M. Jimmy Kruger, ministre de la justice sud-africain.

Ces hôtels ainsi que le complexe théâtral Nio-Malan du Cap recevront un « statut international » qui leur permettra d'héberger, de servir des repas de « haute classe » et des boissons alcoolisées à la clientèle de couleur. — (A.F.P.)

Rhodésie

● DIX-HUIT NATIONALISTES AFRICAINS ont été arrêtés au cours des quatre derniers jours, par les forces de sécurité rhodésiennes, affirme, samedi 7 février, un communiqué officiel publié à Salisbury. Au total, vingt-six nationalistes auraient été tués depuis une semaine.

PORTRAIT

Un sportif et un homme d'affaires

Le prince Bernhard de Hollande est âgé de soixante-quatre ans. Epoux depuis 1937 de la reine Juliana, il a toujours été passionné d'aviation. Au bon vieux temps des avions à hélice, il pilotait lui-même l'appareil royal lorsqu'il accompagnait la reine dans ses visites officielles à l'étranger. Il est sportif, aime la vitesse et a le goût du risque. Il a d'ailleurs eu plusieurs accidents de voiture assez graves. Par son attitude courageuse et loyale, pendant la deuxième guerre mondiale, il a refusé de faire oublier qu'il est d'origine allemande. En 1945, il était présent sur le Grebbenberg lorsque les Allemands ont signé leur capitulation.

En 1948, après le couronnement de la reine Juliana, il devient non seulement prince consort mais aussi le « commis voyageur » des Pays-Bas. Le gouvernement l'envoie dans le monde entier défendre les intérêts des industriels et des hommes d'affaires néerlandais. Plusieurs fois, il a organisé la conférence Bilderberg, qui réunit chaque année des industriels et des hommes politiques européens et américains. Il a été sans cesse et à un certain franc-parler dans les rapports privés. Il parle très bien plusieurs langues étrangères, quoiqu'il n'ait jamais perdu son fort accent allemand. Un bon mot a fait le tour de la Hollande : l'époux de la reine parle sept langues étrangères sans accent, et une langue (le néerlandais) avec sept accents.

Le prince Bernhard est inspecteur général de l'armée néerlandaise. Pendant de nombreuses années il a été aussi administrateur de la société aéronautique Fokker, qui a construit, sous licence, le Starfighter de la société américaine Lockheed. Depuis un certain nombre d'années, le prince Bernhard, qui était amateur de salons en Afrique, s'occupe activement de la protection de la nature en tant que président du World Wildlife Fund (Fonds mondial pour la nature), une organisation qui s'attache à empêcher la disparition des espèces animales rares.

Il a toujours su éviter des déclarations embarrassantes pour la monarchie néerlandaise. Une fois, pourtant, il a émis des doutes sur le fonctionnement du système parlementaire aux Pays-Bas, ce qui lui a valu un rappel à l'ordre immédiat du gouvernement. Le prince jouit d'une indéniable popularité.

PHILIP FRERIKS.

Pologne

Des intellectuels protestent contre la limitation de la souveraineté de l'Etat

De notre correspondant

Vienne. — Tandis que la presse polonaise mène depuis quelques jours une campagne de soutien au projet de réforme de la Constitution, la fronde contre la révision envisagée se poursuit et se développe dans les milieux intellectuels. Après la « lettre des 59 », qui s'insurgeait contre l'inscription dans la loi fondamentale du rôle dirigeant du parti ouvrier unifié (communiste), (*le Monde* daté 4-5 janvier), une seconde pétition a été envoyée ces jours derniers, approuvée-nous, à la commission extraordinaire du Parlement chargée de préparer le projet. Un troisième texte circulerait actuellement à Varsovie. Il s'attaquerait à la formule selon laquelle les droits des citoyens sont « inaliénablement liés à l'accomplissement attentif et consciencieux des devoirs envers la patrie ».

Les trois documents ne contiennent pas une critique globale du projet de révision, mais s'en prennent chacun à un point particulier. Il en est de même d'une lettre envoyée récemment à Trybuna Ludu, l'organe du parti, par M. Blenkowski et non publiée. L'ancien ministre de l'éducation nationale du temps de M. Gomułka écrivait, notamment, à propos du rôle dirigeant du POUP qu'accorder le plus grand des privilèges à un parti défini — le droit de l'exercice du pouvoir — équivalait à un retour aux traditions pré-démocratiques, féodales. Il faut sans doute voir dans ces réactions suc-

cessées, atomisées, la conséquence d'un certain mécontentement qui éclaire l'opinion de façon fragmentaire et par à-coups sur les intentions officielles.

La seconde pétition, qui guère l'appui des 59, a recueilli les signatures de scientifiques, de professeurs de l'école polytechnique de Varsovie et d'artistes, porté sur la politique étrangère et plus précisément les relations avec l'Union soviétique. Les signataires se réfèrent aux propos tenus le 19 décembre dernier au Parlement par M. Babinski, membre du bureau politique du POUP. Celui-ci avait déclaré : « Les principes de la politique extérieure de la Pologne, son appartenance au camp socialiste, son alliance fraternelle inaltérable avec l'U.R.S.S., doivent être inscrits dans la Constitution ». Le 24 janvier, l'agence PAP, faisant le point des travaux parlementaires, avait, par sa part, précisé que, conformément à la noble tradition de solidarité avec les forces de libération et de progrès, la Pologne renforce son amitié et sa coopération avec l'U.R.S.S. et les autres Etats socialistes. Les autres principes de la politique étrangère de la Pologne devaient être : « Le souci des intérêts de la nation, la souveraineté, l'indépendance, la sécurité, la volonté de paix, la coopération internationale et la coexistence pacifique avec les pays à système social différent ».

MANUEL LUCBERT.

PHOTO HALL
63 av. Champs-Élysées
PARIS 8e

SOLDES
le matériel
« démonstration »
des plus grandes marques

PHOTO CINE HIFI
remise jusqu'à
50 %
un très grand choix
du 9 au 14 février 1976

POLITIQUE

La fin des travaux du XXII^e congrès

A Saint-Ouen, le P.C.F. a confirmé son

« Un congrès historique », a dit M. Georges Marchais, en clôturant les vingt-deuxième assises du P.C.F. qui ont siégé à Saint-Ouen du 4 au 8 février. Historique ? Le terme était à l'usage des militants, dont les congrès sont la fête, qui viennent pour s'admirer et s'applaudir, pour s'enorgueillir de la force et de la puissance de leur parti. C'est le lieu privilégié où, à intervalles réguliers, vient se rallier cet « esprit de parti » que M. Jean Kanapa a exalté à la tribune et qui lui a permis de clore le délicat débat engagé autour des questions de morale. En cela, un congrès communiste relève toujours de cette « grand-messe » si souvent décrite. Il s'apparente effectivement à une célébration.

Sans doute nécessaire à la cohésion du parti, il n'est pas dépourvu de richesses humaines, et les deux mille cinq cents personnes

rassemblées samedi au Palais des sports de Saint-Ouen ont — congressistes, invités et journalistes mêlés — vécu un instant intense lorsque des immigrés sont venus saluer les délégués et que leur porte-parole s'est évanoui à la tribune, terrassé par l'émotion.

Mais un congrès communiste, ce n'est pas seulement cette célébration, si ce n'est pas encore un lieu d'élaboration politique. Dans le comportement même des délégués, le changement est visible. Ils sont plus défendus, c'est-à-dire moins studeux, ils sont plus exigeants sur la qualité des débats, ils laissent parfois percer leur lassitude devant certains exposés trop classiquement descriptifs de l'activité communiste dans tel département ou telle entreprise. Ils côtoient volontiers à la buvette les journalistes, les invitent même à leur table lors des repas. Ils parlent de la politique de leur parti, y compris parfois pour relever ce

qui, à leurs yeux, constitue des insuffisances. Bref, l'évolution engagée depuis 1964 se poursuit et ne cesse de s'amplifier. Le XXII^e congrès est bien plus une étape qu'un événement historique.

Le P.C.F. confirme son évolution « à l'italienne ». Plus nettement que jamais, il se fait un adepte du polycentrisme et commence à parler haut à son homologue soviétique. Plus nettement que jamais, il présente le passage au socialisme comme un processus continu de démocratisation et non comme une rupture de caractère révolutionnaire. Une autre option est-elle possible ? C'est peu probable. Il n'en reste pas moins que M. Georges Marchais a voulu cette stratégie et qu'il a tout fait pour la faire triompher. Pourtant, il y a un peu plus d'un an, en octobre 1974, lors du XXI^e congrès, on avait pu se demander si les communistes français n'allaient pas quitter la voie que leur propose

obstinément leur secrétaire général. Celui-ci, du même coup, avait paru chanceler, les tensions nées au sein du bureau politique compromettant son autorité.

Il ne reste, à l'évidence, plus rien de cette période. Non seulement la « voie démocratique » chère à M. Marchais triomphe, mais, qui plus est, l'emprise du secrétaire général sur le parti sort renforcée du renouvellement par le XXII^e congrès, des instances dirigeantes. La promotion la plus spectaculaire est en effet, sans conteste, celle de M. Charles Fiterman. Elu membre suppléant du comité central en 1972, lors du XX^e congrès, il réalise la prouesse d'être cette année, d'un seul coup, promu titulaire au comité central, membre du bureau politique, membre du secrétariat. Or M. Fiterman est l'un des plus proches collaborateurs de M. Marchais, dont il fut le secrétaire particulier plusieurs années durant. L'autre nou-

Samedi 7 février les débats portent dans un premier temps sur l'action du P.C.F. dans les entreprises. M. JEAN COLPIN, membre du bureau politique chargé de ce secteur d'activité, déclare notamment : « Quel est le parti qui s'identifie le mieux aux intérêts de la classe ouvrière et à ceux des travailleurs ? Celui qui se réclame d'un front de classes dont la rébellion cache la contestation du rôle d'avant-garde de la classe ouvrière ou, au contraire, le parti qui fonde l'adhésion de combat de tous les travailleurs sur la reconnaissance du rôle révolutionnaire de la classe ouvrière ? (...) C'est de ce parti-là que la classe ouvrière et tous les salariés ont besoin dans les entreprises. Ils n'ont pas besoin d'un autre. Nous ne contestons pas au parti socialiste le droit de chercher à s'implanter dans les entreprises, mais nous ne favoriserons pas pour

autant, au contraire nous combattons comme nous l'avons toujours fait, l'idéologie et les pratiques réformistes incompatibles avec les intérêts de la classe ouvrière et avec l'efficacité de son combat sur les lieux de travail, là où il y a la plus grande portée. » Mme NICOLE MATHIEU (Rhône) se penche sur le sort des « femmes travailleuses » qui, explique-t-elle, sont doublement exploitées. Mme JOSSELINE BORGET (Essonne), qui travaille comme O.S. à la C.G.C.T. de Massy, dénonce cette entreprise liée, selon elle, à la C.I.A. M. ANTOINE PORCU (Meurthe-et-Moselle nord) évoque la situation dans la sidérurgie et explique que la Lorraine tend à être placée sous la domination de la République fédérale allemande et à échapper en conséquence au contrôle national. Il réclame la nationalisation de la sidérurgie et reproche à M. Mitterrand

d'avoir dit de ce secteur industriel qu'il s'agit d'un « canard boiteux ».

Ensuite, une délégation de quelque trois cents travailleurs immigrés vient saluer le congrès. Un salarié du Joint français, M. Mohamed Amchah, lit un message mais s'évanouit avant d'être parvenu à la fin, et il est immédiatement relégué par l'un de ses camarades, M. MICHEL KEISCH (Alpes-Maritimes) traite de la situation dans la construction navale. M. GUY HERNANDEZ (Yonne) estime que, sans l'influence dirigeante du parti communiste dans le mouvement populaire, le peuple français ne connaîtrait ni avancée démocratique ni socialisme.

Au cours de la séance de samedi après-midi, M. RENE BUSNEL (Paris) illustre, à partir de la situation dans les peaux, le rôle d'avant-garde du parti communiste. M. ALME HALBEHR (Renault - Billancourt) déclare notamment : « Nous sommes à un point où nous ne pouvons nous permettre de laisser la moindre parcelle de terrain à l'adversaire sans risque d'y voir celui-ci progresser. Il ne faut pas laisser les français accepter la politique d'austérité — dans tous ses aspects concrets — être victimes de la politique ou des réformes de division. »

Le bilan financier du parti

M. PIERRE DOIZE donne lecture du rapport de la commission de contrôle financier. Il indique que le bilan financier du P.C.F. se caractérise par une nette augmentation des dépenses, due à l'inflation et au développement de l'activité du parti. C'est ainsi, par exemple, qu'une dizaine de permanents ont été mis en place en 1975 pour stimuler l'action dans les entreprises. Cette note, en revanche, une nette amélioration du rendement des cotisations : 10 millions de francs pour le comité central avec un taux moyen du timbre mensuel de 11,84 %.

M. GEORGES GOSNAT, député, trésorier du parti, s'attache ensuite à mettre en évidence les moyens financiers dont disposent les adversaires du P.C.F. Il note que, concentré à l'extrême, sous la direction de dirigeants des groupes financiers et industriels, auxquels il ajoute un nombre sensiblement égal de groupes étrangers, « le capital monopoliste a la main mise sur le pouvoir politique ». « Sous le règne giscardien, il fait même de plus en plus l'économie d'un personnel intermédiaire, au point que le chef de l'Etat et les principaux ministres d'ont cette particularité d'être liés aux deux branches, la française et l'étrangère, de ce grand capital. Ainsi, M. Giscard d'Estaing, de la famille entrepreneuriale de vieilles relations avec les Schneider, la Banque de l'Indochine, Thomson-Houston, et l'en passe, voit son horizon s'élargir vers le capitalisme étranger en la personne de son frère Olivier, dirigeant d'I.B.M. et de Gibbs Hill. (...) C'est avec l'argent des contribuables français que le grand capital monopoliste — français et étranger — se paye le concours de quelques milliers de cadres, qu'il utilise alternativement dans l'appareil de l'Etat et à la direction de ses propres affaires. »

M. Gosnat, explique ensuite que la direction générale des études législatives, mise en place dans le cadre du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) et qui est dirigée par M. Aimé Aubert, cache en réalité « une véritable cellule politique ». A cette situation il oppose celle de sa formation. Il indique que les cotisations se sont élevées en 1975 à environ 45 millions, les rétributions des élus et des retraités parlementaires à 20 millions et la souscription nationale à environ 40 millions. « Au total plus de 100 millions, c'est-à-dire plus de 10 millions d'adhésions », déclare-t-il, deux fois plus qu'il y a trois ans.

Le rapport financier est adopté à l'unanimité par le congrès. M. JEAN-LOUIS MARTIN (Paris) traite du conflit du Parti libéré, puis M. GUY JAQUIN (Rhône) évoque à son tour la « voie démocratique au socialisme » en indiquant qu'elle offre la seule réponse possible à la situation du pays. Il met en garde contre les « conceptions étroites et caricaturales », qui lui paraissent de toute manière en recul.

Après avoir adopté, à l'unanimité, le rapport présenté à l'ouverture du congrès par M. Georges

Marchais, les congressistes entendent un rapport de M. JEAN KANAPA, membre du bureau politique, au nom de la commission des amendements chargée d'étudier les propositions de modification au projet de résolution.

M. KANAPA : favoriser l'apparition de valeurs morales nouvelles.

M. Kanapa dresse d'abord un bilan de la discussion qui s'est déroulée au sein du P.C.F. et il estime qu'elle a permis de conforter l'unité du parti, l'accord profond des communistes avec la politique que leur proposait de ratifier le comité central. « Pour certains, à gauche comme à droite, ce ne serait pas tout à fait satisfaisant du point de vue démocratique, poursuit-il. Il faudrait, selon eux, que s'affrontent dans le débat des « tendances » plus ou moins organisées avec des chefs de file, avec des motions contradictoires. Il faudrait aussi, selon eux, que le débat ait abouti à la mise en cause des principales idées du document, c'est-à-dire de notre politique. A vrai dire, il faudrait ne pas avoir grand souci de mener au succès la lutte de la classe ouvrière pour nous, nous communistes. Si d'autres veulent cela chez eux, c'est leur affaire. Mais notre parti, lui, est prévenu contre les jeux de tendances dressées les uns contre les autres, ces comptes pour le partage des responsabilités dirigeantes et aboussant au morcellement, aux luttes autochtones, à la paranoïa. »

Le rapporteur indique que sur les 22705 délégués qui ont participé aux 98 conférences fédérales, 12 seulement ont voté contre le projet de résolution et 85 se sont abstenus. Sur les 821 amendements transmis au congrès par les conférences fédérales, aucun, explique-t-il, ne met en cause la ligne politique du document. « En particulier, ajoute M. Kanapa, aucun amen-

dement politique de fond ne porte sur les grandes idées exposées dans les chapitres consacrés à la voie démocratique au socialisme. (...) Du même coup se vérifie l'approbation par l'ensemble du parti de la décision de prolétariat dans le document. » Sur cette question il estime que l'intervention de M. Georges Marchais a « stimulé, impulsé, enrichi les discussions » et que de plus elle a « puissamment contribué à intéresser l'opinion la plus large » au congrès. Les résultats du combat ont été sur l'ensemble des conférences fédérales, 113 délégués seulement ont voté contre l'abandon de 218 se sont abstenus. M. Kanapa propose en conséquence au congrès d'adopter une résolution particulière dans laquelle le comité central est chargé de soumettre au vingt-troisième congrès les modifications nécessaires à apporter au préambule des statuts du parti. Cette motion est adoptée à l'unanimité à l'issue du rapport. Les modifications les plus sensibles visent à souligner la situation des travailleurs immigrés et leur rôle dans les luttes de la classe ouvrière et à préciser que la « France démocratique » qui manifeste sa solidarité aux peuples en lutte contre l'impérialisme et le fascisme.

En ce qui concerne l'important débat qui a eu lieu au sein du P.C.F. sur les questions de morale, M. Kanapa déclare : « Nous n'entendons nullement adopter en ce domaine une attitude aussi que de nous en tenir sur. Nous n'entendons pas davantage intervenir dans la vie privée des individus. Le projet de document est très clair sur ce point. »

« Ce que nous prenons en charge, et résolvons, c'est le présent et l'avenir de la nation, et cela dans toutes les dimensions de la vie nationale. Toutes les dimensions, y compris la dimension morale. Comment pourrait-il en être autrement pour un parti qui, comme le nôtre, une conscience aussi élevée de ses responsabilités nationales et qui

affirme son aptitude à les assumer ? Face à la faillite morale de la bourgeoisie, face à l'effritement que son système engendre, chaque communiste mesure bien l'importance qu'il y a à ce que notre parti s'affirme et pas seulement dans les mots, mais dans la pratique — le parti du respect de la personne humaine, le parti du bon droit, de la justice, de la fraternité, de la générosité, de la probité. »

« Qui oserait soutenir que ce sont là des valeurs bourgeoises dont il conviendrait de se méfier ? Qui oserait, il en est dans ce domaine comme dans les autres : que fait la bourgeoisie aujourd'hui ? La patrie, elle la trahit, la liberté, elle la combat, la morale, elle la jette par-dessus bord, l'amour, elle l'efface. Et nous, les communistes, que faisons-nous ? Comme le disait déjà Maurice Thorez au VIII^e congrès de notre parti à Villeneuve, nous sommes « à la recherche de la morale », nous sommes « à la recherche de la morale », nous sommes « à la recherche de la morale ». »

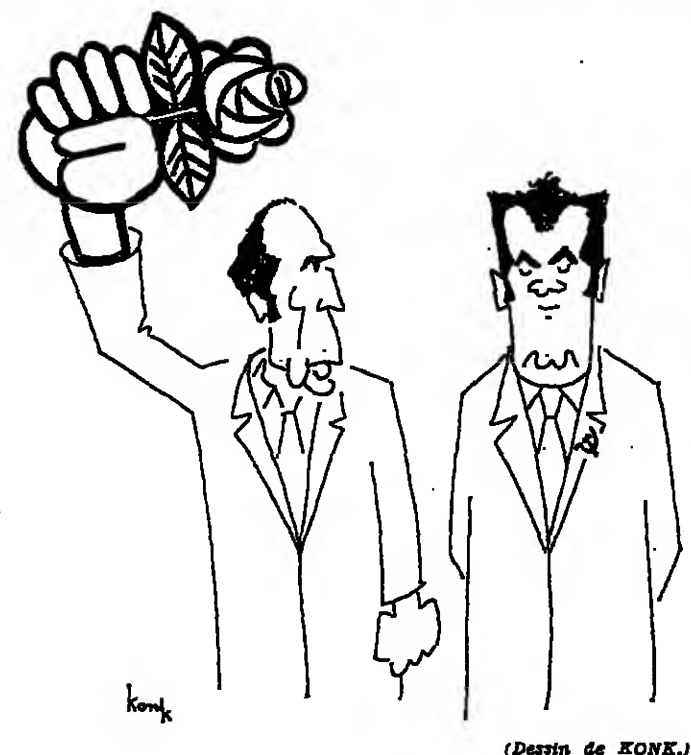
« Qui, ce patrimoine que notre peuple a accumulé, tré et cultivé au long des siècles, notre parti le défend, le développe et l'enrichit. Qui, la classe ouvrière reprend aussi cela à la bourgeoisie. La fraternité, la solidarité, seraient-ce des valeurs bourgeoises ? La pudeur, serait-ce aujourd'hui une valeur bourgeoise ? Et la bonté, camarades, tout simplement la bonté, serait-ce une valeur dont puisse se réclamer cette bourgeoisie rapace, cruelle, impitoyable ? L'adversaire a cru faire une affaire en découvrant que nous étions soucieux de la morale. Il a été très imprudent. Car vraiment non, nous n'avons pas à rougir de ce souci. Nous sommes par exemple le parti de l'honnêteté. C'est vrai. Nous, nous avons les mains propres. Dans la France politique d'aujourd'hui, qui peut en dire autant ? »

« Qui, décidément, nous combattons l'immoralité que secrète et cultive le système actuel. Qui, nous avons devant la nation. Qui, rôle de la société française, cela fait partie des responsabilités que nous nous devons à la nation. Qui, le socialisme favorisera l'éducation morale de toute la société, l'apparition de valeurs morales nouvelles. Qui, nous avons de l'épanouissement de la personnalité une idée autrement plus haute que celle qui la réduit à la possibilité d'en faire n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment. Nous ne sommes pas portés sur le pudibonderie, le puritanisme, l'ascétisme. Nous ne sommes pas de simples supports de l'économie, des rouages, des rapports de production. Nous ne sommes pas des mécanismes. Nous sommes des êtres de chair et de sang avec un cœur et une raison. Nous aimons passionnément la vie, mais nous ne sommes pas des petits-bourgeois anarchisants, nous sommes des communistes. »

En conclusion, M. Kanapa propose au nom de la commission des amendements de maintenir en l'état le texte du projet de résolution sur les questions de morale. Le projet de résolution est alors adopté à l'unanimité.

Les congressistes sont ensuite saisis par de nombreux membres du Mouvement de la jeunesse communiste, emmenés par une fanfare et agitant les traditionnels drapeaux rouges et tricolores. M. PIERRE ZABKA, secrétaire national de ce mouvement, déclare notamment dans son message au congrès : « Pour la jeunesse, surtout, socialisme et liberté sont indissociables. C'est pourquoi, tout en exaltant l'œuvre et le rôle historique des pays socialistes, nous devons : Des critiques d'ouest être clairement faites concernant les atteintes à la vie démocratique dans les pays qui construisent le socialisme. »

Dimanche matin, 8 février, sous la présidence de M. Georges Séguy, M. GASTON PLESSONNIER, membre du secrétariat, présente le rapport de la commission des candidatures. Il indique que onze membres du comité central sortant ont demandé à ne pas être réélus « afin de faire place à de nouveaux promus ». Il s'agit de Mme Cécile Hugel et MM. Léo Figueres, Lucien Lantermier, Lucien Mahy, André Sougrier, Yves Péron, Camille Vallin, Gérard Bordo, Martin Berton, Paul Courtieu et Léon Leschaere. Sont dans le même cas quatre membres de la commission de contrôle financier : M. Pierre Dolz, André Merlot, Michel Vandel et Marcel Longuet. En outre, Mme Madeleine Vignes et M. Fernand Clavaud se retirent du comité central pour raison de santé. Ces départs s'ajoutent au



(Dessin de KONK.)

Un débat qui reste entier

Du début à la fin du rapport-fleur qu'il avait présenté mercredi dernier, à Saint-Ouen, en lever de rideau du vingt-deuxième congrès du P.C.F., M. Georges Marchais s'était abstenu de toute attaque personnelle contre les dirigeants du P.S., et, notamment, contre M. Mitterrand. Il n'en avait pas moins clairement signalé que le parti communiste persiste à douter de la fermeté idéologique et du caractère irréversible des engagements politiques de ses partenaires socialistes.

Cette suspension, manifestée quatre jours durant à la tribune de Saint-Ouen par de nombreux délégués, s'est exprimée une dernière fois dimanche dans le discours de clôture d'un secrétaire général qui venait d'être triomphalement réélu, et qui se trouve installé plus solidement que jamais aux commandes de son parti. Plusieurs petites phrases — « nous sommes le grand parti socialiste en France », « sans nous le socialisme n'aurait aucune chance de voir le jour en France » — étaient, de toute évidence, destinées aux membres du P.S., et il est fort probable que M. Marchais pensait à ces derniers parmi d'autres lorsqu'il affirmait fermement et ironiquement « ceux qui ne comprennent rien au parti communiste français ». Peut-être avait-il en mémoire certains commentaires de M. Mitterrand qui pronostiquait le 26 janvier : « Le parti communiste devra dominer des tensions internes dans les mois à venir. »

La politique d'union du peuple de France réaffirmée plus nettement que jamais, et sur un ton quelque peu patriotique, aussi bien par M. Marchais — « tout ce qui est national est nôtre » — que par M. Kanapa — « ce

que nous prenons en charge et résoudre c'est le présent et l'avenir de la nation, et cela dans toutes les dimensions de la vie nationale » — n'implique nullement l'abandon du contrat conclu en juin 1972 puisque l'union de la gauche, qui doit devenir une « alliance de combat », demeure l'axe de l'action du P.C.F. Celui-ci proclame toutefois sans la moindre ambiguïté sa volonté d'être le premier dans le pays tout entier et plus particulièrement sur les lieux de travail.

Il n'est donc pas surprenant que M. Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S., ait déclaré dimanche sur les ondes d'Europe 1 ne pouvoir « accepter » les propos tenus la veille par M. Jean Colpin, promu au secrétariat du P.C.F., et selon lesquels les « pratiques réformistes » du parti socialiste sont « incompatibles avec les intérêts de la classe ouvrière ».

M. Estier constate avec satisfaction que beaucoup de choses ont changé depuis la fin de la grande querelle qui s'était ouverte à l'occasion des élections législatives des 29 septembre et 6 octobre 1974 et avait duré près d'un an et il remarque non sans raison que « les problèmes entre socialistes et communistes ont été portés sur un autre plan ». Il ne saurait admettre pour autant que le P.C.F. s'obstine à considérer le parti socialiste comme un partenaire fragile et enclin à céder à la « pression de la bourgeoisie ».

C'est pourtant ce qui a été dit et redit à Saint-Ouen. Au lendemain du XXII^e congrès, le débat reste donc entier entre un P.C.F. qui bombe la force et un P.S. qui ne saurait se résigner à courber l'échine.

RAYMOND BARRILLON.

PORTRAIT

Le socialisme aux couleurs de France Merlin

Avril 1972 : France Merlin, ouvrière dans une fabrique de chaussures à Roubaix (Nord), adhère au parti communiste français. Février 1976 : elle est élue au comité central, lors du XXII^e congrès, à Saint-Ouen.

Parvenir en quarante-six mois à devenir dirigeante n'importe de la cellule de base au siège du parti communiste français, c'est une aventure. Février 1976 : elle est élue au comité central, lors du XXII^e congrès, à Saint-Ouen. Parvenir en quarante-six mois à devenir dirigeante n'importe de la cellule de base au siège du parti communiste français, c'est une aventure. Février 1976 : elle est élue au comité central, lors du XXII^e congrès, à Saint-Ouen.

Née à Condrieu (Rhône), France Merlin, une fois passée son B.E.P.C., travaille dans une biscuiterie d'Amplepuis jusqu'en 1967, puis chez Peillet à Roubaix. Mai 1968 : la grève, France est de celles qui s'adressent à la C.G.T. pour constituer une section d'entreprise. Militante active, elle est secrétaire générale adjointe de l'union locale de ce syndicat lorsqu'elle adhère au P.C.F. en avril 1972.

« Je me suis aperçue, explique-t-elle, que le syndicalisme ne pouvait pas tout. Nombre de camarades que le citoyen dans ma vie militante appartenait au parti communiste, le parti de la classe ouvrière, un parti orienté vers d'autres perspectives. »

Quinze jours avant d'adhérer, elle suit, pendant quatre jours, les cours du soir (économie, politique) de l'école locale du parti. En décembre 1972, elle est élue secrétaire de la fédé-

ration C.G.T. des cuirs et peaux. Elle « monte » à Paris pour travailler au siège de la centrale syndicale de La Fayette, où, en tant qu'animatrice, elle gère 2000 F par mois.

Depuis juin 1975, elle fait partie de la commission exécutive de la C.G.T., et c'est M. Georges Séguy, secrétaire général de cette confédération, mais également membre du bureau politique du P.C.F., qui lui propose de qu'elle soit proposée pour accéder au comité central de ce parti.

Absorbée par ses activités syndicales, elle avoue ne pas avoir beaucoup participé, dans sa fédération des Hauts-de-Seine, aux discussions autour du projet de résolution. La dictature du prolétariat ? « Le mot dictature fait peur et évoque le fascisme ; il ne convient pas à un parti très démocratique, où nous confions des responsabilités que l'on essaie d'assumer le mieux possible. Le titre importe peu. Je suis contente et heureuse mais si je suis fière de quelque chose, c'est surtout d'être membre du P.C. » (int. de Cotten).

Née à Condrieu (Rhône), France Merlin, une fois passée son B.E.P.C., travaille dans une biscuiterie d'Amplepuis jusqu'en 1967, puis chez Peillet à Roubaix. Mai 1968 : la grève, France est de celles qui s'adressent à la C.G.T. pour constituer une section d'entreprise. Militante active, elle est secrétaire générale adjointe de l'union locale de ce syndicat lorsqu'elle adhère au P.C.F. en avril 1972.

Tel est, en quelques confidences, le socialisme aux couleurs de France, jeune femme modeste et discrète, mais militante résolue d'un seul et unique combat : « Servir au mieux les intérêts de la classe ouvrière. »

PATRICK FRANCES.

du parti communiste français

évolution « à l'italienne »

veau membre du secrétariat, M. Jean Colpin, chargé jusqu'à présent de l'action du parti dans les entreprises, est, lui aussi, un adepte de la « voie démocratique ».

En dépit des promotions de MM. Gremetz et Lajoinie, eux aussi membres du comité central depuis 1972 seulement, le renouvellement des dirigeants est moins important que prévu. Car, MM. Fajon et Vieuguet quittent le secrétariat. M. Frischmann abandonne le bureau politique. Mais, en revanche, MM. Fajon et Billoux restent au bureau politique. Rompant avec un pan de doctrine du fait de l'abandon de la « dictature du prolétariat », les responsables du P.C.F. n'ont pas voulu multiplier les risques en paraissant mettre en même temps à la retraite les cadres les plus anciens. D'autant que, politiquement, cette rupture n'était pas nécessaire. Les vétérans acceptent l'« aggiornamento », même

si les justifications qu'ils avancent présentent parfois quelques nuances par rapport à celles que proposent les dirigeants d'aujourd'hui.

M. Georges Marchais est, donc, au terme du XXII^e congrès, le maître à nouveau incontesté. Il a fait ratifier la politique qu'il voulait. Déjà épanoui, depuis mai 1975, par l'entrée de M. Jean Kanapa au bureau politique, il est désormais entouré de l'équipe de ses vœux. Il sait donc qu'au soir des prochaines élections législatives son destin personnel sera, lui aussi, en jeu. Ou bien le parti communiste accèdera au pouvoir ou, au minimum, renforcera son influence au sein d'une gauche au seuil de la majorité absolue, ou bien le parti socialiste affirmera ses progrès au détriment des communistes. Dans ce dernier cas, ceux qui viennent de triompher à Saint-Omer se verront, sans doute, demander des explications.

THIERRY PFISTER.

Le comité central

1) Les soixante-dix membres titulaires réélus :

MM. René Andrieu, Gustave Ansart, Louis Aragon, Louis Bailly, Robert Ballanger, Mme Milre, Bertrand, MM. Guy Bessa, François Billoux, Robert Boules, Auguste Brunet, Arthur Buchmann, Jean Burles, Jean Capévie, Jacques Chambas, Paul Chastellain, Georges Chirio, Jean Colpin, Mme Colette Coulon, MM. Jacques Denis, Jean Dréan, Raymond Dumont, Jean Fabre, Etienne Fajon, Roland Favaro, Henri Fixolin, Georges Frischmann, Paul Fromont, Jean Gally, Mme Jacqueline Gelly, MM. Pierre Gensous, Georges Gosnat, Raymond Guyot, Guy Harmer, François Hilaire, Pierre Juquin, Jean Kanapa, Henri Krasucki, Robert Lakota, Julien Lauret, Paul Laurent, Mme Françoise Lazard, MM. Georges Lazzarino, Roger Leclerc, Paul Le Gall, René Le Guen, Roland Leroy, Jean Malvasio, Georges Marchais, Henri Martin, Maurice Martin, Robert Montdargent, René Nozeman, René Piquet, Gaston Plissonnier, Claude Popere, Guy

Foussy, Pierre Franchère, Henri Rol-Tanguy, Marcel Rigout, Marcel Rosette, Jacques Roux, Joseph Sangulidze, Georges Séguy, Lucien Sève, Mme Marie-Glaude Vaillant-Couturier, MM. Georges Valbon, Yann Viens, André Vieuguet, Mme Madeleine Vincent et M. Marcel Zaidner.

2) Les vingt-sept membres suppléants qui deviennent titulaires :

Mme Yvonne Allégret, MM. Robert Alloune, Edmond Amiable, Jean Barrière, Paul Boccard, Antoine Casanova, Charles Carassa, Jean-Michel Catala, Mme Danielle Demarchi, MM. Albert Deboscq, Charles Fitzman, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Marcel Guinard, Philippe Herzig, Mme Jacques Hoffmann, MM. André Lajoinie, Georges Lanoue, Mme André Letrière, MM. Louis Le Roux, Henri Malberg, Joe Metzger, Mmes Gisèle Moreau, Annie Perronet, MM. Paul Rochas, Pierre Sozma, Marcel Trigon.

3) Les vingt-quatre nouveaux membres suppléants :

Mme Sylviane Ainaudi,

MM. Auguste Bechler, Alain Bocquet, Mmes Ariette Bolleau, Hélène Constant, MM. Félix Darnette, Michel Dufour, Guy Fernandez, Mme Paulette Fost, MM. Aimé Halbeher, François Hincker, Mme Jeanine Jambu, MM. Jean-Claude Lefort, Daniel Lemaire, Claude Labrecq, René Lomet, Jean-Paul Magron, Mmes France Merlin, Henriette Poirier, Jeannine Porte, M. Yves Roy, Mme Michèle Saurcel, MM. Louis Vianney, Michel Warcholek.

La commission de contrôle financier

Elle est désignée en marge du comité central. Elle est composée de M. Jean Tricart (déjà titulaire de cette fonction), et de MM. Armand Guillemot, Jacques Rimbault et Raymond Treppo, membres du comité central sortant. Elle a été complétée par l'élection de M. Henri Costa.

Le bureau politique

Dix-huit membres ont été réélus :

M. Gustave Ansart, Mme Milreille Bertrand, MM. Guy Bessa, Jacques Chambas, Jean Colpin, Etienne Fajon, Guy Harmer, Jean Kanapa, Henri Krasucki, Paul Laurent, Roland Leroy, Georges Marchais, René Piquet, Gaston Plissonnier, Claude Popere, Georges Séguy, André Vieuguet et Mme Madeleine Vincent.

[M. Georges Frischmann, qui quitte le bureau politique, avait été élu pour la première fois à cette instance du P.C.F. en 1964. Il est secrétaire général de la Fédération C.G.T. des P.T.T.]

Trois nouveaux membres :

M. Charles FITZMAN

[Agé de quarante-deux ans, ancien ouvrier électricien, il a adhéré au P.C.F. en 1951. Responsable des Jeunes communistes dans la Loire, il devient membre du secrétariat fédéral du P.C.F. dans ce département avant d'être nommé dans l'encadrement de l'école centrale du parti. Depuis 1966, M. Fitzman est un collaborateur du comité central. Il a notamment assuré le secrétariat personnel de M. Georges Marchais. Il avait été élu pour la première fois au comité central lors du vingtième congrès, en décembre 1972.]

M. Maxime GREMETZ

[Né le 3 septembre 1940, à Canchy (Somme), il a adhéré au P.C.F. en 1958. Ouvrier spécialisé dans la métallurgie, il est devenu permanent du parti et assume la charge de secrétaire fédéral de la Somme depuis 1966. Il est conseiller général d'Amiens depuis 1970, et membre du comité central depuis 1972.]

M. André LAJOINIE

[Agriculteur, âgé de quarante-trois ans, il a adhéré au P.C.F. en 1944. Après avoir été membre du secrétariat fédéral de la Corrèze, il est, depuis 1963, l'un des permanents responsables de la section agricole du comité central. Il a été élu à cette instance pour la première fois en 1972.]

Le secrétariat

Secrétaire général : M. Georges MARCHAIS.

Membres du secrétariat :

1 ont été réélus : MM. Paul Laurent, Roland Leroy, René Piquet et Gaston Plissonnier.

2 sont élus : MM. Jean Colpin et Charles FITZMAN.

2 se retirent : MM. Etienne Fajon et André Vieuguet.

La fête du Bourget

Dimanche après-midi, une fois clos les travaux du vingt-deuxième congrès, les délégués ont rejoint la fête populaire organisée par le P.C.F. au Bourget. Plusieurs dizaines de milliers de personnes les y avaient précédés pour écouter des chanteurs et des groupes vocaux et instrumentaux. M. Georges Marchais prend une nouvelle fois la parole.

Après avoir vanté l'attachement des communistes aux libertés, le secrétaire général souligne : « Il

n'y a pas de liberté pour la France, c'est-à-dire sans indépendance et sans souveraineté nationales. (...) »

« Nous ferons le socialisme à notre façon, à la française. (...) »

« Mais ce qui est clair, les exploités ne peuvent avoir à cet égard aucune illusion, c'est que nous n'imitons jamais les sociaux-démocrates, qui vont au pouvoir au nom des travailleurs et se contentent de gérer les affaires des capitalistes. Ce que nous voulons, ce que nous construisons, ce sera bien le socialisme. (...) »

« Les communistes rejettent catégoriquement l'idée que des « minorités agissantes », des « groupes bien décidés », pourraient par la violence, en bouleversant les masses, les entraîner à la révolution. Cela, c'est le chemin de l'isolement, de l'aventure et de la défaite. Nous n'en voulons pas. Nous voulons vaincre. (...) »

« La voie que nous proposons de suivre, c'est celle du déploiement d'un mouvement populaire majoritaire s'exprimant démocratiquement par la lutte et par le moyen du suffrage universel. »

Non licet...

... Non licet. Ce n'est pas permis. Le document paru le 16 janvier des théologiens évêques de la « sacrée congrégation pour la doctrine de la foi » refuse aux croyants à peu près toute activité sexuelle. Il est interdit d'avoir des rapports sexuels avant le mariage, de se masturber, d'avoir des rapports homosexuels, il est interdit, à l'intérieur même du mariage, d'avoir des rapports qui ne soient pas méticuleusement fonctionnels, c'est-à-dire non destinés à la procréation.

Les rapports sexuels doivent être proscrits « parce qu'ils ne permettent pas d'assurer dans la sincérité la relation d'un homme et d'une femme », les rapports homosexuels parce qu'ils représentent « une grave dépravation ».

Pour la première fois cependant, les théologiens recommandent aide et compréhension pour les homosexuels « qui sont définitivement tels par une espèce d'instinct inné ou de constitution jugée pathologiquement incurable ».

Entouré d'interdictions, bardé de tabous, que reste-t-il au chrétien comme vie sexuelle autorisée ?

Vous devez lire cette semaine dans le Nouvel Observateur l'analyse du document pontifical et l'interview de René Simon, Prêtre et Professeur à l'institut catholique de Paris qui explique ses réserves.

Vient de paraître dans le NOUVEL OBSERVATEUR.

L'Eglise et la sexualité. Quand les catholiques désobéissent.

LE NOUVEL
observateur
UN NUMERO A NE PAS MANQUER

« Tout ce qui est national est nôtre »

Les congressistes votent ensuite à bulletin secret, pour élire les membres du comité central. Le dépouillement donne sur 1 501 suffrages exprimés, 113 élus par 1 501 voix, 12 élus par 1 500 voix et 1 élu par 1 498 voix. Le comité central se réunit immédiatement et procède à l'élection du bureau politique et des membres du secrétariat. M. PLISSONNIER proclame les résultats et rend hommage à M. Georges Frischmann, qui se retire de son plein gré du bureau politique pour favoriser la promotion de nouveaux membres, et à M. Georges Marchais, réélu secrétaire général qui, explique-t-il, a contribué « de façon décisive » à l'élaboration de la stratégie du parti et a « élevé son fonctionnement démocratique ».

M. GEORGES MARCHAIS prononce alors le discours de clôture. Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se comment dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »

POLITIQUE

LA FIN DES TRAVAUX DU XXII^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

La presse soviétique traduit l'irritation croissante
ressentie en U.R.S.S.

De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique ne cherche pas à cacher l'irritation croissante que provoquent les manifestations d'indépendance du P.C.F. La critique certes n'est pas encore directe, mais pour qu'il soit clair entre les lignes — et les Soviétiques sont depuis longtemps passés maîtres dans cet art — elle est évidente.

Le cas de la Pravda de ce lundi 9 février est exemplaire. En page 5, les deux envoyés spéciaux du quotidien du P.C. soviétique rendent compte de la fin du XXII^e congrès du P.C.F. Ils précisent qu'une des résolutions adoptées à l'issue des travaux « charge le comité central de formuler ses propositions quant à la rédaction du préambule des statuts du parti, notamment du paragraphe où il est question de la dictature du prolétariat ». Les journalistes, bien sûr ne disent pas, et ne font pas fait depuis l'ouverture du congrès, qu'il s'agit d'abandonner la notion de dictature du prolétariat. Mais pour la première fois ils écrivent la formule.

Or, cette formule, on la retrouve à sept reprises dans un autre article

publié à la même page et qui présente de larges extraits du commentaire de Neues Deutschland (1). Le quotidien du parti est-allemand. Les extraits choisis par la Pravda constituent un éloge vibrant de la notion de dictature du prolétariat, « forme supérieure de la démocratie » (Lénine). Pour les idéologues est-allemands, les peuples de la terre n'ont d'ailleurs pas le choix : s'ils n'adoptent pas la dictature du prolétariat, ils resteront sous « la dictature du grand capital ». Le rôle de tout parti communiste est donc de dénoncer « le procédé favori de l'augmentation bourgeoise qui consiste à opposer la dictature du prolétariat à la démocratie ».

Les extraits de Neues Deutschland reproduits par la Pravda ne font pas, bien sûr, référence au congrès du P.C.F. mais au prochain congrès du parti communiste est-allemand. La juxtaposition de ces extraits avec le compte rendu final du congrès du P.C.F. n'est cependant pas due au hasard. La mise en pages a souvent ici une signification idéologique.

Ces premières critiques à peine déguisées en laissent prévoir d'autres, plus nettes, pour les prochaines semaines. Déjà, cependant, la Pravda a tiré la sonnette d'alarme à propos d'un autre « initiative » du P.C.F. : la critique de certaines pratiques administratives et répressives en U.R.S.S. C'est ainsi que, le 7 février, les deux envoyés spéciaux de la Pravda, après avoir affirmé qu'on assistait en France à une recrudescence de l'antisémitisme, écrivent ces quelques lignes, dont tous les termes ont sans doute été soigneusement pesés : « Des amis français nous ont dit que, si on ne la combat pas énergiquement, la campagne antisémite, inspirée et financée par les milieux impérialistes au pouvoir, déboussolerait l'homme de la rue et pénétrerait dans les couches insensiblement averties des travailleurs. » « Détails intéressants : on peut présumer que des journalistes de la Pravda ne peuvent avoir pour amis français que des membres du parti communiste... »

J. A.

(1) Le Monde du 7 février.

L'ARMOIRE-LIT "EXCÈS" CHEZ CAPÉLOU



■ TRAITEMENT ENTièrement EN LATTÉ
■ AVEC 2 TABLETTES INTERIEURES
■ AVEC MATELAS A RESSORTS OU LATEX
■ Dimensions : 20, 22, 16 et 18 les lattes.
■ ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES : oreiller, table, chaise, etc.

Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parmentier
Tel. 357.48.35

IMPRIMERIE MINUTE

Vos circulaires offertes en moins d'une heure.
Composition, express de tous documents "textes".

38, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)
345.21.62
346.00.28

MEETING-DÉBAT

INFORMATION POUR LES DROITS DU SOLDAT

- 1) L'ARMÉE EN CRISE avec le Général LA BOLLARDIÈRE, Capitaine DELAS, Maître DE FELICE, J. RABAUD, Pierre NAVILLE, A. JOXE, A. ROBS, J.-P. PHELOUZAT (I.D.S.)...
- 2) LIBERTÉ D'EXPRESSION ET SYNDICALISME DANS LES CASERNES avec Claude WEIDMANN (Chaumont), un responsable I.D.S. de Besançon, un Magistrat syndiqué, Denis BERGER, M. ABRAHAMIAN (I.D.S.)...
- 3) A 23 h. - MEETING : LES PROPOSITIONS D'I.D.S.

MUTUALITÉ : 10 FÉVRIER, 20 HEURES, SALLE B.

DEVANT LES CLUBS « PERSPECTIVES ET RÉALITÉS »

M. Fourcade : les propositions économiques du P.S. ne sont ni réfléchies ni sérieuses

Les clubs Perspectives et Réalités ont tenu leur assemblée générale, samedi 7 février, à Paris, sous la présidence de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Les quelques deux cents délégués des clubs ont réaffirmé le principe selon lequel aucun candidat aux prochaines élections — cantonales et municipales — ne se présentera sous l'étiquette de Perspectives et Réalités, afin de « préserver l'originalité du mouvement, qui doit rester une structure de dialogue et d'accueil de tous les courants de la majorité et de l'opposition modérée ». Ils ont toutefois indiqué qu'un « bon nombre de candidats aux élections cantonales voteront de leur rang ».

Dans son discours d'ouverture, le ministre de l'économie et des finances a souligné que la France « n'est pas suffisamment préparée à affronter un monde dangereux parce que l'environnement international est devenu plus menaçant et parce que nous connaissons encore beaucoup de déséquilibres ». Après avoir affirmé que « le monde actuel est un monde politiquement dangereux », car, selon lui, l'équilibre diplomatique a été « en partie remis en cause par les progrès de la puissance militaire soviétique et par les querelles qui apparaissent en Afrique, en Asie et au Proche-Orient », M. Fourcade a indiqué que l'économie française « reste fragile » et que la société française « n'a pas la cohésion souhaitable ». Après avoir défini les objectifs du parti socialiste, il a déclaré : « Nous sommes en mesure de proposer des propositions économiques précises le 27 janvier par M. François Mitterrand ».

« Certaines propositions sont sympathiques. D'autres sont surprenantes. Je doute, en particulier, que le meilleur moyen d'améliorer la compétitivité des entreprises soit de laisser l'amortissement — c'est-à-dire l'investissement — ou de créer des emplois de fonctionnaires... Ce qui me frappe, c'est que ce programme fait totalement abstraction des risques d'inflation et du déficit extérieur. Pour la seule

année 1976, alors que le budget adopté par le Parlement s'équilibre à 393 milliards de francs, le total des dépenses nouvelles que nous nous proposons de financer dépasse de 140 milliards de francs. (...) En regard, a-t-il ajouté, il est proposé des recettes nouvelles pouvant atteindre au maximum 20 milliards. Il y aurait donc un déficit des finances publiques de l'ordre de 120 milliards de francs ». M. Fourcade se demande comment il serait financé. Après avoir estimé que l'épargne forcée, que prévoit le P.S. est « la tendance traditionnelle de tous les gouvernements autoritaires, qui visent dans la contrainte le moyen de suppléer au manque de confiance », il affirme que cette dernière « ne pourra être financée que dans l'inflation ».

Estimant qu'une telle masse de dépenses ne peut déboucher que sur le déficit extérieur, M. Fourcade déclare : « M. Mitterrand nous dit qu'il veut, comme nous, le renouveau de l'indépendance nationale et l'unité européenne. Et chacun de ses propositions concrètes va en sens inverse. Erreur ou incohérence ? Je laisse à M. Mitterrand le soin de le décider. Mais pour le croire capable de l'une ou de l'autre, je crains plutôt que, fidèle à une longue tradition, le parti socialiste n'ait simplement omis de chiffrer les conséquences de ses propositions. Je souhaite, pour la clarté du débat politique, que ses propositions soient plus réfléchies et plus sérieuses ».

Après avoir abordé le thème d'une imposition des plus-values, dont l'objectif n'est pas « de dégrader rapidement des ressources fiscales », M. Fourcade a souligné que le parti socialiste « n'a pas une grande justice sociale et à un meilleur équilibre dans le traitement fiscal des particuliers », le ministre de l'économie et des finances a conclu : « Les clubs Perspectives et Réalités à examiner de près certains éléments des programmes présentés par les différentes oppositions... l'étude des conséquences du nouveau barème de l'impôt sur le revenu proposé par le parti socialiste, les propositions de réforme de la Sécurité sociale, l'étude des conséquences du changement doctrinal du parti communiste, doivent mieux éclairer les débats qui ont actuelle-

ment lieu sur la politique de répartition des revenus sociaux mène par le gouvernement mais aussi éclairer ce qui est réformé et ce qui est détruit ».

Au cours du débat qui s'est instauré alors, M. Fourcade a dit qu'en ce qui concerne l'élection du Parlement européen au suffrage universel, « il n'y a pas de divergence absolue entre la position du P.S. et celle du P.C. ».

plutôt que les positions personnelles exprimées au sein de la majorité : « Je ne ferai pas comme certains, a-t-il ajouté, qui se déclarent prêts à soutenir cette opération en se préparant des portes de sortie », comme par exemple le mode de scrutin pour ce Parlement : « en européen que je suis, et en bon porteur, je discuterai des modalités de cette élection avec nos partenaires ».

Traxer le parti socialiste de pêcher par omission quant aux conséquences financières de ses propositions, parlant aussi à une longue tradition. Ce reproche fait figure de cliché. M. Mitterrand a-t-il pas fourni, le 27 janvier, des précisions sur le coût et la couverture du programme de lutte contre la crise présenté le 10 septembre 1975 par le P.S. ? Ce programme représentait 62 milliards de francs en 1976, couverts à raison d'une quarantaine de milliards par des mesures fiscales et des économies budgétaires, le reste étant financé par l'émission de 20 milliards (« Le Monde » du 29 janvier).

Le plan du parti socialiste comporte, rappelle-t-on, trois étapes : l'abord de la situation actuelle (cent cinquante mille emplois publics) et stimuler la consommation à l'aide de diverses mesures sociales ou fiscales ; puis le passage à une « phase de développement » ; enfin, instaurer une nouvelle croissance « fondée sur de nouveaux modes de production et de répartition du pouvoir dans une perspective d'autogestion ».

Rappelant que le maire de Marseille se déclare partisan de l'union de la gauche, M. Sarrien demande : « Comment M. Defferre peut-il concilier sa volonté d'union et les attaques contre la C.G.T. qui se font en tant qu'organisation syndicale soutient le programme commun, alors que F.O. le combat à bout de bras ? ».

« M. Giscard d'Estaing est l'homme de l'année », au terme d'un concours organisé par Radio-France internationale (émissions vers l'étranger), parmi ses auditeurs dans vingt-neuf pays d'Afrique, ainsi qu'en Grèce et en Roumanie. Le président de la République a été généralement choisi en raison de ses efforts pour instaurer un dialogue entre le tiers-monde et les pays industrialisés. Il devance le boxeur Cassius Clay et M. Kissinger.

Dans son discours de clôture, M. Bertrand Renouvin a appelé ses amis à une « nouvelle résistance », aux côtés des gaullistes et des communistes, contre l'élection du Parlement européen au suffrage universel, « parce que ce Parlement ne serait que le masque de la seule Europe qui tiennent : celle du grand capitalisme et de l'impérialisme américain ».

L'ancien candidat à la prési-

En Corrèze

M. CHIRAC A ENTAMÉ LA CAMPAGNE POUR LES CANTONALES

M. Jacques Chirac, qui a passé le week-end en Corrèze, a tenu plusieurs réunions dans le canton de Meymac, dont il est conseiller général et où il se présentera de nouveau en mars prochain, à Malemort, près de Brive, le premier ministre a rappelé que son ami Jean Charbonnel est sorti de la majorité à l'occasion de son intervention dans l'élection législative partielle de Châtelain, et il a ajouté : « Mon objectif est naturellement d'empêcher les candidats de l'opposition d'arriver au pouvoir ».

Dans les deux cantons de Brive, M. Chirac apporte son appui à deux candidats soutenus par la majorité, de surcroît adjoints au maire de la ville, M. Charbonnel. Il s'agit de M. Raymond Lacombe (U.D.R.), à Brive-Sud et de M. François Montell (radical valoisien), à Brive-Nord, contre M. Charbonnel, conseiller sortant.

Ce dernier a déclaré : « M. Chirac poursuit sa campagne électorale dans le pays de Brive, comme dans le reste du département, dans le but de sauver la présidence du conseil général menacée ».

Dans la Loire, M. Georges Berné a rendu publique sa démission de secrétaire du bureau de la quatrième circonscription de l'U.D.R., estimant que ce mouvement « se détache chaque jour davantage de ses origines ».

M. Henri Vial, secrétaire de la fédération départementale de l'U.D.R., a indiqué : « L'attitude de ce transfuge du parti communiste est incompatible avec les objectifs de la construction d'une société de liberté et de responsabilité définis par les assises nationales de Nice. Une enquête est en cours pour permettre de déterminer comment M. Georges Berné a pu s'insérer à l'intérieur du mouvement ».

(Membre du P.C.F. en 1969, candidat aux élections municipales à Saint-Etienne en 1971 sur la liste U.D.R., qui fut battue par la liste communiste), M. Berné, âgé de vingt-neuf ans, s'est inscrit à l'U.D.R. en 1973.)

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

NIEVRE : Arleuf (second tour). Inscr. 812 ; vot. 602 ; suffr. expr. 591. Liste du parti communiste : MM. Roger Leyanier, 263 voix ; Clément Bouffechoux, 243 voix ; François Sautereau, 222 voix ; Liste de défense des intérêts communaux : sans élu. Liste de MM. Pierre Foulard, 144 ; Jean Elandin, 186 et Roger Federspiel, 152. Liste socialiste d'intérêt communal : MM. Jacques Hedelline, 77 ; Jean Goussoit, 57 et Pierre Gauthier, 51.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal, où trois sièges étaient vacants du fait du décès de Fernand Dussert, maire et sénateur socialiste, et de celui de deux conseillers municipaux.]

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : vot. 542 ; liste du P.C. : MM. Leyanier, 231 voix, Bouffechoux 175 et Sautereau 165 ; liste de défense des intérêts communaux : MM. Foulard, 144 ; Elandin 163 et Federspiel 154 ; liste du P.S. : MM. Hedelline 57, Goussoit 56 et Gauthier 55.

En mars 1971, la liste conduite par M. Dussert, maire sortant, avait obtenu onze sièges sur les treize à pourvoir au premier tour. La liste du P.C. avait enlevé les deux sièges restants.]

« M. Jean Desgranges (P.C.) a été élu, dimanche 8 février, maire de Domérat (Allier), par 19 voix contre 2 à M. Guichon, conseiller général (P.C.), et 1 bulletin blanc, en remplacement d'Albert Poncet (P.C.), récemment décédé. M. Desgranges était entré au conseil municipal à l'occasion de l'élection partielle qui avait eu, dimanche 1^{er} février, le succès des quatre candidats de la liste du P.C. »

AUX « JOURNÉES ROYALISTES » DE LA NAF

M. Bertrand Renouvin : il faut préparer le recours au prince

Les Journées royalistes, organisées samedi 7 et dimanche 8 février, à Versailles, par la Nouvelle Action française, ont rassemblé plusieurs centaines de personnes, malgré la scission qui divise depuis quelques semaines les rangs du jeune mouvement royaliste (le Monde du 7 février), et dont les dirigeants de ce dernier assurent qu'elle ne porte que sur quelques sections de province et à Paris.

Dans son discours de clôture, M. Bertrand Renouvin a appelé ses amis à une « nouvelle résistance », aux côtés des gaullistes et des communistes, contre l'élection du Parlement européen au suffrage universel, « parce que ce Parlement ne serait que le masque de la seule Europe qui tiennent : celle du grand capitalisme et de l'impérialisme américain ».

L'ancien candidat à la prési-

Télé

ne tr

nu

ne tr

nu

ne tr

nu

ne tr

CARNET

Décès

— Mme André Chenivresse, M. et Mme Gilles Doubrere et leurs enfants, M. et Mme Jacques Julliard et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. André CHENIVRESSE, chevalier de la Légion d'honneur, survenu dans sa soixante-dix-septième année, en son domicile, le 3 février 1976, à 15 h. 30, dans l'indivision.
21, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

A L'HOTEL DROUOT
A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Mardi
de 11 heures à 18 heures
S. 1. — Imp. coll. d'armes anc.
MM. Charles et Alain S.C.F. Couturier/Richard.
S. 7. — Bijoux anciens et modernes.
MM. H. D. et J.-P. Fromanger, M. Ador, Picard, Tajan.
S. 10. — Meubles et objets d'art du 18^e s. porcel., faïences, opalines anc.
MM. Lacoste, M. Ador, Picard, Tajan.
S. 17. — Meubles, faïences, porcelaines, M. Pescheteau.
S. 20. — Ameublement, M. Boisgrat.
VENTES
S. 4. — Curiosités ferroviaires, art populaire, locomotives, machines
M. Boisgrat.
S. 6. — Objets d'art d'Extrême-Orient, armes à feu, sièges, meubles 19^e s., tapis, M. Fortier, M. Lemaire.
Nouvelles adresses :
S.C.F. COUPURIER, NICOLAY,
51, r. de Valenciennes, 75007 - 55-55-44.
M. DEURSEKUE,
282, bd St-Germain, 75007 - 556-13-43.

— M. Jean Guyot de Salins, M. et Mme Edouard Guyot de Salins et leurs enfants, M. et Mme Yves Guyot de Salins et leurs enfants, M. et Mme Jacques du Peloux et leurs enfants, M. Jean-François Guyot de Salins, ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jean GUYOT DE SALINS, née Marie-Antoinette de Curieres de Castelnau, survenue le 3 février, dans sa soixante-troisième année.
Les obsèques religieuses ont été célébrées le 5 février, en l'église Saint-Denis de Coudé.
Cet avis tient lieu de faire-part.
15, rue du Puits-Racault, 40440 Coudé.
De la part de
— M. et Mme James Hauser, Mme Claire Barthès, Et toute la famille, M. et Mme Gérard Weill Et leurs enfants, ont la douleur de faire part de la disparition de leur petit-fils et fils Julien.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Leur enfants.
De la part de son époux, de ses enfants et petits-enfants.

NOTRE
Télex
A VOTRE DISPOSITION
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous téléphonons.
étrave
SERVICE TELEX
345.21.62 + 345.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

— Mme François Reyniers, M. et Mme André Brun et leurs enfants, M. et Mme Michel Merland et leurs enfants, M. Jean Reyniers, M. et Mme Denis Serrurier et leurs enfants, M. et Mme François-Noël Reyniers et leurs enfants, M. Pierre Reyniers, ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean-François REYNIER, colonel François REYNIER, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, le 6 février 1976.
Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Charles-de-Moncau, sa paroisse, le mercredi 11 février, à 15 h. 45.
Ni fleurs ni couronnes.
— On nous prie d'annoncer le décès de
Pierre SLAMA, survenu le 5 février 1976, à l'âge de trente-trois ans.
De la part de
Mme Pierre Slama, son épouse, Mme Aimée Slama, sa mère, M. Guy, Jean-Marie et Michel Slama, ses frères.
Des familles Slama, Melot et Tennant.
Les obsèques auront lieu le 10 février, à 14 h. 15, au Carré israélite du cimetière parisien de Bagneux.

LÉGION D'HONNEUR
GRANDE CHANCELLERIE
Est promu officier, Mlle Marie-Louise Thomas, déportée résistante. Sont nommés chevaliers : M. Benito Da Costa-Aranjo, déporté résistant ; Mme Elisabeth de Liedekerke de Balha, déportée résistante ; M. Jaakko Miettinen, ancien sergent du 2^e régiment étranger de cavalerie ; André Morel, ancien caporal du 501^e régiment de chars de combat.

— Anne Ferrand et le douloureux devoir d'annoncer le décès de sa mère, Mme Marguerite VIEL, survenu le 4 février dernier.
La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, à l'église Notre-Dame-des-Champs, à Paris, et l'inhumation au caveau familial du Père-Lachaise.
56, rue de l'Université, Paris (7^e).

Remerciements
— Mme Edouard Salomon, très touchée des marques d'amitié et de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de
M. Edouard SALOMON, exprime ses sincères remerciements et sa reconnaissance.
17 bis, rue du Parc, 94340 L'Hay-les-Roses.

HERMÈS
Faubourg Saint-Honoré
COUTURE
Collection Printemps-Eté
Tous les jours à 15 heures

— Mme Fernand Terrou, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui lui ont été adressées lors du décès de son époux
M. Fernand TERROU, prie toutes les personnes qui se sont associées à son deuil de bien vouloir trouver ici l'expression de ses remerciements émus.

Anniversaires
— Il y a dix ans mourait accidentellement
Albert-Marie SCHMIDT.
Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Messes anniversaires
— Pour le dixième anniversaire de la mort de
Paul BAUDOUIN, une messe est demandée à ceux qui furent ses amis, en union de prière avec la messe qui sera dite le 10 février 1976, à 11 h. 30, en la chapelle Saint-Jean-de-Dieu, 18, rue Oudinot, Paris (7^e).

— La famille et les amis de Mme Madeleine GUSSAC, professeur à l'Ecole alsacienne, décédée accidentellement le 11 février 1976, convient ceux qui l'ont connue à assister avec eux à une messe anniversaire, qui sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, le jeudi 12 février, à 17 h. 30.

Avis
— M. François Wallenacq est prié de bien vouloir se mettre en relation avec l'étude de M^{re} Pilette et Thureau, notaires associés à Rouen, pour le règlement de la succession de son père. Discretion assurée.

Soutenances de thèses
— Mercredi 11 février, à 14 heures, université de Paris-I, Mlle Louis-Liard, M. Jean Boichard : « L'élevage bovin, ses structures et ses produits en Franche-Comté ».

Visites et conférences

MARDI 10 FÉVRIER
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES
— Visite nationale des monuments historiques. — 14 h. 30, métro Cambodge, Mme Legros : « L'Unesco ». — 14 h. 45, 11, quai de Conti, Mme Pajot : « Hôtel des monnaies ». — 15 h. métro Cité, Mme Oswald : « Promenade dans l'île de la Cité, berceau de Paris ». — 15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Puchal : « Hôtel de Lamoignon ». — 16 h. musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly : « Toulouse-Lautrec » (Mme Angot). — 15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A. Travers Paris). — 15 h. 20, rue de Tournon, M. Eby-Rennion : « Le palais du Luxembourg, Le Sénat » (Connaissance de Paris et de la France). — 15 h. métro abbesses : « Côtés d'artistes et jardins secrets de Montmartre » (Connaissance d'art et d'histoire). — 15 h. 38, rue de Richelieu : « La Bibliothèque nationale » (Paris et son histoire). — 15 h. métro Saint-Augustin : « Un atelier de fleurs artificielles » (Tourisme culture). — 19 h. 44, rue de Rennes, M. Philippe Leveau : « Verbum et verum, le verbe fondamental » (Religions et variétés). — 19 h. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower, M. John Golding : « Matières et le cubisme » (entrée libre) (ASDA). — 20 h. 21, rue N.-D.-des-Victoires, Mme Claude Trubaut : « Le Louvre : le dix-septième siècle français : autour de Lebrun ». — 21 h. chez M. et Mme François Sermand, 10, place du Président-Mithouard, M. le prêtre Radeguer : « Problèmes de l'audio-visual » (Les Grandes Rencontres).

SCHWEPPE'S Bitter Lemon.
You will like it.

Vous ne trouverez cette chambre nulle part ailleurs.



Cette chambre est une exclusivité Galeries Lafayette. Si votre lit actuel fait 140 x 190, c'est-à-dire s'il est de format standard, vous pouvez le placer dans ce coffrage en aggloméré (190 x 250 x 27cm), plaqué frêne naturel à têtes de lit inclinables. Son prix : 1800 f.

Si vous ne voulez plus de votre ancien lit, vous pouvez y incorporer un sommier, soit métallique, soit à lattes de bois, soit tapissier traditionnel. Le chevet un tiroir (68 x 45 x 27), 465 f. La commode 2 tiroirs (68 x 45 x 54), 775 f. L'ensemble hi-fi plaqué pin, sur roulettes (120 x 45 x 52), 840 f.

Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle Epine - Nice - La Part Dieu Lyon - Montpellier

dulay-audio 9.1

RELIGION

Vers le clergé de l'an 2000

La formation des séminaristes présente des signes de vitalité et de réalisme

« Si, au lieu de demander avec ironie la composition d'un séminaire, nous nous demandons qu'il y a déjà des vocations pour le ministère d'aujourd'hui et de demain ! » Tel est le souhait du Père Claude Beauvallet, de la campagne de Saint-Sulpice, spécialisée dans la formation des prêtres.

C'est un fait que la détérioration des vocations sacerdotales et l'abandon de nombreux prêtres commencent à dater quelque peu. Certes, de très bons éléments ont été détournés du sacerdoce à cause des lenteurs de l'Eglise catholique à adapter le visage du sacerdoce aux nécessités du temps. De cuisants échecs ont été enregistrés : les séminaristes ont, pour une part, des méthodes anachroniques utilisées dans les séminaires qui préparaient assez mal les candidats au sacerdoce à l'avenir. Les séminaristes ont, pour une autre part, des besoins des jeunes qui songent à devenir prêtres.

Mais, dès à présent, les candidats au sacerdoce échappent à la filière des petits et des grands séminaires d'antan. Internats complètement coupés du monde

extérieur. Formés en vase clos, ayant subi une pression psychologique unilatérale, et des études abstraites entre toutes, dans un cadre de spiritualité austère, les prêtres d'autrefois avaient souvent beaucoup de mal, après leur ordination, à coller à la réalité d'un ministère paroissial.

A force d'avoir appris aux séminaristes qu'ils n'étaient pas des hommes comme les autres, que le pouvoir de consacrer le pain et le vin et d'absoudre les péchés les faisait appartenir à une caste supérieure, les jeunes prêtres se comportaient avec une maladresse qui ne facilitait pas leur tâche d'animateurs. Aujourd'hui, le renversement des perspectives est total, et peut-être excessif. Les séminaristes ont la hantise d'être des hommes comme les autres. Leur formation se fait autant que possible sur le tas. Ils peuvent continuer à fréquenter les groupes de formation universitaires ou ouvriers (G.F.U. et G.F.O.). Le premier cycle dure deux ans et comprend des sessions et des week-ends de travail. C'est un temps de recherche, d'expérimentation, de réflexion. Des pressions indiscrètes sont ainsi évitées qui entraînaient des erreurs d'ajustement. Les « vocations » sont véritablement motivées et déstabilisées en temps voulu.

Le deuxième cycle, quatre ans — comprend des études relativement substantielles axées sur les chrétiens et les chrétiennes des siècles. En outre, les jeunes sont reliés à des équipes pastorales et peuvent ainsi acquérir une certaine expérience ministérielle.

Cent dix-huit candidats pour la région parisienne

On ne forme pas les futurs prêtres sur une « L'Eglise est née missionnaire », affirme M. Georges Soubrier, supérieur du séminaire de Saint-Sulpice. « Ni l'évêque ni le pape pour toute une vie, mais des fondations », ajoute-t-il, pour laisser entendre que la formation intellectuelle ou spirituelle d'un prêtre doit être permanente, et que les communautés chrétiennes doivent « porter » sinon susciter leurs pasteurs.

« La JOC m'a permis d'être ce que je suis », confie à un journaliste un jeune séminariste qui travaille depuis l'âge de quinze ans et estime que son insertion dans l'action catholique ouvrière est fondamentale. Il désire consacrer son ministère à son milieu d'origine. Un autre, ancien étudiant en sciences économiques, est journaliste. Il a vingt-six ans. A son entrée dans le deuxième cycle, il avait déjà acquis une expérience professionnelle.

L'âge moyen des séminaristes est de deux à trois ans plus élevé qu'autrefois : vingt-six ans en moyenne. Les séminaristes d'aujourd'hui ont une expérience professionnelle. L'âge moyen des séminaristes est de deux à trois ans plus élevé qu'autrefois : vingt-six ans en moyenne. Les séminaristes d'aujourd'hui ont une expérience professionnelle.

On notera, d'autre part, la constitution de « groupes de recherche » ou de discernement des vocations, pour les jeunes gens de dix-huit à trente-cinq ans.

« S'engager personnellement auprès du Service interdiocésain des vocations, 8, rue de la Ville-Episcopale, 75008 Paris, tél. 268-21-20.

PROPRIÉTÉ HÔTELIÈRE

A TEMPS PARTIEL

Les vacances, c'est l'idéal. Mais hélas c'est cher ! Achetez une villa ou un chalet dans l'idéal. C'est plus intelligent et beaucoup plus économique.

A PARTIR DE 6.000 F* Vous devenez le propriétaire à temps partiel d'une chambre dans l'un des meilleurs hôtels de Chambray ou de Megève. Tous les ans vous retrouverez, à la même période, votre chambre et tous les services d'un grand hôtel, sans souci de cuisine ni d'entretien.

Chambray : Hôtel Carlton *** (NN) Megève : Hôtel Mont-Blaiz *** (NN) Hôtel Alpenrose *** (NN)

Téléphonez ou écrivez à : CASH EUROPE, 7700 MALESHERBES 75008 PARIS - Tél. 255.51.84/80/76.

* Versement unique et définitif.

ARMÉE

A Villacoublay (Yvelines)

UN JEUNE SOLDAT DU CONTINGENT EST SANCTIONNÉ

La fédération socialiste de Paris proteste contre la mise aux arrêts, pour soixante jours selon elle, d'un aviateur du contingent, M. Christian Ragout, à la base de Villacoublay (Yvelines). Cette sanction serait intervenue après la distribution d'un journal ronéoté, *Nouvelles Bases*, rédigé par le comité de soldats de Villacoublay.

Dans l'éditorial de ce bulletin, on peut lire notamment : « L'inefficacité du coup de gueule individuel n'est plus à prouver. L'expérience d'un journaliste qui travaille depuis l'âge de quinze ans et estime que son insertion dans l'action catholique ouvrière est fondamentale. Il désire consacrer son ministère à son milieu d'origine. Un autre, ancien étudiant en sciences économiques, est journaliste. Il a vingt-six ans. A son entrée dans le deuxième cycle, il avait déjà acquis une expérience professionnelle.

L'âge moyen des séminaristes est de deux à trois ans plus élevé qu'autrefois : vingt-six ans en moyenne. Les séminaristes d'aujourd'hui ont une expérience professionnelle.

On notera, d'autre part, la constitution de « groupes de recherche » ou de discernement des vocations, pour les jeunes gens de dix-huit à trente-cinq ans.

« S'engager personnellement auprès du Service interdiocésain des vocations, 8, rue de la Ville-Episcopale, 75008 Paris, tél. 268-21-20.

« S'engager personnellement auprès du Service interdiocésain des vocations, 8, rue de la Ville-Episcopale, 75008 Paris, tél. 268-21-20.

« S'engager personnellement auprès du Service interdiocésain des vocations, 8, rue de la Ville-Episcopale, 75008 Paris, tél. 268-21-20.

« S'engager personnellement auprès du Service interdiocésain des vocations, 8, rue de la Ville-Episcopale, 75008 Paris, tél. 268-21-20.

« S'engager personnellement auprès du Service interdiocésain des vocations, 8, rue de la Ville-Episcopale, 75008 Paris, tél. 268-21-20.

« S'engager personnellement auprès du Service interdiocésain des vocations, 8, rue de la Ville-Episcopale, 75008 Paris, tél. 268-21-20.

« S'engager personnellement auprès du Service interdiocésain des vocations, 8, rue de la Ville-Episcopale, 75008 Paris, tél. 268-21-20.

ÉDUCATION

Le partage de l'université de Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand. — M. Jean-Claude Dischamps, recteur de l'académie, va commencer des consultations pour proposer à Mme Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, un partage de l'université de Clermont-Ferrand. Le secrétaire d'Etat compte présenter un projet au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche avant la fin février. La décision d'entamer la procédure légale de partage a été prise fin janvier à l'issue d'une série de tensions et de conflits qui ont entravé le fonctionnement des institutions universitaires.

Mais le partage s'annonce particulièrement délicat : l'élection à la présidence de l'univer-

sité, le vendredi 6 février, de M. Paul Malet, professeur d'histologie-embryologie, mais candidat de l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) d'éducation physique, « candidat de choc » de la « gauche » syndicaliste, traduit le durcissement des positions.

Ce partage, demandé fin 1975 par cinq conseils d'U.E.R. (droit, sciences économiques, médecine, pharmacie, odontologie) à des majorités variables, est aujourd'hui refusé plus vigoureusement encore par plusieurs autres (sciences, lettres, éducation physique, technologie). De leur côté, les représentants de la majorité au conseil régional d'Auvergne ont fait adopter, le mercredi 4 février, un vœu en faveur de la scission.

Une opération qui n'a rien résolu

De notre envoyé spécial

Pour la majorité des enseignants de l'université de Clermont-Ferrand, la décision du secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et de la recherche avant la fin février. La décision d'entamer la procédure légale de partage a été prise fin janvier à l'issue d'une série de tensions et de conflits qui ont entravé le fonctionnement des institutions universitaires.

trouvé des alliés chez les juristes et les économistes. Ceux-ci s'estimaient défavorisés par la répartition des moyens. Aucun poste ne leur a été attribué et les locaux supplémentaires qui leur ont été concédés n'ont pu être aménagés ni même, dans un cas, traités. Dans un cadre plus restreint, ils pourraient, espérait-on, mieux faire valoir leurs demandes de dotation auprès du secrétaire d'Etat. Les économistes, en particulier, estimaient n'avoir pas été suffisamment dans leurs efforts de réorganisation des enseignements alors que le nombre des étudiants s'accroissait. Des projets autour du thermalisme et de l'économie de la santé avaient entraîné certains rapprochements avec les médecins. Pour autant, les votes en faveur de la partition n'ont pas été unanimes : si en droit des majorités assez nettes se sont dégagées, les économistes se sont pratiquement partagés par moitié.

Conflits d'intérêts et de politiques

Ces conflits, déjà avivés par la répartition des dotations au cours des dernières années, ont été aggravés par l'organisation de l'université. Celle-ci avait été constituée comme une fédération d'U.E.R. Les plus grosses correspondaient aux anciennes facultés : lettres, sciences, droit, sciences économiques et sociales. Les autres U.E.R. devaient être pluridisciplinaires. On ne subdiviserait pas non plus, en principe, les quatre grands blocs (lettres, sciences, santé, droit et sciences économiques et sociales) en plusieurs universités. Mais la majorité des enseignants (notamment les littéraires et les scientifiques) menés par les syndicalistes enseignants ou par des administrateurs, techniciens et ouvriers affiliés à la FEN, à la C.G.T. et à la C.F.D.T. Ceux-ci exigeaient un supplément de crédits pour transformer les U.E.R. en universités et pour lancer de nouvelles recherches. Ils reprochaient au président de ne pas défendre assez énergiquement les intérêts de l'université et de se comporter en « fonctionnaire ».

Ces tensions, s'est ajoutée au cours des deux dernières années un conflit ouvert entre le président sortant, M. Kohlmann, favorable à une redéploiement des ressources et à la collaboration avec l'économie régionale, et le nouveau président élu, M. Malet, qui s'est posé comme le défenseur de la majorité des enseignants et des scientifiques. M. Kohlmann, favorable à une redéploiement des ressources et à la collaboration avec l'économie régionale, et le nouveau président élu, M. Malet, qui s'est posé comme le défenseur de la majorité des enseignants et des scientifiques.

Ce conflit a pris, l'an dernier, un tour aigu, voire un aspect de guérilla, entre le président, qui renouait avec le conseil universitaire, et la section permanente du conseil, reflet de la majorité, qui tendait à mener sa politique propre. Au printemps 1975, le leader de la majorité, M. Paul Malet, alors vice-président, avait même fait appel au tribunal administratif pour annuler des décisions du conseil. Celui-ci, jugeant la situation bloquée, s'est en fait, rallié à l'idée d'une partition.

Ce conflit « au sommet » a pesé dans la décision du secrétaire d'Etat, ce que certains interprètent ici comme « la crainte de voir être en 1976 un président de gauche ». D'autres éléments y ont sans doute contribué. A l'Elysée, on dément aujourd'hui avoir exercé une quelconque influence sur Mme Saunier-Seïté : le président de la République, dit-on, a tenu à lui faire savoir qu'elle devait décider en toute liberté. Mais on ne nie pas que certains soient intervenus auprès de M. Cocard d'Estaing.

Les « scissionnistes » clermontois, de leur côté, se défendent d'avoir eu d'autre préoccupation que celle d'obtenir une meilleure gestion ou un système plus avancé. Mais sur le plan local, face à la « mobilisation » syndicale, certains vieux réflexes ont joué. « Pendant deux ans les étudiants en lettres qui ne fichent rien sont allés semer la pagaille dans la faculté de médecine. Il fallait éviter que cela se reproduise dans toute l'université », dit M. Audry.

Le partage de l'université de Clermont-Ferrand est une opération qui n'a rien résolu. Les conflits d'intérêts et de politiques persistent. La répartition des dotations et la transformation des U.E.R. en universités restent des points de friction.

conseiller général républicain indépendant, qui a présenté le vœu après le 4 février par le conseil régional.

A l'université, les syndicalistes, quelque peu oubliés par leurs progrès, avaient négligé les risques de scission. « Les difficultés principales tenaient à la situation générale de l'enseignement supérieur, notamment le blocage des carrières, la diminution des crédits de recherche, et à un fonctionnement insuffisant de l'unité d'enseignement et de recherche. Le problème n'était pas de réorganiser, mais de réapparaitre », dit M. Capetain, maître de conférences de chimie et responsable du SNE-Sup. De fait, l'hypothèse avait été évoquée dans le passé par des représentants du personnel administratif ou des enseignants « littéraires ». Ceux-ci, redoutant que la partition ne rende plus difficile la mise en place de filières nouvelles, la résistent comme une trahison. « Nous sommes contraincts à la coopération avec les autres disciplines, sinon nous formons des gens qui, pour huit sur dix, se retrouveront sans emploi », dit M. Marchand, professeur d'anglais et responsable de la filière langues appliquées, qui souhaite créer une formation préparant à des professions du secteur agro-alimentaire et prouver aux entreprises qu'elles peuvent utiliser des étudiants « même littéraires ».

En tout cas, le partage n'est pas simple. Aux directeurs d'U.E.R. réunis samedi dernier, le recteur a indiqué que — contrairement à ce qui s'est passé à Marseille et à Lyon — les futures universités devraient être pluridisciplinaires. On ne subdiviserait pas non plus, en principe, les quatre grands blocs (lettres, sciences, santé, droit et sciences économiques et sociales) en plusieurs universités. Mais la majorité des enseignants (notamment les littéraires et les scientifiques) menés par les syndicalistes enseignants ou par des administrateurs, techniciens et ouvriers affiliés à la FEN, à la C.G.T. et à la C.F.D.T. Ceux-ci exigeaient un supplément de crédits pour transformer les U.E.R. en universités et pour lancer de nouvelles recherches. Ils reprochaient au président de ne pas défendre assez énergiquement les intérêts de l'université et de se comporter en « fonctionnaire ».

GUY HERZLICH.

MANIFESTATION EN FAVEUR DU PERSONNEL DES CRÈCHES DES HAUTS-DE-SEINE

Une partie du personnel des crèches départementales des Hauts-de-Seine est en grève depuis le jeudi 5 février. Les périclités de ce département estiment, notamment, que leur statut professionnel et leurs salaires de présent pas un caractère d'égalité avec ceux des autres départements de la région parisienne. Une manifestation d'habitants des Hauts-de-Seine devant la préfecture de Nanterre, mercredi 4 février, avait donné lieu à des incidents, suivis par l'inculpation de trois personnes. Une seconde manifestation, dimanche 8 février au matin, destinée à protester contre ces inculpations, s'est déroulée dans le calme, à l'appel notamment, de M. Lanterrier, maire communiste de Gennevilliers (où une crèche est occupée par des parents), de la section de Gennevilliers du parti communiste, de syndicats de la Fédération de l'éducation nationale, et de l'intersyndicale des personnels des crèches.

M. Pierre Hoste, préfet des Hauts-de-Seine, a rappelé, samedi 7 février, dans un communiqué, un certain nombre de mesures déjà arrêtées en faveur des personnels des crèches de son département, en particulier la mise en place de commissions paritaires, et la titularisation et le reclassement, qui devraient intervenir au plus tard à la fin du deuxième trimestre 1976, des agents de service hospitalier employés dans ces crèches.

LE CARDINAL MARTY : l'athéisme est une maladie sociale

Dans une homélie prononcée le 8 février à Notre-Dame de Paris, le cardinal François Marty a traité principalement de la question de Dieu. Aux responsables de l'avenir de la société, il a demandé : « Quelle place donner-vous à Dieu ? » Le prélat a convié d'autre part les croyants et les athées à un débat sur Dieu revêtant la forme d'un « combat spirituel ». L'athéisme, selon le prélat, est une maladie sociale, et non « un progrès de l'homme ».

MÉDECINE SOCIÉTÉ

En riposte à l'A.D.F.I.

LES RESPONSABLES DE LA SECTE DE MOON VEULENT CRÉER UNE ASSOCIATION DE PARENTS FAVORABLES A LEURS ACTIVITÉS.

Après avoir diffusé un tract intitulé « La vérité sur le Révérend Sun Myung Moon », pour « riposter contre une campagne de presse diffamatoire » et pour lutter contre « l'incompréhension critique de ses contemporains », les responsables de Moon ont décidé de créer une association de parents d'adeptes favorables aux activités de leur mouvement en France. Cette « association de parents pour la promotion d'un idéal de paix chez les jeunes » aura pour tâche essentielle de faire obstacle aux activités de « l'Association de défense de la famille et de l'individu » (ADFI) qui, elle, mène actuellement campagne contre la secte Moon.

A ce sujet, plusieurs parlementaires, MM. Alain Vivien, député de Seine-et-Marne (P.S.), Alain Mayoud, député du Rhône (R.I.) et Pierre-Bernard Coussé, député du Rhône (app. U.D.R.), s'inscrivent des méthodes de propagande, de recrutement et d'endoctrinement utilisées par la secte de Moon, ont adressé aux ministres responsables des questions écrites afin ainsi que l'indique M. Pierre-Bernard Coussé, que le gouvernement précise « sa politique à l'égard de ce mouvement d'idées et qu'il mesurés il entend prendre pour protéger la jeunesse française ».

APPRENEZ L'ANGLAIS

Le REGENCY est à la fois un hôtel et une école face à la mer.

- Ouvre toute l'année.
- Pas de limite d'âge.
- Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'études par jour.
- Ecole reconnue par le Ministère de l'Education de Grande-Bretagne.
- Examens de Cambridge et de la Chambre de Commerce de Londres.
- Sauna, piscine, courtoisie, discothèque, etc.

REGENCY RAMSGATE, KENT, G.-B. Tél. : 0432 512-12 ou 0432 512-13

ou Mme BOULLON, 4, r. de la Persévérance, 95-Eauboune Tél. : 339-36-33 en soirée.

RECYCLAGE SCIENTIFIQUE

Medecine - Pharmacie - Biologie

Cycle long de Février à Juin, 20h par semaine.

Stage Intensif, 3 semaines en Septembre.

IPRBP, 5 rue Privé, 95010, rue du Centre Notre-Dame, 75004 - 325.63.30

Le Monde de l'éducation

le numéro de février vient de paraître

UN DOSSIER SUR L'ORIENTATION

PROPRIÉTÉ HÔTELIÈRE

A TEMPS PARTIEL

Les vacances, c'est l'idéal. Mais hélas c'est cher ! Achetez une villa ou un chalet dans l'idéal. C'est plus intelligent et beaucoup plus économique.

A PARTIR DE 6.000 F* Vous devenez le propriétaire à temps partiel d'une chambre dans l'un des meilleurs hôtels de Chambray ou de Megève. Tous les ans vous retrouverez, à la même période, votre chambre et tous les services d'un grand hôtel, sans souci de cuisine ni d'entretien.

Chambray : Hôtel Carlton *** (NN) Megève : Hôtel Mont-Blaiz *** (NN) Hôtel Alpenrose *** (NN)

Téléphonez ou écrivez à : CASH EUROPE, 7700 MALESHERBES 75008 PARIS - Tél. 255.51.84/80/76.

* Versement unique et définitif.

APPRENEZ L'ANGLAIS

REGENCY

Le REGENCY est à la fois un hôtel et une école face à la mer.

- Ouvre toute l'année.
- Pas de limite d'âge.
- Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'études par jour.
- Ecole reconnue par le Ministère de l'Education de Grande-Bretagne.
- Examens de Cambridge et de la Chambre de Commerce de Londres.
- Sauna, piscine, courtoisie, discothèque, etc.

REGENCY RAMSGATE, KENT, G.-B. Tél. : 0432 512-12 ou 0432 512-13

ou Mme BOULLON, 4, r. de la Persévérance, 95-Eauboune Tél. : 339-36-33 en soirée.

RECYCLAGE SCIENTIFIQUE

Medecine - Pharmacie - Biologie

Cycle long de Février à Juin, 20h par semaine.

Stage Intensif, 3 semaines en Septembre.

IPRBP, 5 rue Privé, 95010, rue du Centre Notre-Dame, 75004 - 325.63.30

مكتبة من الأصل

SPORTS

LES XII^e JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

ROSI MITTERMAIER : un modèle de persévérance

Innsbruck. — Ce n'est pas qu'ils manquent de talent ou de personnalité, ces artistes qui, pendant des années, attendent la notoriété, en travaillant d'arrache-pied dans les studios de cinéma, dans les coulisses du théâtre ou d'un music-hall. Leur jour de gloire a toujours été différé pour de multiples raisons. Et puis, un radieux matin, sans qu'eux-mêmes sachent très bien pourquoi et comment, le grand public met enfin un nom sur un visage familier.

Cette aventure est arrivée, dimanche

8 février, à l'Allemande de l'Ouest Rosi Mittermaier, gagnante à Innsbruck de la descente féminine des XXII^e Jeux d'hiver. Pour ce qui la concerne, c'était moins son nom qui était peu connu des foules, que ses traits espagols au charme acide. Toujours citée, ou presque, au générique du cirque blanc, elle n'avait guère eu en effet, jusqu'à cette consécration olympique, les honneurs de l'image, dans la presse et à la télévision. En sport, les seconds rôles, même brillants, sont souvent sans visage.

De notre envoyé spécial

Avec ses vingt-cinq ans révolus le 5 août dernier, Rosi Mittermaier, originaire de Reil-im-Winkl, village bavarois situé près de Berchtesgaden, à la frontière auto-allemande, est la doyenne des skieuses alpines. Elle est la seule concurrente encore en activité qui ait participé à la première coupe du monde, créée en 1957. Dans un sport où les talents se font et se défont en quelques brèves saisons — aucun vainqueur n'a jamais pu jusqu'à présent conserver son titre d'une olympiade à l'autre, — sa carrière est un modèle de persévérance. Noyée dans les profondeurs du classement aux Jeux olympiques de Grenoble en 1968 et au championnat du monde du Val Gardena en 1970, elle émergeait à la sixième place dans la descente de Sapporo en 1972 et à la cinquième de l'épreuve mondiale de slalom en 1974 à Saint-Moritz. Des progrès peu foudroyants, au contraire de ses principales rivales d'Innsbruck, mais constants.

Saltimbanque de la neige

A vrai dire, ce n'est pas essentiellement la rage de vaincre un jour ou l'autre qui a décidé la cadette des sœurs Mittermaier — Heidi a conquis plusieurs titres nationaux et Evi s'est classée troisième dimanche — à se retrouver, année après année, au départ de la tournée du cirque blanc. C'est surtout l'amour du ski, et pas seulement pour des motifs financiers. Saltimbanque de la neige, elle se plaît doublement sur

les planches, et cette vie de voyages et de compétitions qu'elle mène au moins pendant la moitié de l'année — qui est rebutante plus d'un — est la sienne. Rien d'étonnant alors à ce qu'elle jouisse de la sympathie générale, dans un milieu fermé où les amitiés naissent et meurent au rythme des résultats : son succès olympique n'a pas provoqué d'algèbre manifeste.

Personne n'envisageait pourtant que Rosi Mittermaier puisse l'emporter, le 8 février, sur les 2515 mètres de la piste de l'Axamer-Lizum, à une trentaine de kilomètres au nord-est d'Innsbruck. Ses proches escomptaient une « place d'honneur » comme d'habitude... Elle-même confiait, après l'arrivée, modestement réaliste : « Je n'espérais pas avoir une médaille. Pour gagner aux Jeux olympiques ou au championnat du monde, c'est-à-dire sur une course, il faut non seulement être en superforme, mais aussi bénéficier d'une bonne part de chance. C'est pourquoi je préfère la formule de la Coupe du monde, disputée sur toute une saison.

Effectivement, ce genre d'épreuve organisée sur le mode d'un championnat, semble bien lui convenir, surtout depuis que les adeptes du ski alpin « tous azimuts » — descente et slalom — forment actuellement une espèce rare, en voie de disparition : en 1975, Rosi Mittermaier a pris la troisième place au classement de la Coupe du monde et, cette année, elle est en tête de la compétition.

Un succès

quand même surprenant

Jusqu'à dimanche, la descente était son signe indien : souvent placée, elle n'a jamais été victorieuse. En neuf ans d'activité, sur toutes les pentes du monde, pas la moindre réussite dans cet « exercice libre ». Même lors des championnats d'Allemagne fédérale, alors qu'elle trône les titres nationaux (seize en slalom). Ce n'est-il pas le 8 février ? Elle-même n'en sait trop rien.

C'est la mémoire des skieuses helvétiques l'a aidée : la tante du titre, Marie-Thérèse Nadig, malade, n'a pu prendre le départ, et Bernadette Zurbriggen a déçu : la Suisse, victorieuse de deux descentes depuis l'ouverture de cette saison et qui paraît ainsi à égalité de chance avec l'autre favorite, l'Autrichienne Brigitte Totschning, a terminé septième, comme aux Jeux de 1972. A Sapporo ce classement révélait l'athlétique Valaisienne — elle avait alors quinze ans ; à Innsbruck, il équivalait à une défaite. Mais cette position rehausse, par contrepoint, la performance de Danielle Debernard et de Jacqueline Rouvier, respectivement cinquième et sixième. Les Françaises n'ont jamais remporté la descente olympique, même à l'époque d'Honoré Bonnet, et il y a qua-

tre ans, au Japon, Isabelle Mir, en finissant quatrième, avait fait à peine mieux. Dommage pour Danielle Debernard que le combiné (descente et slalom) ne donne pas lieu à des récompenses olympiques.

Et l'armada autrichienne ? Innsbruck commémorait dans le souvenir de 1964 : sur la piste, aujourd'hui totalement transformée, de l'Axamer-Lizum, Christl Haas, Edith Zimmermann et Traudl Hocker avaient tout simplement raté, dans cet ordre, les trois médailles. A Grenoble, Olga Pall avait conservé le titre olympique à l'Autriche et tout portait à croire qu'il en serait été de même à Sapporo, quand l'invincible Anne-Marie Froese fut battue. Un accident que Brigitte Totschning devait faire oublier, épaulée par Andrea Spies, dix-sept ans, et Monika Kaserer.

Une course sans fautes

Effectivement, partie en septième position après ses adversaires présumés les plus redoutables, Brigitte Totschning réalisait le meilleur temps, en 1'46"68. Pour la presse autrichienne c'était déjà gagné.

On apprît plus tard que l'Autrichienne avait fait une faute au début de la course. Ayant hérité du dossard numéro 9, Rosi Mittermaier le sut immédiatement. Elle ne commit pas d'erreur, ni sur la neige

LES RETRANSMISSIONS TÉLÉVISÉES

MARDI 10 FÉVRIER
TF1 et FR3 : 12 h. 25 à 13 h. slalom géant messieurs, deuxième manche : 17 h. 35 à 18 h. 16, hockey-sur-glace (Pologne-Tchécoslovaquie).
TF1 : 22 h. 25 à 22 h. 46, résumé des compétitions de la journée.
A2 : 12 h. 15 à 12 h. 25, résumé des compétitions de la veille : 12 h. 25 à 14 h. 30, slalom géant messieurs, deuxième manche.

assez molle du haut du parcours, ni sur le tapis plus dur, sinon glacé, ensuite. Quatre-vingts centimètres d'avance au deuxième temps intermédiaire, cinquante-deux centimètres à l'arrivée. Seize ans après Heidi Blebl, victorieuse à Squaw Valley, l'opinion des skieuses redonne à l'Allemagne fédérale une médaille d'or en descente féminine de ski alpin.

Selon elle, dimanche était son « jour de chance » : il y a un an, à pareille époque, elle était heureuse de plein fouet, alors qu'elle s'entraînait sur cette même piste de l'Axamer-Lizum, par un skieur débutant. Blessée, elle ne devait plus courir de la saison. Toute autre, à son âge, aurait alors pris sa retraite sportive. Rosi Mittermaier, elle, s'attarde dans un grand soupir : « Mais pourquoi donc ? »

MICHEL CASTAING.

LA SOVIÉTIQUE KULAKOVA DISQUALIFIÉE POUR CONTROLE ANTI-DOPAGE POSITIF

La Soviétique Galina Kulakova, troisième de l'épreuve de 5 kilomètres en ski de fond, a été disqualifiée à la suite d'un contrôle anti-dopage, qui s'est révélé être positif. C'est le premier cas de dopage rendu public par le Comité international olympique depuis le début des Jeux olympiques d'hiver à Innsbruck.

UNE MISE AU POINT NORVÉGIENNE

La comité olympique norvégien, très ému par les réactions dans la presse, française en particulier, au sujet d'une réclamation contre les équipes des pays de l'Est accusées d'avoir utilisé des méthodes de dopage par transfusion sanguine, a tenu à faire la mise au point suivante :

« 1) Aucune réclamation n'a été faite par le comité olympique norvégien et les équipes norvégiennes ont continué à participer à la course de fond des 30 kilomètres que cette idée d'une réclamation ne l'a même jamais eue.

« 2) Le comité olympique norvégien et toute l'équipe norvégienne tiennent à féliciter l'équipe de ski nordique de l'Union soviétique et à lui exprimer son admiration pour les résultats qu'elle a obtenus.

« 3) La méthode de dopage incriminée, entièrement contraire à l'idée olympique, n'a jamais été utilisée par aucun athlète norvégien.

« Le comité olympique norvégien exprime l'espoir que sa mise au point sera largement diffusée. »

(PUBLICITE)

LE LIVRE D'OR DE LA COURSE AUTO 1975

Jacques JAUBERT

L'ouvrage dressé, pour la première fois, le bilan humain de l'ensemble du sport automobile. Il a été écrit par un témoin éclairé qui est en même temps un acteur de premier plan, Jacques Jaubert. Avec LE LIVRE D'OR DE LA COURSE AUTO 1975, en cours parution, des plates de Bandana, des lacs du rallye de Monte-Carlo de 24 Heures du Mans, à Nogaro, Rouen, Magny-Cour ou ailleurs. On suit par le menu la brillante ascension de Jacques Laffite, champion d'Europe de Formule 1, on se lance à corps perdu dans les lacs du Tour de Corse comme sur les longs ronds routes du Tour de France. On fibre devant les promesses de Marie-Claude Beaumont sur son prototype Renault. On découvre le « roi de la montagne » Jimmy Ménézet. Bref, tous les événements marquants, tous les exploits, toutes les déceptions aussi de la saison se retrouvent dans LE LIVRE D'OR DE LA COURSE AUTO 1975.

Guy Ligier, Gérard Larousse, Henri Pescarolo, Jacques Laffite, Michel Leclerc, Jean-Pierre Jabouille, René Arnoux et bien d'autres figures de proue du sport auto sont les héros de cette fascinant fresque humaine. LE LIVRE D'OR DE LA COURSE AUTO 1975, écrit par Jacques Jaubert, est le seul ouvrage de ce genre proposé à tous les amoureux du sport automobile.

Éditions SOLAR 32,10 F T.T.C.

Deuxième victoire française dans le Tournoi des cinq nations

L'Irlande privée de ses vieux champions

« Quelle tristesse que vous ayez perdu la belle équipe qui nous avait si bien rossés l'an dernier, à Dublin ! » — « Quelle déception que vous n'ayez pas retrouvé encore l'une de celles qui, de Mias à Crauste, nous ont donné tant de leçons de rugby ! » La réplique de Ronnie MacBride, ancien capitaine de l'équipe d'Irlande, a fusé comme une contre-attaque. Ces deux phrases que nous échangeons, samedi soir après le match, résument assez bien la victoire des Français contre les Irlandais (26-3), le 7 février.

C'était pitié de voir ce lion du rugby qu'est le Dr Mike Gibson, le meilleur trois-quarts centre des dix dernières années, avec son moule tendu de rouquin en colère, apparemment privé de ses jambes de coureur de piste, tenter de rassembler les débris de cette équipe dont il avait été le feu follet. Aussi triste que si la mésaventure d'une telle retraite trop tardive était arrivée à André Boniface ou à Jean Gachassin. Il est vrai qu'avec les sélectionneurs que nous avons eus ces deux dernières années, nous n'avons eu que des équipes de transition.

Comment une équipe a-t-elle pu se dissoudre ainsi, trois mois d'un an après la carcasse de Dublin et la charge finale, en fanfare perdue, de cet amour de MacBride ; moins de trois ans après les royales chevauchées des trois-quarts au maillot vert sur la pelouse de Twickenham ; moins de dix ans après certaines réceptions offertes, à Lansdowne-Road, à Dange, Spanghero et à leurs camarades, qui étaient allés se briser sur cette falaise de muscles, de hargne et d'os qu'était l'équipe Tom Kiernan et de Noel Murphy ? Ces joueurs, si vaillants, quelle belle bande de fous c'était alors, plus rieurs qu'un quartier-maître de marine et plus hardis qu'un explorateur polaire, chaque année inventant un de ces personnages quelque peu diaboliques qui changent un match d'un coup d'œil, d'un coup de rein ou d'un coup de pied, un Kyle ou un Muligan.

Le triangle d'attaque

« Ils ont fait très bien, dit-il, après le match, Jean-Pierre Rives, mais ils nous ont fait plus mal que les Français. » U. M. Rives n'est pas le même vécu sur l'herbe ou vu des tribunes. Nous qui n'étions, samedi, que des voyeurs, nous n'avons aperçu, face au triangle d'attaque, que leur courage collectif, bien irlandais, et quinze désastres.

C'est pourquoi la performance de Fouroux et de ses camarades ne nous paraît, pas plus qu'à l'époque de Crauste, celle d'une grande équipe. Sur le dixième du parc, sous ce ciel de printemps et ce soleil qui réussissent à plonger dans la verdure bécotée de la pelouse, de ces cinq visiteurs fantômes, quelle faena aurait fait une équipe telle que celle que commandait, il y a vingt ans, Jean Prat, qui, avec deux sauteurs, deux demi-centres, Spanghero et Max Barreau, faisaient un exploit contre les All Blacks ! A vrai dire, il n'en aurait peut-être pas fallu beaucoup pour que cette équipe l'emporte dans le style et avec l'autorité qu'imposent les circonstances : peut-être la substitution d'un vrai triangle d'attaque à celui qui constituait, puisqu'on s'obstine à le sélectionner, quoiqu'il fasse, Jean-Pierre Rives, Roland Bertranne et Jean Pécune. Mais à l'époque, nous ne disons pas même les grands joueurs d'il y a quinze ans, Albaldéjo et les Boniface, mais simplement les bons joueurs d'il y a cinq ans, Cholley, Pao, Rives et Skrela, qui ont dominé

jeu se gonfle et entraîne le vaisseau tout entier.

On accordera à Rives des circonstances atténuantes : accablé par la passe lente et molle de Fouroux, soit en position de basketteur, soit à la hauteur des chevilles, les deux pas au démarrage foudroyant en plein champ. Mais cinq ou six fois on le vit, dans le cours du jeu, bien lancé, balle en main, taper à suivre alors qu'il était flanqué de ses deux centres, et que là-bas, au bord des touches, se morfondaient ses deux ailiers de grand large et de grand style que sont Gourdou et Averous. Timidité ? Manque de moyens ? Consignes ? Peut-être y a-t-il un peu plus que cela, que suggère devant nous, dimanche, Pierre Albaldéjo.

Depuis une quinzaine d'années, depuis Mias, le Néo-Zélandais Saxton et le Sud-Africain Craven, le rugby a cessé de se jouer sur deux plans, celui des conquérants obscurs et celui des utilisateurs gracieux de la balle. Une vraie lutte de classes. Alors, on disait aux gros lours : « Ne touchez à la balle que pour l'expédier à ceux qui savent en jouer. » Désormais, c'est la lutte de classes. Les avant-gardiens de ballons ont choisi de garder pour eux les meilleures et de ne réfléchir aux artistes de l'arrière que ceux dont ils ne peuvent rien faire. D'où l'« éclatement ».

LE POINT SUR LE TOURNOI

* France bat Irlande 26-3
* Pays de Galles bat Ecosse 22-4
CLASSEMENT PROVISOIRE
1. Pays de Galles et France (2 m.), 4 pts ; 2. Angleterre et Irlande (1 m.), 0 pts ; 4. Ecosse (2 m.), 0 point.
PROCHAINES RENCONTRES
21 février : Irlande contre Pays de Galles ; Ecosse contre Angleterre.
6 mars : Galles contre France ; Angleterre contre Irlande.
20 mars : France contre Angleterre ; Irlande contre Ecosse.

depuis quelques années, d'avants de champ et de jeu comme Dange et Spanghero, et de joueurs de l'arrière, Rives qui, ayant été au four, veulent être aussi au moulin. Ici, c'est la dictature du prolétariat qui prend sa revanche et qui, dès la saison prochaine, s'impose davantage de jour en jour.

Le phénomène se manifeste d'ailleurs par ailleurs : l'aristocratie s'essouffit et traverse une phase de pénurie des talents et qu'un membre de la noblesse contestée, le demi de mêlée, passe dans le camp des anciens d'arrière de la terre et joue, comme Fouroux, avec une ardeur ébouriffée et ébouriffante, le rôle d'un neveu vengeur. Il se manifeste d'ailleurs mieux encore que les prolétaires de l'avant affirment sans cesse la puissance de leur personnalité. Ce samedi-là, ce sont quatre avants, Cholley, Pao, Rives et Skrela, qui ont dominé

de très haut le débat, au niveau des plus grands de leurs années. On serait curieux de voir ce que fera ce quart — pourquoi d'ailleurs en détacher Paparemborde ! — devant les maîtres poliois, le 8 mars prochain, à Cardiff.

Le cas de Bastiat est un peu plus complexe. Le gentil géant landais, très bon contre les Roumains et les Ecosse, a un peu déçu ici. Excellent à la touche, couvrant un terrain fou, adroit, généreux et paraissant s'amuser comme un diable, il a semblé un peu déçu, déçu, se contraindre mal et faisant vraiment trop de fautes. C'est un beau, un vrai joueur, mais qui serait meilleur qu'il ne l'est, si il avait mieux su jouer avec les règles du jeu.

Bien sûr, il y a eu de bons moments. Le splendide départ, à quatre en relais Cholley, Skrela, Rives, Pao, qui ouvrit la deuxième mi-temps en fanfare ; l'entrée massive du pack français dans le but irlandais, cinq minutes plus tard ; une percée de Gourdou, deux ou trois en rafale de Skrela ; les plaquages en série réussis par les trois-quarts français ; l'essai, comme à force d'astuces, à la Scapin, de Jacques Fouroux ; l'extraordinaire course de Rives poursuivant, rejoignant et plaquant comme un fauve l'ailier droit irlandais, et encore l'essai qu'il marqua à la dernière minute, mettant sur la fin de ce match inaccompli comme un rayon de soleil et de sourire. Mais tous ces bons moments-là ne sont pas rassemblés pour faire un vrai match de rugby, c'est-à-dire un défi non seulement à l'adversaire, mais à soi-même. Pour gagner vraiment, samedi, les quatre Français ne devaient pas simplement marquer plus de points que les Irlandais, ils devaient démontrer qu'ils n'ont pas seulement pour eux la puissance de leurs muscles. Le plus « fort » a gagné, qui ne sera vraiment digne de lui-même que quand il aura montré sa force au-dessus du niveau des épaulés.

Un mauvais public

Quelque réserve que l'on fasse sur cette équipe de combattants chaleureux, on conclura qu'elle n'a tout de même pas le public qu'elle mérite. De plus, le plus hargneux, de plus incompétent n'en vit-on, même à Colombes ? Je sais bien que le stade du Parc fait cause de résonance et qu'une anémie, une grossièreté, une bordée de sifflets y sont multipliées par trois ou par dix. Mais quand donc ces gens qui sont nos compatriotes monteront-ils aux équipes étrangères que nous font l'honneur de nous visiter un peu de courtoisie, un peu d'intelligence du jeu et des situations ? Ce samedi, leur équipe picturale, la malheureuse rivalité, composée de joueurs venus d'un pays petit, pauvre et divisé. Quelle occasion de se donner le luxe, au moins pour une fois, d'un peu de magnanimité, d'un peu d'élégance collective ? Jamais ce public ne fut pire. Qui acceptera bientôt de venir assister dans ce cirque romain ? JEAN LACOUTURE.

LES RÉSULTATS

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (vingt-troisième journée)
Tours b. Challans 91-85
Villeneuve b. Nice 83-72
Caen b. Orléans 87-80
Le Mans b. Reims 97-98
Bercy b. Graffenstaden 105-91
Clermont b. Bagnole 89-83
Antibes b. Jœuf 109-98
Dinan b. Lyon 82-78
Classement. — 1. Tours 63 pts ; 2. Villeneuve, Caen 56 ; 4. Le Mans 55 ; 5. Bercy 51 ; 6. Challans 50 ; 7. Antibes 47 ; 8. Clermont 42 ; 12. Bagnole 38 ; 14. Jœuf, Dinan 36 ; 16. Graffenstaden 31.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (deuxième journée)
* Strasbourg b. Lyon 5-0
* Paris S.G. b. Metz 2-1
* Sochaux b. Nîmes 2-1
* Nantes b. Nancy 3-0
* Lens b. Lille 3-0
* Reims b. Nice 1-0
* Bastia b. Valenciennes 1-1
* Bordeaux b. Angoulême 1-1
* Monaco b. Troyes 1-1
* Saint-Etienne b. Marseille 1-0
Classement. — 1. Saint-Etienne, 35 pts ; 2. Nice, 28 ; 3. Metz, Sochaux et Nantes, 20 ; 4. Reims, 20 ; 5. Marseille, 20 ; 6. Bordeaux, 20 ; 7. Nancy, 19 ; 8. Angoulême, 18 ; 9. Valenciennes, 18 ; 10. Lens, 17 ; 11. Troyes, Monaco et Strasbourg, 16 ; 12. Angers, 15 ; 13. Bastia, 14 ; 14. Saint-Etienne, 13 ; 15. Reims, 12 ; 16. Metz, Sochaux et Nantes, 11 ; 17. Troyes, Monaco et Strasbourg, 10 ; 18. Angers, 9 ; 19. Bastia, 8 ; 20. Saint-Etienne, 7 ; 21. Reims, 6 ; 22. Metz, Sochaux et Nantes, 5 ; 23. Angoulême, 4 ; 24. Valenciennes, 3 ; 25. Lens, 2 ; 26. Troyes, Monaco et Strasbourg, 1 ; 27. Angers, 0 ; 28. Bastia, 0 ; 29. Saint-Etienne, 0 ; 30. Reims, 0 ; 31. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 32. Angoulême, 0 ; 33. Valenciennes, 0 ; 34. Lens, 0 ; 35. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 36. Angers, 0 ; 37. Bastia, 0 ; 38. Saint-Etienne, 0 ; 39. Reims, 0 ; 40. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 41. Angoulême, 0 ; 42. Valenciennes, 0 ; 43. Lens, 0 ; 44. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 45. Angers, 0 ; 46. Bastia, 0 ; 47. Saint-Etienne, 0 ; 48. Reims, 0 ; 49. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 50. Angoulême, 0 ; 51. Valenciennes, 0 ; 52. Lens, 0 ; 53. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 54. Angers, 0 ; 55. Bastia, 0 ; 56. Saint-Etienne, 0 ; 57. Reims, 0 ; 58. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 59. Angoulême, 0 ; 60. Valenciennes, 0 ; 61. Lens, 0 ; 62. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 63. Angers, 0 ; 64. Bastia, 0 ; 65. Saint-Etienne, 0 ; 66. Reims, 0 ; 67. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 68. Angoulême, 0 ; 69. Valenciennes, 0 ; 70. Lens, 0 ; 71. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 72. Angers, 0 ; 73. Bastia, 0 ; 74. Saint-Etienne, 0 ; 75. Reims, 0 ; 76. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 77. Angoulême, 0 ; 78. Valenciennes, 0 ; 79. Lens, 0 ; 80. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 81. Angers, 0 ; 82. Bastia, 0 ; 83. Saint-Etienne, 0 ; 84. Reims, 0 ; 85. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 86. Angoulême, 0 ; 87. Valenciennes, 0 ; 88. Lens, 0 ; 89. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 90. Angers, 0 ; 91. Bastia, 0 ; 92. Saint-Etienne, 0 ; 93. Reims, 0 ; 94. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 95. Angoulême, 0 ; 96. Valenciennes, 0 ; 97. Lens, 0 ; 98. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 99. Angers, 0 ; 100. Bastia, 0 ; 101. Saint-Etienne, 0 ; 102. Reims, 0 ; 103. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 104. Angoulême, 0 ; 105. Valenciennes, 0 ; 106. Lens, 0 ; 107. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 108. Angers, 0 ; 109. Bastia, 0 ; 110. Saint-Etienne, 0 ; 111. Reims, 0 ; 112. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 113. Angoulême, 0 ; 114. Valenciennes, 0 ; 115. Lens, 0 ; 116. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 117. Angers, 0 ; 118. Bastia, 0 ; 119. Saint-Etienne, 0 ; 120. Reims, 0 ; 121. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 122. Angoulême, 0 ; 123. Valenciennes, 0 ; 124. Lens, 0 ; 125. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 126. Angers, 0 ; 127. Bastia, 0 ; 128. Saint-Etienne, 0 ; 129. Reims, 0 ; 130. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 131. Angoulême, 0 ; 132. Valenciennes, 0 ; 133. Lens, 0 ; 134. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 135. Angers, 0 ; 136. Bastia, 0 ; 137. Saint-Etienne, 0 ; 138. Reims, 0 ; 139. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 140. Angoulême, 0 ; 141. Valenciennes, 0 ; 142. Lens, 0 ; 143. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 144. Angers, 0 ; 145. Bastia, 0 ; 146. Saint-Etienne, 0 ; 147. Reims, 0 ; 148. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 149. Angoulême, 0 ; 150. Valenciennes, 0 ; 151. Lens, 0 ; 152. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 153. Angers, 0 ; 154. Bastia, 0 ; 155. Saint-Etienne, 0 ; 156. Reims, 0 ; 157. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 158. Angoulême, 0 ; 159. Valenciennes, 0 ; 160. Lens, 0 ; 161. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 162. Angers, 0 ; 163. Bastia, 0 ; 164. Saint-Etienne, 0 ; 165. Reims, 0 ; 166. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 167. Angoulême, 0 ; 168. Valenciennes, 0 ; 169. Lens, 0 ; 170. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 171. Angers, 0 ; 172. Bastia, 0 ; 173. Saint-Etienne, 0 ; 174. Reims, 0 ; 175. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 176. Angoulême, 0 ; 177. Valenciennes, 0 ; 178. Lens, 0 ; 179. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 180. Angers, 0 ; 181. Bastia, 0 ; 182. Saint-Etienne, 0 ; 183. Reims, 0 ; 184. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 185. Angoulême, 0 ; 186. Valenciennes, 0 ; 187. Lens, 0 ; 188. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 189. Angers, 0 ; 190. Bastia, 0 ; 191. Saint-Etienne, 0 ; 192. Reims, 0 ; 193. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 194. Angoulême, 0 ; 195. Valenciennes, 0 ; 196. Lens, 0 ; 197. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 198. Angers, 0 ; 199. Bastia, 0 ; 200. Saint-Etienne, 0 ; 201. Reims, 0 ; 202. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 203. Angoulême, 0 ; 204. Valenciennes, 0 ; 205. Lens, 0 ; 206. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 207. Angers, 0 ; 208. Bastia, 0 ; 209. Saint-Etienne, 0 ; 210. Reims, 0 ; 211. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 212. Angoulême, 0 ; 213. Valenciennes, 0 ; 214. Lens, 0 ; 215. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 216. Angers, 0 ; 217. Bastia, 0 ; 218. Saint-Etienne, 0 ; 219. Reims, 0 ; 220. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 221. Angoulême, 0 ; 222. Valenciennes, 0 ; 223. Lens, 0 ; 224. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 225. Angers, 0 ; 226. Bastia, 0 ; 227. Saint-Etienne, 0 ; 228. Reims, 0 ; 229. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 230. Angoulême, 0 ; 231. Valenciennes, 0 ; 232. Lens, 0 ; 233. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 234. Angers, 0 ; 235. Bastia, 0 ; 236. Saint-Etienne, 0 ; 237. Reims, 0 ; 238. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 239. Angoulême, 0 ; 240. Valenciennes, 0 ; 241. Lens, 0 ; 242. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 243. Angers, 0 ; 244. Bastia, 0 ; 245. Saint-Etienne, 0 ; 246. Reims, 0 ; 247. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 248. Angoulême, 0 ; 249. Valenciennes, 0 ; 250. Lens, 0 ; 251. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 252. Angers, 0 ; 253. Bastia, 0 ; 254. Saint-Etienne, 0 ; 255. Reims, 0 ; 256. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 257. Angoulême, 0 ; 258. Valenciennes, 0 ; 259. Lens, 0 ; 260. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 261. Angers, 0 ; 262. Bastia, 0 ; 263. Saint-Etienne, 0 ; 264. Reims, 0 ; 265. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 266. Angoulême, 0 ; 267. Valenciennes, 0 ; 268. Lens, 0 ; 269. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 270. Angers, 0 ; 271. Bastia, 0 ; 272. Saint-Etienne, 0 ; 273. Reims, 0 ; 274. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 275. Angoulême, 0 ; 276. Valenciennes, 0 ; 277. Lens, 0 ; 278. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 279. Angers, 0 ; 280. Bastia, 0 ; 281. Saint-Etienne, 0 ; 282. Reims, 0 ; 283. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 284. Angoulême, 0 ; 285. Valenciennes, 0 ; 286. Lens, 0 ; 287. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 288. Angers, 0 ; 289. Bastia, 0 ; 290. Saint-Etienne, 0 ; 291. Reims, 0 ; 292. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 293. Angoulême, 0 ; 294. Valenciennes, 0 ; 295. Lens, 0 ; 296. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 297. Angers, 0 ; 298. Bastia, 0 ; 299. Saint-Etienne, 0 ; 300. Reims, 0 ; 301. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 302. Angoulême, 0 ; 303. Valenciennes, 0 ; 304. Lens, 0 ; 305. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 306. Angers, 0 ; 307. Bastia, 0 ; 308. Saint-Etienne, 0 ; 309. Reims, 0 ; 310. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 311. Angoulême, 0 ; 312. Valenciennes, 0 ; 313. Lens, 0 ; 314. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 315. Angers, 0 ; 316. Bastia, 0 ; 317. Saint-Etienne, 0 ; 318. Reims, 0 ; 319. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 320. Angoulême, 0 ; 321. Valenciennes, 0 ; 322. Lens, 0 ; 323. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 324. Angers, 0 ; 325. Bastia, 0 ; 326. Saint-Etienne, 0 ; 327. Reims, 0 ; 328. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 329. Angoulême, 0 ; 330. Valenciennes, 0 ; 331. Lens, 0 ; 332. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 333. Angers, 0 ; 334. Bastia, 0 ; 335. Saint-Etienne, 0 ; 336. Reims, 0 ; 337. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 338. Angoulême, 0 ; 339. Valenciennes, 0 ; 340. Lens, 0 ; 341. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 342. Angers, 0 ; 343. Bastia, 0 ; 344. Saint-Etienne, 0 ; 345. Reims, 0 ; 346. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 347. Angoulême, 0 ; 348. Valenciennes, 0 ; 349. Lens, 0 ; 350. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 351. Angers, 0 ; 352. Bastia, 0 ; 353. Saint-Etienne, 0 ; 354. Reims, 0 ; 355. Metz, Sochaux et Nantes, 0 ; 356. Angoulême, 0 ; 357. Valenciennes, 0 ; 358. Lens, 0 ; 359. Troyes, Monaco et Strasbourg, 0 ; 360. Angers, 0 ; 361. Bastia, 0 ; 362. Saint-Etienne, 0 ; 363.

La région parisienne

LES TEXTES ET LEURS LACUNES

« La loi Barrot ne nous permet pas de défendre réellement les occupants expulsés » soutiennent les associations

M. JACQUES BARROT, secrétaire d'Etat au logement, a présenté au Parlement une loi sur la protection des locataires d'immeubles anciens qui fut votée le 20 décembre 1975 (le Monde du 27 janvier). Ce texte, qui modifie la loi de 1948, a pour but de donner un coup d'arrêt à l'exil des catégories modestes de la population « chassées par les rénovations et de protéger les locataires » des immeubles anciens. Mais y parviendra-t-il ?

La loi Barrot, qui a pour but, selon ses auteurs, de « protéger les occupants » des immeubles faisant l'objet de rénovation, ne permet pas,

en fait, d'enrayer ce flux des centres-villes que sont les expulsions. Les groupes de défense des locataires sont contraints de faire appel à leur imagination plus qu'à des textes de loi pour mettre fin à l'exil des Parisiens.

La loi de 1948 sur le logement stipule, en effet, que les locataires qui ont reçu un congé de leur propriétaire conservent néanmoins un droit au maintien dans les lieux. En revanche, ce droit disparaît si l'immeuble fait l'objet d'un permis de construire (art. 11). L'usage (un procès coûte cher au propriétaire qui veut expulser ses locataires) et les recommandations de l'administration veulent qu'un promoteur réloge ou indemnise les habitants expulsés. Mais les termes de la loi

ne l'obligent pas à reloger ses anciens locataires, sa seule obligation est de proposer aux occupants un appartement dans l'immeuble rénové (article 13)... dont les loyers seront déduits. La loi Barrot réglemente seulement les conditions de relogement mais ne contraint pas les promoteurs à reloger les habitants expulsés. « La loi ne nous permet pas de défendre réellement les occupants expulsés », expliquent les membres d'une association du cinquième arrondissement. Nous sommes obligés de mener des actions, de créer des rapports de force pour obliger les propriétaires à reloger les habitants chassés par les rénovations. »

Le 2 mai 1974, un permis de construire était accordé à la Société Immobilière du Panthéon pour les 7,

9, 11, rue Tournetort, 36, rue Moutefard. Selon la stratégie devenue habituelle, le promoteur propose des indemnités et des relogements aux locataires : l'un d'entre eux, une personne de quatre-vingt-deux ans, quitte son appartement avec 500 F. Une locataire se voit proposer un logement qui, renseignements pris, se trouve (selon les services de la préfecture) dans « une zone réservée à des équipements sportifs », une autre, dans « un immeuble situé dans une zone déclarée d'utilité publique » deux ans auparavant... et qui sera démolie trois mois plus tard.

Entraînés par l'association, les locataires décident de bloquer les travaux et d'en appeler directement à la préfecture. Des radio-taxis déposent devant l'Hôtel de Ville qua-

rante locataires, en majorité des personnes âgées, qui seront reçus par le préfet, auquel ils demandent une enquête sur les méthodes employées par le promoteur pour vider son immeuble.

Ce dernier avait investi dans l'affaire d'importantes sommes d'argent et ne pouvait légalement commencer les travaux tant qu'il n'aurait un seul locataire dans les lieux ; il rendit donc les clés après deux ans de conflit et entama une négociation. Quatre mois plus tard, un accord inédit était signé.

Les habitants qui avaient choisi de quitter leur logement seraient indemnisés au prix de 2 000 F le mètre carré. Les occupants qui décidaient de demeurer dans leur immeuble bénéficiaient de baux à vie. « Nous n'avons pas voulu être soumis à la loi de 1948 sur le logement », déclarent les membres de l'association. En effet, un nouveau promoteur pouvait racheter l'immeuble, faire des travaux, doubler, tripler ou décupler le prix des loyers. Nous avons donc demandé que les loyers soient fixés selon les revenus des locataires, de 120 à 350 francs par trimestre. Quant aux charges, elles seront réglementées très précisément. »

Cet exemple de rénovation faite au profit réel des habitants, l'association compte en faire un modèle d'action. Ce qu'elle a imposé dans ces immeubles, elle compte bien le voir se propager, et pour commencer au 15 et au 17, rue Tournetort.

« Notre force », reconnaît le président de l'association, réside dans le fait qu'il est pratiquement impossible de rénover de vieux immeubles sans infractions. Rue de Blainville, l'insertion des toilettes donne directement dans le studio, or les règlements stipulent qu'elle doit se faire directement sur l'extérieur ou bien dans des conditions précises, qui imposent des travaux très coûteux au propriétaire. Ici, un promoteur construit sans permis un jardin d'hiver, la surface de 30 centimètres sur l'extension autorisée d'un immeuble. Nous profitons de ces infractions pour imposer des négociations aux promoteurs. »

La loi de 1948 protège sans doute les locataires, mais pas les expulsés, et ce n'est pas la modification qui vient d'être apportée qui changera beaucoup les choses.

ALAIN FAUJAS. MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Val-d'Oise

JEU DÉBLOQUÉ

A CERGY-PONTOISE

Le syndicat communautaire (super-conseil municipal) de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) a décidé le lundi 2 février, la création de deux mille cinq cents pavillons sur la zone d'aménagement concerté de l'Hautill. La construction de ces pavillons commencera en 1977.

Ainsi donc, les élus de la ville nouvelle sont revenus sur leur décision. Cinq zones de construction avaient été initialement prévues dans la ville, le quartier de la Préfecture, celui de Menecourt, d'Eragny, de l'Hautill et, enfin, du Puisseux. Les élus avaient toujours manifesté leur hostilité à l'urbanisation de l'Hautill dont ils désiraient protéger le site. Le 6 octobre (le Monde du 9 octobre), ils avaient refusé le dossier de cette ZAC et demandé que priorité soit donnée à la construction du Puisseux, malgré les déclarations du directeur de l'établissement public d'aménagement.

M. Douvry avait proposé aux élus une solution de compromis : la construction d'une première tranche de logements sur l'Hautill afin de permettre à l'établissement public de mener ses études sur le Puisseux.

C'est avec le même nombre de voix que les élus ont accepté ce qu'ils avaient refusé il y a quelques mois après avoir étudié les dossiers et longuement débattu.

Paris

LE MÉTRO AU PONT DE SAINT-CLOUD EN 1980

Les travaux de prolongation de la ligne N 10 (Porte d'Auteuil-Gare d'Austerlitz) viennent de commencer. En 1980, les cinquante mille habitants du secteur nord de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) pourront bénéficier de cette nouvelle desserte.

La ligne, longue de 2,3 kilomètres, traversera Boulogne-Billancourt en souterrain sous l'avenue de la porte Molitor et la rue du Château. Deux stations sont prévues : Jean-Jaures (carrefour de la rue du Château et de l'avenue Jean-Jaures) et Rhin-et-Danube (100 mètres avant le pont de Saint-Cloud). Il n'est pas envisagé pour le moment de prolonger la ligne jusqu'à Saint-Cloud.

Le coût total de l'opération est estimé à 242 millions de francs. Le projet, qui a bénéficié d'un financement prioritaire au titre du plan de soutien (ce qui a permis d'avancer d'un an l'engagement des travaux), a été l'objet d'une vive polémique entre les élus de la majorité et ceux de l'opposition. (Le Monde, du 28 octobre 1975).

SUPPLIQUE A UN SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Une commune-champignon de l'Essonne réclame les moyens de son expansion

ÉGLY EN NAUFRAGE FINANCIER

La première sortie officielle de M. Pierre-Christian Taftinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, a été consacrée, le 4 février, au conseil municipal d'Egley (Essonne). Le cas était bien choisi : ce conseil se débat dans des difficultés budgétaires insurmontables dues à la croissance démographique de la commune. M. Taftinger compte multiplier ce genre de visite sur le terrain au rythme de deux ou trois par mois afin de bien connaître la réalité des problèmes communaux lorsque M. Olivier Guichard lui remettra son rapport sur ce sujet.

Aux portes d'Arpajon, Egley est un bon exemple de ces communes-champignons qui ont depuis quinze ans poussé dans la banlieue parisienne. La multiplication des lotissements et des opérations H.L.M. a gonflé le chiffre de la population, qui est passé de six cent quatre-vingt onze en 1962 à quatre mille quatre cent cinquante l'an dernier. Cette expansion s'est produite dans l'anarchie la plus totale, si l'on en juge par l'urbanisme. On recense trois Egley : celui qui regroupe environ trois mille cent cinquante habitants dans les H.L.M. situées de l'autre côté de la route nationale 20, le vieux Egley, fort d'un millier d'habitants, et un hameau d'une centaine de personnes.

Egley est une commune-dortoir, dont seulement quinze habitants sur cent travaillent sur place. Quelques-uns s'en vont vers Arpajon ou Brétigny. La plupart s'élèvent tous les matins par le train qui les emmène à Paris en trente-cinq minutes.

Les nouveaux habitants ont réclamé des équipements collectifs et exigé de la commune des investissements importants. L'absence d'entreprises locales n'a pas permis de dégager les recettes correspondantes. Pas d'emplois, pas de patentes : celles-ci ont représenté en 1974 moins de 15 % des recettes communales. Il a donc fallu emprunter massivement. La cote d'alerte est aujourd'hui atteinte et le remboursement de la dette représente 33 % du budget de fonctionnement. Le premier projet de budget pour 1976 prévoyait un total de 23 millions de francs. Malgré une augmentation des impôts de 15 %, le déficit prévisible s'élevait à 279 000 francs.

C'est cette situation que M. Guy Clausier-Demagnoury, maire (modéré) depuis 1971, et ses vingt-deux conseillers ont essayé de faire comprendre au secrétaire d'Etat : « Nous n'avons pas l'intention de développer inconsiderement Egley », a déclaré M. Clausier-Demagnoury. Nous voulons faire bénéficier ses habitants d'un cadre de vie agréable. Nous avons fait beaucoup de

choses, mais cela nous pose de gros problèmes financiers. Notre commune appelle un peu au secours. »

Du côté des réusites, on trouve les réalisations scolaires pour les deux cents enfants d'Egley : « Nous n'avons plus de problèmes pour les élèves du premier degré », — le ramassage scolaire — « Le car que nous avons acheté a eu un tel succès qu'il est insuffisant » — et l'assainissement — « Deux kilomètres de conduites restent à poser. »

Quant aux difficultés, elles abondent. Il y a d'abord le projet de gymnase, coût : 1,5 million de F. Vient ensuite le dossier du bureau de poste dans l'ancienne mairie : « Ce projet me tient à cœur », dit le maire, car la population ne doit plus aller faire la queue devant les guichets d'Arpajon, qui sont saturés. Coût : 500 000 F, auxquels il convient d'ajouter 345 000 francs pour reloger le secrétaire général, qui habite actuellement dans l'ancienne mairie.

On envisage pour plus tard

l'acquisition d'une propriété où seront construits une salle communale, un foyer pour personnes âgées et un parking : « Nos Bretons ont été obligés d'organiser leurs « Fest Noz » dans les communes de Bruyères-le-Châtel et de Boissy-sous-Saint-Yon parce que nous n'avons pas de salle. Monsieur le ministre, ce n'est pas normal. »

Egley est donc condamnée à faire de la corde raide. Il n'est pas possible d'augmenter des impôts locaux déjà lourds. Il n'est pas souhaitable d'accroître la population, car les besoins s'en trouveraient accrus. M. Taftinger a reconnu que le conseil municipal se trouvait dans un cul-de-sac financier dont il n'était pas responsable. « Je vous promets », a-t-il dit, de parler de votre cas au ministre de l'intérieur et au ministre de l'économie et des finances. Une solution doit être trouvée aux difficultés budgétaires de votre commune, dont on peut dire qu'elle est bien gérée. »

ALAIN FAUJAS.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

POINT DE VUE

LE MINIMUM DE SERVICES POUR LE MAXIMUM DE PROFITS

La publicité tuera-t-elle le mobilier urbain ?

par
JEAN-FRANÇOIS GRUNFELD (*)

On en parle moins ces temps-ci, mais la lettre du président de la République au secrétaire d'Etat à la culture sur l'environnement quotidien et la nomination récente d'un responsable du mobilier urbain parisiens viennent opportunément nous rappeler que le mobilier urbain n'est pas tout à fait mort et qu'il pourrait être encore sauvé.

La grande vogue du paysage urbain et de son mobilier d'accompagnement date, en gros, des années 70, marquées par quelques expositions remarquables au Musée des arts décoratifs et au Centre de création industrielle (C.C.I.) culminant en 1972 avec l'organisation d'un concours pour la création d'une unité de service de mobilier urbain. Derrière ce vocabulaire rébarbatif, se manifestait la volonté commune de tout ce que le pays comptait d'administrations et de ministères intéressés à la réalisation d'une gamme complète et homogène d'équipements et de services urbains articulés par exemple autour de la fonction dominante d'abri. Un abri d'autobus qui ouvrirait efficacement les usagers contre la pluie et le vent, leur permettant d'attendre assis ; se trouverait également à l'intérieur de l'abri ou dans sa proximité immédiate, un plan de quartier, des informations, un téléphone, une corbeille à papier...

Au-delà de ce regroupement fonctionnel de services urbains généralement éparpillés ou mal rendus s'exprimait une volonté louable de renouvellement esthétique recherché soit par l'unité de conception, soit par la diversité harmonieuse du style, soit même par un simple principe d'assemblage. A l'issue de ce concours international réunissant un grand nombre de projets de grande qualité, sept furent retenus et exposés conjointement au Musée des arts décoratifs et sur le site de certaines villes nouvelles (Evry et Saint-Quentin-en-Yvelines).

L'objectif avoué était officiellement des organes et du jury, présidé par M. Paul Delouvrier, était non seulement l'équipement de la ville de Paris, mais aussi et surtout des villes nouvelles. Sur les sept projets lauréats, un seul fut choisi définitivement, au cours d'une réunion qui rassemblait, sur le site d'Evry, autour du prototype, les responsables du mobilier urbain de chaque ville nouvelle. En bien

non. Les abris que l'on voit en grand nombre à Paris, Evry, Cergy-Pontoise et Saint-Quentin-en-Yvelines, par exemple, ne sont nullement ceux du lauréat. Il s'agit d'un matériel publicitaire existant depuis une dizaine d'années, que l'on retrouve à des milliers d'exemplaires dans toute la France et qui symbolise le plus grand danger, le danger de mort, couru par le mobilier urbain en France.

Les « abribus » publicitaires ont eu, en effet, bien des émules. Aujourd'hui, la profession des afficheurs publicitaires, pour de nombreuses raisons d'ailleurs, s'est sentie une vocation de service public. Il ne se passe pas de mois sans qu'apparaissent, quelque part, des plans de villes publicitaires, des horloges publicitaires, des corbeilles à papier publicitaires, et bientôt, pourquoi pas, de la signalisation publicitaire, des jeux d'enfants publicitaires, etc.

Le mécanisme de l'opération est maintenant bien connu. Contre une concession publicitaire de longue durée, l'afficheur installe gratuitement ses édifices et les entretient. Il y aurait beaucoup à dire sur la gratuité souvent fallacieuse, mais l'important est ailleurs.

Les anciens créateurs de mobilier urbain étaient des urbanistes, des mécaniciens, des artistes, des fonctionnaires parisiens ; leurs créations étaient bien intégrées dans l'ensemble urbain et ont le plus souvent servi le service public : le maximum de beauté pour le maximum de services. Abandonnées aux afficheurs publicitaires qui font excellentement leur métier, la formule précédente devient : le minimum de services pour le maximum de profits.

Personne ne peut leur reprocher de rechercher les meilleurs emplacements pour leurs affiches, d'installer nombre d'équipements sur quelques dizaines de mètres en plein centre et de les retirer dans les périphéries qui pourtant ont le plus besoin. Les règles propres au mobilier urbain ont disparu, elles sont remplacées par celles de l'affichage publicitaire : « la chalandise », la cible, l'impact. Ce qui compte, ce n'est pas le banc dans l'abri, mais l'affiche bien en vue, ce qui compte ce n'est pas un

abri chaque fois qu'il y a un arrêt, mais un abri chaque fois que l'emplacement rapporte.

La réussite de cette formule n'est évidemment pas le fait du hasard. Sa cause principale est la faiblesse des finances des collectivités locales. La tentation est forte de céder le réseau d'abris ou d'affiches municipal à un concessionnaire publicitaire même si ses conditions sont draconiennes, même si les queues de ligne ne sont pas équipées. Mais au-delà des lacunes, des abus subalternes dont la Cour des comptes elle-même s'est émue, le grand renversement du système fut de substituer une consommation individuelle à une consommation collective.

La ville nouvelle de Marne-la-Vallée vient d'équiper sa première ligne d'autobus avec un équipement de son choix, en plein accord avec les collectivités locales du syndicat communautaire d'aménagement. Sa décision est exemplaire, par la parfaite répartition des rôles qu'elle instaure. L'établissement public a financé totalement le mobilier urbain, qui ne comporte aucun emplacement publicitaire. Loin d'exclure la publicité, Epervierre lui laisse jouer son rôle, mais seulement son rôle : un appel d'offres sera bientôt lancé. La publicitaire obtiendra la concession de certains espaces sur la ville nouvelle et en contrepartie l'entreprendra le mobilier urbain et versera une redevance à Epervierre, qui utilisera les sommes ainsi perçues à l'acquisition et au renouvellement du mobilier, qui sera rattaché aux collectivités locales le moment venu.

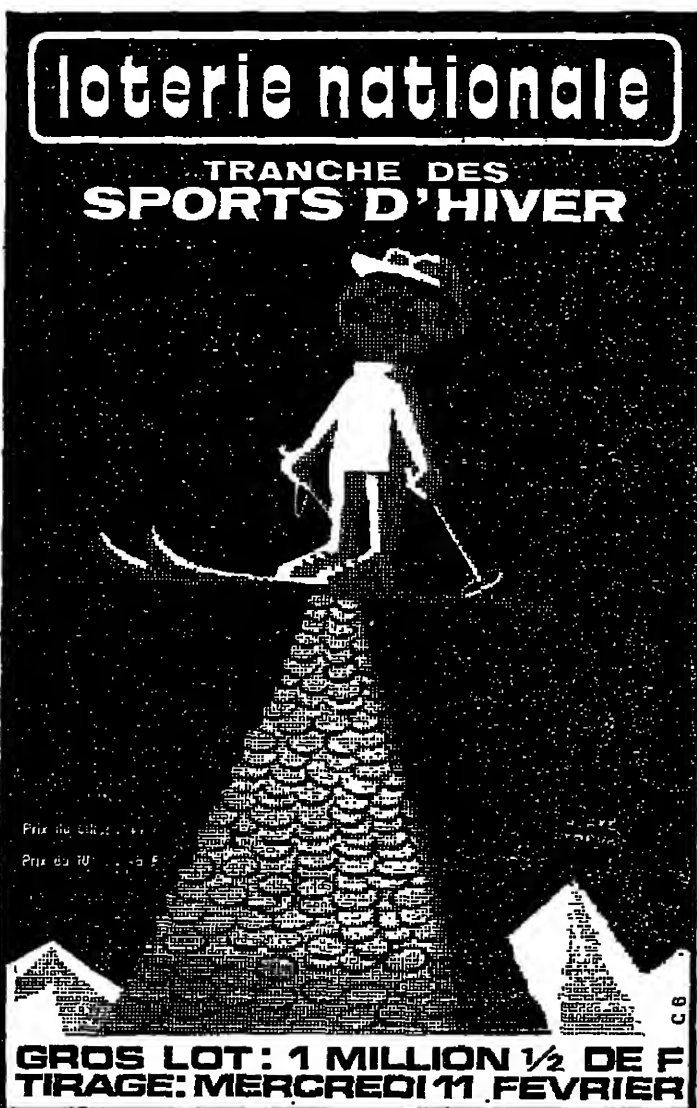
D'autres cas pourraient être cités, de collectivités locales remettant les choses à leur place, pour le plus grand profit d'un service public incluant cette fois-ci toutes les valeurs, dont celle du paysage.

Les mesures que pourra prendre la puissance publique dans les prochains mois seront décisives pour arracher au mobilier urbain le masque dont il est étouffé. Il est méritoire de sauvegarder le mobilier urbain du passé, mais il est indispensable de faire rentrer dans l'espace contemporain un mobilier contemporain.

(*) Éditeur de mobilier urbain, fondateur et directeur de la société Art Urbain Artur.

loterie nationale

TRANCHE DES SPORTS D'HIVER



GROS LOT : 1 MILLION 1/2 DE F
TIRAGE : MERCREDI 11 FEVRIER

هكذا من الأصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ASSEMBLÉES RÉGIONALES

La Lorraine et la Franche-Comté veulent conduire leur propre politique de l'emploi

De nos correspondants

Metz. — Le conseil régional de Lorraine réuni à Metz le vendredi 6 février, a voté à l'unanimité la création d'un fonds de développement économique doté d'une somme de 10 millions de francs (1). Les deux élus communistes se sont abstenus, alors que les socialistes ont donné leur accord, avec cependant quelques réserves. Un organisme délégué au sein duquel seront représentées toutes les familles politiques sera chargé de définir les critères d'attribution des crédits distribués par ce fonds. Le champ d'action de celui-ci est cependant limité. En effet, la loi de 1972 interdit toute intervention directe des deux assemblées régionales auprès des entreprises, que ce soit sous forme de subvention ou même de bonification. Ainsi, le fonds créé vendredi à Metz sera utilisé dans deux domaines : l'industrialisation (construction d'usines-relais, participation à l'aménagement de zones industrielles, planification du prix du terrain, etc.), et l'emploi (subvention auprès des collectivités pour créer des emplois publics). Le fonds de développement économique, enfin, travaillera en étroite collaboration avec les organismes qui participent directement ou indirectement à l'industrialisation de la région.

La vote sur la constitution de cette nouvelle structure proposée par le président du conseil régional, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, a provoqué un long débat, parfois passionné. Plus que toute autre région, la Lorraine est

durément touchée par la crise, qui a engendré une véritable récession. Très logiquement donc, sur le fond, la quasi-totalité des conseillers régionaux qui interviennent allèrent dans le sens proposé par le président. La véritable opposition se situa beaucoup plus au niveau des perspectives politiques. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber entend donner aux élus de plus grandes responsabilités dans la conduite politique de l'emploi. Le « pouvoir régional » passerait-il par l'emploi ? M. Jean-Jacques Servan-Schreiber semble le croire. Les élus de la gauche apparemment s'en méfient. « L'emploi est une affaire de gouvernement. Nos moyens sont limités. Nous ne pouvons pas supporter la responsabilité de ne pas avoir pu résoudre ce problème », devait déclarer M. Jean Bernard député et maire socialiste de Bar-le-Duc. Commentaire de M. César Depietri, député communiste de Moyeuvre-Grande : « Vous essayez de créer des illusions dans les couches laborieuses de la Lorraine. »

Le 6 janvier dernier, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber avait été élu président du conseil régional face à une coalition menée par l'U.D.R., ce qui avait coupé la majorité présidentielle en deux. Or, le 30 janvier et vendredi dernier, en faisant accepter à l'unanimité ses propositions par les élus, il a incontestablement marqué des points.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

Une critique de M. Bouloche

Besançon. — Au cours de la dernière réunion, le 5 février, du conseil régional de Franche-Comté, son président, est parvenu à rallier l'opposition, non sans difficulté, à son projet, quelque peu amendé, il est vrai, d'étude et de soutien du marché du travail : 2 millions seront ainsi affectés à des opérations destinées à procurer du travail principalement aux jeunes de moins de vingt-cinq ans n'ayant jamais occupé d'emploi. Ils sont environ trois mille cinq cents en Franche-Comté que M. Edgar Faure voudrait voir prendre en tutelle par les collectivités publiques ou les entreprises privées, qui recevraient des aides à cet effet. C'est une association du modèle loi de 1901 qui aurait la charge d'étendre la répartition de ce crédit.

Le fait qu'on souhaite y faire entrer des syndicalistes suffirait à dissiper les craintes de M. Bouloche, député et maire socialiste de Montbéliard, quant à la politique d'embauche de certaines entreprises qui, « comme Peugeot, offrent actuellement des emplois mais se gardent de les confier à des jeunes qui auraient quelques liens familiaux avec des militants syndicaux ou politiques. Dans ces conditions, on ne voit pas très bien pourquoi nous trions subventionner des entreprises privées ».

Le conseil régional a, par ailleurs, décidé de ne rallier à la suggestion de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui a proposé de réunir les bureaux des assemblées régionales et comités, afin d'étudier ensemble la question des liaisons routières entre les deux régions (2).

CLAUDE FABERT.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE COLLOQUE DES MAIRES RURAUX A DIJON

Pas de vraies villes sans vrais villages

De notre envoyé spécial

Dijon. — Le « scénario de l'inacceptable », qu'imagine-t-on en 1976, les responsables de l'aménagement du territoire seraient-ils en train de devenir réalité ? A la fin du vingtième siècle, les richesses et la population françaises seront-elles concentrées dans les villes, sur un dixième du territoire, tandis que le reste du pays, pauvre, engourdi, désert, ne servira plus que d'immense parc naturel à la dévotion de la civilisation urbaine ?

C'est en tout cas la « tragédie » que redoutent, avec une angoisse de moins en moins formelle, les maires des communes rurales qui étaient réunis en colloque à Dijon les 6 et 7 février, sur l'initiative de l'Association des maires de France. Les causes de cette évolution, qui a des conséquences économiques et politiques de plus en plus graves, ont été maintes fois soulignées, mais il semble que l'Etat, en dépit de ses plans et de ses programmes correcteurs, soit incapable de l'enrayer. Ce ne sont pas seulement les montagnes, mais aussi les plateaux de provinces réputées riches comme la Bourgogne, ou des pans entiers du plateau Sud-Ouest qui retournent à la friche et s'effritent ainsi aux caprices et néo-colonialismes de la « métropole ».

A Dijon, les maires des petites communes de quelques centaines d'habitants, qui se sont présentés comme les « rochers de Philoctète », ont dénoncé — toutes familles d'esprit confondues — une « politique vouée de concentration urbaine, démographique et économique ».

Pour leur redonner vie, on songe — tous les maires sont — au tourisme vert. Le vent est maintenant davantage au tourisme dit « aux équipements lourds ». Mais la prolifération désordonnée des résidences secondaires doit être freinée, au risque

de « transformer le sol outil de travail en sol objet de spéculation ». Au risque aussi de voir se heurter deux mondes aux aspirations contraires. Comment toutes les fois ne pas partager la « réserve » du monde rural lorsqu'on écoute ces deux anecdotes. Dans le Vesin, un avocat parisien lance au maire d'une commune de deux cents habitants : « Ce ne sont pas les résidences qui sont secondaires, c'est votre métier d'agriculteur ! » Ou bien cette histoire d'un paysan du Massif Central qui, ayant cédé un bout de terrain à un citadin pour y construire une maison, s'est vu déterré devant le tribunal parce que son coq, le matin, éveillait l'homme de la ville.

Ce n'est pas seulement « les opportunités extérieures » qui provoquent la méfiance et la « crise » du monde rural. Il suffit qu'une catégorie professionnelle prenne un poids excessif et déborde ses frontières pour que les équilibres soient rompus. A cet égard, les agriculteurs ont quelque peu été mis sur la sellette à Dijon.

« Prenes garde, leur ont lancé plusieurs maires ruraux, à ne pas vous reconquérir sur nous par crainte des conséquences de la ville. Ce serait interprété comme un signe de faiblesse et un complexe. Prenes garde à ne pas briser l'unité des villages en oubliant qu'il y a dans le monde rural d'autres intérêts que les vôtres ».

Et de citer le cas de cette coopérative agricole du Morvan qui s'est mise à vendre de la peinture à ses adhérents. Résultat : les quincailleries locales, voyant en six mois leur chiffre d'affaires tomber de 80 %, sont maintenant furieux contre les agriculteurs.

Les remèdes, les propositions ? L'industrialisation, bien sûr, avec des primes spécifiques. Des emprunts auprès de la Caisse des dépôts qui n'atteindraient pas les « niveaux déraisonnables de

gain autre que l'honneur de son exécution ».

Des hommes mieux informés en fait. Plusieurs maires ruraux, par exemple, ont dénoncé « la manière clandestine dont est gérée la « région », sans racines » et demandé que les maires ruraux soient représentés spécifiquement aux conseils régionaux. Dans la foulée, ils ont souhaité que le conseil soit élu au suffrage universel direct, avec un mandat éligible, le préfet n'ayant qu'un rôle de commissaire du gouvernement.

Les planificateurs président qu'à la fin du siècle 80 % des Français vivront dans les villes. Mais les Français n'en éprouveront pas moins le besoin d'échapper, plus souvent et plus longtemps, à la ville. Situation apparemment paradoxale, qui pose la question de l'alliance possible entre la ville et le village. Question que résume bien le maire de Dijon, M. Robert Fougère, en disant : « La civilisation urbaine ne se sauvera pas par un utopique retour à la campagne. Mais il est sûr que les villes auraient tout à perdre d'un abandon des villages ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

LA VOIRIE PREMIER BÉNÉFICIAIRE DU PLAN DE SOUTIEN

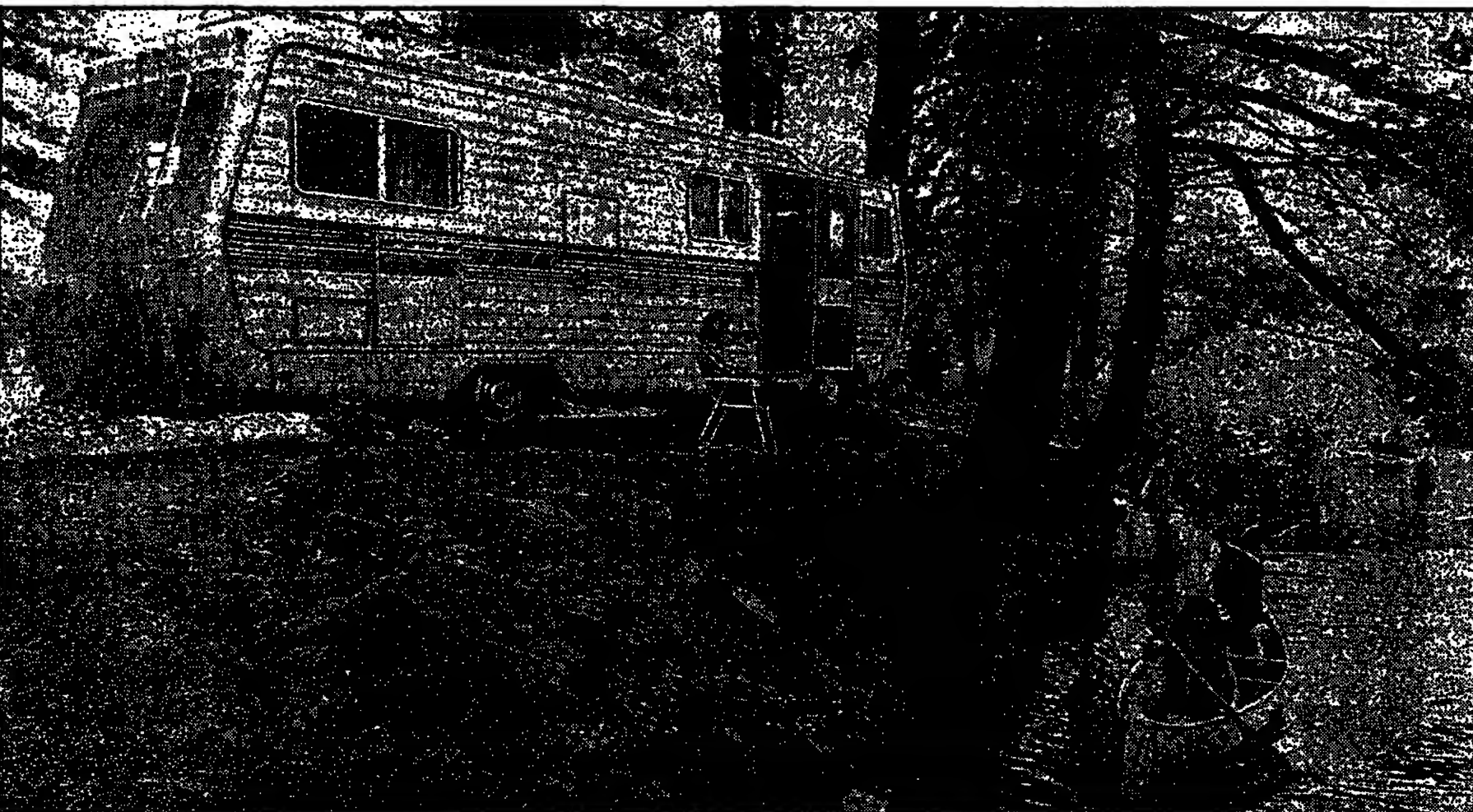
Dans le cadre du plan de soutien à l'économie, les fonds dont les communes pourraient librement décider s'élèveront à 2 milliards 364 millions de francs. Ces fonds pourraient être accordés automatiquement à chaque commune qui en faisait la demande, avec un plancher de 20 000 F.

An 15 janvier dernier, indique le ministre de l'Intérieur, plus de la moitié des 36 394 communes avaient demandé un prêt complémentaire représentant 75 % de l'enveloppe des prêts disponibles.

A la même date, 78 % des bénéficiaires avaient pris une délibération relative à l'emploi de ces fonds. Plus de 85 % des crédits employés concernent des opérations nouvelles se décomposant comme suit en pourcentage : voirie, 35,1 ; constructions publiques, 22,1 ; réseaux et assainissement, 11,3 ; éducation, 7,5.

ENVIRONNEMENT

● WHYI : ACCORD GOUVERNEMENT-ASSOCIATIONS. — Le gouvernement de Baden-Württemberg et les associations de défense de l'environnement qui avaient occupé le site de la future centrale nucléaire de Why pendant neuf mois, sont parvenus à un accord. De nouvelles études sur les conséquences écologiques de la centrale seront menées, aucune autorisation de construction ne sera délivrée avant le 1^{er} novembre 1976, aucun dommage et intérêt ne sera demandé aux associations pour l'occupation du terrain. — (A.F.P.)



Aujourd'hui, le vrai luxe c'est l'espace. Air Canada vous l'offre, au Canada. Pour 1645F*

Au Canada, vous trouverez de grands espaces où souffler un vent de liberté. Au Canada, vous pourrez faire 36 voyages, tous différents les uns des autres. Mais toujours avec Air Canada.

Pour connaître le Canada, rien ne vaut les Canadiens. Prendre Air Canada, c'est la meilleure façon d'organiser votre voyage : en France ou sur place. Parce qu'Air Canada met à votre disposition

de nombreux services : location de voitures, réservation d'hôtels, moyens de transport locaux, forfaits pour séjours libres ou déjà organisés.

Prenons quelques exemples des possibilités que vous offre Air Canada :

● 3 semaines de location de voiture, comprenant le transport aérien* et 4800 km de franchise pour la voiture, vous reviennent

à 2 115 F par personne (sur une base de 4 personnes).

● 16 jours à Montréal, transport aérien* et hébergement en hôtel 1^{re} classe compris : 3 360 F par personne (sur une base de 2 personnes).

● 3 semaines en Motorhome, avec le billet d'avion* et une franchise de 4800 km : 2 535 F par personne (sur une base de 6 personnes).

● Un voyage croisière de 15 jours :

un circuit dans les Rocheuses et une semaine à bord de « Renaissance » de Vancouver à l'Alaska (16 départs de mai à septembre) : 6 960 F par personne en pension complète.

Pour plus d'informations, demandez notre brochure à votre Agent de voyages, ou renvoyez-nous le coupon.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

* Tarif spécial Apex Paris-Montreal-Paris valable à partir du 1^{er} Avril.

Vous pouvez obtenir gratuitement notre brochure « d'idées vacances », en retournant ce coupon à Air Canada, 39 bd de Vaugirard, 75015 Paris.

Nom :

Adresse :

Code Postal :



TRANSPORTS

LE CORAN ET L'AVION

La compagnie Kuwait Airways va s'engager dans l'aviation de prestige, vient d'indiquer son président. D'où la nécessité de satisfaire les goûts de sa clientèle. Les responsables de cette compagnie vont donc s'efforcer de faire lever l'interdiction de servir de l'alcool en vol. Le commerce des spiritueux est, en effet, prohibé par les prescriptions coraniques. — (A.F.P.)

● T.W.A. EN DÉFICIT. — Le bilan de la compagnie américaine T.W.A. se solde, pour 1975, par une perte de 86,3 millions de dollars, contre 23,8 millions de dollars en 1974.

● BAYONNE : MOINS 31 %. — Les activités du port de Bayonne se soldent par une chute de 31 % du chiffre de l'exercice de 1975 par rapport à celui de l'exercice précédent. Le volume global du fret traité atteignant, en 1974, 2 817 095 tonnes, alors qu'en 1975 il n'atteint que 1 981 540 tonnes. Le soufre et les phosphates, qui constituent les plus gros tonnages du trafic portuaire, ont été particulièrement affectés. — (Corresp.)

pas
lésés
iations

Vol d'Oise
JEU DÉBLOQUÉ
A CERGY-PORTOISE

LE METRO DE
DE SAINT-DENIS

MAXIMUM DE PROFIT
mobiliier urbain

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

CONSTRUIRE A L'ANGLAISE

II. — Les rides des « new towns »

Les Britanniques ont découvert avant les Français, explique notre envoyée spéciale (le Monde - daté 3-9 février), que pour économiser les fonds publics et mieux satisfaire les désirs des habitants il fallait en même temps qu'on construisait des immeubles neufs « réhabiliter » les anciens. Une autre expérience est intéressante à étudier de l'autre côté de la Manche : celle des villes nouvelles qui font couler tant d'encre en France.

Londres — Thamesmead des prairies inondables au bord de la Tamise. Aujourd'hui, autour d'un lac artificiel et le long des canaux, s'élèvent des bandes d'immeubles bas tout en décrochements et en avancées. L'école prend pied dans l'eau. Passerelles, plans inclinés. Le piéton change souvent d'altitude. Au-dessus du plan d'eau, des boutiques s'ouvrent autour d'une place haute : par gros temps, un étang imprévu s'installe en son centre.

L'audace des aménageurs et des architectes est d'avoir dessiné à Thamesmead une ville relativement dense... pour l'Angleterre, habituée à développer sur des kilomètres ses maisons basses avec jardinets, identiques de rue en rue. Des immeubles assez hauts sont prévus le long de la Tamise (pour attirer le vent du nord) dit-on et au bord d'une véritable avenue urbaine, perpendiculaire au fleuve, qui ouvrira sur un port de plaisance. Derrière cette « barrière de protection », les constructions seront plus espacées, jusqu'aux maisons familiales et aux espaces verts qui entoureront toute la ville. Tel est le plan dessiné en 1967, par l'équipe d'architectes du Greater London Council, pour aménager ce terrain de 600 hectares, vendu par le ministère de la défense, à dix-huit kilomètres du centre de Londres.

Quarante-cinq mille habitants sont attendus d'ici à 1980. Deux premiers quartiers (quatre mille logements) donnent déjà au visiteur une idée de cet urbanisme les pieds dans l'eau. Ici, on ne s'est pas contenté de planter au bord de ballastières devenues « plans d'eau » des bâtiments administratifs comme les préfectures d'Evry ou de Corbeil, dans la région parisienne. Toute la ville est construite au bord de l'eau, au point que l'on parle du jour où les habitants iront faire leurs courses par les canaux. Ville d'eau, Venise de béton.

Un béton bien rude tout de même. Imaginé en 1967, le plan masse n'évite pas les tours (dix-sept étages) que leur forme découpée et d'amusantes fenêtres d'angle rendent à peu près acceptables. Beaucoup plus intéressantes sont les longs serpents d'immeubles bas (cinq niveaux), dont l'un court sur près d'un kilomètre. Pas de monotonie pour-

De notre envoyée spéciale MICHELE CHAMPENOIS

tant. Les volumes sont découpés, morcelés. Terrasses en encorbellement, retraits et décrochements distillent l'œil, et l'on oublie facilement le trait rigoureux qui a composé ces lignes. Onze mille personnes habitent déjà cette architecture. C'est beaucoup même si le style est de qualité. Que réserve-t-on aux autres ?

Thamesmead est desservie par le train. Quelques entreprises sont installées sur place. Comme l'usine de préfabrication d'outils sortent de la ville. Mais Thamesmead n'est pas une véritable ville nouvelle. C'est une « extension urbaine » que le Greater London Council — responsable du quart des logements construits dans la région de Londres — aménage directement. Ce n'est pas une vraie « new town » au sens de la loi de 1965.

Trois différences

Reprenant les idées d'Ebenzer Howard et les expériences de cité-jardins de Letchworth (1903) et de Welwyn-Garden-City (1920), le New Town Act de 1946 organisait la création des villes nouvelles destinées à offrir au même endroit habitat et emploi et à décongestionner les villes traditionnelles. Un organisme public nommé spécialement par le gouvernement appelé « development corporation », planifie, construit ou fait construire les logements et les usines et aménage les routes. Composée de personnalités diverses, il est dissous quand il a rempli sa mission et son œuvre est confiée aux communes traditionnelles qui ne changent pas de statut.

Trois différences essentielles, donc, avec le système français : l'organisation communale reprend ses droits après la dissolution de l'établissement public (la loi

française prévoit trois nouveaux statuts possibles) ; l'organisme de développement est promoteur et construit lui-même une bonne part des logements. Enfin, les « new towns » disposent de prêts à long terme (soixante ans) et à bas taux, pris sur un fonds qui s'élevait, en 1972, à 1 500 millions de livres (environ 14 milliards de francs). Alors qu'en France, la ligne budgétaire unique pour les villes nouvelles n'a jamais été créée et que la durée des prêts n'excède pas vingt ans !

Un financement simple, des organismes de développement puissants et efficaces, des collectivités locales un peu tenues à l'écart, voilà qui explique la réussite chiffrée des villes nouvelles anglaises : 196 000 logements, 151 000 emplois, 3 400 magasins.

Depuis 1946, trente-deux villes

nouvelles accueillant environ 1 800 000 habitants ont été créées en Grande-Bretagne, dont huit (400 000 habitants) dans la région de Londres. Les spécialistes estiment pourtant que l'objectif n'a

Des précurseurs

pas été atteint. Alors que les villes nouvelles n'ont pas encore fait le plein, la croissance démographique de l'ensemble de la région a déjà dépassé les prévisions. Les difficultés ont été déplacées du centre vers les villes nouvelles, étalées dans l'espace, mais pas résolues.

Le grand mérite des Britanniques — qui reste tout de même d'avoir pensé très tôt à l'aménagement du territoire. Le Green Belt Act destiné à préserver une « ceinture verte » de huit kilomètres autour de la capitale date de 1938. La décentralisation industrielle a été organisée dès 1947 et le Grand Londres disposait du plan de Sir Patrick Abercrombie dès 1944. Il faudra attendre 1955 pour que la France commence à « décentraliser » et 1960 pour que la région parisienne dispose d'un document — le PADOG — quelle n'appliqua même pas.

Dans ce contexte planificateur, les « new towns » représentaient pour l'époque un progrès considérable sur les grands ensembles et leur version anglaise, les « housing estates » qui représentent tout de même 40 % des

Modestie et tradition

Dans les montonnements verts de la campagne anglaise, la ville — on ose à peine parler de ville — s'étale. Les habitants ont chacun deux fois plus d'espace qu'à Thamesmead. Est-ce mieux ? Préférer pour 140 000 habitants, Basildon a atteint, vingt-cinq ans après sa création et n'importe, la moitié de cet objectif. Mais sur le terrain, on a peine à deviner toute cette population. Dans des ensembles de maisons individuelles, de styles différents, logent les familles, venues de Londres ou d'ailleurs, qui tra-

vailent pour la plupart dans la région. L'usine Ford notamment, offre 3 000 des 22 000 emplois de la ville nouvelle.

L'architecture est variée. Le quartier de Chalvedon, par exemple, est de conception récente. Toutes de brique rose sable et de tuiles de ciment plates et brunes, les maisons sont manifestement bien conçues. Certains plans comme celui qui s'organise autour d'une cour-patio et d'une vaste cuisine à la manière des fermes traditionnelles, sont remarquables. Collées les unes aux autres en « bandes », les maisons ont deux jardins, un petit côté rue, un plus grand à l'arrière. La tradition est respectée. L'architecture l'adapte en

lignes contemporaines agréablement proportionnées. Les détails sont très soignés. Rien à voir avec les maisonnettes de quatre sous qu'on offre souvent en France aux plus démunis des rêveurs de maison individuelle.

Malgré cela, visitant ce quartier qui sort de terre, en marchant dans ces ruelles pittoresques dont les architectes ont certainement voulu varier les « ambiances », en cherchant de rares habitations derrière les palissades de bois brun ou les murs de brique, on ne peut s'empêcher de penser à de nouveaux corons. Comment éviter quand il faut construire plus de mille trois cents logements individuels de même style sur un terrain rigoureusement plat ?

A Langdon Hills, au contraire, les architectes ont profité des pentes pour donner aux maisons deux ouvertures à des niveaux différents : le côté haut s'ouvre sur une passerelle de bois. La toiture faiblement inclinée est coupée d'une verrière qui éclaire par le haut la pièce de séjour. Les parpaings bruts des murs veulent rappeler le dispositif traditionnel de la pierre. La juxtaposition de matériaux simples (le bois, le parpaing brut, le métal, les tuiles) semble avoir été voulue pour recréer l'ambiance de certains habitats spontanés où l'on utilise tout, les bidonvilles par exemple. L'effet, exagéré par l'esprit de système, est un peu lourd. Pourtant certains détails sont réussis et le tout, pour un habitat social tenu par des prix réglementés, est plutôt plus inventif que d'habitude.

Troisième échantillon de l'habitat à Basildon, l'ensemble de Five Links. Les logements individuels sont superposés (on appelle cela l'habitat intermédiaire) autour d'un grand jardin vallonné jusqu'où descendent en gradins une série de terrasses et de verrières. L'arrière des immeubles est plus abrupt et très froid : une sorte de rue intérieure et diverses galeries reliées aux parcs de stationnement mènent aux logements. Un espace vide, un peu démesuré.

L'éloge de la lenteur

Tous ces quartiers recèlent des qualités architecturales certaines. Mais l'urbanisme ?

Les commerçants richement, semble-t-il, à s'installer ailleurs que dans le « centre ». Et ce centre, pour une « ville » de soixante-dix mille habitants qui en aura finalement le double, ressemble, avec sa rue étroite entre deux rangées de boutiques, au centre commercial de n'importe quel grand ensemble de banlieue, et encore pas des plus récents. L'échec des « new towns » est là. Ce ne sont pas des villes. Elles ont raté leur centre.

Thamesmead en sera peut-être une un jour. Mais il faut attendre. « Nous ne sommes pas pressés », dit en substance un des responsables de Thamesmead. Une ville doit grandir très progressivement. Réflexion de circonstance (récession oblige) ou éloge

de la lenteur. On retrouve ici l'idée des fondateurs du Vaudreuil en France qui se flattaient de « ville » où tout est en place dès son lancement.

Depuis 1970, la politique volontariste d'aménagement et d'urbanisme marque le pas. Les villes nouvelles sont par exemple invitées à mettre en vente un grand nombre de logements qu'elles avaient l'habitude de louer. De grands projets (routes, troisième aéroport) sont remis en cause. Au lieu de plans stricts, les pouvoirs publics se donnent des objectifs assez flous et ont tendance à limiter leurs investissements. Le développement des villes nouvelles, celles de la deuxième génération, aux objectifs plus ambitieux, s'en ressentira certainement.

FIN

Alvan vous propose de passer 3 jours avec son ordinateur



Rien de plus époustoufflant qu'un ordinateur en démonstration : tout est toujours impeccable. Et s'il y a des aspects délicats on peut faire confiance au vendeur pour les transformer en zones d'ombre. C'est bien humain et on ne voit pas pourquoi il répondrait aux questions embarrassantes qu'on ne lui pose pas. Seulement voilà : quand

l'ordinateur arrive, il y a des travaux courants que la machine absorbe sans difficulté et des cas particuliers qui, à coups de petits suppléments, vont entraîner un sérieux dépassement de budget. Sans compter quelques épreuves pour les nerfs. Le tout d'une manière pernicieuse, progressive, quasi naturelle.

Chez Alvan, nous fabriquons un petit ordinateur. Ce n'est pas une machine miracle : il n'est pas question de l'utiliser pour guider un engin dans l'espace ou gérer quelques millions de comptes. L'ordinateur Alvan est une machine conçue pour des organisations de dimension humaine, souhaitant résoudre au fur et à mesure leurs problèmes de tous les jours : la facturation, les stocks, la paie, mais aussi de la gestion industrielle, du courrier personnalisé, des tracés de courbe en 2 couleurs, de la tenue de fichiers... etc. Le tout en temps réel et sans environnement informatique spécialisé.

C'est pourquoi nous proposons de mettre à votre disposition, chez vous, pendant quelques jours, un ordinateur Alvan. Vous interrogerez vous-même la machine sur vos cas particuliers. Avec ou sans notre assistance. Vous pourrez ainsi vous faire une opinion à l'écart de toute pression ; et demander l'avis de votre banquier, de votre comptable, de votre secrétaire et, si vous le voulez, de nos concurrents. Tout ce qu'il vous faut, c'est une simple prise de 220V.

ALVAN

94, RUE LAURISTON 75016 PARIS
TEL. 563.19.75-727.24.92-727.74.22-TELEX : 620593

Alvan : un petit ordinateur pour ne plus avoir peur des ordinateurs.

Alvan

☐ sans engagement

M.

Fonctions

Firme ou organisation

Adresse

Tél.

☐ est d'accord pour effectuer un essai gratuit de l'ordinateur Alvan

☐ est intéressé à assister à une démonstration de l'ordinateur Alvan

☐ désire recevoir une documentation avec références sur l'ordinateur Alvan

المصرف العربي للتجارة

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE
67, avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris
Tél. 359.61.49 - Télex. 640340 BIAPA
Adresse télégraphique BIAPAR PARIS

**Le Monde Arabe
est notre affaire
Consultez-nous**



**Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL**

pour la première fois
le Monde publie



هكذا من الأصل

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

PERSPECTIVES POUR 1976

La reprise en aile de mouette

La question économique qui domine les conversations des patrons comme celles des syndicalistes, l'interrogation majeure de l'opinion en ce début d'année, c'est bien : *verra-t-on, en 1976, la reprise se confirmer ?* Au-delà du premier trimestre, en partie déjà connu, les

phases des conjoncturistes explorent assez bien les trois mois suivants. Mais ensuite ? De la large enquête à laquelle nous avons procédé, il résulte que l'économie française connaîtra probablement cette année une reprise d'allure nouvelle : en aile de mouette.

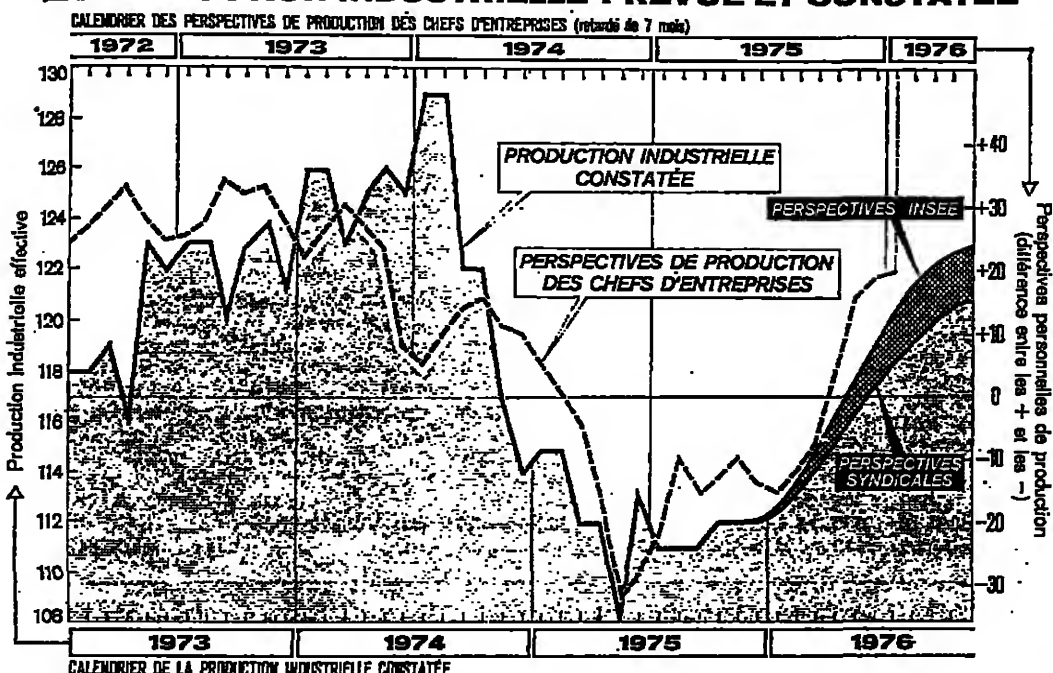
On se souvient du débat qui divisait, il y a quinze mois (1), les économistes américains : la reprise attendue des allègements d'impôts vers lesquels s'orientaient les politiciens serait-elle rapide et continue, ou bien lente et progressive, ou encore suivie d'une rechute rapide, faute de moteurs pour l'entretenir ? Afin de simplifier l'affaire, des majuscules avaient été attribuées à ces hypothèses, en fonction de l'allure qu'aurait la production : reprise en V, en U ou en W... Est-ce l'une de ces for-

La chose serait en soi de peu de portée si l'on n'avait remarqué depuis dix ans une grande corrélation entre les pronostics de l'ensemble des industriels pour leur propre entreprise et la production effective du pays. Les années précédentes, cette corrélation se vérifiait à trois ou quatre mois près, délai correspondant précisément à l'écart entre la date de l'enquête et la production qu'elle concerne. En 1974-1975, cet écart s'est creusé pour des raisons diverses dans le détail desquelles nous

détailons, que l'indice de la production industrielle, qui était à la cote 111 au troisième trimestre 1975 (en recul de 14 % sur celui de juillet-août 1974), atteindra la cote 119 au second trimestre 1976 (+ 7 % en neuf mois) et vraisemblablement la cote 123 au dernier trimestre de cette année (+ 3,5 % en six mois) (3). Cette perspective correspond exactement à celle que nous indiquons à l'instant.

Tout le monde, cependant, ne la considère pas comme parfaitement réaliste. Les économistes de la C.F.D.T., par exemple, estiment que la

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PRÉVUE ET CONSTATÉE



mes que va prendre l'expansion française en 1976, maintenant que le démarrage de la reprise est assuré ?

Probablement pas. Car, après un premier trimestre assez bon, le second le sera déjà moins et les six derniers mois devraient connaître un certain tassement de la croissance. Le profil de la production, en 1976, sera ainsi original : en aile de mouette.

Trois séries de motifs le font penser. La première, d'ordre statistique, consiste à se fier aux réponses des chefs d'entreprise quand on les interroge sur leurs intentions de production pour leur propre firme durant les trois ou quatre mois à venir. Ils répondent depuis un an comme il est indiqué sur le graphique ci-dessus : très pessimistes au début de 1975, ils l'étaient moins au début de l'été ; à l'automne, la majorité d'entre eux étaient redevenus optimistes ; mais depuis novembre la tendance à voir les choses en rose s'atténue (en moyenne), ce qui laisse pressager un tassement de la croissance pour le milieu de l'année.

n'entrainerons pas ici ; il se situe à présent aux environs de sept mois. De sorte que, si l'on décale de sept mois la courbe de la production effective, on constate, comme l'a noté (2), un assez grand parallélisme entre les deux courbes, « pronostic » et « production effective », ce qu'illustre le graphique ci-dessus.

Il suffit donc de prolonger la courbe de la production industrielle parallèlement à celle des prévisions des chefs d'entreprise pour supputer, sans grand risque d'erreur, l'évolution prévisible des résultats de l'activité. L'infatigable des pronostics patronaux en décembre-janvier pressage un tassement très probable de la croissance industrielle aux environs de juin-septembre.

Jeu de l'esprit ? Pas du tout. Le très sérieux Institut de la statistique prévoit, à partir d'analyses économétriques

entraîne une progression comparable des salaires (puisque les salariés concernés perdront en contrepartie l'indemnité compensatoire de chômage partiel, qu'ils touchaient pour la plupart d'entre eux).

C'est pour tenir compte de cette éventualité d'une reprise un peu plus lente en fin d'année que ne le prévoit l'INSEE que nous avons représenté sur le graphique une aile de mouette décalée vers le bas, l'écart des possibles entre les deux courbes constituant une sorte de « corne de non-abondance », dessinée en gris.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 16, 1^{re} col.)

La France veut se lancer avec l'Allemagne dans l'aventure des surgénérateurs

TOUTE mise au point d'une technologie nouvelle est devenue une aventure financière, industrielle et commerciale. Le développement des réacteurs surgénérateurs, un nouveau type de réacteurs qui fabriquent du combustible au fur et à mesure qu'ils en brûlent, n'échappe pas à cette règle. La France y a consacré au moins 4 milliards de francs depuis vingt ans. C'est l'étape suivante qu'il faut maintenant franchir : la construction, pour 5 milliards de francs, d'un premier prototype commercial : Super Phénix.

Même si l'Allemagne fédérale et l'Italie doivent, en vertu d'un accord signé en 1974, participer au projet et le financer pour moitié, on comprend que pareille aventure fasse hésiter le gouvernement. Celui-ci aurait dû normalement se prononcer sur ce dossier à la fin de l'année dernière, mais il a préféré se donner un délai de réflexion supplémentaire. La décision, cependant, devrait intervenir prochainement, peut-être avant le « sommet » franco-allemand de cette semaine, qui se tient les 12 et 13 février à Nice.

Jusqu'à ces derniers mois, la réponse du gouvernement ne faisait guère de doute. Forte de son incontestable avance technique dans le domaine des surgénérateurs, la France allait lancer la réalisation d'un prototype de grande taille, Super Phénix, d'une puissance de 1200 mégawatts, qui serait installé à Creys-Malville, en amont de Lyon, sur le Rhône. Ainsi le voulait logiquement le programme lancé par le commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) il y a vingt ans. Au petit réacteur expérimental de 7 mégawatts Rapsodie, terminé en 1967,

a succédé le réacteur de 250 mégawatts Phénix, qui a fonctionné en 1973. Le C.E.A. se donnait un an pour démontrer le bon fonctionnement de Phénix avant de passer à l'étape suivante.

Aujourd'hui, le ministère de l'Industrie et de la recherche hésite. Les grands programmes ont, avec les débuts difficiles de Concorde, moins que jamais le vent en poupe. Personne ne souhaite revivre la triste histoire des réacteurs graphite-gaz, mis au point par le C.E.A., puis abandonnés en 1969 au profit des réacteurs américains à eau légère.

Les déboires de l'étranger

Les déboires de l'étranger dans le domaine des réacteurs surgénérateurs impressionnent, malgré le souci de conserver l'avance acquise. La centrale soviétique de Shvetchenko, d'une puissance de 350 mégawatts électriques, a été victime à la fin de 1973 d'une explosion chimique qui endommageait l'installation de vapeur. Le réacteur britannique de Dounreay, qui a divergé en même temps que Phénix, n'a toujours pas atteint sa pleine puissance. Quant aux projets américains, ils ont pris un retard de plusieurs années. Le prototype de 350 mégawatts qui doit être construit à Clinch River n'a toujours pas, pour des raisons de sécurité, reçu l'autorisation définitive de l'agence américaine de réglementation nucléaire, la N.R.C. Son coût a doublé de 1973 à 1974, et atteint aujourd'hui près de 3 milliards de dollars. Si sa construction démarrait cette année, il serait terminé au plus tôt en 1983.

Pourtant, dans ces conditions, précipiter les choses en France ? Ne doit-on pas craindre de voir cette technologie reculée par les pays qui ne l'auront pas développée ? Super Phénix, heureusement, est une entreprise européenne financée par trois producteurs d'élec-

tricité. A.E.D.F., qui supporterait 51 % du coût, sont venus se joindre, en 1974, la R.W.E., en Allemagne fédérale, qui participerait au financement pour 18 %, et l'ENEL, en Italie, dont la part serait de 33 %. Regroupés au sein de la société NERSA, ces trois producteurs s'étaient d'ailleurs promis de réaliser un second prototype de puissance équivalente, mais de conception sensiblement différente, qui s'inspirerait d'un réacteur que l'Allemagne et les pays du Benelux réalisent aujourd'hui, le S.N.R.

Mais le coût très élevé de ces prototypes et la concurrence acharnée que promettent de se livrer les sociétés industrielles, une fois que ces réacteurs seront commercialisés, ont amené la France et l'Allemagne à envisager depuis quelque temps un renforcement de leur coopération. Le C.E.A. négocie ainsi, depuis plusieurs mois, avec la société allemande K.W.U., qui participe, avec la Belgo-nucléaire et Narakom (Pays-Bas), à la réalisation du S.N.R. Il souhaite aboutir à un accord allant au-delà d'un simple échange d'informations techniques pour mettre en commun les travaux menés des deux côtés du Rhin. Ainsi, pour la première fois, deux des principaux pays européens pourraient coordonner leur politique de développement d'une technique complexe et tenter de mettre au point un modèle analogue de réacteur au lieu de disperser leurs efforts. M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, en discutera avec son homologue allemand lors du « sommet » franco-allemand.

Cet accord de coopération avec l'Allemagne, dans lequel la France apporterait une bonne partie de son avance et de ses connaissances techniques, et l'Allemagne sa puissance industrielle, passe cependant par un préalable : que la K.W.U., société créée en 1969 par A.E.G. Telefunken et Siemens, trouve en face d'elle un interlocuteur industriel français d'une certaine taille.

Ayant tiré les leçons de l'affaire graphite-gaz, le gouvernement français est, tout comme l'E.D.F., aujourd'hui convaincu de la nécessité de ne pas lancer l'affaire Super Phénix sans une solide base industrielle. Il faut qu'une même société soit à la fois capable de réaliser l'ingénierie et de prendre la responsabilité de fournir les principaux composants. L'E.D.F. souhaite rester maître d'œuvre, mais veut dialoguer avec un architecte industriel. Celui-ci sera alors l'interlocuteur de la K.W.U.

Jusqu'ici, ce sont plusieurs sociétés, essentiellement les filiales d'Alsthom (groupe C.G.E.), notamment la société d'ingénierie G.A.A.A., et Stein Industrie, ainsi que la division Neyric d'Alsthom qui ont participé à la réalisation de Phénix. Mais cette réalisation restait artisanale, et les difficultés financières d'Alsthom ne font guère de cette société un bon candidat.

D'autant que le groupe C.G.E. s'est vu retirer cet été, par le gouvernement, la responsabilité de la construction de centrales nucléaires à eau légère, et qu'il ne reste désormais qu'un groupe constructeur en France, la société Franz-Tome, du groupe Crenot-Loire. Dans ces conditions, la réalisation de Super Phénix ne saurait à elle seule être un plan de charge suffisant pour le groupe C.G.E.

DOMINIQUE VERGUESE.

(Lire la suite page 18, 1^{re} col.)

BULLETIN

Où l'on parle à nouveau du deutschmark et du franc

A en croire les optimistes, la rentrée du franc français dans le « serpent », au mois de mai dernier, préfigurerait un retour progressif à un système de change plus stable. L'accord de Rambouillet confirmé à la Jamaïque semblait donner raison à leur interprétation : n'était-il pas entendu que les banques centrales concernées empêcheraient désormais les variations de cours « erratiques » entre les devises pour ne laisser jouer que les mouvements de change dus à des facteurs « fondamentaux », tels que la modification des rapports de prix.

Les nouvelles vicissitudes que connaît le « serpent » suffisent à montrer qu'il y a encore loin de la coupe aux lèvres. A peine la conférence monétaire de Kingston était-elle terminée que la spéculation, excitée par la chute de la lire italienne, se mettait à « jouer » une dévaluation du franc par rapport au deutschmark. La Banque de France a dû jeter sur le marché des centaines de millions de dollars pour contrerbalancer la baisse « erratique » de la monnaie nationale. L'alerte a été chaude, et il n'est pas encore certain qu'elle soit tout à fait passée, car il semble bien que sur tous les marchés, et donc pas seulement sur celui de Paris, les opérateurs se tournent à nouveau vers le deutschmark, qui, après une éclipse de quelques mois, retrouve sa place de devise forte par excellence.

En dépit de déclarations solennelles faites « au sommet » ou à l'occasion

de réunions ministérielles plus modestes, la situation monétaire reste sans doute aussi fragile que jamais. Dorénavant, la spéculation n'est nullement convaincue que les variations de cours seront seulement commandées par des facteurs qui affectent directement la vie économique des nations. Sans même parler de la lire, qui, de même que la livre sterling, est considérée comme un cas à part, rien ne justifierait aujourd'hui un changement de parité entre, par exemple, le franc et le deutschmark. L'industrie française est compétitive sur le terrain des prix, tandis que les patrons allemands font valoir, sans doute avec quelques bonnes raisons, que leur devise a été suffisamment réévaluée dans un passé encore récent. Le chômage vient encore d'augmenter en République fédérale. C'est là une circonstance qui, à toute autre époque, aurait paru suffisante pour exclure toute réévaluation.

Il serait hasardeux de prédire si les pressions spéculatives conduiront les autorités à procéder d'ici quelques mois (ou avant ?) à de nouveaux « ajustements » au sein du « serpent ». Une chose est certaine : faute de mécanisme de régulation approprié, le monde des monnaies est à peu près totalement déconnecté du monde des biens réels (marchandises et services), si bien que les chefs d'entreprise seraient bien imprudents de ne plus compter sur le risque d'une instabilité congénitale des changes.

pour la première fois le Monde publie



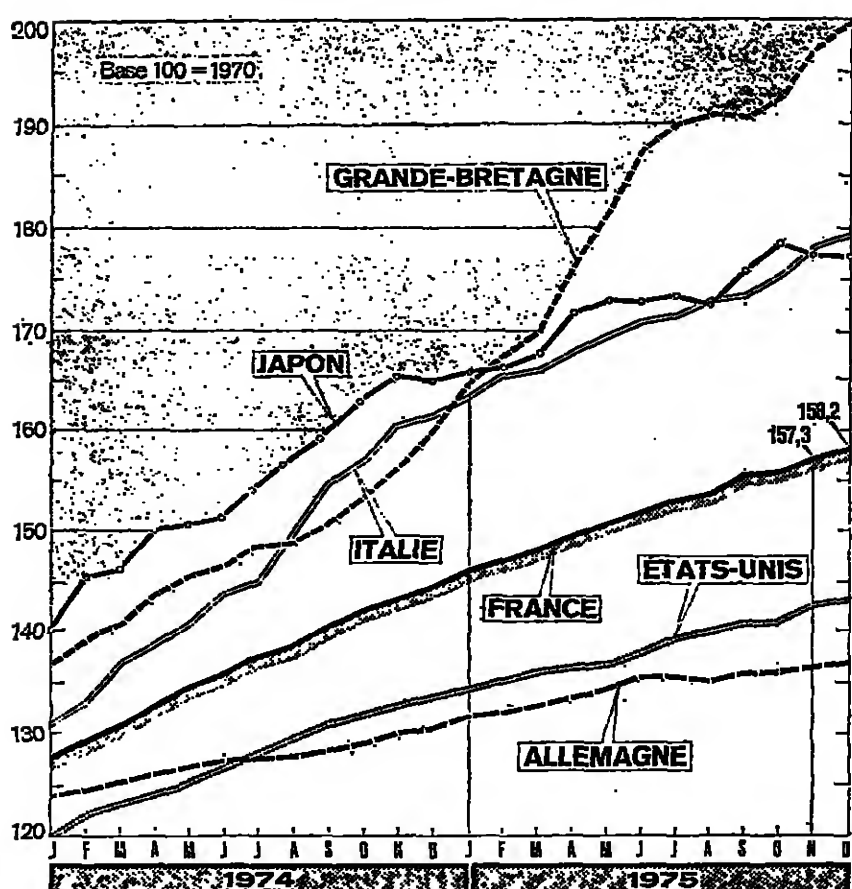
un numéro spécial de dossiers et documents
160 pages, 70 pays, 50 graphiques et tableaux, 10F
En vente chez les marchands de journaux

Le Monde Arabe est notre affaire
Consultez-nous

EMENAGEMENT
208 10-30 ODC

FAITS ET TENDANCES

PRIX : une certaine accalmie



À cours du dernier trimestre 1975, la hausse des prix à la consommation a été de 8 % en rythme annuel dans les pays industrialisés. En décembre — dernier mois connu — l'augmentation n'a été que de 0,5 % par rapport à novembre dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. et de 0,7 % pour les seuls pays du Marché commun. Entre décembre 1974 et décembre 1975 la hausse a été de 9,2 % contre plus de 14 % un an plus tôt. De même pour l'ensemble de l'année 1975 la hausse des prix de détail a été de 10,5 % par rapport à 1974 (13,4 % en 1974 par rapport à 1973).

L'amélioration est donc indéniable. Cependant, malgré le ralentissement des hausses de salaires qui doit se poursuivre, et la reprise des progrès de la productivité, les experts de l'O.C.D.E. ne pensent pas que la décélération de l'inflation puisse s'accroître. De nombreux chefs d'entreprises ont en effet cherché à reconstruire leurs marges bénéficiaires après deux années où celles-ci ont été laminées.

La reprise en aile de mouette

(Suite de la page 15.)

Suivre la C.F.D.T. dans ce débat, c'est déjà discuter les chances d'ampleur et de durée de la reprise en cours, sujets sur lesquels les avis sont présentement

Investissements stagnants...

LES INVESTISSEMENTS, sur lesquels le gouvernement a bâti son plan de soutien du 4 septembre et sur lesquels il fonde son espoir d'une reprise durable, stagnent en fin d'année. Ils sont élevés actuellement en raison, à la fois, des commandes publiques inscrites dans le plan gouvernemental de relance et de l'anticipation d'investissements à laquelle ont procédé nombre d'entreprises, pour profiter de la détaxe fiscale de 10 % (accordée jusqu'au 31 janvier). Les commandes passées depuis trois mois — et celles qui vont l'être ce printemps, grâce au reliquat de crédits du 4 septembre non encore utilisés — seront digérées progressivement par les industries de biens d'équipement, redonnant à celles-ci une activité qui leur faisait défaut l'an passé.

Mais dans plusieurs secteurs cela se fera lentement : les acheteurs sont peu pressés d'être livrés (et de payer), leur capacité de production dépassant souvent de 10 à 30 % la demande prévisible à court terme. Surtout, à mesure que passeront les mois, le flot de commandes

...et consommation « molle »

LA CONSOMMATION PRENDRA-T-ELLE LE RELAIS ? Ici l'incertitude est plus grande, car le résultat dépend à la fois des luttes sociales, de la propension des consommateurs à épargner, des choix du gouvernement, de la concurrence étrangère et des prix. Pour l'instant, l'optimisme est de rigueur : la consommation de produits industriels, qui avait légèrement reculé il y a un an et était encore avant les vacances, est repartie modérément depuis l'été (+ 5 % au troisième trimestre) pour s'emballer en fin d'année (+ 12 % en novembre-décembre). Même si les résultats des grands magasins, en janvier, sont moins bons, la dernière enquête de l'INSEE auprès des commerçants traduit une fermeté de la demande dans presque tous les secteurs (excepté l'ameublement et la droguerie). Les achats restent forts dans l'électro-ménager et se stabilisent dans l'habillement, les secteurs culturels, les loisirs. L'automobile et la télévision en couleurs bénéficient de commandes élevées.

Qu'en sera-t-il dans quelques mois ? Le cadre général dans lequel évoluera la consommation restera inchangé : ni report d'impôts sur le revenu, ni ralentissement du rythme de l'inflation, ni

fort partagés. Pour autant qu'on puisse s'avancer sur ce terrain mouvant, il semble bien qu'à ce propos une troisième confirmation puisse être trouvée du ralentissement de l'expansion en fin d'année. Pour deux motifs principaux :

se tarira, les industriels privés n'ayant que rarement besoin d'équipements supplémentaires en l'état du marché (4) et, dans le secteur public, le budget déficitaire de 1976 relayant mal le pactole qu'avait alimenté le déficit budgétaire record de 1975. Au total, l'INSEE prévoit un progrès de 2,5 % des investissements au premier trimestre et une stagnation au second.

Il y aura, bien sûr, des exceptions à la règle : l'équipement nucléaire, les fournisseurs de l'industrie automobile ou des entreprises d'équipement ménager (télévision, notamment), certaines branches de la construction électrique. Mais la sidérurgie et la mécanique lourde continueront à aller mal, encombrées par des stocks imposants : la construction navale subira le poids de la surcapacité mondiale ; la mécanique de précision cherchera en priorité à écouler ses stocks excessifs ; le textile en plein marasme, et fort concurrencé par les productions asiatiques, n'investira guère. Au total, un second semestre probablement fort médiocre.

allégement du chômage. Le volume des achats dépendra donc de deux facteurs :

— la hausse des salaires des prochains mois ;
— l'évolution de la propension à épargner des Français.

La logique et l'expérience syndicale voudraient que les salariés se montrent plus offensifs à mesure qu'ils auront le sentiment d'une confirmation de la reprise. Après quelques mois de pause, ils devraient revendiquer pour leurs horaires allongés un gain sensiblement supérieur à celui dont ils bénéficiaient lorsque les heures chômées étaient indemnisées : si les employeurs, encouragés par la reprise des affaires, leur résistent moins qu'auparavant, le rythme des hausses de salaires pourrait dépasser légèrement celui de 1975 (16 % en salaires horaires, 13 % en gains hebdomadaires, compte tenu de la réduction des horaires).

Cela se passera-t-il ainsi ? Nul n'en est certain. La pression syndicale est pour l'instant faible, à cause de la gravité du chômage. Si elle reste modérée pendant plusieurs mois — ou si la résistance patronale est forte, vu les déficits subis l'an dernier par un grand nombre d'entreprises et la situation de trésorerie

La Cour suprême des États-Unis a estimé, le 14 janvier, que le Comité de Gwinnett, en Georgie, avait le droit de frapper de son impôt sur les inventaires les pneumatiques et chambres à air « Michelin » importés de France et du Canada et entreposés sur son territoire (à l'exception des marchandises contenues dans des caisses non ouvertes). La Michelin Tire Corp., filiale de la firme française, avait contesté la décision du comité en s'appuyant sur un jugement de la Cour remontant à 1871 et stipulant

New-York. — Quelle importance attacher à la récente volte-face des Américains concernant la fiscalité des importations ? Est-il raisonnable de l'interpréter comme étant la manifestation d'un protectionnisme latent ?

La décision de la Cour suprême ne sera pas sans conséquences financières pour la société Michelin contre laquelle cette juridiction constitutionnelle vient de se prononcer. Elle peut aussi accroître à l'avenir les frais d'autres importateurs. Toutefois, il semble à première vue que ni l'intention ni la portée de cette décision ne justifient le degré d'émotion exprimée dans certains milieux.

La Constitution des États-Unis donne au gouvernement fédéral le pouvoir de taxer les marchandises importées. Depuis plus d'un siècle, cette clause est interprétée selon la doctrine dite de « l'emballage d'origine », qui revient à peu près à ceci : seul, le gouvernement fédéral a le droit d'opérer des prélèvements fiscaux spéciaux sur les importations. Les collectivités locales ne peuvent pas lever d'impôts spéciaux, ni même leurs taxes ordinaires, tant que les marchandises importées n'ont pas été introduites dans le circuit commercial intérieur.

Cette interprétation ne posait guère de problèmes, sauf par exemple dans le cas des collectivités locales dont l'impôt

Aux États-Unis

La Cour suprême remet en cause la fiscalité des importations

que seul le gouvernement fédéral avait le droit d'imposer des taxes à l'importation.

La décision de la Cour suprême a d'abord suscité un grand malaise : si chacun des États américains a le droit de taxer les produits importés, que reste-t-il des règles du GATT garantissant le libre-échange entre les nations ? Avant de céder à ces craintes, il convient de déterminer quelle est, exactement, la portée de la décision des juges américains.

De notre correspondant

sur la propriété (« property tax », servant à financer les services collectifs tels que l'école, la police, la poubelle, l'entretien des routes, etc.) s'applique aux stocks et inventaires commerciaux au niveau du grossiste, et non du détaillant. Dans ce cas, si un grossiste détient des marchandises de provenance américaine et de provenance étrangère, il ne payait l'impôt que sur les premières. En règle générale, au niveau du détail, les marchandises importées étaient soumises aux mêmes impôts locaux que les marchandises d'origine domestique.

La décision de la Cour suprême élargirait un peu le champ d'application des impôts locaux. Juridiquement parlant, cette décision est spécifique, ne s'appliquant qu'au cas particulier de l'impôt géorgien. Pratiquement, la Constitution des États-Unis étant une chose vivante, le cas Michelin va déclencher toute une série d'actions de la part des collectivités locales en quête de nouvelles recettes. Les tribunaux américains seront ainsi vraisemblablement appelés à trancher, au cours des prochaines années, une multitude de cas affectant le statut fiscal des marchandises importées vis-à-vis des différents impôts des collectivités locales. On peut prévoir que le résultat en sera infiniment complexe et varié, comme l'est d'ailleurs

la fiscalité américaine au niveau local.

Toutefois, il est prévisible que, d'une façon générale, les instances inférieures s'inspireront de l'opinion de la Cour suprême. L'interprétation (changeante) de la Constitution, la doctrine de « l'emballage d'origine », aura un champ d'application plus étroit que dans le passé. D'un autre côté, il continuera d'être possible d'échapper aux impôts locaux dans la mesure où les importateurs pourront utiliser le transport par conteneur, et éviter d'entreposer leurs marchandises là où s'applique la « property tax ». On peut également prévoir que certaines localités utiliseront cet appât pour attirer le commerce d'entrepôt. Enfin, il faut dire que les impôts en question sont relativement faibles au regard des droits et taxes à l'importation de biens des produits.

Le gouvernement américain ne s'est pas mélié à l'affaire. On pense, dans les milieux informés, que cette attitude est fondée sur la conviction que, dans la mesure où les impôts en question ne sont pas appliqués de façon discriminatoire aux marchandises importées, mais le sont à l'ensemble des biens concernés, fabriqués ou non aux États-Unis, la décision de la Cour suprême ne peut être attaquée valablement par les partenaires commerciaux des États-Unis. Il pourrait évidemment en être autrement.

JAY McCULLY.

Forte hausse des prix et déficit extérieur

Il est d'ailleurs difficile de prévoir l'effet exact sur la production de l'évolution des revenus des Français et de la demande finale. Pour deux raisons :

● LES VARIATIONS DES STOCKS ont joué un rôle capital dans l'économie française depuis deux ans. Les experts se disputent à présent sur le montant exact des mouvements constatés ; mais leur sens et leur ampleur exceptionnelles ne sont mises en cause par personne. Le déstockage massif en 1975 a probablement conduit les chefs d'entreprise à réduire de quelque 2 à 3 % la production du pays l'an dernier. Le seul fait d'interrompre ce comportement réduirait d'autant le niveau de la production en 1976 ; restocker — comme on le fait maintenant pour les biens de consommation, dont les réserves étaient tombées trop bas — porterait la production au-delà de la demande. A l'étranger, certains pensent que ce sera le cas, ce qui justifierait le taux de croissance élevé de la production intérieure (4,7 %) retenu par M. Pourcade. La plupart des conjoncturistes ont un avis plus réservé : les industriels, échaudés, ne restockeront pas.

● LA DEMANDE ÉTRANGÈRE qui a nagé « tiré » la production française ne jouera en tout cas pas ce rôle cette année. D'abord parce que la reprise est rare à l'étranger et qu'elle y est généralement plus faible (États-Unis, Allemagne) ou hésitante (Japon) que forte. Ensuite parce que les statistiques montrent, pour l'instant, que les exportateurs français profitent moins de l'aubaine que leurs concurrents d'autres pays. Les achats récents de l'Allemagne, par exemple, représentent deux ou trois fois plus vite que nos exportations dans ce pays. Franco trop cher ? Prix de revient trop lourds de notre industrie ? Réaction trop peu rapide de nos négociants ?

Il y a peut-être des trois. Mais le fait est tellement admis dans les cercles officiels qu'on s'y inquiète

déjà du déficit des paiements — probablement fort élevé — de la France cette année. La reprise de la production — même lente en fin d'année — et le froid rendront nécessaires des achats d'hydrocarbures et de matières premières plus coûteux qu'au premier trimestre. L'élasticité des importations a certainement diminué, alors que les exportations se font plus difficiles.

Le franc pourra-t-il rester longtemps dans le « serpent » si les cambistes voient dans un déficit accru des raisons de l'attaquer durablement ? Ce péril monétaire — qu'une politique d'endettement réduirait — est assez redoutable pour dissuader maintenant l'entourage du président de la République d'envisager une nouvelle relance de l'économie. Sauf à être sélective (et l'on sait que, jusqu'au 4 septembre dernier, M. Giscard d'Estaing répugnait à agir ponctuellement par secteurs), une telle relance amplifierait en effet les importations (donc le dé-

ficit extérieur), sans pour autant réduire beaucoup le chômage. Tout au plus envisage-t-on dans ces milieux — et à mi-voix — une action spécifique en faveur des secteurs de base les plus éprouvés : la sidérurgie, la chimie, certaines branches du textile.

Le sous-emploi demeurera donc jusqu'à la fin de l'année peu différent de ce qu'il est actuellement, s'il n'a pas même tendance à s'aggraver, les entreprises, dont la productivité a baissé de 7 % l'an dernier, pouvant produire bien davantage sans embaucher personne (6). Quant à la hausse des prix, elle pourrait bien dépasser 10 %, moitié plus que l'objectif de M. Pourcade. Parce que bien des chefs d'entreprise voudront « se refaire », après les pertes de 1975 ; leurs pronostics actuels de prix pour 1976 une hausse des tarifs industriels presque double de celle de l'an dernier ! Également parce que la reprise de la consommation incitera des commerçants à « pousser les étiquettes ».

La reprise en aile de mouette n'est, on le voit, pas exempte de dangers. La permanence du chômage et de l'inflation, le retour du déficit extérieur, risquent fort de faire de 1976 une non-année moins morose. Puisse-t-ils au moins convaincre les responsables que la politique conjoncturelle n'a pas réponse à tout.

GILBERT MATHIEU.

(4) Lors de la dernière enquête sur le sujet, les industriels ont répondu à l'INSEE que leurs investissements stagnaient en moyenne en 1975.

(5) Quelque que les dernières enquêtes auprès des chefs d'entreprise traduisent un mieux considérable.

(6) La C.F.D.T. pense même que le chômage s'aggraverait sensiblement, les investissements en cours visant principalement — comme depuis 1969 — l'année économique et sociale 8, pages 88 à 90 — à élever la productivité (produire davantage et moins cher) sans pour autant créer d'emplois.

42% des Français font vieillir du vin en cave.

Nous connaissons bien les habitudes des consommateurs. C'est notre métier. En 1975, nous avons traité plus de 250 problèmes de marketing. A partir de centaines de milliers d'interviews.

La Sofres, outil n°1 du marketing

Pour tout contact, Michel Suquet
Sofres : 16-18, rue Barbès - 92128 Montrouge - Tél. 657.13.00

PÉTROLE ET POLITIQUE EN EXTRÊME-ORIENT

JAPON : un geste en faveur de Pékin

LORS de son récent séjour à Pékin, M. Inayama, président de l'association d'amitié nippo-chinoise, avait fait savoir à ses interlocuteurs que le Japon pensait réduire ses achats de pétrole en Chine. Au cours de l'exercice budgétaire 1976 (qui commence en avril), le Japon aurait voulu importer que 8 millions de tonnes de pétrole chinois (contre 8,1 millions en 1975), alors que l'on estimait récemment encore que les achats porteraient sur 10 millions de tonnes. Devant la vive désapprobation chinoise, Tokyo a décidé de faire marche arrière : le Japon importera 8 millions de tonnes de pétrole chinois en 1976. Cette décision illustre la volonté du Japon de préserver ses bonnes relations avec la Chine. La politique énergétique du Japon n'en rencontre pas moins des difficultés.

S'il y a aujourd'hui au Japon un problème pétrolier, c'est avant tout en raison d'excédents, dit-on à Tokyo. D'une situation de pénurie, il y a deux ans, ce pays est, en effet, passé en 1975 à celle de surabondance. Le gouvernement a décidé qu'en 1976 la capacité de stockage devrait passer de cinquante à soixante-cinq jours. Mais déjà des difficultés apparaissent. Selon une enquête de l'Agence pour la prévention des incendies, plus d'une centaine de citernes, situées notamment entre Tokyo et Yokohama, ont atteint un volume critique de remplissage.

Au lendemain de la guerre d'octobre, on estimait à Tokyo que peu importait le prix du pétrole : le problème essentiel était celui des approvisionnements. Aussi, en 1974, les compagnies pétrolières nippones, encouragées par le gouvernement, qui leur avait accordé 4,8 milliards de dollars de crédits sans intérêt, ont-elles passé contrats sur contrats, parfois à des prix exorbitants, cela malgré les protestations des firmes occidentales, qui accusaient les Japonais de bouleverser le marché. Résultat : depuis un an, les compagnies nippones demandent aux pays producteurs de différer leur livraison et elles sont parfois obligées de verser des indemnités. Pour ne pas rompre avec leurs fournisseurs, les Japonais se sont résolus, dans certains cas, à revendre une partie de leur pétrole à des pays voisins.

Ces difficultés ne remettent évidemment pas en cause la volonté de Tokyo d'assurer la sécurité de ses approvisionnements. Au

plus fort de la crise pétrolière, le Japon avait exprimé son désir d'indépendance par rapport aux grandes compagnies internationales. Cette politique ne va pas sans difficultés. Les Japonais avaient manifesté l'intention de créer une compagnie pétrolière nationale du type de la société ouest-allemande Deminor, pour rivaliser avec les grandes compagnies américaines qui assurent actuellement 80 % des importations nippones. En 1973, juste avant la crise, le pétrole acheté par les compagnies japonaises — essentiellement l'Arabian Oil — ne représentait que 8,5 % du total des importations. Le gouvernement s'était fixé comme objectif de ne pas dépendre que pour 70 % des compagnies étrangères.

Tokyo a tiré cependant une leçon de la guerre d'octobre : les Japonais ont découvert, en effet, les liens entre les problèmes énergétiques et l'action diplomatique. Depuis trois ans, la politique japonaise au Proche-Orient consiste à désavouer aussi discrètement que possible les États-Unis tout en assurant la coopération des pays producteurs. Ce « jobertisme » à la japonaise repose sur des données qui partent d'elles-mêmes : jusqu'en 1965, le Japon continuait à dépendre à 70 % des pays arabes pour ses importations de pétrole. La solution de rechange consisterait à se tourner davantage vers les Soviétiques et les Chinois. Or, depuis les responsables de la politique énergétique japonaise, nous expliquons pour l'instant d'obtenir du pétrole en provenance des gisements sibériens de Tyumen.

Ménager Djakarta...

En ce qui concerne la Chine, la décision du Japon de limiter ses importations de pétrole témoigne des difficultés qui se font jour entre Tokyo et Pékin. L'avenir des relations sino-japonaises dans le domaine pétrolier, estiment les dirigeants nippons, dépend de trois facteurs : la production future de la Chine, la qualité du pétrole, et les données politiques. Selon les experts nippons, il est raisonnable de penser que, dans une dizaine d'années, la Chine pourra fournir au Japon entre 20 et 30 millions de tonnes de pétrole. Cependant les Japonais s'inquiètent de la qualité du pétrole importé actuellement de Taching. Sa teneur en soufre est faible — élément positif, car la pollution au raffinage est moindre, — mais il ne peut être utilisé que dans des centrales thermiques. D'un usage limité par conséquent, le pétrole chinois est en outre en concurrence directe avec le pétrole indonésien de même qualité.

Or Tokyo entend ménager Djakarta. Dans ces conditions, disent les industriels nippons, il convient de réduire nos achats. En revanche, s'il était possible d'obtenir du pétrole en provenance des gisements maritimes de Po-hai, d'une qualité mieux adaptée aux besoins nippons, une augmentation substantielle des importations pourrait être envisagée. Dans cette perspective, les Japonais cherchent à encourager la prospection dans cette région.

Une réduction brutale des achats de pétrole chinois, comme le souhaitent les milieux d'affaires nippons, aurait pu avoir des conséquences graves sur les relations entre les deux pays. C'est pourquoi le ministère du commerce et de l'industrie n'a pas suivi leurs conseils. A la veille du voyage de M. Inayama, M. Fukuda, vice-premier ministre déclarait qu'il lui semblait difficile de diminuer sensiblement les importations de pétrole en provenance de Chine.

Les Japonais ont décidé de faire marche arrière parce qu'ils craignent que les Chinois ne limitent leurs achats au Japon. Récemment, les Japonais ont déjà perdu leur suprématie sur le marché chinois pour la vente d'urée et ont dû faire de grandes concessions sur les prix pour signer des contrats de vente d'usines clés en main, d'une valeur de 1,2 milliard de dollars, a été conclu lors de la visite de M. Inayama. Mais, se demandent les Japonais, les Chinois ne seront-ils pas tentés de se tourner davantage vers les États-Unis ? Des négociations entre Washington et Pékin en vue de la signature d'un accord pétrolier sont sur le point d'aboutir. Les Américains risquent d'être alors bien placés pour vendre leurs équipements à la Chine qui entend, comme le prouve la récente construction de deux oléoducs (le premier relie les gisements de Taching au port de Dairen, le second Taching à la Corée du Nord), développer ses exportations de pétrole. Les Chinois ont, en outre, eu beau jeu de faire valoir que leur déficit commercial avec le Japon a encore augmenté en 1975, passant de 680 millions de dollars en 1974 à 731 millions l'année passée. Une réduction des achats de pétrole aurait contribué à une nouvelle aggravation de ce déficit.

Le dernier problème de la politique pétrolière du Japon est d'ordre politique. La

diplomatie nipponne se doit de rester à égale distance entre Pékin et Moscou. Bien que le principe de cette diplomatie demeure, le geste que vient de faire Tokyo en faveur de Pékin est un signe de plus que la balance penche du côté chinois. Si le projet de mise en valeur de la Sibérie avec l'aide japonaise échoue, les importations de pétrole en provenance de l'U.R.S.S. demeureront faibles. Dans ces conditions, le Japon pourra-t-il acheter en Chine d'importantes quantités de pétrole sans se rendre vulnérable à d'éventuelles pressions de Pékin ? Les dirigeants nippons se posent la question.

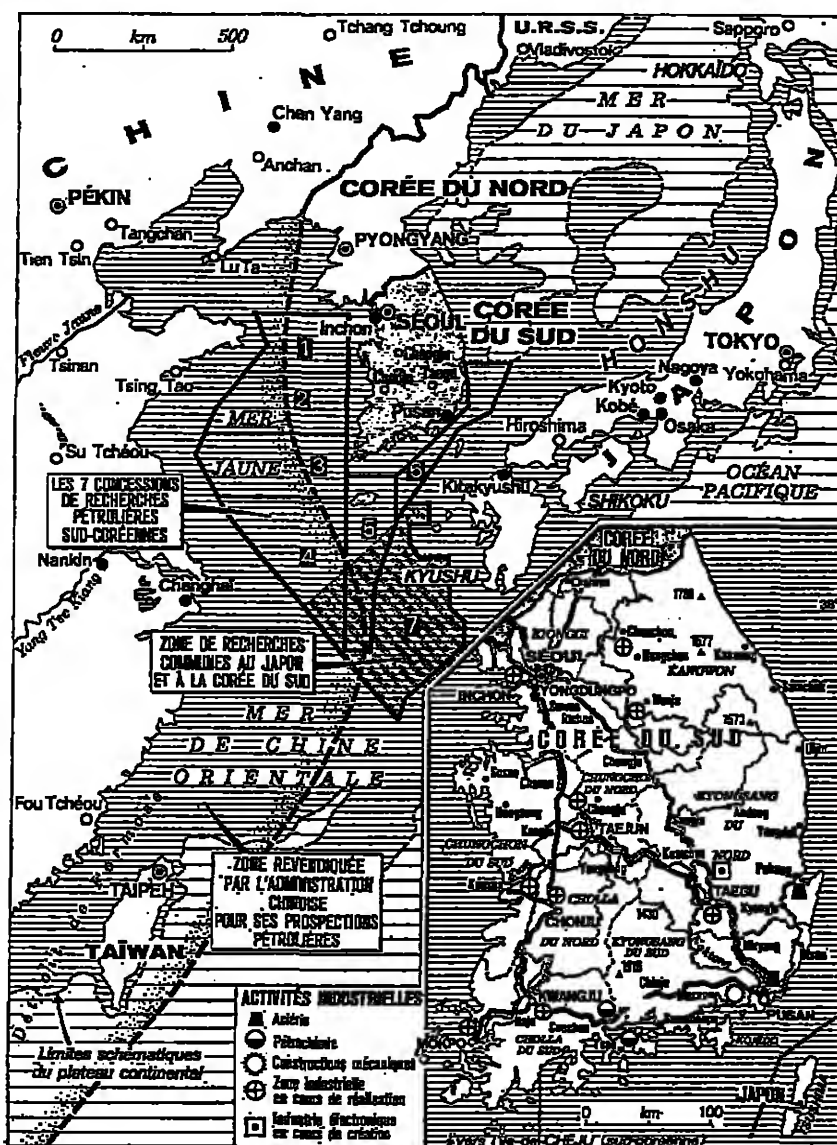
PHILIPPE PONS.

CORÉE DU SUD : des prospections contestées par la Chine

P OUR la première fois, en décembre, du pétrole a jailli au large de la ville de Pohang (au nord de Pusan) en Corée du Sud. Cette découverte soulève bien des espoirs à Séoul, mais il est impossible de dire actuellement si l'exploitation sera rentable.

Le grand rêve pétrolier de la Corée du Sud date de 1968. Une mission des Nations unies, comprenant des géologues américains, japonais, taiwanais et sud-coréens, a procédé cette année-là à une exploration scientifique des sous-sols de la mer de

D'ailleurs la recherche pétrolière en mer de Chine soulève de graves difficultés avec Pékin. Si elle se révélait fructueuse, la Chine pourrait consentir à laisser les compagnies intéressées exploiter le pétrole découvert ?



Chine orientale et de la mer Jaune. Les conclusions du rapport publié sont formelles : les deux mers recèlent des réserves pétrolières importantes. La Corée du Sud, dont le sol ne

produit pas une goutte de pétrole, et qui importe plus de 60 % de l'énergie nécessaire à son économie, a décidé alors de profiter au maximum de ces réserves potentielles : elle a délimité immédiatement les fonds marins sur lesquels elle entend exercer sa juri-

diction et créé sept concessions off shore attribuées à trois compagnies internationales : Texaco, Royal Dutch Shell et Gulf Oil, qui ont fondé des sociétés de sud-coréens dont le gouvernement détient 20 % du capital aux termes de contrats tacitement renouvelables. Elles peuvent explorer durant une période de huit ans et exploiter les réserves découvertes pendant trente ans. Elles s'engagent à verser 13,5 % du prix du pétrole vendu à titre de royalties et à payer un impôt de 50 % sur les bénéfices. Ces transactions ont été accompagnées de pots-de-vin géné-

reux : en mai 1975, M. Bon Dorsey, président de la Gulf Oil, a été reçu devant la commission des affaires étrangères du Sénat américain que sa compagnie avait versé, de 1966 à 1970, 4 millions de dollars au parti au pouvoir. La délimitation unilatérale des zones de recherches décidée par Séoul a provoqué des protestations de pays voisins. Dans la mer de Chine orientale, par exemple, la Corée du Sud s'était attribuée une zone (la septième concession), déclarant à cette occasion quelle prolongerait son plateau continental. Dès 1969, le Japon contesta la décision de Séoul estimant que cette région était située à l'est de la ligne médiane que l'on pouvait tracer entre les deux pays. Un accord signé le 31 janvier 1974 mettait fin à la querelle (1). Japonais et Coréens du Sud s'engageaient à explorer conjointement la septième concession. Trois compagnies agréées par Séoul, la Korean American (un groupe formé par Wendell Phillips et d'autres sociétés américaines), Texaco et Shell, et trois compagnies japonaises, Nihon Sekiyu, Nishi Sekiyu et Teikoku Sekiyu, étaient autorisées à prospecter.

La réaction de la Corée du Nord fut immédiate. Pyongyang reprocha à Séoul de livrer les fonds marins coréens aux intérêts japonais. Et, en février 1974, Pékin rappela sa position : seul un accord commun des pays riverains pouvait fixer les zones de chaque pays en mer de Chine orientale et en mer Jaune. La Corée du Sud était accusée d'introduire des compagnies pétrolières américaines dans les « zones côtières chinoises ». Les opérations de forage off shore en mer Jaune étaient dénoncées comme « un nouveau geste égoïste accompli par les monopoles internationaux pour s'approprier les ressources appartenant à la Chine ». Dans cette région, la profondeur de la mer est inférieure à 400 mètres ; le plateau continental chinois débordait largement les 200 milles. Les prétentions du gouvernement de Pékin apparaissent justifiées à la plupart des observateurs, mais, jusqu'à maintenant, la Chine n'a pas indiqué précisément les zones qu'elle revendiquait.

Le lendemain même du jour où l'association des Chinois était formée, la Corée du Sud, dont les liens avec Taiwan sont connus, se déclarait prête à engager des négociations avec Pékin. Pour la première fois, le ministère des affaires étrangères de Séoul employait le terme « République populaire de Chine ».

Le président Park Chung Hee pensait qu'après les voyages à Pékin en 1972 de M. Nixon et du premier ministre nippon, M. Tanaka, de telles conversations seraient possibles. Il proposait qu'une ligne médiane soit tracée entre la Chine, à laquelle aurait été attribuée la partie occidentale, et la Corée du Sud, détentrice de la partie orientale. Séoul demandait à Washington, et semblait-t-il à Paris, de jouer le rôle d'intermédiaire dans cette affaire. En même temps, les Sud-Coréens se préparaient à affronter les Chinois à la conférence sur le droit de la mer, qui allait se tenir à Caracas du 20 juin au 29 août 1974.

Des espoirs déçus

LA presse de Séoul interprète comme des signes de bonne volonté de la part de Pékin la libération de pêcheurs sud-coréens égarés dans les eaux territoriales chinoises et la délivrance de visas touristiques à des Américains d'origine coréenne. Les « experts » soutenaient que M. Chou En-lai n'était pas hostile à la présence des troupes américaines en Corée. Le commerce avec la Chine, comme avec les pays socialistes européens, fut autorisé, et les bateaux chinois se virent offrir la possibilité de relâcher dans les ports sud-coréens. A Séoul, les industriels rêvent un instant de pénétrer le marché chinois.

Les espoirs de Séoul ont été déçus. La Chine n'a pas répondu aux avances du président Park, transmises par les représentants des États-Unis et de la France. Pour les Chinois, le gouvernement du Sud n'a aucune existence légale. Il ne saurait être question d'ouvrir des négociations.

Des conversations sino-sud-coréennes auraient remis en cause le rapprochement de Pékin avec Pyongyang, effectué depuis 1972. La Chine se présente comme le plus fidèle allié de la Corée du Nord et soutient son point de vue sur « la réunification indépendante et pacifique » de la péninsule. Pour elle, l'Union soviétique est comptable d'avoir autorisé la visite d'une équipe d'athlètes sud-coréens et accordé des visas, en 1973, à deux hommes d'affaires de Séoul. En octobre 1975, l'agence Chine nouvelle faisait état de rencontres entre diplomates soviétiques et sud-coréens à Paris.

Dans ces conditions, on voit mal comment pourrait être résolu prochainement le litige qui oppose Pékin à Séoul. L'attitude des Chinois a calmé quelque peu les ambitions de la Gulf Oil et de la Shell. Les forages préliminaires effectués près des côtes sud-coréennes afin d'éviter toute provocation se sont révélés décevants. De nouveaux investissements sont nécessaires. La victoire des forces révolutionnaires au Vietnam et au Cambodge et le regain de tension entre Pyongyang et Séoul ont amené les deux compagnies à cesser toute activité en mer Jaune.

MAXIME DOUBLET

(1) Cet accord n'a toujours pas été ratifié par la Diète japonaise.

Hôtel Sheraton. Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...



«Le Montparnasse 25», une table gastronomique dans un décor des «années folles». «Le Corail», un bar feutré où il fait bon s'attarder. «La Ruche», un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, des 3 chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking. Confort, calme, détente. Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse. Pour réserver: 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel

J. DELMAS et Cie
R. MAZARS - P. RUDELLI
GESTION FINANCIÈRE

EXTRAIT DU RÈGLEMENT

- 1. Fonctions de l'organisme
- 2. Composition
- 3. Rattachement, indépendance
- 4. Statut des membres
- 5. Fonctions de l'organisme
- 6. Statut des membres
- 7. Fonctions de l'organisme
- 8. Statut des membres
- 9. Fonctions de l'organisme
- 10. Statut des membres

75 F

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE - 75002 PARIS - 01 42 22 12 12



LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Henri Guittou

ENTROPIE ET GASPILLAGE

Un titre qui promet, un texte qui tient, un sujet qui nous saisit, ne nous lâche plus et nous envoie dans des méditations d'altitude, qui nous font apparaître tout petit le mot économie resté à terre.

Le premier chapitre nous rappelle les principes élémentaires de physique, depuis Sadi Carnot et Clausius, créateur du mot entropie et, tenons-nous bien, Ponsard, qui voit mourir la forme, tandis que demeure la matière. Les deux supports sont l'énergie et le temps. Il y a du diable, dans tout cela, bien entendu, ne serait-ce que le démon de Maxwell.

Est-il permis de dire que le second chapitre sur le gaspillage est le plus gai de tout l'ouvrage ? C'est le divertissement, le ballet, auxquels nous prenons part suggérant mentalement d'autres méfaits, tout cela incitant plutôt à l'optimisme, puisque nous y voyons des possibilités de progrès.

Et cependant une certaine ambiguïté apparaît, qui se dissipe plus ou moins : les exemples nous satisfont-ils ? S'il n'y avait aucun « gaspillage », au sens courant du terme, n'y en aurait-il pas moins de dégradation ? Le passage le plus saisissant porte sur le gaspillage des hommes, dont ce grand universitaire déplore chaque jour les drames, par les formations systématiquement inadéquates.

Le rideau tombé, nous attendons le sujet en pleine chair. Pouvons-nous relier l'entropie physique à la dégradation économique, voire la dégrader ? Plus indulgent encore, pour Pestel et Mesarovic qui pour les Meadows qui nous jouent « les dents de la mer », avec le même appel à l'épouvante, M. Henri Guittou est assez sommaire sur la question démographique, d'ailleurs fort éloignée de l'entropie, mais, inégalement, rebondit littéralement sur l'inflation, nous proposant quelques définitions également plausibles, mais qui ne seront pas les dernières.

Et nous voilà enfin dans un berceement métaphysique, aux multiples dimensions, poème auquel pourrions participer aussi bien le poète Hugo avec sa fin de Napoléon II que Valéry, bien entendu, et même Aragon.

Si les ouvrages de la Bibliothèque nationale étaient classés selon le rapport de leur portée à leur volume physique, celui-ci serait au premier rang. Une grande leçon d'un économiste qui ne l'a pas toujours été et qui n'est jamais exclusivement.

★ Paris 1975, Editions Cujas, 116 p., 30 F.

André Babeau, André Masson, Dominique Strauss-Kahn

INFLATION ET PARTAGE DES SURPLUS : LE CAS DES MÉNAGES

Le terme surplus dégage une vertu quasi magique, évoquant plénitude et choix. Dans cette excellente étude est prise en considération non seulement le revenu, mais le patrimoine. Nous nous trouvons vite au cœur du sujet, sous une forme cruellement réaliste : la résistance des patrimoines à l'inflation selon la situation professionnelle

de l'intéressé et la dimension du patrimoine. Les études de Bach et Stephenson sur un échantillon composé par le Centre de recherches du Michigan démentent les idées courantes sur l'inflation écrasant ceux du bas de l'échelle. L'enquête analogue en France, a donné des résultats différents, quelque peu troublants, en raison de la discordance entre l'influence de la situation socio-professionnelle de l'intéressé et celle de la dimension du patrimoine. L'explication donnée n'est pas totalement convaincante.

Nous trouvons aussi les résultats si discrets de la Banque de France sur les gains réalisés du fait de l'inflation par le Trésor (gagnant certain évidemment), qui paraissent inférieurs à la réalité. Il faut tenir compte, il est vrai, de la majoration des taux d'intérêt. Quant aux résultats donnés sur les plus-values et les moins-values, de si troublante actualité, ils auraient mérité une présentation plus complète et plus profondément commentée.

Les dernières lignes évoquent les perspectives de partage des surplus de production et de détention, ouvrant surtout des perspectives de luttes si vigoureuses qu'elles soulignent plus encore l'intérêt d'une lumière aussi vive que possible sur ces sujets.

D'André Babeau aussi, signalons le *Calcul économique appliqué* (1). Problème de micro-économie et leurs solutions, à l'attention des économistes, des étudiants et des chefs d'entreprise.

★ Editions Cujas, Paris 1973, Collection « Connaissances économiques », C.E.P. Université de Paris - X, volume 1, 190 pages, 10 F.

(1) Dunod, Paris 1975, 216 pages, 20 F.

Charles Levinson et divers

LA DEMOCRATIE INDUSTRIELLE

Traduit de l'anglais

par Dominique Bertin et Dominique Birkel.

Sur le sujet classique des deux siècles de retard de l'entreprise sur le système politique, divers syndicalistes de poids, non communistes, « orthodoxes », décrivent leur position et la situation de leur pays.

Dans son introduction (une erreur d'impression laisse croire qu'il s'agit seulement de la Grande-Bretagne), le célèbre syndicaliste américain et international, M. Charles Levinson, retrace brièvement l'histoire de la participation, s'attache à un moment aux idées d'Ota Sik, en vue de rapprocher la Tchécoslovaquie du système yougoslave, nous promettant à travers le monde de l'autogestion, rappelant que le changement attendu doit porter bien plus sur le pouvoir que sur la propriété, ce qui doit entraîner la « destruction des pyramides » (hiérarchiques). Avaleur de statistiques peu sûres, il est plus critique que constructif et ne songe d'ailleurs pas à une révolution politique.

Bien différent, M. Edmond Maire déborde largement le cadre de l'entreprise et, après la condamnation des « fausses pistes » (y compris le socialisme des pays de l'Est), décrit la position de la C.F.D.T. d'« exigence irrévocable à la responsabilité », exigence à satisfaire par un changement continu.

Le puissant M. L. Woodcock (E-U) s'appuie fortement sur la grande crise de 1929, qu'il connaît mal, et sur la politique de Roosevelt qu'il juge d'après

ses intentions bien plus que d'après ses résultats. Après une énumération des avantages obtenus depuis la guerre, il aborde le redoutable écueil « travail et machine », sans avis positif personnel. Pas plus que M. Levinson, il ne cherche à détruire le système.

Un intermédiaire nous est alors fourni par le Yougoslave Milan Rukavina, la critique cédant la place à l'éloge. Son exposé détaillé de l'autogestion en Yougoslavie, présentation un peu complaisante des résultats, discrète sur la non-emploi, mais remarque justifiée sur les difficultés de la marche en avant-garde.

Diverses réactions de modérés montrent le bon chemin, sans heurts : MM. Tor Aspengren en Norvège, Wilhelm Hrditschka en Autriche (les Chambres de travailleurs), Karl Hauenschild et Otto Brenner (R.F.A.) et, plus encore, Ewald Kasser (Suisse). Le plus précis, le plus maître du sujet est M. Roine Carlsson de Suède, tandis qu'au Canada (Henry Lorrain) la question n'est encore que bien timidement abordée.

Bien au fait est M. Jack Jones (G.-B.), qui, en bon Britannique, n'a qu'une admiration modérée à l'égard de ce qui est continental. Il présente le système éprouvé des « shop stewards » et insiste sur le rôle de l'information.

Enfin, tout à fait originale est la situation d'Israël, où l'Histadrut, premier employeur du pays, tient une place qui dépasse largement le syndicalisme traditionnel. Mais la description des aspirations aurait gagné à être plus claire.

★ Editions du Seuil, Paris 1976, 301 p., 29 F.

Jacques Grovener

HONGKONG ANALYSE D'UN BOOM

Préface d'André Piatier

Le remarquable ouvrage est un heureux sous-produit de la coopération, intelligemment favorisée. Nous n'avons guère, sur ce pays, qu'une brochure de chiffres éblouissants et suggérant le rêve plus que la réflexion. Nous voici maintenant bien armés.

Ne nous étonnons pas de trouver André Piatier, dans cette réussite. Sa préface, riche sous un court volume, rappelle la nécessité, pour un Etat complet (et non pour une petite île), de mettre les bords, développement agricole, avant la charrie, développement industriel, et ouvre de vastes horizons non seulement à l'étude des microéconomies mais à la théorie économique générale.

Et voici la recette : mettez quelque part, dans une île déserte, des techniciens, pourvus de matériel ou de crédits et une main-d'œuvre docile et prompt à s'initier. Vous verrez, dans votre microscope, les diverses étapes : bourgeoisement, floraison et fructification. Dans ces conditions, il faudrait un gouvernement exécrable, pour parvenir à empêcher l'économie de progresser. Le libéral y trouverait une précieuse source d'arguments, si les conditions n'étaient si spéciales. Les suggestions de l'auteur relatives à un modèle, pour le monde peu développé, soulèvent quelques objections.

A Hongkong, le PIB à prix constant, a été multiplié par 11 en vingt-cinq ans (10 % par an en moyenne, ramené à 6,5 % par tête d'habitant, compte

tenu de l'immigration). Le passage de l'économie d'entrepot à l'économie industrielle est suivi dans ses diverses phases.

Progrès remarquable des industries de pointe, qui vont jusqu'à l'électronique. Privée d'une base de recherche, cette industrie est cependant appelée à un rôle de sous-traitance, ou tout au moins de dépendance.

Si on traite avec quelque inexpérience, la population n'est pas oubliée. C'est du reste, l'aspect le plus significatif : la natalité a baissé profondément, au point de se trouver aujourd'hui un peu au-dessus du niveau de renouvellement des générations. Le taux de mortalité 5,5 ‰ est la moitié de celui des pays occidentaux, grâce à la jeunesse — provisoire — de la population : c'est la période béne.

★ Paris 1973, Editions Cujas, 446 p., 82 F.

Michel Renaut

AGIOS : COMMENT PLACER SON ARGENT

Toujours redoutable et controversée, même lorsqu'il s'agit, il y a soixante-dix ans, de menues différences de 0,25 %, plus tourmentante encore aujourd'hui, cette question est abordée ici franchement, dans un esprit généralement large et sûr, et sans passion ni pédantisme. Dès l'avant-propos, nous sommes prévenus qu'il s'agit moins de gagner que de perdre le moins possible. Après un exposé doctrinal sur la « crise » et l'inflation, qui ne s'imposait pas absolument, et diverses considérations générales, nous abordons la liste séduisante et périlleuse des moyens de mettre notre pouvoir d'achat en pension.

La première place, dans l'ordre suivi, revient au sol : les terres agricoles (un indice des cours, en valeur réelle, depuis vingt-cinq ans, aurait démenti l'appréciation finale de rendement nul), la forêt (bien présentée, après une petite pointe peu nécessaire contre les écologistes), les terrains à bâtir (prudence, prudence !), la neige (ou son support). Vient ensuite logiquement la pierre, sous ses multiples aspects.

Les placements « sécurisants » (ironie, peut-être) comprennent les prêts hypothécaires, les rentes viagères (« désastreuses », si elles ne sont pas indexées), l'assurance vie (avec une table de mortalité en France), les caisses d'épargne, si courues, l'épargne logement et divers comptes et bons. Et voici la Bourse majestueuse, avec la subtilité des achats « au mieux », l'armée des Sicomi, des Sicav, etc. En bon monétariste logicien, M. Michel Renaut condamne rapidement l'or (mais s'agit-il bien de logique ?), pour pouvoir nous faire rêver un peu sur « les placements d'agrément ». Peu au courant des livres anciens — qui disparaissent, il est vrai, — il s'attache un peu plus aux estampes et aux timbres-poste, sans s'attarder, cette fois, sur leur caractère conventionnel. Mais nous regrettons de ne pas voir cités les indices calculés, sur une certaine période, pour les œuvres d'art.

Un lexique, divers tableaux, des documents, législatifs et autres, complètent opportunément ce bon recueil, dont bien des personnes pourront tirer profit.

★ Paris 1973, Editions J.-C. Lattès, 357 p., 49 F.

L'AVENTURE DES SURGÉNÉRATEURS

(Suite de la page 15.)

Le gouvernement en est donc naturellement venu à l'idée de confier le leadership de la réalisation des surgénérateurs au groupe Creusot-Loire. Le montage industriel imaginé par le C.E.A. et E.D.F. en 1974 pour la réalisation de Super Phénix est en complète refonte. Il était primitivement prévu de confier l'ingénierie du réacteur à G.A.A.A., en collaboration avec la filiale Technatome du C.E.A.

On préfère imaginer aujourd'hui une société Novatome, qui regrouperait autour de G.A.A.A. les sociétés Alsthom, Creusot-Loire et le C.E.A. Ceci permettrait de conserver les compétences acquises par G.A.A.A., tout en s'appuyant sur un groupe industriel solide, Creusot-Loire. A charge pour les industriels de s'entendre. Pour l'instant, Alsthom et Creusot-Loire n'ont toujours pas résolu le problème de savoir qui dominerait Novatome.

Un accord entre les deux groupes C.G.E. et Creusot-Loire dépasse largement le problème des surgénérateurs. Les deux groupes sont aussi concurrents dans le domaine des turbo-alternateurs, par l'intermédiaire d'Alsthom, d'une part, et de la société CEM allée à Creusot-Loire, d'autre part. Creusot-Loire, qui a le vent en poupe, ne paraît pas très pressé d'abandonner à une entente globale, sur d'être gagnant. Pourtant, G.A.A.A. envisage aujourd'hui de licencier environ cent cinquante personnes sur les sept cent cinquante personnes qu'elle emploie.

L'industrie française aura besoin de toutes ses forces si elle veut mener à bien le très ambitieux programme de surgénérateurs qu'envisage E.D.F. : une paire de centrales de 1 800 MW chacune, à installer sur la Saône et à commander trois ans après le démarrage du projet Super Phénix ; une paire de centrales serait alors commandée tous les trois ans jusqu'en 1985, puis une centrale tous les ans, de 1985 à 1990. Soit une puissance installée totale de 8 000 à 10 000 mégawatts en 1990. En l'an 2000, les surgénérateurs pourraient représenter jusqu'à 25 % de la puissance nucléaire installée en France (environ 200 000 mégawatts).

Le gouvernement est plus réservé qu'E.D.F. Il faut, en effet, pouvoir alimenter ces surgénérateurs en combustible, qui fait défaut aujourd'hui. Il faudra ensuite démontrer que ces centrales peuvent parvenir à la rentabilité, et bien sûr des garanties suffisantes de sécurité.

Les surgénérateurs ont besoin qu'on leur fournisse leur première charge de plutonium — et seuls les réacteurs

actuels peuvent produire ce plutonium.

Le rythme de construction des surgénérateurs dépend donc du rythme de construction des réacteurs actuels et de la capacité à retraiter les combustibles irradiés pour en extraire le plutonium. La France commença en principe cette année à savoir retraiter les combustibles des réacteurs à eau et à accumuler le plutonium. Le programme E.D.F. nécessiterait sans doute l'achat de combustible à l'étranger.

L'évaluation du coût du Super Phénix, qui était de 3 milliards en 1974 est, par ailleurs, largement dépassée. La réalisation de Super Phénix coûtera 4,7 milliards de francs. Encore faut-il ajouter à cette somme le prix du combustible : 350 millions au moins pour la fourniture du plutonium et de l'uranium nécessaires (le prix du marché du plutonium est très flou, peut-être 50 à 100 francs le gramme), et une somme équivalente pour transformer ces deux métaux en fines allures de combustible. Soit au total

5,4 milliards de francs qui viendront s'ajouter aux 4 milliards de francs déjà dépensés en France pour le programme surgénérateur. Par rapport à la capacité à retraiter les combustibles irradiés, le surcoût est d'environ 50 %.

Un surcoût que le gouvernement français ne supportera que pour moitié, l'Allemagne et l'Italie assumant le reste.

Pareil réacteur n'est pas du tout compétitif avec les centrales actuelles. Le coût du kilowatt-heure rejoindra celui des centrales au fuel ou au charbon, 12 centimes environ, contre 6 pour les centrales nucléaires actuelles. La question est de savoir si Super Phénix peut produire à eau légère de puissance équivalente, à une filière économique, et à quelle date.

Les spécialistes savent que l'investissement initial restera toujours plus élevé que pour une centrale à eau légère, car le réacteur est plus complexe. Il est actuellement estimé à peu près au double. Pour rendre l'opération rentable, on espère pouvoir réduire le surcoût de

moitié et récupérer le reste grâce à une économie réalisée sur le cycle (fabrication, retraitement et stockage) du combustible. Constatant, le C.E.A. estime que la rentabilité sera atteinte dès 1990 avec seulement 10 000 MW installés.

Si l'on échappe à la nécessité d'enrichir l'uranium et de stocker le plutonium, la fabrication des éléments combustibles est plus onéreuse, car la manipulation du plutonium requiert d'importantes précautions. Le retraitement pose aussi des problèmes difficiles, car il suffit de quelques kilogrammes de plutonium pour avoir un début de réaction nucléaire dans les bains de dissolution des combustibles irradiés. Dans un premier temps, la France envisage de retraiter les combustibles irradiés des surgénérateurs dans l'atelier de La Hague qui doit traiter à partir de cette année les combustibles des réacteurs à eau. Quand le rythme de construction des surgénérateurs se justifiera, il faudra construire une usine spéciale. Le programme de surgénérateurs français est conditionné par l'existence d'une industrie du plutonium.

La rentabilité passe aussi par une amélioration du taux de surgénération du réacteur. Pour l'instant, Phénix ne fabrique encore que 1,1 kilogramme de plutonium pendant qu'il en brûle 1 kilogramme. Super Phénix fera à peine mieux, en fabriquant 1,2 kilogramme. Compte tenu des besoins d'auto-alimentation, un réacteur aurait besoin de quarante à cinquante ans pour fabriquer en outre le combustible nécessaire à un second réacteur de même taille ! Malgré toutes ces difficultés et les nombreux problèmes qui restent à résoudre, dont le moindre ne sera pas de convaincre l'opinion publique de la sûreté de ces réacteurs, il est probable que le gouvernement français se prononcera sur le programme Super Phénix dans les prochains semaines, peut-être au cours du conseil restreint qui se tiendra sur l'énergie au mois de mars. Une absence de décision qui se prolongerait au-delà de l'été signifierait une remise en cause du programme français, et il n'est pas certain que l'Allemagne et l'Italie conserveraient le même désir de participer au programme.

DOMINIQUE VERGÈSE.

UNE FAÇON D'UTILISER L'URANIUM

Un réacteur nucléaire est une centrale thermique où le fuel ou le charbon a été remplacé par un combustible nucléaire. La fission des atomes par des neutrons est accompagnée d'un dégagement de chaleur, qui est alors évacuée du cœur du réacteur par un fluide de refroidissement. Ce dernier échange ses calories avec de l'eau qui est vaporisée. La vapeur fait tourner une turbine, qui entraîne un alternateur ; ce dernier produit de l'électricité.

Les réacteurs actuels, dits à eau légère, « brûlent » de l'uranium enrichi et sont refroidis simplement par de l'eau, souvent sous pression. Un réacteur surgénérateur « brûle » du plutonium et est refroidi par du sodium liquide, qui cède ses calories à un circuit d'eau. Super Phénix a ainsi besoin de 4,5 tonnes de combustibles nucléaires et de 5 000 tonnes de sodium. La caractéristique du surgénérateur est que le cœur de plutonium est entouré d'uranium naturel, qui se transforme peu à peu en plutonium sous l'effet du bombardement des neutrons. Un tel réacteur produit ainsi du combustible nouveau au fur et à mesure qu'il en brûle.

Le plutonium est ainsi un corps artificiel qui n'existe pas dans la nature et qui se forme dans les réacteurs lorsque de l'uranium est irradié. On extrait ce plutonium en retraitant les combustibles irradiés. Le surgénérateur présente l'avantage de brûler ce dont le réacteur à eau légère ne veut plus, uranium appauvri et plutonium. Il faut

cependant que deux réacteurs à eau légère de 1 800 MW fonctionnent pendant vingt ans pour fabriquer le plutonium nécessaire à la première charge d'un surgénérateur de 1 200 MW. Le rythme d'introduction des surgénérateurs dépend donc de la disponibilité en plutonium.

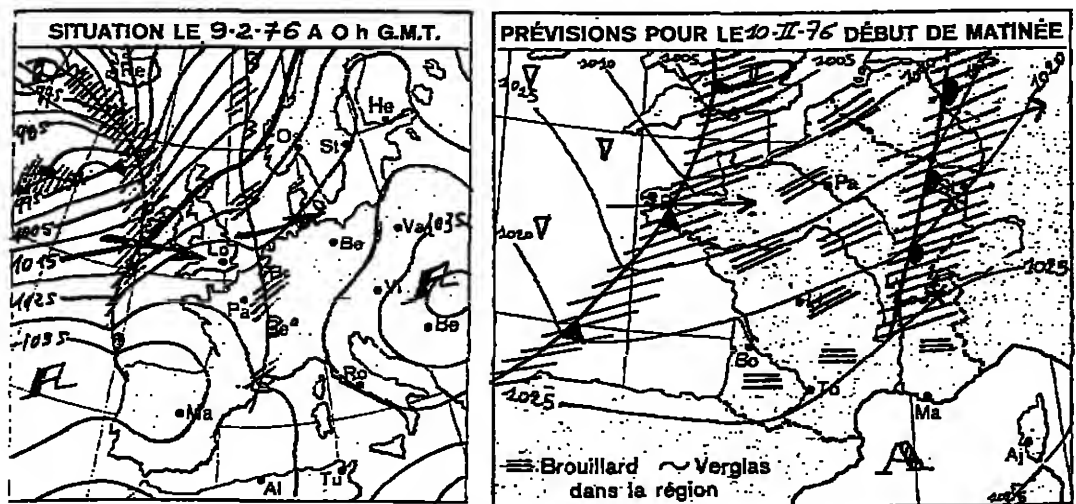
Pour E.D.F. et le C.E.A., le programme de surgénérateurs se justifie par la rareté relative de l'uranium sur notre planète, et surtout sur le marché international. Les pays détenteurs d'importantes réserves, le Canada, l'Australie, les Etats-Unis, sont peu soucieux de vendre leurs ressources, sans de voir grimper les prix beaucoup plus encore qu'ils ne l'ont fait ces dernières années. Les réserves connues ou vraisemblables s'élèvent à environ 15 millions de tonnes dans le monde, de quoi alimenter environ quatre mille centrales de 1 000 mégawatts pendant leurs trente ans de vie, et aller jusque vers l'an 2050-2055. On peut estimer cependant que d'importantes découvertes d'ici à l'an 2000.

Rien ne presse donc, sur le plan mondial. La position française est moins confortable. Avec les mines exploitées sur le territoire national, ainsi qu'en Gabon et au Niger, la France possède en principe 200 à 300 000 tonnes d'uranium, de quoi alimenter cinquante à soixante-dix centrales. Mais le programme actuel prévoit déjà cinquante centrales en France en 1985. L'arrivée d'un surgénérateur est donc urgente aux yeux d'E.D.F. et du C.E.A.

Depuis 32 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est toujours le n° 1 pour
l'achat et la vente de fonds de commerce
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...
En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

GRUPE BANCAIRE ET FINANCIER
DE TOUT PREMIER PLAN
développe son Service Inspection
et recherche
jeunes inspecteurs
- de formation supérieure,
ayant des connaissances approfondies de l'ensemble
des opérations bancaires.
Il est indispensable :
- de posséder plusieurs années d'expérience pratique
au sein d'une équipe d'inspection ou de contrôle
d'une Banque.
- d'avoir une personnalité affirmée, le goût des contacts
humains, des aptitudes aux négociations à tous
niveaux et une grande objectivité de jugement.
Les postes sont basés à PARIS et comportent des
déplacements en France et à l'étranger.
Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo et rémunération
soutignée à NoPC 28586 CONTESSÉ PUBLICTE,
20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

MÉTÉOROLOGIE



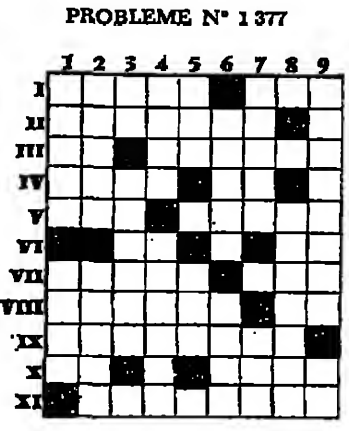
SITUATION LE 9-2-76 A 0 h G.M.T.
PRÉVISIONS POUR LE 10-2-76 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 février à 0 heure et le mardi 10 février à 24 heures :
 Le courant perturbé atlantique, qui était bloqué les jours précédents par des côtes européennes, pénètre maintenant sur l'Europe occidentale par suite de l'éloignement des hautes pressions continentales. Dans ce cou-

rant, la perturbation, qui abordait lundi matin les îles Britanniques, traversera la France en y apportant un passage pluvieux suivi d'un temps un peu plus frais, mais maritime.
 Mardi matin, cette perturbation n'apportera pas encore nos régions méridionales, où des formations brumeuses seront observées, sauf près de la Méditerranée, où les brumes prédomineront. Sur le reste de la

France, le temps sera le plus souvent très nuageux avec des pluies passagères. Ces dernières seront surtout locales de la Normandie au nord des Alpes (neige vers 1 000 mètres), ainsi que de la Manche à la Vendée. Le soir, les pluies se localiseront des Pyrénées centrales au Nord-Est et au nord des Alpes, tandis que les nuages deviendront plus abondants près de la Méditerranée. Du type de temps plus variable avec des averses et des éclaircies passagères s'établira après le passage de la perturbation, atteignant le soir les Ardennes, le nord-ouest du Massif Central et le Bassin aquitain. Les vents de sud-ouest puis de nord-ouest se renforceront ; ils deviendront assez forts à l'ouest sur le nord du pays. Cette perturbation sera accompagnée d'un adoucissement, mais de l'air un peu plus frais abordera le soir le quart nord-ouest de la France.
 Lundi 9 février, à 7 heures, la pression atmosphérique résulte au niveau de la mer d'été, à Paris-Le Bourget, de 1 030,2 millibars, soit 72,7 millimètres de mercure.
 Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 février ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Alger, 12 et 7 degrés ; Biarritz, 13 et 8 ; Bordeaux, 12 et 4 ; Brest, 11 et 5 ; Caen, 10 et 2 ; Cherbourg, 9 et 4 ; Clermont-Ferrand, 11 et 2 ; Dijon, 1 et 1 ; Grenoble, 6 et 2 ; Lille, 4 et 1 ; Lyon, 3 et 2 ; Marseille, 13 et 2 ; Nantes, 12 et 1 ; Nice, 13 et 6 ; Paris-Le Bourget, 9 et 4 ; Pau, 14 et 7 ; Perpignan, 17 et 10 ; Rennes, 12 et 5 ; Strasbourg, 1 et 1 ; Tours, 8 et 0 ; Toulouse, 14 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 21.
 Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 3 et 1 degré ; Athènes, 2 et —1 ; Bonn, 3 et 2 ; Bruxelles, 4 et 2 ; Îles Canaries, 20 et 18 ; Copenhague, 1 et 0 ; Genève, 2 et 0 ; Lisbonne, 16 et 10 ; Londres, 10 et —2 ; Madrid, 14 et 2 ; Moscou, 10 et —5 ; New-York, 1 et 0 ; Palma-de-Majorque, 17 et 6 ; Rome, 13 et 6 ; Stockholm, —3 et —8.

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 1377

HORIZONTALEMENT
 1. Fut d'Ulysse le plus clairvoyant des amis ; Monnaie étrangère. — 11. Dissimule des opérations clandestines. — 13. Le centre même de la Ville Eternelle ; Pour les atteindre, il faut parvenir à les gagner. — 14. N'a pas l'habitude de pardonner à ses victimes ; Terme musical. — 15. Pour César, ce pouvait être une chose importante ; Fit preuve d'une indiscutable correction. — 16. Abréviation ; Sur une carte du Maroc. — 17. Arides ; Affaiblit en prenant de l'importance. — 18. Endure les pires souffrances ; D'un auxiliaire. — 19. Sont en voie de disparition. — 20. Terme de savoir ; Sorti. — 21. Parties ailleurs.

VERTICALEMENT
 1. Procure quelque travail aux officiers de l'état civil ; Les routes du ciel. — 2. A bien tenu ; Partie du bâtiment. — 3. Evoque d'affreux tourments (épilé) ; Ici-bas ou ailleurs, ils retiennent des regards. — 4. Etaient peut-être plus prédisposés que d'autres à voir rouge ; Consacrée. — 5. Echange de balles ; Points cardinaux. — 6. Son aventure vaut de l'or ; Etat étranger. — 7. Avec elles, il est préférable d'être sur la bonne pente ; D'un auxiliaire. — 8. Le guide du philosophe. — 9. Filles de feu ; Fant l'objet d'études pour un ethnologue.

Solution du problème n° 1376
 Horizontalement
 I. Pneu ; Peau. — II. Eon ; Leur. — III. Déesse. — IV. Irré-

Soluc. — V. Vienne. — VI. Anas ; Bl. — VII. Rénes ; Oul. — VIII. Est ; Esse. — IX. Sières ; Es. — X. Iota. — XI. Ordinaire.

VERTICALEMENT
 1. Pédiures. — 2. Noir ; Ester. — 3. Enervante. — 4. Seigne ; Rili. — 5. Lésées ; Eon. — 6. Pous ; Esta. — 7. Eu ; LN ; Os ; AL. — 8. Arquebuse. — 9. Licsse.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 8 février 1976 :

DES DECRETS :
 • Modifiant certaines dispositions du code électoral.
 • Relatif à la dotation d'installation des jeunes agriculteurs, et arrêté, portant application de ce décret et relatif à la capacité professionnelle agricole.
 • Réglementant la catégorie d'instruments de mesures : compteurs d'eau froide.
 • Portant réorganisation de la chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie.

Les publications de la Documentation française

La Documentation française vient de mettre en vente les textes suivants :

— **Statistiques et indicateurs des régions françaises**, publié par l'INSEE, constitue l'annexe III du projet de loi de finances pour 1976 consacrée à la régionalisation du budget d'équipement et à l'aménagement du territoire. Elle rassemble les résultats les plus caractéristiques de la situation démographique, économique et sociale des régions (360 pages, 40 francs).

— **Les différentes fonctions et utilisations sociales du sport** sont présentées dans le n° 33 de la Revue 2000, intitulée « Sport et Société », d'une série d'articles, sous de brillantes signatures, examine toutes les questions que suscite le rôle du sport dans une société industrielle (64 pages, 13 francs).

— **Les cahiers des charges des sociétés nationales de télévision et de radiodiffusion**, de l'Etablissement public de diffusion et de l'Institut de l'audiovisuel, dont le premier tirage avait été épuisé, font l'objet d'un nouveau tirage (163 pages, 15 francs).

— **Un dossier emploi** (n° 2) portant sur l'industrie du papier-carton est publié par le ministère du travail, de l'emploi et de la population. Il comporte des informations statistiques concernant l'évolution économique et sociale dans cette industrie, traitant aussi bien de l'emploi que de la structure de l'appareil productif des investissements ou du commerce extérieur (169 pages, 15 francs).

— **Le ministère de l'Industrie et de la recherche** ouvre une nouvelle collection, « Les dossiers de la recherche », avec le rapport du comité consultatif de la recherche en informatique, présidé par A. Lichnerowicz, intitulé « Réflexions et propositions pour une recherche en informatique et automatique » (160 pages, 30 francs).

— **Au sommaire du n° 70 de la revue trimestrielle « Maghreb-Mizrah », on note des articles sur le Fonds koweïtien de développement économique arabe, qui est le plus grand organisme d'investissement du monde arabe, sur le soutien d'Oman devant la rébellion du Dhofar et sur le conflit**

du Moyen-Orient et la crise de l'énergie, et un dossier sur les Etats arabes du Golfe (84 pages, 15 francs).

— **Syndicats et sociétés multinationales** font l'objet du n° 58 des Travaux et Recherches de prospective de la DATAR. L'adaptation des attitudes des syndicats face au puissant développement des sociétés multinationales est examinée à travers les relations de travail. La stratégie et les politiques syndicales sont ensuite exposées grâce à divers exemples concrets, que ce soit au niveau des secrétariats professionnels internationaux ou à celui des confédérations internationales (160 pages, 30 francs).

★ Ces publications sont en vente à la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : 01 47 79 40 00 ou dans toutes les grandes librairies. Vente par correspondance : les commandes doivent être adressées directement à la Documentation française, accompagnées du titre de paiement libellé au nom du régisseur des recettes, C.C.P. 9462-33 Paris.

inno passy

ACTUELLEMENT

BROCANTE ET ANTIQUITES

FORMIDABLE NOUVELLE POUR TOUS LES PARISIENS

MONDIAL MOQUETTE

OUVRE son PLUS GRAND CENTRE de la MOQUETTE

PARIS 18^e Tel 606 05 73 114 Rue DAMREMONT

Le tour du monde en plein Paris !

Animation permanente : films, diapositives, charts et ballons publicitaires...

Pour vos vacances d'été ou d'hiver, vos évasions de fin de semaine
 Pour vos déplacements d'affaires et vos congrès
 Que vous soyez jeune ou moins jeune, seul, en famille ou en groupe
 Quels que soient vos moyens et les horizons dont vous rêvez
 visitez la

1^{re} Semaine Mondiale du Tourisme et des Voyages

CENTRE INTERNATIONAL DE PARIS
 Paris Maitrot
 Métro : Ligne n° 1 Porte Maitrot
 Autobus : 73 82 43 PC
 S.N.C.F. : Petite Ceinture Porte Maitrot.

DU 6 AU 14 FÉVRIER 1976
 Ouvert de 10 h à 18 h les 6, 7, 8, 14 Février et de 12 h à 18 h du 9 au 13 Février inclus

• Les Offices nationaux et régionaux de Tourisme vous documenteront sur les pays et régions que vous souhaitez visiter.
 • Les spécialistes qui conçoivent et organisent pour vous circuits, séjours, croisières, répondant à tous les goûts, comme à toutes les bourses, vous présenteront en détail leurs programmes qui rivalisent d'originalité, de qualité, d'efforts sur les prix et les services.
 • Les grandes Compagnies qui organisent vos déplacements par air, mer, fer ou route, les Chaînes hôtelières qui assurent votre hébergement vous parleront prix, confort, services, facilités.
 • Les prestataires de services divers : locations de voitures ou de bateaux, assurances, banques, documentation touristique, vous expliqueront comment ils peuvent contribuer à la bonne organisation de vos voyages.

Reservations et inscriptions sur place

1^{re} Semaine mondiale du TOURISME et des VOYAGES
 "TOUTE UNE PROFESSION RASSEMBLÉE A VOTRE SERVICE"

Correspondance : 10, rue du Colisée 75008 PARIS - Tél. : 01 225 52 75 - Téléc. : SEPIC 640450P

Le Monde
 Service des Abonnements
 5, rue des Italiens
 75427 PARIS - CEDEX 09
 C.C.P. 4507 - 23

ABONNEMENTS
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
 59 F 169 F 222 F 290 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
 PAR VOIE NORMALE
 144 F 273 F 402 F 530 F

ÉTRANGERS
 par messagerie
 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
 PAYS-BAS - SUISSE
 115 F 210 F 307 F 408 F

2 - AUTRES PAYS
 125 F 231 F 337 F 449 F

Par voie aérienne
 tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse : déclarations ou provisoires (dans semaines et jours), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

PROFITEZ DES PRIX D'OUVERTURE MOQUETTE BOUCLÉE DÉCORÉE

APPORTER VOS DIMENSIONS

POSES ASSURÉES PAR NOS spécialistes

DES PRIX EXTRAORDINAIRES DANS TOUTES NOS QUALITÉS

Vous pouvez également profiter de ces offres exceptionnelles à :

PARIS 19^e : 144, bd de la Villette
 M^{rs} Cl. Fabien et J. Jaures
 203 00 79

PARIS 14^e : 90, bd Jourdan
 50 m Porte d'Orléans
 539.38.82

SANT-DENIS : 73, rue de la République - 820 92 93

BOULOGNE : 82 bis, rue Galvani
 305 45 12

MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5 - 368.44.70

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz
 face gare d'Austerlitz
 331.72.38

SARCELLES : 29, av. Division
 Lederc, RN 16 - 990.00.77

FOSSÉS-SURVILLIERS : zone
 industrielle de Fossés - Pres Gare
 SNCF - 471.03.44

COIGNIERES (INO) : près Trappes
 route du Pont d'Aulneau
 461.70.12

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Tuyau crevé

Ou attendait beaucoup de ce « Vendredi » sur les courses de chevaux. Avec Ivan Laval, on était tranquille, on allait enfin tout savoir, les trucs, les scandales, les combines, la mafia du turf... On n'arrivait pas à lui faire croire que tout se passe pour le mieux dans le meilleur des milieux ! Il insistait : voyons, on l'aïtère Bride abattue, pour ne citer que la dernière, et ces papiers qu'on inculpe, et ces lockers qu'on « suicide », qu'on tabasse, qu'on arrête (!)... Vous nous parlez de ce coup de cravache trop maladroite pour être honnête, il y a quinze jours encore, sur les naseaux de la jument d'Alain Delon dans le prix d'Amérique, vous ne nous direz tout de même pas...

A un moment, ils nous ont expliqué ce que c'est que de faire le « papier ». Ça n'était pas la peine, on sait, on y passe le plus clair de nos week-ends. Contrairement à ce qu'ils ont l'air de croire 5/4 seulement des parieurs jouent leur date de naissance ou leur numéro de téléphone. Les autres, les millions d'autres, attendent autre chose d'une émission intitulée « Pas un tuyau ? ». On a fini par leur en donner un, le tuyau du siècle, en les priant de le garder pour eux : si parfois l'on « tire

un cheval » dans les courses du handicap, c'est uniquement pour lui permettre de s'habituer au parcours ou de perdre du poids à la réunion suivante. Est-ce donc la seule raison de ces papiers inattendus ? Absolument. Et toute la question — seuls les initiés, les privilégiés du « rond » en connaissent la réponse — c'est de savoir comment distribuer au départ les chances d'arrivée. A qui le dites-vous !

Une suggestion : si on mettait les pur-sang de Longchamp à l'école des bergers allemands, des chiens policiers présentés dimanche sur T.F.1 par François de la Grange ? On parviendrait peut-être à percer le secret si bien protégé des courses de chevaux. C'est notre dernière chance.

CLAUDE SARRAUT.

Le Monde des 19, 20 et 21 novembre 1974.

LUNDI 9 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

De 11 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu, avec, à 12 h. 25 (C.J.), J.O. : slalom géant messieurs et, à 13 h. 35 (C.J.), Restez donc avec nous.

Un livre à lire
Jean des Cars
Louis II de Bavière
OU
LE ROI FOUDROYÉ
Un volume illustré, relié skivert, guides quaterchromes, titres frappés à l'or.
PERRIN

20 h. 30 (R.). La caméra du lundi : Regards sur l'histoire : « Louis II de Bavière », de H. Kautner (1955), avec O.W. Fischer, R. Leuwerick, M. Koch, P. Bildt.

Vers 22 h. Débat : La formation de l'empire allemand ; 23 h. 15, J.O. (résumé filmé) ; 23 h. 30, Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 15, J.O. : slalom géant messieurs ; de 14 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu, avec, à 17 h. 30, Fenêtre sur...

pour une bonne literie
choisissez
ce label
et dormez tranquille

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes, de P. Bellemare ; 21 h. 45, J.O. d'hiver (patinage artistique : danse libre) ; 23 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. Pour les jeunes ; 20 h. Emissions régionales ; 20 h. 30 (R.). Prestige du cinéma : « Ne nous lâchons pas », de Georges Lautner (1965), avec L. Ventura, J. Lefebvre, M. Darc, M. Constantin (N.).

Un gangster devenu honnête se trouve obligé, par amitié, de récupérer une orfèvre d'un petit bookmaker. Celui-ci, fustigé, se jette, lui-même, dans les bras de la mort.

22 h. 5, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5, Fantasio, d'Alfred de Musset ; 21 h. 20, L'entre-scène : « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; « Récits d'un pèlerin russe », avec J. Lalay ; 22 h. 35, Entrées avec Jiri Pelikan, par R. Pillaudin ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30, En direct de Vienne : Orchestre lyrique, direction Nikolaus Harnoncourt ; « Salsaparilla » (Händel), avec F. Palmer, R. Teir, M. Lehu ; 22 h. 20, Les derniers musiciens ; 24 h. 15, Le Ch. Al. Muro ; 1 h. Séries pour la machine des sleepings.

MARDI 10 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

De 11 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu, avec, à 12 h. 25 (C.O.), J.O. : slalom géant messieurs et, à 14 h. 5 (R.), un film : « Remontons les Champs-Élysées », de S. Guity, J. Baroux, J. Delubac, L. Lanvin, P. Mingand (N.).

Sacha Guity, transformé en instituteur, raconte à ses élèves l'histoire des Champs-Élysées. Remontons l'imaginaire, et de l'esprit à remonter, à voir, à revoir.

20 h. 30, Variétés : Festival de la magie à l'Olympia. Réal. D. Sanders.

Un spectacle présenté chez Bruno Coquatrix en août 1975.

21 h. 30, J.O. d'hiver (résumé filmé) ; 21 h. 45, Chronique historique : Ces années-là, de M. Droit (1955) ; 22 h. 45, Émission littéraire : Pleine page, de A. Bourin et P. Sipriot.

Avec Alain Robbe-Grillet (pour « Topologie d'une cité (antique) »), et Françoise Mulle-Paris (pour « Allégorie »).

23 h. 45, Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 25, J.O. d'hiver (slalom géant messieurs ; de 14 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu, avec, à 17 h. 30, Fenêtre sur...

20 h. 30, Les dossiers de l'écran (film) : « Mardi » C'est donc la Belgique, de M. Stuart (1960), avec S. Pleshetto, I. McShane, M. Natwick, F. Ferguson.

Des touristes américains visitent, en dix-huit jours, et en autocar, l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne et l'Italie. Un voyage fade, fade, fade...

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 9 FÉVRIER

— La Fédération de l'éducation nationale (F.E.N.) expose son point de vue à la « tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

MARDI 10 FÉVRIER

— M. Roger Chénard (R.I.) et notre collaborateur Pierre Vénas-son-Ponts débattent du « Journalisme politique » sur France-Culture, à 19 heures.

— Le pasteur de Cabrol s'exprime à la « tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

— M. H. Barre (banquier), J. Dupuis (UNAT), M. Dursoit (SNAV), P. Florenson (Bureau des équipements collectifs), A. Laurent (« Libération des vacances »), C. Morin (Fédération nationale des techniciens supérieurs du tourisme), P. Sautet (Air France) et G. Trigeno (Club Méditerranée) participent au débat des dossiers de l'écran à propos de « L'industrie des vacances » sur Antenne 2, vers 22 heures.

Le Monde
DOSSIERS
ET DOCUMENTS
LE NUMÉRO DE FÉVRIER
EST PARU
N° 28
Il comprend
dans la série « Société »
LA MONTAGNE
et dans la série « Économie »
LA SÉCURITÉ SOCIALE
Prix de vente, le numéro : 2 F.
Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F.
Sur demande, tarifs dégressifs pour abonnements groupés expédiés à une même adresse.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucune limite d'âge
Aucun diplôme exigé
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 88
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petits-Champs
75008 PARIS - CEDEX 02
Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvaget.
Imprimerie du « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-14
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57477.

ARTS ET SPECTACLES

Musique

« Pelléas et Mélisande » au Théâtre de Nancy

« Se faire une âme vierge, tout oublier de ce que l'on sait et de ce que l'on a vu ailleurs, mettre un cœur et un œil-neufs au service d'un ouvrage, ce comportement aux antipodes du respect déhissant nous permet de découvrir avec évidence des aspects imprévus ou méconnus de certains ouvrages, souvent à notre propre satisfaction. »

Cette déclaration d'intentions de Louis Dureux, en préface à sa mise en scène de Pelléas et Mélisande pour le Théâtre de Nancy, était parfaitement justifiée. Pourtant — est-ce le fait d'un trop petit nombre de répétitions ou d'un cœur et d'un œil-neufs qui ne l'aurait pas « saisi » ? — Dureux, par cette fois, renouveller de façon appréciable la représentation du chef-d'œuvre de Debussy, malgré l'absence de la partition musicale, fût dans ses réalisations de Lulu ou des Mamelles de Tirésias.

Certes, on a été une nouvelle fois sensible à l'extraordinaire maîtrise du dramaturge, à l'émotion transparente de l'orchestre (fort bien traduite ici par un ensemble de qualité, malgré quelques défaillances, sous la direction subtile, poétique et soumise à l'intense de Jean Périssin), à l'innocence déclinante de ces jeux interdits, au drame de Golaud qui jette à pleurer les pierres, à l'émotion retrouvée, après la mort de Mélisande, au bord des larmes comme si l'on venait de perdre le plus cher des êtres.

Et pour peu que l'on garde en mémoire la voix et les expressions de Jansen et de Joachim, de Baugier-Goland à Alz. de Söderström-Mélisande à Londres, on se souvient de ces occasions perdues, de tant de virtuosités et d'impondérables envolées. Jeu bonal, gestes inachevés, placements incertains, non signifiés dans une scène où tout est sens, cela dénotait un travail habile, insuffisamment branché sur le courant musical, avec des interprètes qui n'avaient pas eu le temps de devenir les personnages. Renée Arphan est, cependant, une émouvante Mélisande, au timbre d'une belle couleur ; mais l'héroïne vibrante, combattante de l'existence n'est pas la petite princesse mystérieuse et clairvoyante, victime passive de la fatalité, dont elle donne une image amoindrie, gauche, peuvreuse, sauf dans le dernier acte, d'amour où elle s'épanouit et retrouve toute sa stature. Et sa voix généreuse à quelques mètres à l'observer la discrétion dans l'intensité du phrasé déshabillé, appuie sur l'écoulement des mots qui donnent l'exaltation comme malgré elle (« C'est que je te regarde... Je t'aime aussi », etc.).

Son garçon sympathique, Timothy Nolas ne répète que de loin le prince enchanté et, malgré un joli timbre, la voix un peu lourde et nasale, tirant dans l'aigu, manque d'harmoniques et de subtilité pour le plus français des rôles.

Au contraire, Marc Vento incarne un Golaud très juste et prenant, brutal et tourmenté par cette question lancinante qui le pousse aux extrêmes, même si la pose n'a pas toujours l'étoffe et la justesse nécessaires. Tandis que Joseph Rouleau est un Arkel un peu intransigent, aux déclarations emphatiques. On passera sur l'ensemble des rôles de l'œuvre, Stot pour louer la Geneviève de Jeanine Collard.

Les décors de Georges Wakhe-lich correspondent assez mal à l'esthétique « debussyste » : dans une sorte de vaste grille bleue à la manière baroque se succèdent des éléments assez pauvres aux motifs aplochéens, une seconde grande arête de la corniche tombe dans la fontaine des corbeilles, au dernier acte un lit en forte pente qui ne nous cache rien de l'agonie si discrète de Mélisande, etc. Et les costumes « historiques » ne valent pas mieux, sans doute pour raison d'économie.

La représentation reste certes honorable, mais on voudrait tant sentir, en l'aud, deux moments où cette œuvre bouleversante de fraîcheur, d'émotion, de lumière et d'ombres épaisses, où tout l'univers de la nature et des hommes entre en vibration, où chaque brin d'herbe, comme chaque être, est investi d'une signification musicale.

JACQUES LONCHAMPT.

Petites nouvelles

■ Un spectacle de danses de chants et de musiques de l'Irak aura lieu au Palais des congrès le 10 février, à 21 heures. C'est la première fois qu'une troupe folklorique de ce pays vient en France.

■ Les comédiens-français... sociétés et pensionnaires — devaient partir, le 12 février, pour présenter les membres de la nouvelle commission consultative de la mise en scène : Terry Hands, Jean-Pierre Maquiel, Claude Régy et Jacques Rouner.

Cinéma

« A CHEVAL SUR LE TIGRE »

Giacinto Rossi, chanteur de camion poussé par la misère, tente, ingénument, un vol qui le mène tout droit en prison pour trois ans. Là il fait la connaissance de Tranche-Bout, le Rat et Papaleo, qui ne badinent pas avec la vie humaine. Ils l'obligent à se faire complice de leur tentative d'évasion et il part finalement avec eux.

Giacinto est joué, dans ce film de 1961, par Nino Manfredi, qui devait être, plus tard, le merveilleux Gepetto du Pinocchio de Comencini.

Ici, Nino Manfredi traverse une histoire de prison et d'évasion comme les protagonistes de la Grande Pagaille (1960) traversaient la débâcle militaire italienne de 1943 : par la fuite en avant, Giacinto est « à cheval sur le tigre » et, s'il en descend, il sera mangé, selon un proverbe chinois peut-être inventé par les Italiens. En tout cas, pour Comencini, le « tigre », c'est la vie sociale qu'on chevauche et qui ne fait pas de cadeaux à l'homme, même s'il y a, dans son existence, des moments comiques.

A cheval sur le tigre est une fable où l'on rit souvent, jusqu'à avoir envie de pleurer, car le rire même progressivement, implacablement, au tragique. Cette transformation de la comédie en tragédie s'incarne particulièrement dans « l'assassinat d'hon-

neur » que rate Papaleo avec sa cuillère au manche aliguisé, suivi de sa chute mortelle du haut d'un toit, puis dans les retrouvailles de Giacinto et de sa famille, prêtes à la séquence finale du sacrifice-trahison. D'un bout à l'autre, les décors réels : la prison, les paysages, les maisons, le chantier maritime, dissilent, filmés en noir et blanc, une atmosphère de mauvais rêve.

Ce pessimisme comme l'écriture moderne (la psychologie) de l'œuvre explique peut-être qu'elle ait plu au public italien de 1973, alors qu'elle n'avait pas été acceptée en 1961. Pour nous, qui découvrons A cheval sur le tigre, il apparaît que c'est un maillon très important d'une « chaîne de la vie » où l'Incompréhension et Pinocchio répondent aux chroniques historiques de la Grande Pagaille et du jeune Casanova, où compte tenu des différences de genres, Giacinto l'ingénu est une victime du destin social comme les jeunes ouvriers de Un vrai crime d'amour et la marquise de Comment suis-je tombée si bas ? C'est pour cela qu'il faut voir ce film d'auteur tout d'âge, en fait, importe peu.

JACQUES SICLIER.

★ Elysées-Lincoln, Studio Média (v.o.).

Un film sur les immigrés n'est pas un film « suisse »

Sur la place Kulturhuset de Stockholm, une grande place moderne, intégrée à la circulation, un vieux bus est stationné. Les rideaux sont tirés, les portes fermées. Présence insolite qui trouble, les passants, éveille les soupçons des policiers. A l'intérieur du véhicule, neuf hommes attendent la nuit... pour sortir chercher de l'eau à boire, faute de pouvoir manger. Ils sont bruns. Vus dans l'espérance de trouver un emploi, ils ont été trompés, voies par un « passeur » de travailleurs immigrés, turcs lui-même. Sans passeport, sans carte de travail, ils sont hors la loi dans cette capitale de l'opulence occidentale. Etrangers. Au bout de deux jours, de deux nuits, deux d'entre eux seront tués dans les rues sombres et glacées, les sept autres sont jetés en prison.

Le Bus est le premier long métrage de Bay Ökan, comédien turc vivant en Suisse depuis plus de dix ans. Il joue lui-même le rôle d'un des neuf « maritons » que sont ces travailleurs immigrés, biotins dans l'autocar bleu, terrorisés, frigorifiés, perdus. Le Bus devait être présenté au cours des Journées cinématographiques de Soleure, qui ont eu lieu du 27 janvier au 1^{er} février. Ces rencontres organisées sont l'occasion chaque année de procéder à une certaine sélection d'œuvres réalisées en Suisse.

Le 27 janvier, Bay Ökan, et la société suisse Hélios films, qui a produit ce film, ont fait savoir qu'ils refusaient de le montrer à Soleure. Trois autres des nouveaux longs métrages prévus à ces rencontres n'ont pas été présentés pour des raisons diverses, différentes.

Pourquoi avoir renoncé à cette occasion de faire « reconnaître » le Bus par la presse étrangère ? Selon Bay Ökan et selon son producteur, la section films de l'Office fédéral des affaires culturelles, en refusant de délivrer le certificat d'origine suisse pour le Bus, exerce une réelle censure. Cette mesure annule en effet le permis de distribution directe délivré le 20 janvier par l'Association suisse des distributeurs.

Pour l'Office fédéral des affaires culturelles, ce film, entièrement tourné en Suède, ne peut être considéré comme suisse. Le Bus a cependant été produit par une société suisse et monté en Suisse, l'ordonnance 1 de la loi sur le cinéma permettant de faire des prises de vues à l'étranger. Bay Ökan a choisi la Suède, Stockholm, parce que le pays, la ville, lui paraissent adaptés à son scénario.

Si aucun distributeur suisse ne veut utiliser son contingent de films étrangers pour importer le Bus, ce long métrage ne pourra être projeté dans les salles de cinéma de la Confédération helvétique. La société Hélios films vient d'intenter un recours contre cette décision fondée sur des arguments tels que : « Le Bus n'est pas un film objectif », et que « le thème est traité uniquement du côté des travailleurs étrangers ».

Il y a dans cette confrontation de deux mondes qui s'ignorent, dans cette critique dénuée de tout sentiment, une vérité qui dérange. Et si cette « histoire » était aussi un peu un documentaire ?

MATHILDE LA BARDONNIE.

U.G.C. MARBEUF - RAGINE - LA CLEF - 14 JUILLET

LA CECILIA

MERCREDI
U.G.C. Marbeuf - la Clef - Entrepôts

les 105 de la
est un Film Po...
qui fait parler la cruauté et la cruauté des scènes d'am...
François TRUFFAUT
avec Jean-Pierre LEAUD Film de Bernard DUBOIS

ARTS
nouveau renouveau
le 105 de la
MERCREDI
14 JUILLET
RADIO PARNASSE
SOUS
ESPACES
PLAGE
SANDRO

مكتبة من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Expositions

Le nouveau renouveau de Jean Dubuffet

(Suite de la première page.)

Pendant la période de l'« Hourloupe » durant laquelle il chantait ses personnages et historait ses formes abstraites pour en faire d'abord des tableaux, ensuite des sculptures et enfin des architectures, Dubuffet avait fini par devenir un entrepreneur de spectacles dont il déléguait la réalisation aux autres, ses collaborateurs du grand atelier de Perigny. Aujourd'hui, il a donné congé à ces deux années « hourloupées » qui tournaient trop bien, trop rond et commençaient pour un artiste qui avait fait profession de foi de tout bousculer dans l'art dit culturel, à commencer : « J'ai eu peur de m'ankyloser, dit-il, j'ai décidé de rompre le cycle : j'ai besoin d'explorer de nouveaux chantiers de la création, et j'aime les terrains inconnus où l'aventure me stimule... »

« Parachiffres » et « mondanités »

Les nouvelles aventures de Dubuffet avaient commencé avant l'année 1975. Soudain il quitte les villes en polyester et les collines abruptes de sculptures grimées, non pas pour retrouver la toile des tableaux, mais des feuilles de pa-

pier. Lorsqu'on ne sait pas où on va, qu'on sait seulement qu'il faut y aller, la solennité du tableau commande d'entreprendre des chefs-d'œuvre. Or, il veut faire « des choses sans importance où on peut se laisser aller ». « Changer de forme, c'est changer de contenu », avait dit naguère Dubuffet. Ayant changé de média, de médium et de support, il a donc repris son alphabet plastique à son tumulte premier, adopté la couleur acrylique mate et pelliculaire, et peint sur des feuilles de papier qui sont ensuite marouflées sur toiles. Ces œuvres marquées par l'éphémère commencent par des « essais sans importance » et s'achèvent dans l'encadrement d'un tableau qui fait bonne figure sur les cimaises d'un musée. Le nouveau départ s'essuie par l'écriture confuse de trajectoires d'allures incertaines. Chaque fois c'est une série nouvelle, logique et surprenante à la fois. La main erre dans un labyrinthe tournoyant qui finit par s'organiser en profils de monstres en gestation. Les « parachiffres » semblent une sorte d'effacement symbolique, comme si le peintre brouillait la clarté des traits obliques et parallèles de la période de l'« Hourloupe ». Et c'est du tourbillon des

« parachiffres » que montent les chimères de la série des « mondanités » qui suit. Le trait proprement tracé y devient cursif, ondulé et les formes informes. Malgré leurs grimaces, les « effigies » finissent par ressembler comme des frères à l'homme du commun, dont Fernand Léger avait peint l'expression iconique livrée en transparence sous des plagues de couleurs vives. Mais surtout, ce qu'il y a de nouveau ici, c'est le rythme. Toutes les toiles se ressemblent par série et chaque série renvoie à l'autre : les « parachiffres » aux « mondanités », les « mondanités » aux « effigies incertaines » puis aux « paysages de promenades », aux « sites » et aux « châteaux ». Pour retrouver au prix du chaos, le foisonnement premier : « Il est difficile de se désintoxiquer, difficile d'échapper à l'alimentation de ce qui s'est imposé », dit-il. Cette remise en question, il l'avait opérée plus radicalement encore aux années 30, lorsque, mis en présence de ce qui devait devenir l'« art brut », il découvrait le « caractère spécial » de l'art culturel qui restituait des recettes alors que l'art des alphabètes et des blessés de l'âme est riche d'une liberté d'invention proportionnelle à leur inculture. C'est cette découverte qui lui avait permis de proposer soudain un nouveau système de référence à la peinture. Jean Dubuffet le sait bien aujourd'hui : l'une des fonctions de l'artiste consiste à trouver de nouveaux systèmes qui permettent de revivifier l'art en le renouvelant. Il dit : « Trouver un nouveau nord ». Dès que l'artiste change de direction c'est tout le mécanisme du langage plastique qui doit changer. L'« art brut » avait suffisamment excité son intellect pour lui permettre de bâtir un langage plastique et une philosophie de la création. Si bien que l'image de l'œuvre grimée de Dubuffet restait liée à celle de l'« art brut » dont il avait réuni une formidable collection dans son musée de la rue de Sèvres. Il a fini par l'envoyer au diable, en quelque sorte loin de son horizon, en Suisse, d'où cette collection était venue, assurant que la ville de Lausanne la dorlôtera dans un hôtel particulier réaménagé en musée. (Il est inauguré le 23 février.) Même la série de l'« Hourloupe », qui avait duré plus d'une décennie, peut être vue comme une tentative de Dubuffet d'échapper à l'« art brut ». Explication qui vaut aussi pour ce nouveau renouveau. A soixante-quinze ans, Dubuffet n'en a pas fini de tuer le père.

JACQUES MICHEL.

* Les dernières œuvres de Jean Dubuffet, au Musée des arts décoratifs, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli. Préface de Gaston Picon et François Mathéy.

Danse

Le Théâtre des Arts de Rouen saisi par les ballets

Nommé maître de ballet et chorégraphe au Théâtre des Arts de Rouen, Juan Giuliano a investi la place avec un enthousiasme intact et une mentalité de pionnier. Installé dans sa caravane, il a commencé tout de suite à secouer les uns et les autres pour intéresser la population à la danse : d'abord une opération portes ouvertes au théâtre, puis une offensive pour obtenir des améliorations internes (le fameux revêtement de scène en linoléum indispensable à la danse, aujourd'hui). Il a même distribué des affiches dans la rue avec ses danseurs pour annoncer les spectacles. Il a des projets ambitieux : améliorer le niveau de la troupe — depuis son accident musculaire, Giuliano se consacre à la pédagogie de la danse, — augmenter le nombre des représentations de ballets, faire de l'animation de quartiers, toucher les établissements scolaires, les maisons de jeunes, travailler en liaison avec le Conservatoire et, l'été, sillonner la région et danser dans tous les sites des environs ; commencer prudemment avec des ouvrages classiques et amener peu à peu la population de Rouen à une danse contemporaine ; mais avant tout, établir le contact avec le public.

Juan Giuliano jette sur la ville le regard du Dr Knock et ne serait pas loin de penser que derrière chaque fenêtre existe un spectateur en puissance pour le théâtre. Mais il admet que pour l'y amener, il faut de l'argent et qu'en période préélectorale tout n'est pas facile. « Je travaille sur une pente savonneuse et à contre-courant, dit-il, c'est une sorte de quille ou double. » Pour sa première opération rouennaise, Juan Giuliano a présenté un programme de ballets très comme il faut. Tout d'abord quelques croquebouches de sa façon : un « Opus 11 » sur la musique de Vivaldi, pas trop difficile, pour apprivoiser la troupe ; ensuite, « Elles », variation chorégraphique à partir des « Bonnes », de Jean Genet, sur une musique de Stravinski, où la lumière joue un rôle important dans la tension dramatique. Le plat de résistance, « Giselle », fait penser à ces chromos naïfs qui reproduisent des peintures célèbres. L'acte blanc est d'une belle venue. Il permet de découvrir un beau danseur, Falco Kapuste, et Monique Jonotta, une Française, très appréciée outre-Rhin. Au Théâtre de Rouen, il y a un orchestre pour accompagner les ballets, et une salle très cassée, très confortable : il faudra avoir l'œil sur ce qui s'y passe.

MARCELLE MICHEL.

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN
mardi 16 février,
à 20 h. 30
(ROM)

ENSEMBLE
GUILLAUME DE MACHAUT
Musique de Moyen-Âge
et de la Renaissance
Billets : Durand, J.M.F.,
Librairie Saint-Séverin.

THÉÂTRE
DE BOULOGNE-BILLANCOURT
60, r. de la Belle-Peuvre, 92100-44
Mardi 16 février à 20 h. 30

L'ENSEMBLE 12
Michel BENOIST - Guy DEPLIS
Jean-Jacques KANTOROW
Philippe MULLER
Jacques ROUVIER
BEETHOVEN - RAVEL - BARTOK
Loc. tous les jours de 11 h. à 19 h.

MERCREDI

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
14 JUILLET
STUDIO PARNASSE

Sous
LES PAVES,
LA PLAGE
un film d'HELMA SANDERS

THÉÂTRE DE LA VILLE

mardi 10 et samedi 14
2 séances supplémentaires
l'échange
Paul Claudel
location : 2, place du Châtelet
téléphone 887.35.39

MARDI 10

10-25 février
nouveau récital
pauline julien
Brecht + Québec
THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE
DE SAINT-DENIS
59, bd Jules-Guesde
location théâtre 243.00.53-FNAC-agences

THÉÂTRE OBlique

LUNDI SOIR
9 février
à 21 heures
JOHN CAGE
intégrale des sonates
et interludes pour piano préparé
par Gérard FREMY
76, rue de la Boquerie (11*)
855-78-31

TEP

du 6 février au 28 mars
Don Juan revient de guerre
d'Odón Von HORVATH
mise en scène Marcel BLUVAL
17 rue Maite-Brun PARIS 20e
M° Gambetta - Tél. 636.79.09

Lundi 9 février à 20 h. 30
Quatrième soirée des
ÉCRITURES
CONTEMPORAINES
dirigée par
Guy de Colinet
RAYMOND ROUSSEL
avec
Roland Bertin
Chantal Dargat
Shella Finn
Samy Frey
Yves Lefebvre
THÉÂTRE RECAMIER
3, rue Récamier (7*)
548-63-81

ELYSEES-LINCOLN - STUDIO MEDICIS

NINO MANFREDI
dans
A CHEVAL SUR LE TIGRE
Un film de
LUIGI COMENCINI
avec
MARIO ADORF et RAYMOND BUSSIERES



Le Centre Culturel
Irakien à Paris et l'Association
de Solidarité Franco-Arabe
Présentent pour la 1^{re} fois en France

LA TROUPE NATIONALE D'ART FOLKLORIQUE DE L'IRAK

MARDI 10 FÉVRIER 1976 À 21 HEURES
PALAIS DES CONGRÈS
PORTE MAILLOT

PROX DES PLACES : 1^{re} 20 F - 2^{me} 15 F -
ÉTUDIANTS 5 F

Réservation sur place à l'A.S.F.A.
12-14, rue Augereau, Paris 7^e - ou
au Palais des Congrès
le 10 toute la journée

**lorsque la femme paraît
le cercle des bonshommes
se débîne à grands cris!**

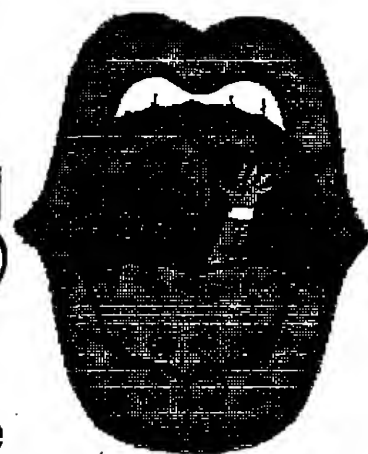
MERCREDI

Après LES VALSEUSES

CALMOS

Le nouveau film de BERTRAND BLIER

le film qui remet les choses à leur place



INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : La Comédie ; le Jeu de l'amour et du hasard (est habillé).

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. 30 : Cours d'initiation au cinéma ; 21 h. : Lucrèce Borgia.

Les autres salles

Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : La Grosse Cartouche, 20 h. 30 : Des moutons, pas des dragons ; 21 h. 10 : Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeuf-Boeuf ; Danon, 21 h. : Monsieur Masure ; Gaîté-Montparnasse, 20 h. 45 : le Roi des cons ; Le Labyrinthe, 20 h. 30 : le Gluge bleu ; Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache ; Michel, 21 h. 10 : Durs sur canapé ; Nouveautés, 21 h. : les Deux Vierges ; Palais-Royal, 20 h. 30 : Rencontres ; Renaissance, 20 h. 30 : le Lul de Babou ; Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : la Carrière d'Arlequin ; Récamier, 20 h. 30 : Ecritures contemporaines ; Saint-Georges, 20 h. 30 : Nécrotiques pas, mesdames ; Théâtre Campagne-Frémère, 20 h. : Zou ; 22 h. 30 : le Farage du vide ; Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : Segur 19-76.

Les cales-théâtres

Au Bee film, 20 h. 45 : Nadine Mous ; 21 h. 10 : Jean Sommer ; 22 h. 30 : P. et M. Jolivet ; 23 h. 45 : Jacques Willet ; Café d'Orléans, 20 h. 30 : Robert, attends-moi ; 22 h. 15 : Frissons sur le secteur ; Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. 45 : Huls clos ; Coupé-Chou, 20 h. : le Sang des loups ; 21 h. 20 : Neo-Cid ; Coeur des Miracles, 20 h. 30 : la Petite Culière ; 21 h. 30 : La golden est souvent farineuse ; 22 h. 30 : Douby ; Le Fanal, 20 h. 45 : la Oere de Pey-Bian ; 22 h. 30 : le Parc ; Petit-Casino, 21 h. : Montehus.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Prio Story ; Deux-Anes, 21 h. : Serre-verts compis ; Dix-Beurs, 22 h. : Faly, François, Georges et les autres.

Vidéo

Vidéophone, de 14 h. à 24 h. : Festival du vidéo pop' music.

Le music-hall

Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'Or ; Olympia, 21 h. 30 : Hommage à Jean-Michel Caradee ; Théâtre Fontaine, 21 h. : Jacques Martin.

Théâtres de banlieue

Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 21 h. : Deux pour cent.

Jazz et pop

Café d'Edgar, 19 h. 30 : Triloums ; Théâtre Campagne-Frémère, 22 h. 30 : François Paton-Cabon ; Théâtre Montferrat, 20 h. 30 : Open Jazz.

Les concerts

Théâtre Essillon, 19 h. 30 : R. Lombruso, piano (Schumann, Schubert, Liszt) ; 20 h. 30 : L.-Cl. Thirion, piano (Schubert, Prokofiev, Debussy, Albeniz) ; Centre culturel du Marais, 19 h. : J.-F. Heisser, piano (Granados, de Falla, Scriabine, Ginastera).

Maison de la Radio, 20 h. 30 : Sheila Armstrong, soprano, et John Constable, piano (Puccini, Haydn, Mozart, Wolf, Schubert) ; Palais des congrès, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim, avec L. Perlman, violon (Vieuxtemps, Franck) ; Conservatoire de musique, 20 h. 30 : J. Malakowski, violon ; R. Terrel, piano et A.-M. Dunat, soprano (Brahms, Prokofiev, Bach, Beethoven, Schubert, Ravel) ; Théâtre Olympe, 21 h. : G. Frey, piano (J. Cage) ; Ecole Saint-Germain-des-Près, 21 h. : Orchestre Bernard Thomas, avec la chorale Audite Nois, dir. Jean Sourisse (Schubert, Mendelssohn, Mozart, Haydn).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (*) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 19 h. : Crainquebille, de J. Feyder ; 20 h. 30 : Die Buddenbrooks, de G. Lamprecht ; 22 h. 30 : Le Dernier des hommes, de F. W. Murnau.

Les exclusivités

ADIEU POULET (Fr.) : Bretagne, 6 (222-57-97) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Capri, 6 (506-11-69) ; Paramount-Opéra, 6 (073-24-37) ; U.G.C.-Gobelins, 13 (331-06-19) ; Grand-Pavée, 13 (501-44-58) ; Royal-Passy, 10 (527-41-18) ; AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (Am.) (v.o.) : Studio Galand, 6 (032-72-71) ; A NOUS LES PETITES ANGLAISES (Fr.) : Gaumont-Théâtre, 6 (231-83-18) ; Saint-Germain-Studio, 6 (033-42-72) ; Montparnasse-63, 6 (344-14-27) ; Elysée-Lincoln, 6 (339-26-18) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6 (387-35-43) ; Concorde, 6 (358-82-84) ; Gaumont-Convention, 15 (328-41-27) ; Mayfair, 10 (523-27-06) ; Clichy-Patin, 10 (523-31-41) ; Gaumont-Camille, 20 (797-02-74) ; Quintette, 5 (033-35-40) ; L'ARBRE DE GUERNICA (Fr.) : Clichy-Saint-Germain, 6 (633-10-82) ; LE BON ET LES MECHANTS (Fr.) : Saint-Germain-Huchette, 6 (633-57-59) ; Hauteville, 6 (633-78-38) ; Colisée, 6 (339-28-48) ; Français, 6 (770-33-88) ; Faubourg, 13 (331-58-86) ; Montparnasse-Patin, 14 (328-86-35) ; Gaumont-Convention, 15 (328-42-72) ; Victor-Rugo, 10 (797-46-75) ; Caravelle, 10 (387-80-70) ; Gaumont-Gambetta, 20 (797-02-74) ; BONS SAISONS DE HONGKONG (Fr.) : Marguier, 6 (358-92-82) ; Brokera, 10 (770-60-63) ; LA FÉLICIA (Fr.) : la Ciel, 6 (337-80-00) ; Racine, 6 (633-43-71) ; U.G.C.-Marbeuf, 6 (223-47-19) ; 14-Juillet, 11 (337-60-51) ; CE GANIN, LA (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (328-46-18) ; 14-Juillet, 11 (337-60-51) ; A partir de vendredi, Plaza, 6 (073-76-53).

CERONIQUE DES ANNEES DE BRASSE (Am.) : v.o. Notambules, 6 (033-42-34) ; U.G.C.-Marbeuf, 6 (223-47-19) ; COUSIN, COUSINE (Fr.) : Imperial, 6 (742-72-51) ; Pantheon, 6 (033-15-04) ; Studio Parnasse, 6 (328-82-82) ; Studio de la Harpe, 6 (033-34-43) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (339-26-18) ; v. ; Gaumont-Richelieu, 6 (223-47-19) ; Bretagne, 6 (223-47-19) ; (387-35-43) ; Cambronne, 15 (734-42-86) ; Murat, 10 (228-99-75) ; DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 6 (223-92-46) ; à 14 h. 30 et 22 h. 30 ; LES DENTS DE LA MER (A.) : v.o. ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Bonaparte, 6 (328-15-12) ; U.G.C.-Odéon, 6 (335-01-50) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; Marignan, 6 (3

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,38
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

Pour un important complexe de restauration et de loisirs (500 employés) à TEHERAN

une Société hôtelière française engage immédiatement :

DIRECTEUR GENERAL	Réf. 101	CHEF D'ENTRETIEN	Réf. 110
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER	Réf. 102	CHEF DES ECONOMATS	Réf. 111
DIRECTEUR RESTAURATION	Réf. 103	CHEFS DE CUISINE	Réf. 112
DIRECTEUR DES LOISIRS	Réf. 104	MAITRES D'HOTEL	Réf. 113
DIRECTEUR MAINTENANCE ET ENTRETIEN	Réf. 105	CHEFS DE RANG	Réf. 114
DIRECTEUR DU PERSONNEL	Réf. 106	CUISINIERS	Réf. 115
DIRECTEUR CENTRALE D'ACHATS	Réf. 107	COMPTABLES	Réf. 116
CONTROLEUR GENERAL	Réf. 108	CONTROLEURS	Réf. 117
ASSISTANTS DE DIRECTION	Réf. 109	ANIMATEURS Sports et jeux	Réf. 118
		PERSONNEL D'ENTRETIEN TECHNIQUE	Réf. 119

Nous offrons une activité intéressante, une rémunération élevée en fonction de la position et nous assurons le logement.

Nous voulons des candidats disponibles rapidement, dynamiques, faisant preuve d'esprit d'initiative et connaissant bien l'anglais (français apprécié).

Adressez c.v. détaillé avec photo et prétentions en précisant la référence du poste qui vous intéresse, à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

BUREAU D'ETUDES MAROCAIN ASSOCIE à GRAND BUREAU D'ETUDES FRANCAIS recherche

1) UN INGENIEUR DES EAUX ET FORÊTS 30 ans minimum.

2) UN INGENIEUR DES TRAVAUX FORESTIERS 25 ans minimum pour inventaire et aménagement forestiers. RESIDENCE RABAT

Adressez candidature à : SETTEHYVATES tour Gamma D, 25, quai de la Rapée, 75003 Paris Cedex 12 q.4r

IMPORTANTE SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE et de COMMISS. AUX COMPTES implantation internationale offre poste pour PARIS et ABIDJAN

CONSEILLER DE GESTION-ORGANISATION

Centrale - Arts et métiers - MEC - ESSEC - ICS ou équiv. Expérience cabinet d'organisation administrative et générale de conseil en gestion, d'informatique. Séjours prolongés en Côte d'Ivoire

Adr. C.V. manuscrit et prêt à M. G. LOUVEL, 21 bis, rue Lord-Byron, 75008 PARIS, ou tél. : 339-50-72.

NOW ! REWARDING EUROPEAN CHEMICAL/PLASTICS SALES ASSOCIATE POSITIONS

Coated Fabrics • Wall Coverings

You have a B.S. in Business or Chemistry, speak English, French, German fluently and have a minimum of 5-8 years' sales oriented experience in Chemical/Plastics products. The positions and their responsibilities are :

- SALES ASSOCIATE, COATED FABRICS. — Your career experience has been in vinyl and urethane coated fabrics used in : Furniture • Luggage • Marine Products • Automotive • Others.
- SALES ASSOCIATE, WALL COVERINGS. — Your marketing and sales experience in the European market has been in wall coverings.

Sales and marketing duties for both of these key positions would include :

- Direction of all of your products' sales activities in selected European countries as well as development of new marketing opportunities through support of existing distributors and establishment of new distribution centers.
- Participation in related shows and trade fairs.

A strong merchandising background coupled with solid over-all business talents are important assets you should bring to these positions. As General Tire is in a strong growth position within the chemical/plastics industry, significant career opportunities could be yours in these European marketing positions. They both carry attractive salary and total benefits plans that you'll like. Start your General Tire Chemical/Plastics sales career now. Send your resume and salary history to :

Mr. Steve ENGLER, Personnel Manager, GENERAL TIRE Plastics International Company, One General Street, Akron, Ohio 44313. An Equal Opportunity Employer M/F.

Programmeurs

Recherchons plusieurs programmeurs expérimentés pour des postes dans les pays arabes (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Une bonne connaissance du Français est nécessaire. La connaissance de l'Arabe est souhaitable.

Les demandes doivent être adressées avec curriculum vitae, à :

DAR AL HANDASAH Consultants (Share and Partners) U.K. Ltd., 91 New Cavendish Street, London, W1. G.B.

ingénieur résident IRAN

Société d'Entreprise Générale, notre développement à l'étranger nous amène à rechercher pour la réalisation d'un contrat en Iran un INGENIEUR RESIDENT.

La mission sera double :

- être à Téhéran le représentant du Bureau d'Etudes, de la Société pour le contrat en cours ;
- être sur place l'organe de liaison entre la Société et les partenaires iraniens.

C'est avant tout un spécialiste en mécanique ou en électromécanique que nous cherchons, parlant couramment l'anglais.

Si vous êtes intéressé par ce poste écrivez sous référence 20.1751M aux Conseils en Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargés de l'examen des candidatures.

EUREQUIP 19, rue Yves du Manoir - B.P. 30 92420 Nanterre

Important groupe textile côte d'Ivoire recherche le directeur technique

de son usine de bouaké

Le poste implique la responsabilité de la production, de la maintenance et de l'animation d'un ensemble filature, tissage, confection, employant 400 personnes.

Les candidats devront avoir :

- au moins 10 ans d'expérience dans activité similaire secteur textile ;
- une formation d'ingénieur textile Mulhouse, Roubaix, Epinal ou équivalent.

Rémunération intéressante. Avantages sociaux. Logement. Voiture fonction. Poste à pourvoir : meilleurs délais.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. 92 Cabinet Serge BAILLY 40, avenue Hoche 75008 PARIS

Pour déplacement : IRAN DIRECTEUR DE CHANTIER possédant grande expérience installation pétrochimie contrôle supervision, réalisation. Anglais indispensable. GESTION 2000 102, rue La Fayette, Paris-10e. TEL. : 878-75-54.

Pour HAMBURG DESSINATEURS PERSPECTIVES

Pour catalogues techniques, mécaniques électriques. E.L.P., 110, bd Gabriel-Péri, MALAKOFF. Tél. : 735-56-50.

Pour Hôpital Européen du ZAIRE ALTITUDE 400 M - EXCELLENT CLIMAT Recherchons d'urgence MÉDECIN-ANESTHÉSISTE

- Contrats renouvelables.
- Frais de séjour pris en charge.
- FORT SALAIRE VERSÉ EN FRANCE.

Appeler le 380-71-45, poste 240



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Important Constructeur spécialisé en Electronique de Puissance C.A. 15 millions en expansion à l'exportation recherche pour son siège social à LYON

ingénieur électrotechnicien

ayant une bonne expérience et le goût de la création de nouveaux équipements (convertisseurs statiques), nécessitant l'utilisation de connaissances variées (électronique, électrique, mécanique).

Ce poste comporte une large autonomie avec possibilité de progresser vers d'importantes responsabilités.

Ecrire CABINET GATIER Service L, 22, rue Barrême - 69008 LYON Réponse assurée et motivée.

Cabinet Gatier

recherche pour BORDEAUX des

JURISTES DE DROIT PRIVÉ

ayant une solide formation théorique licence en droit au minimum

Une expérience d'enseignement en faculté, de notaire, avocat, avocat, conseiller juridique, juriste d'entreprise... serait appréciée.

Situation stable et rémunération intéressante.

Adressez curricula vitae détaillés et prétentions à : CEDRON BORDEAUX - TOULOUSE 8, rue Mably. — 33000 BORDEAUX.

EMERSON ELECTRIC INDUSTRIAL CONTROLS DIVISION

Nous fabriquons des systèmes d'onduleurs statiques à thyristeurs servant au contrôle des vitesses de moteurs alternatifs et à l'alimentation sans coupure pour ordinateur dans la gamme de 10 à 1.000 KVA.

Nous recherchons pour notre Service Après-Vente de LYON

UN TECHNICIEN DYNAMIQUE

pour se joindre à notre équipe chargée des équipements dans le Sud de l'Europe.

- Il devra être très bon spécialiste en électrotechnique et électronique ;
- Il devra avoir de l'expérience dans les systèmes de contrôle industriel ;
- Il devra être capable d'organiser indépendamment des activités en français et en anglais ;
- Une connaissance de la langue italienne ou espagnole est souhaitée.

Nous offrons un salaire élevé, un travail intéressant et de bonnes possibilités de promotion.

S'adresser à M. VAN DIEPEN, EMERSON ELECTRIC INDUSTRIAL CONTROLS DIVISION Service Après-Vente - 118, avenue Prémessy, 69200 VENISSIEUX.

Importante Société Nationale connaissant forte expansion dans secteur privilégié recherche le cadre de son implantation sur l'OUEST son

DIRECTEUR REGIONAL

Expérience vente directe, coupure-réponses, recrutement formation, animation. Résidence souhaitée Angers ou Nantes. Rémunération élevée (frais importants + frais de déplacement C.A.). Libre rapidement.

Adr. C.V. détaillé + photo et réf. Indis. Ecr. n° 225.287, Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 2e.

Imp. B.E. d'urban. et d'amén. rech. pour la région Rhône-Alpes.

UN INGENIEUR AMENAGEMENT

Form. gén. Ecole, le cand. devra av. une expér. en réal. d'urb. au niv. du tracé, du station., des VRD acquis de la cadre d'éc. pluridisciplin., soit en SET, soit de un serv. publ. Poste à pourv. imm. Adr. C.V. et prêt. n° 2.182, r. le Monde, 75008 P. S. r. des Italiens, 75002 Paris-2e.

SECRETAIRE GENERAL DE L'USINE D'ALENCON

Finale d'un groupe français employant plus de 1600 personnes, la Société est l'une des plus importantes entreprises françaises de Carrosserie Automobile.

Elle recherche pour son usine d'ALENCON un Secrétaire Général qui déchargera le Directeur de l'usine (550 pers.) des tâches qui ne sont pas liées directement aux problèmes techniques : gestion du personnel, contrôle de gestion, secrétariat général.

26, RUE MARBEUF 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 630 M.

SOCIETE IMMOBILIERE recherche pour ROUEN

INGENIEUR EXPERIMENTE

pour animation d'études et de travaux en bâtiment et en VRD Diplôme exigé.

Adressez candidature av. photo et C.V. manuscrit ou n° 228.911 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e, qu. tr. St-Marc, 75002 Paris, qui tr.

NOUS RECHERCHONS pour un complexe industriel de la région RHONE-ALPES

2 INSPECTEURS ZONE EXPORT

ANGLAIS COURANT allemand, espagnol souhaités.

POUVANT :

- acquiescer des connaissances techniques de base en mécanique, assurer la formation et l'information au niveau des ventes, animer le réseau.

QUALITES recherchées :

- Expér. similaire dans un service export ;
- Disponibilité (voyages régionaux et fréquents) ;
- Esprit d'initiative et de recherche ;
- Standing d'ensemble (présentation et contacts humains).

Envoyer C.V. manuscrit, photo (retournée) et prétentions : sous réf. n° 1.091, à :

Centre de Psychologie et d'Efficiencia 17 r. des acacias Paris

Entreprise Bâtiment - T.P. (Nord-Nord-Ouest), filiale Groupe de première importance,

recherche :

INGENIEURS TRAVAUX E.C.P. - E.N.P.C. - E.T.P. - Débutants

Après une formation de qualité, la responsabilité globale d'un chantier leur sera confiée (gestion humaine et financière).

La diversité de nos réalisations et des implantations de notre Groupe favorise une évolution de carrière conforme aux goûts et aptitudes.

Env. C.V., ph., prêt. à ROUET 408, HAVAS, 135, av. Ch.-de-Gaulle, 92522 Neuilly-s-Seine.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE REGION OUEST recherche

UN INGENIEUR DE PRODUCTION

Nous proposons un poste d'avant à un candidat de formation A.M. ou équivalent justifiant d'au moins 6 années d'expérience industrielle (usinage et assemblage tôlerie et mécanique petite et moyenne séries - Méthodes - ORGANISATION de la Production).

Notre préférence ira à un homme d'usine, de personnalité affirmée, rompu aux techniques de GESTION - Budgetisation des activités - stocks - Prix de revient, et ayant le sens des contacts humains.

Adressez C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 6.594 à P. LICHOU S.A., 10, rue Lourdes, 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,96
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

monitrices techniques

Firme internationale commercialisant une gamme importante de matériels dans le domaine de l'information, recherche

Mission: à Paris ou en Province chez nos clients, elles démontrent, enseignent et forment les utilisateurs sur nos équipements.

Profil: 25 ans minimum, excellente présentation, elles ont un niveau B.T.S. accompagné de quelques années d'expérience de secrétariat et de l'administration des affaires.

Elles devront disposer d'une large autonomie d'action (nombreux déplacements en France).

Salaire intéressant + frais de déplacements, nombreux avantages sociaux liés à une grande Entreprise.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo sous référence 4206 à

organisation et publicité
21 rue de Valenciennes 75009 PARIS
Il sera répondu à toutes les candidatures

ICL (France)
ORDINATEURS
recherche
jeunes ingénieurs

De formation niveau Scientifique Supérieur
- Bonne connaissance des circuits logiques.
- Aptitude pédagogique.
- Anglais conversationnel.

Lieu de travail: Paris, proximité porte d'Orléans
Adresser lettre, CV et références à B. GUERIN
ICL FRANCE 18, Cours Albert 1er 75008 Paris

offres d'emploi

UTA Union de Transports Aériens
recherche pour sa **DIRECTION FINANCIERE:**

1 AUDITEUR INTERNE
niveau senior

HEC, ESCP, + DECS, ou équivalent
Environ 3 ans d'expérience dans un cabinet international.

MISSIONS:
- Audit opérationnel, détection sur des tâches de conception et d'organisation.
- Audit agences extérieures (occasional).

Anglais indispensable.
Poste doublement satisfaisant.

DES JEUNES RESPONSABLES
COMPTABLES

23 ans minimum.
Sérieuses connaissances d'anglais requises.

Missions très fréquentes d'organisation, de formation, de supervision OUTRE-MER (Afrique, Extrême-Orient, Pacifique).

Large perspectives de formation et de promotion.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et références à
DIRECTION des AFFAIRES SOCIALES et JURIDIQUES, 50, rue Arago - 92806 PUTEAUX

offres d'emploi

Une première expérience commerciale
vous donnera un atout supplémentaire,

mais si vous ne l'avez pas, nous pouvons vous offrir l'occasion de l'acquérir.

Nous compléterons votre formation économique ou commerciale par la connaissance approfondie de nos produits crédit et leasing, qui vous mettront en contact avec tous les secteurs de l'économie française pour le financement de leur équipement professionnel.

La puissance de notre groupe financier vous assurera une réelle possibilité de carrière, des revenus fixes ainsi que de nombreux avantages.

Des postes sont à pourvoir d'une part à Metz, Nantes et Rouen, d'autre part dans une équipe d'intervention qui nécessite une grande mobilité sur la France entière.

Nous sommes disposés à étudier votre candidature. Adresser la sous réf. 406 à CARDEL B.P. 516, 75761 PARIS CEDEX 16 qui transmettra.

offres d'emploi

LA DIRECTION FINANCIERE D'UN IMPORTANT GROUPE D'ETABLISSEMENTS FINANCIERS
(Paris 15^e)
RECHERCHE UN

1 - ATTACHE DE DIRECTION

PROFIL:
Le candidat devra pouvoir justifier:
- d'une formation générale supérieure (HEC, ESCP, SUP de CO, etc.);
- d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans, acquise de préférence dans un Etablissement financier ou bancaire;
- de bonnes notions de la fiscalité des entreprises;
- d'un esprit de synthèse et de qualités de rédaction.

POSTE:
Sous-Direction du Directeur et son Adjoint dans les domaines suivants:
- Préparation des décisions financières de toute nature;
- Contact avec les autres directions pour la recherche de solutions concrètes à des problèmes précis;
- Missions de coordination au sein des Services Financiers.

2 - UN COLLABORATEUR
Pour son service BUDGET, ANALYSE et ETUDES PREVISIONNELLES

PROFIL:
Le candidat devra pouvoir justifier:
- d'une formation de type BTS ou IUT (Finance-Comptabilité);
- d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans;

POSTE:
Le candidat sera chargé:
- Principalement du Contrôle Budgétaire et aura notamment à coordonner les actions des différents services intervenant en leur apportant une assistance technique, en particulier par la mise à jour du manuel de procédures;
- Accessoirement de participer aux études prévisionnelles et analyses.

Envoyer C.V., photo et références sous N° 51963 B à:
BLU Publicité, 17, rue Lefebvre - 93400 VINCENNES
Qui transmettra



emplois régionaux

B

• Voulez-vous conseiller à haut niveau ?
• Souhaitez-vous que vos connaissances actuelles soient utilisées pour résoudre des problèmes de gestion et autres ?

Alors si vous êtes un

JEUNE DIPLOME de l'enseignement supérieur commercial

Burroughs

saura répondre à vos ambitions en vous donnant
- la formation complémentaire nécessaire à l'application de ses méthodes et à la connaissance de ses produits
- et la possibilité de diffuser une gamme incomparable de matériel de traitement de l'information dans un marché dont l'expansion constante lui a permis en quelques années de doubler ses effectifs et de tripler son chiffre d'affaires.

Que vous ayez ou non des connaissances en informatique, et dépendant des O.M., des postes vous attendent: PARIS - LYON - LIMOGES - DIJON - MONTPELLIER - NICE - TOULON - AMIENS - CAEN - LILLE - NANCY - NANTES - REIMS - RENNES - ROUEN et STRASBOURG.

Envoyez lettre C.V. et photo à: M. L. M. à François SEIDNER S.A. BURROUGHS 230, avenue Laurent Cely - 92231 GENNEVILLIERS

IMPORTANTE SOCIETE METALLURGIQUE
TROYES (Aube)
recherche

ASSISTANTE DE DIRECTION GENERALE

- Bilingue français/anglais;
- Rédigant avec aisance;
- Précisant la stratégie;
- Pouvoir justifier d'un minimum 10 ans d'expérience de secrétaire de direction dans l'industrie.

NOUS EXIGEONS:
- Diversité d'esprit;
- Discrétion;
- Ordre;
- Capacité;
- Disponibilité.

Adresser lettre manuscrite, avec photo (retournée) et C.V. à:
Mme DUSEUX, 4, rue, rue Ségur 10000 TROYES.

Important cabinet immobilier AUXERRE recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

pr vente programme immobilier mission comprenant accueil, recherche de clientèle, courrier, action publicitaire, etc.

Références dans l'immobilier essentielles, possibilité de tout salaire fixe + intéressement + frais. Répondre à toutes candidatures. Ecr. LEIGNIER, 15, rue de l'Horloge, 89003 AUXERRE.

MESSIER - FONDERIE D'ARUDY
Fonderie aéronautique (Pyr.-Atl.) 420 personnes
recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

- Formation école Ingénieurs + gestion (I.A.E., C.F.A., etc.);
- Expérience commerciale dans exportation;
- 30 ans minimum;
- Allemand souhaité.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et références à:
MESSIER - FONDERIE D'ARUDY - 61260 ARUDY.

SUR LITTORAL LANGUEDOCIEN
Société 300 personnes
Fabrication et Distribution de Produits Industriels
recherche

JEUNE CHEF DU PERSONNEL

Le titulaire du poste devra:

- Diriger le Service des Q.U.I. aura une bonne connaissance de la Société;
- Concevoir et mettre en place de nouvelles procédures orientées vers la gestion prévisionnelle rendue nécessaire par la croissance de l'Entreprise;
- Disposer d'une formation supérieure et de 3 ans minimum d'expérience dans la fonction;
- Présenter des qualités d'organisation et de contact humain.

Les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion.

Adresser curriculum vitae, photo et références sous n° 8156 à «le Monde» Publicité, 5, rue des Italiens, 75477 Paris, qui transmettra.

GROUPE D'ASSURANCES DE TOUT PREMIER PLAN
recherche

CADRE COMMERCIAL

POSTE
Le titulaire deviendra, après un stage rémunéré, responsable des relations commerciales à un haut niveau avec une importante clientèle d'entreprises.

PROFIL
- Formation Supérieure (Sup. de Co., ESCP, Sc. Eco ou Droit) et connaissance approfondie de l'anglais;
- Assise dans les contacts humains, réel sens de la négociation et goût pour le travail en équipe;
- Activité à Paris - Age: 25 ans minimum. Disponibilité immédiate.

Adresser C.V. et photo à: M. L. M. à «le Monde» Publ., 5, rue des Italiens, 75477 PARIS CEDEX 05.

SOCIETE INDUSTRIELLE CERAMIQUE AYANT POSITION PRIVILEGEE DANS FABRICATION PRODUITS DE BASE DIVERSIFIES
offre carrière intéressante à

DIRECTEUR TECHNIQUE ET DE PRODUCTION

- Sera responsable des unités de fabrication en France.
- Raportera directement à la Direction Générale et participera au travail de réflexion du Comité de Direction.

Ce poste peut convenir à un INGENIEUR GRANDE ECOLE (IEP, AM - ENSI etc...) de 33 ans mini ayant plusieurs années d'expérience industrielle de fabrication et désireux de résider dans une ville universitaire du centre Ouest.

Connaissances céramiques seraient appréciées.

Adresser C.V. et références à: M. L. M. à «le Monde» Publ., 5, rue des Italiens, 75477 PARIS

Centre de psychologie appliquée

GROUPE IMMOBILIER DE 1^{er} PLAN
recherche pour son agence de TOULOUSE

Jeune Cadre
responsable de programmes

• 2 à 3 ans expérience similaire.
• Formation: DES Droit, IEP, HEC, ESCP.

Adresser C.V., références sous référence ORIN (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

DIRECTEUR TECHNIQUE

La Société fabrique et commercialise des emballages en carton ondulé. Elle fait 55 M de C.A. avec 185 personnes.

Le poste convient à un ingénieur mécanicien de plus de 35 ans possédant une bonne expérience de direction d'atelier.

Rémunération 110.000 + logement de fonction. Lieu de travail: Charente.

26, rue MARBEUF 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur simple demande. Réf. 600M.

SOCIETE METALLURGIQUE PYRENEES-ATLANTIQUES
420 personnes
cherche pour poste

CHEF D'ATELIER

- Caractère organisationnel.
- Expérience de conduite d'atelier de métallurgie (mécanique, fonderie, etc.).
- 35 ans minimum.

Env. C.V. man., photo et prêt. à réf. M. 82.344 à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE BANQUE REGIONALE
située dans une ville universitaire
recherche

COLLABORATEUR SPECIALISTE OPERATIONS DE CHANGE ET DE CREDIT DOCUMENTAIRES

ayant quelques années d'expérience, Adresser C.V. avec photo et références à: M. L. M. à «le Monde» Publ., 5, rue des Italiens, 75477 Paris CEDEX 02, qui tr.

SUD-OUEST

IMP. 514 IMMOBILIERE recherche pour diffuser produits financiers COLLABORATEURS HOMMES OU FEMMES

Nous demandons:

- Une réelle motivation, pr la négociation avec un client, le puv.
- De préf. une expér. similaire.
- Des produits de 1^{er} ordre;
- Une poss. de gains tr. imp.
- Un statut de votre choix (salarial ou mandataire).

Env. C.V. ph. à: M. L. M. à «le Monde» Publ., 5, rue des Italiens, 75477 PARIS CEDEX 02.

MF Massey Ferguson

Constructeur mondial de matériel agricole leader sur le marché français vous propose de devenir son

responsable de la promotion des ventes

La diversité de nos produits (tracteurs, moissonneuses, engins de T.P.) et de notre clientèle nécessite des approches promotionnelles spécifiques de ces différents marchés. Ce responsable aura à concevoir et mettre en place des actions originales pour des gammes de produits nouveaux ou récemment mis en charge (comme le matériel T.P. Hommage) dans le cadre d'une large marge de manœuvre en liaison avec l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne.

Le candidat: un homme, jeune, qui, en entreprise, a déjà acquis une solide expérience de la promotion des ventes, si possible de biens d'équipement, qui a bien sûr une formation commerciale supérieure, qui sache se faire comprendre en anglais.

Envoyez C.V. détaillé et références sous référence PB/PV à Ph. BLARD, 22 Avenue Galilée 92580 LE PLESSIS-ROBINSON.

TECHNICON S.A.

INGENIEUR INFORMATICIEN

CONSULTANTS INTERNES

jeune ingénieur
E.P. A.M. 10400 IDK

DIRECTION
Un de nos services

GROUPE BANCAIRE FINANCIER DE TOUT PREMIER PLAN
recherche pour son service

jeunes inspecteurs

مكتبة من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

TECHNICON S.A.

Leader mondial de l'automatisation des analyses de laboratoire recherche

- 1) PLUSIEURS ANALYSTES FINANCIERS**
Ecole Supérieure de Commerce, Anglais courant.
Deux postes à pourvoir pour la division internationale.
Grande disponibilité demandée pour voyages.
- 2) UNE DACTYLO**
Bilingue anglais pour interprétation et frappe des devis pour commandes exportation.
- 3) UNE STENO-DACTYLO**
Bilingue anglais, traitement des commandes exportation.
- 4) UN COMPTABLE**
Ayant première expérience comptabilité analytique.

Envoyer C.V. et prétentions à :
M. Jean-Claude MOINARD,
Directeur Financier et Administratif
TECHNICON S.A. - Zone Industrielle,
B.P. 10 - 95330 DOMONT.

offres d'emploi

Société Française faisant partie d'un groupe international, notre expansion nous oblige à étoffer les structures de notre Direction Marketing/Vente, et nous cherchons :

2 CHEFS DE PRODUITS DE PREMIER PLAN

- 1) Produits gros électroménagers :**
Notre marque est solidement implantée et notre réussite n'est plus à prouver.
Nous souhaitons confier cette ligne de produits à un responsable (homme ou femme) possédant un baccalauréat technique (formation ingénieur ou équivalent), et des aptitudes pour le marketing.
Il sera responsable de l'analyse du marché, du plan de marketing, de l'aboutissement des projets confiés au Développement.
Anglais souhaité.
L'équipe actuelle est dynamique et elle réussit. Elle doit s'efforcer car il est nécessaire d'augmenter son potentiel humain. Nous offrons à ses deux nouveaux membres un important volume de travail et une rémunération satisfaisante qui évoluera en fonction de leurs performances et de leur potentiel de carrière.
Adresser C.V. détaillé et photo à : B.E.D. - N° 1.044 - 87, Champs-Élysées, 75008 PARIS.
- 2) Biens d'équipement du foyer dans le domaine des loisirs :**
Il s'agit d'une nouvelle activité s'intégrant dans notre plan de diversification.
Une grande aptitude au marketing et des bases solides dans ce domaine sont indispensables. Toutefois, la préférence sera peut-être donnée à un candidat de formation scientifique ou technique en raison de la rigueur et de la précision nécessaires dans les opérations et de la technicité du produit.
Analyse du marché, plan de marketing, réalisation des produits, positionnement et lancement représentant l'essentiel de la mission.
Anglais indispensable.
L'équipe actuelle est dynamique et elle réussit. Elle doit s'efforcer car il est nécessaire d'augmenter son potentiel humain. Nous offrons à ses deux nouveaux membres un important volume de travail et une rémunération satisfaisante qui évoluera en fonction de leurs performances et de leur potentiel de carrière.
Adresser C.V. détaillé et photo à : B.E.D. - N° 1.044 - 87, Champs-Élysées, 75008 PARIS.

offres d'emploi

Diffusion des équipements d'électronique médical du

groupe ROCHE KONTROL médical

recherche un **Chef de Produit**

- d'excellente formation universitaire, commerciale ou technique ;
- faisant preuve d'une solide expérience de la vente ;
- s'exprimant correctement en anglais.

Il sera chargé du lancement de matériels nouveaux, définira les plans d'action, les mettra lui-même en pratique en appuyant directement les contacts des équipes technico-commerciales auprès des services hospitaliers.

Bureaux à Paris. Déplacements provinciaux.
Adresser curr. vitas, photo à KONTROL S.A., sous référence C.P. 7, rue du Dôme, 92100 BOULOGNE.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

RECHERCHE

pour son Service d'Inspection Générale (section d'Audit Informatique)

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

LES CANDIDATS DEVONT :

- être libérés de leurs obligations militaires,
- être titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur,
- posséder quelques années d'expérience professionnelle.

IL LEUR SERA PROPOSÉ :

- de larges possibilités de développement de carrière.

Lieu de travail : PARIS
Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 128
Service du Recrutement
9, place Edouard VII - 75009 PARIS

CARRIÈRE BANCAIRE

Une Banque Française affiliée à un groupe international renforce sa Division Exploitation et propose à un

EXPLOITANT confirmé (Cl. VI, VII)

de participer à son expansion.

Il sera responsable du suivi et du développement des comptes d'entreprises d'un secteur déterminé d'activité économique tant en France qu'à l'étranger.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Les candidatures seront examinées rapidement et discrètement par EUPAC, 34, rue Balard, Paris-15e.

PHILIPS Chargé d'études de marché

Notre département analyse et étudie économiquement les marchés de produits de consommation et de services. Ce poste est destiné à un jeune diplômé d'une Gde Ecole Commerciale, Sciences Eco., pour lui confier la responsabilité d'études de marketing de produits grand public.

- Formation assurée.
- Anglois courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 348 à :

PHILIPS Département de Personnel, 30, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

INGÉNIEURS SPECIALISÉS DOMAINE ALIMENTAIRE

Ayant déjà plusieurs années d'expérience de ces industries et d'engineering. Chargés d'affaires, ils auront la responsabilité d'étudier, concevoir et réaliser d'importantes unités de production clés en mains.

Postes basés en banlieue Sud avec déplacements en France et à l'étranger.

Adresser C.V. sous référence 20203 à :

GEDEV SÉLECTION 34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

AGENCE DE PUBLICITÉ

(59.004.000 C.A.)

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ CONFIRMÉ

(4 de 5 ans expérience sur budgets grand public), sachant rédiger le plan de campagne et participer activement à la détermination des stratégies publicitaires.

Du goût pour la création, et la connaissance de l'anglais ou de l'allemand est souhaitée.

Adresser C.V. détaillé (indiquer l'importance des budgets gérés en précisant ceux dont la responsabilité était assumée et ceux où elle était partagée), photo, dernier salaire et rémunération désirée à : N° 222.334 - BROU-PRESSES, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e), qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE de DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

recherche

RESPONSABLE SERVICE IMPORT-EXPORT

Ce poste nécessite une expérience :
- dans le domaine des ventes, le lancement des produits, le marketing ;
- dans les relations avec transitaires, douanes, banques.

Connaissance de l'anglais et du portugais souhaitée.

Ce poste convient à un homme dynamique ayant le sens des initiatives.

Lieu de travail : PARIS
Adresser C.V. et prétentions à HAVAS CONTACT, 158, boul. Hausmann. - 75008 Paris, n° 47.074.

EDITEUR JEUNESSE

recherche pour PARIS

Directeur Artistique

Meret d'envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à SWERETS, B.P. 209, 94234 Paris Cedex 06 s/r.181, qui transmettra.

Société Prestations de Services PARIS

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Pour créer et animer un département dont il deviendra le Directeur.

- Expérience dans VENTE de SERVICES INFORMATIQUES ;
- Connaissance matériel I.B.M. ;
- Résultats immédiats exigés.

Envoyer C.V. manuscrit, prétentions et photo à 112, bd Voltaire 75011 PARIS, qui transmettra.

Très importante Société PRODUITS CHIMIQUES banlieue Nord recherche

CADRE COMMERCIAL

ACHATS ET VENTES de PRODUITS SPÉCULATIFS pour poste

CHEF DE PRODUITS HUILES ESSENTIELLES

(formation technique assurée et nécessaire) Très belle situation et compétences Réf. G. 875.

CADRE COMMERCIAL

SUP. de CO. Chimiste industriel, pour poste

CHEF DE PRODUITS

Matières Prem. pr caoutchouc et Mat. Plastiques (formation technique assurée si nécessaire)

Il aura à définir la politique de son département en matière de ventes à l'industrie

Adr. C.V., photo et prêt. en précisant la réf. à : IFO 3, rue Saint-Philippe-du-Roule, 75008 PARIS.

Nous sommes une importante société française de transport en service rapide et groupage.

Afin de répondre à l'accroissement du tonnage que nous traitons, nous recherchons :

UN DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Directement rattaché au responsable de l'agence de Paris, il valiera :

- la parfaite organisation des services camionnage et expéditions ;
- la planification des structures face à l'évolution du tonnage ;
- à rechercher les meilleures solutions techniques pour satisfaire au maximum nos clients.

Il devra justifier d'une forte personnalité, compte tenu du nombre de personnes qu'il aura à animer.

Salaire de bon niveau. Statut cadre. Larges perspectives d'évolution.

Documentation sur poste avant premier entretien.

Adr. lettre man., C.V. détaillé, photo et photo sous réf. 1.205.54, rue des Petites-Écuries, 75010 PARIS.

Appréciation professionnelle remise au candidat.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LES MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

Chargé de la conception et du développement de programmes-produits d'applications de gestion sur MINI-SYSTEMES TRANSACTIONNELS.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur devra :

- posséder une solide expérience des mini-ordinateurs et des applications classiques de gestion ;
- dominer suffisamment l'outil pour être un concepteur créatif et soutenir ses idées à l'échelle nationale et internationale.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD

Adr. C.V., photo, prêt., ss le n° 41.165, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

DIRECTEUR FINANCIER IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

cherche pour assister dans les fonctions de

TRÉSORIER DU GROUPE

H.E.C., ESSEC, SCIENCES PO, SUP. de CO

Age 28 ans minimum.

Expérience professionnelle minimum 5 ans dans la trésorerie d'une entreprise ou (de préférence) dans une banque ou établissement financier (crédit, devises, gestion de trésorerie).

Imaginatif, ayant sens du contact humain et de la négociation, ouvert.

Larges perspectives d'avenir pour esprit à la fois vif et concret.

Disponible très rapidement. Salaire à débattre.

Adresser curr. vitas, photo et prêt., n° 41.458, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, PARIS (1^{er}), qui tr.

Schlumberger

Schlumberger Limited est une société internationale spécialisée dans la fabrication d'appareils électroniques et de comptage ainsi que dans la prestation de services techniques pour la recherche pétrolière. Son chiffre d'affaires dépasse 1.500 millions de dollars et se caractérise par un taux de croissance et de profits élevés.

CONSULTANTS INTERNES

De récentes promotions nous amènent à recruter des collaborateurs pour notre service chargé de conseiller nos filiales dans leur gestion. Pour notre bureau de Paris, nous recherchons des candidats jeunes, ambitieux et capables d'assumer des postes de responsabilité. Les qualifications minimales requises sont un diplôme d'enseignement supérieur, une excellente connaissance de l'anglais, une expérience pratique de 2 à 4 ans dans une ou plusieurs des spécialités suivantes :

- gestion de l'informatique dans une société américaine ou internationale ;
- révision comptable dans un cabinet d'audit international ;
- gestion de la production dans une société américaine ou internationale.

Pré de bien vouloir soumettre C.V. et prêt. à : Mr. G. C. Johnson, Schlumberger Limited, 42 bis, boulevard La Tour-Maubourg, 75007 PARIS.

Grand Groupe Français de rang international recherche

jeune ingénieur

ECP, A.M., ICAM, IDN

ayant de préférence quelques années d'expérience industrielle en fabrication ou en gestion.

Selon son acquis professionnel, il sera préparé par différents stages à la

DIRECTION

d'un de nos établissements en Europe - Europe - Amérique du Sud ou Afrique du Sud, dans le cadre d'une carrière internationale.

Ecrire avec C.V. à M. Morizot, 11, bd de la Madeleine - 75001 Paris. Discretion garantie.

GROUPE BANCAIRE et FINANCIER DE TOUT PREMIER PLAN

développe son Service Inspection et recherche

jeunes inspecteurs

Voir annonces dans page 45 Monde de

No PC 25565 CONTESSÉ PUBLICITE

bernard julhiet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92220 Nanterre

BANQUE PRIVÉE MARTINICAISE

recherche pour sa division

MARKETING ET EXPLOITATION COMMERCIALE à FORT-DE-FRANCE

UN DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (H.E.C. - ESSEC - SUP. de CO - DAUPHINE - SCIENCES ECO ou équivalent), ayant si possible expérience bancaire. Deux ans minimum d'activité professionnelle.

Seules les candidatures des postulants d'origine Antillaise seront retenues.

Env. curr. vitas, photo et prétentions à n° 41.241, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

SOCIÉTÉ 1.000 PERSONNES

proche banlieue Ouest recherche

JEUNE INFORMATICIEN

AYANT QUELQUES ANNÉES DE PRATIQUE

Analyse et programmation.

Informatique répartie sur micro-ordinateurs B.A.S.I.C

Adresser C.V. à n° 41.231, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

atives pour le service de ligne, à commencer par les 10 engins actuellement équipés pour le chauffage.

Les acheteurs aura lieu le 31 mars la Direction Industrielle des C.P., 12, où les offres proposées, ainsi que présentée par les soumissionnaires, 17 heures au plus tard, du jour de l'ouverture de leurs soumissions. Les cahiers des charges, spécifications et le rapport au concours (pour l'un des soumissionnaires) de même que les renseignements, pourront être demandés à la gare de Santa- Apolonia,

هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LOGEMENT

Libres opinions

UNE RÉFORME, POUR QUI ?

par CLAUDE MASSU (*)

PARMI les « réformes » annoncées par le président de la République, celle du logement vient en bon rang. On l'annonce, sous sa forme définitive, pour fin juin, afin qu'elle puisse entrer en application dès 1977. Je voudrais montrer ici ce qui, à notre avis, paraît dangereux.

Tout le monde reconnaît que la situation actuelle ne satisfait personne. Sans doute pour des raisons opposées, souvent contradictoires, dont la finalité est fort différente. Il faut effectivement qu'une politique du logement permette à chacun d'être logé dans les conditions dignes de notre époque. C'est dans la dignité, dans la sécurité, que les familles veulent assurer leur habitat.

Mais le fait que les conditions actuelles du développement de l'aide à la pierre ne sont pas satisfaisantes ne doit pas pour autant amener à en condamner le principe. Supprimer l'aide à la pierre, c'est casser la construction, c'est maintenir de nombreuses familles dans les taudis.

Il y a encore, selon les chiffres officiels, seize millions de mal-logés, c'est dire que le problème quantitatif est loin d'être résolu. Vouloir opposer la qualité à la quantité conduit à estomper le caractère national du problème.

La volonté affirmée de donner au cours du VII^e Plan la priorité à l'amélioration du parc de logements existant conduira à une nouvelle et importante pression de la demande. Améliorer l'habitat ancien suppose dans le même temps de développer une politique dynamique de construction.

Or les mesures proposées vont à l'encontre de cette nécessité : les promoteurs, qu'ils soient publics ou privés, sans la garantie attachée au lancement de leur programme, seront conduits à le lancer avec beaucoup de parcimonie. La tendance sera tout naturellement de limiter la construction neuve à ce qu'ils considéreront comme la partie solvable de la population, et cela sans le concours de l'aide personnelle au logement. Au lieu d'aider vers la suppression de la ségrégation, nous courons le risque de voir celle-ci s'accroître.

Ce sont ceux-là mêmes qui, responsables pendant de nombreuses années des opérations de rénovation, vidant les centres des villes de leur population modeste, avancent aujourd'hui l'idée de la réhabilitation de l'habitat ancien. L'exemple de Paris est à cet égard particulièrement éloquent. Nous ne contestons pas la nécessité de faire effort pour l'amélioration de l'habitat ancien. C'est indiscutablement un des éléments essentiels d'une véritable politique du logement social. Le programme de la C.N.L. établi en 1960 contenait des propositions précises dans ce sens.

Mais croit-on vraiment que les mesures préconisées pourront aboutir à un résultat important, sauf — et cela n'est pas dit dans le « rapport Barre » — à créer les conditions du rachat du patrimoine ancien, au moins dans les villes et les agglomérations, par des groupes importants ayant le soutien des financiers et des banquiers.

Le pays risque ainsi de voir la propriété immobilière changer de nature dans les prochaines années, et aller dans le sens de la concentration au profit des riches.

Pour justifier la nouvelle orientation de la politique du logement, on nous propose la mise en place d'une aide personnelle au logement (A.P.L.), qui serait généralisée. Et cela sous le prétexte de lutter contre la ségrégation sociale, de réduire les inégalités sociales.

Le caractère démagogique et paternaliste de la proposition ne saurait être nié, malgré sa forme séduisante. Mais, en fait, la question de fond est posée. Veut-on faire d'une partie importante des habitants de ce pays des assistés, des citoyens diminués, dépendants ? Ou bien, au contraire, veut-on que chacun puisse faire face à ses dépenses en fonction de ses ressources ?

De plus, la mise en place de l'A.P.L. ne traduit-elle pas une orientation vers une politique des loyers chers, générateurs de profits élevés tirés de la situation tendue, d'un patrimoine immobilier qui serait demain insuffisant en regard des besoins ?

La « réforme » de la politique du logement inscrite dans l'objectif du pouvoir actuel, c'est à dire la réduction de la consommation des Français. Contraindre les familles à consacrer une part encore plus importante de leurs ressources à leur logement apparaît bien comme un des moyens permettant de restreindre les dépenses de consommation.

Enfin, et ce n'est sans doute pas par hasard, les structures proposées ignorent presque totalement le rôle important que joueraient, que devraient jouer les usagers par la voix de leurs représentants. Ce seul fait montre bien l'orientation, l'objectif de la réforme actuelle.

Ces réflexions, loin d'être exhaustives, justifient les réserves, le désaccord que nous exprimons en face d'une réforme dont nous pensons qu'elle n'est pas au service des familles modestes de notre pays.

(*) Président de la Confédération nationale du logement.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● LE BARON EMPAIN ENTRE AU CONSEIL DE MERLIN-GERIN — Le conseil d'administration de Merlin-Gérin, présidé par M. Paul Merlin, a coopté le baron Edouard-Jean Empain, président de Schneider S.A. en remplacement de M. Henri Arminjon.

Syndicats

M. Galley a, par ailleurs, rendu hommage à la qualité des travaux du Livre blanc publié par les organismes d'I.L.M. le 6 mai 1975. « Ces travaux, a-t-il déclaré, présentent des solutions concrètes qui font l'objet d'un examen approfondi des services du ministère. »

Economies étrangères

● EN ITALIE, la production industrielle a diminué de 9,5 % en 1975 par rapport à 1974. Toutefois, après une chute de 12,7 % au cours du premier semestre, une certaine reprise a été enregistrée au second. — (A.F.P., Reuters.)

● AUX ÉTATS-UNIS, LA BALANCE COMMERCIALE a enregistré en 1975, un excédent record de 11 milliards de dollars, après avoir été déficitaire de 2,3 milliards en 1974. Le surplus le plus important remonte à 1964 (7 milliards de dollars). Les exportations ont atteint l'an dernier 107 milliards de dollars, en augmentation de 9 % par rapport à 1974, et les importations 96 milliards, en diminution de 4 %. Toutefois, en raison de la reprise, l'excédent commercial enregistré en décembre a été un des plus faibles de l'année (179 millions de dollars contre 1,1 milliard en novembre).

Logement

● LES COMPÉTENCES DES ORGANISMES D'H.L.M. seront élargies à l'aménagement du territoire en matière d'acquisition foncière, de travaux de lotissements et de rénovation urbaine, a annoncé M. Galley, ministre de l'équipement, le 6 février, à Bayonne. Le ministre a précisé qu'il avait signé le matin même un projet de décret en ce sens avec le ministre de l'économie et de finances.

Joël PICARD

CONSEILLER DE DIRECTION

Gestion de Personnel - Formation - Recrutement

CADRE COMMERCIAL EXPORT

Une importante Société commerciale recherche, dans le cadre de son expansion vers les pays de langue allemande, un Cadre Commercial Export Sous l'autorité du Responsable Développement, il aura pour mission de créer ou renforcer l'implantation de la Société, de réaliser par stratégie spécifique à chacun des pays les objectifs de vente, de s'assurer de la bonne gestion des commandes. Ce poste convient à un candidat âgé de 35 ans environ, diplômé (Ecoles Supérieures de Commerce ou équivalent), ayant acquis une solide expérience dans l'exportation de produits de grande consommation à un poste de responsabilité globale des ventes. Une bonne disponibilité pour des déplacements fréquents, une excellente pratique de la langue allemande et le goût des contacts directs avec la clientèle sont indispensables. Lieu de résidence prévu, ville importante de Rhône-Alpes. La rémunération sera liée à la valeur du candidat. Perspective de développement intéressante. Référence numéro 27.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

Joël PICARD : 35, rue Truchet, 69006 LYON - Téléphone : 89-12-87

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

S.O.N.E.L.E.C.

Direction Commerciale

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3/76

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la fourniture de lampes.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier de charges contre la somme de 100,00 DA à la :

S.O.N.E.L.E.C. - Direction Commerciale

Gué de Constantine. — KOUBA

ALGER

Les offres doivent parvenir sous double enveloppe faisant apparaître sur le pli intérieur de manière apparente la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3/76 - A ne pas ouvrir ».

La date limite du dépôt est fixée au 28 février 76, délai de rigueur.

notre banque
est membre de l'
ebic
European Banks
International

où coopèrent sept
des plus grandes
banques européennes

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

partout présente dans le monde

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE AU SEUIL DE 1976

par le Professeur Dr. N. KLOTEN, Président du Comité des « Cinq Sages », Tübingen.
le Dr. Carl-Horst BAHN, Président du Directeur de la Société Continental Gummi-Werke, Hanovre.
le Dr. F. Wilhelm CHRISTIAN, Membre du Directoire de la Deutsche Bank, Düsseldorf.
le Professeur Dr. Kurt H. BIEDENKOPF, Secrétaire Général de l'Union Démocratique Chrétienne (C.D.U.), Bonn.
Colloque franco-allemand placé sous la présidence de M. Alain FOUER, Président du Sénat.
19 février 1976 à 15 h. 30
Palais du Luxembourg
Cocktail.

Renseignements et inscriptions :
Chambre Officielle Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie.
91, rue de Valenciennes, 75005 PARIS. Tél. : 387-33-68
(fruits de participation : 350 F).

AIDE AUX ENTREPRISES POUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA LANGUE FRANÇAISE DU 31 DÉCEMBRE 1975

Le Conseil international de la langue française, Association reconnue d'utilité publique (décret du 29 décembre 1972), est en mesure d'apporter son concours aux sociétés qui rencontreraient des difficultés pour l'application de la loi.

Le Conseil international peut intervenir dans les secteurs suivants :

- Aide à la traduction des termes techniques étrangers ;
- Problèmes de grammaire et de syntaxe ;
- Aide à la rédaction de documents ;
- Orthographe, nouvelles ;
- Information sur les travaux des commissions de terminologie ;
- Dictionnaires techniques ;
- Séminaires de formation sur les divers aspects de l'utilisation de la langue française dans l'entreprise.

Subvention - cotisation : personnes physiques 75 F (service de la Banque des mots et des documents sociaux).

Personnes morales 750 F (accès aux services de consultation).

N.B. - Les subventions au Conseil international de la langue française (105 ter, rue de Lille, 75007) sont déductibles jusqu'à concurrence de 0,50 % M du revenu des personnes physiques et 3 % des bénéfices des personnes morales.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

DEUXIÈME SAUVETAGE DE LIP

- L'État accorde 7 millions de francs de prêts à long terme
- Un nouveau directeur général va être nommé

Réuni dimanche 8 février à Paris, le conseil d'administration de la S.S.H.E.M. (Société européenne d'horlogerie et d'équipements mécaniques), gérant des actifs de l'ancienne société Lip, annonce dans un communiqué qu'il a finalement décidé de participer au redressement de l'entreprise en souscrivant à une augmentation de capital de 5 millions de francs. Cette mesure, réclamée par M. Neuschwander en décembre 1975, lui avait été alors refusée par les actionnaires. De leur côté, les banques ont également accepté d'apporter leur contribution en consentant 6 millions de francs d'avances à court terme pour renflouer la trésorerie. Enfin, le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) a octroyé à la société 7 millions de francs de prêts à long terme. Ces crédits entrent dans le cadre de la procédure du CIASI (Comité interministériel d'aménage-

ment des structures industrielles) (« le Monde » des 17 et 31 janvier).

Par ailleurs, le communiqué du conseil d'administration précise qu'il a été décidé de nommer un directeur général chargé de mener à bien le plan de redressement et de le moduler aux vues de changements économiques ou technologiques.

Une partie importante de ces concours financiers va servir à combler les déficits des deux derniers exercices, soit 12,8 millions de francs en 1974 et de 5 millions à 8 millions de francs en 1975, selon M. Neuschwander, qui souligne que ces chiffres sont conformes à ce qui était prévu dans le plan de relance établi à la fin de 1973.

Le deuxième sauvetage de Lip semble donc maintenant assuré. Reste à savoir quelles structures de direction seront mises en place.

LA SOCIÉTÉ VOYER SEMBLE REMISE À FLOT

(De notre correspondant.)

Tours. — Le sauvetage de l'entreprise Voyer S.A., spécialisée dans les charpentes métalliques, et qui emploie mille cinq cents personnes dans trois usines, dont six cent cinquante dans l'usine mère de Tours, semble bien engagé.

Le plan de redressement homologué le 28 janvier par le tribunal de commerce de la Seine, comporte quatre points : 1. Un moratoire des sous-traitants et des fournisseurs sur huit et douze ans du remboursement des avances bancaires — les banques ne réclameront pas d'intérêt pendant les trois premières années ; 2. L'étalement sur trois ans ; 3. La garantie de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) pour les 48 millions dus par la filiale dahoméenne Idatex sur l'initiative du ministère des finances. Enfin, l'injection de 9 millions de francs apportés par l'actionnaire principal (à 50 %), le groupe britannique Norcross, et d'un million par Senelle-Haubourg, qui détiennent un peu plus de 10 % des actions.

Ce plan, qui a été mis sur pied grâce à la détermination du personnel et de l'administrateur provisoire, qui, aidé du maire de Tours, a su convaincre les banques et les actionnaires de consentir un nouvel effort, devrait permettre de remettre Voyer, dont l'activité est toujours restée normale, sur ses rails et d'éviter des licenciements.

UNE ÉCOLE DE COMMERCE FRANCO-IRANIENNE VA ÊTRE CRÉÉE À TEHRAN.

Aux termes d'un accord signé entre MM. Agid, secrétaire général de la Fondation française pour l'enseignement de la gestion, et Bonekdarbour, secrétaire général de la chambre de commerce, d'industrie et des mines d'Iran, cette école supérieure de gestion ouvrira ses portes le 1^{er} octobre. Dirigée à la fois par un directeur iranien et par un co-directeur français, elle recevra une cinquantaine d'étudiants par an pour un cycle de quatre années d'études. Dans la troisième année se déroulera en Europe. C'est là une brèche ouverte dans le quasi-monopole de la Harvard Business School pour la formation des hommes d'affaires au Proche-Orient.

Une voiture quand vous en avez besoin

europcar 645.21.25

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAECL INFORMATION

Emprunt Hiver 75-76 700 millions 10,20%

La CAECL est un établissement public national géré par la Caisse des Dépôts.

L'emprunt Hiver 75-76 a pour but de permettre aux collectivités publiques locales (départements, communes, etc.) de financer leurs équipements publics qui améliorent la qualité de l'endroit où vous vivez.

Intérêt annuel : 10,20% soit 102 F par obligation de 1000 F.

Taux de rendement actuariel brut : 10,20% Amortissement : en 20 ans en 10 séries égales tous les 2 ans.

Garantie : le service de l'emprunt est garanti par la loi qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondantes. Cotation : les emprunts CAECL sont cotés à la Bourse de Paris.

Souscriptions sans frais auprès des comptables du Trésor (receveurs, percepteurs), des banques, des Caisses d'Épargne et dans tous les bureaux de poste.

CAISSE D'AIDE À L'ÉQUIPEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES 56 RUE DE LILLE - 75007 PARIS

BANQUE WORMS

La Banque Worms a émis ce jour un emprunt obligataire de 200 millions de francs, divisé en 100 000 obligations de 2 000 F nominale. Ces obligations rapporteront un intérêt annuel de 10,5 F par titre, soit 10,50 % et seront amorties en douze annuités constantes, la première annuité devant intervenir le 1^{er} février 1977. Le rendement actuariel brut à l'émission est de 10,80 %.

Le produit de cet emprunt renforcera le volume des capitaux permanents de la banque et lui donnera de nouveaux moyens pour étendre la durée de certains concours bancaires et financiers à ses clients. La notice légale publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 9 février 1976 précise que le développement de l'activité de la banque s'est poursuivi de manière satisfaisante pendant l'année 1975. La situation financière arrivée au 31 janvier 1976 fait ressortir un total (engagements hors bilan non inclus) de 3 007 millions de francs contre 2 878 millions de francs au 31 décembre 1975. Bien que le conseil d'administration n'ait pas encore arrêté les comptes de l'exercice 1975.

ceux-ci devraient dégager un bénéfice en cette progression par rapport à celui de l'exercice précédent permettant de majorer le dividende. Une note d'information simplifiée, qui a reçu de la commission des opérations de bourse le visa n° 76-15 en date du 3 février 1976, est à la disposition du public aux guichets de la banque.

CHAMPAGNE MUMM

Au cours du quatrième trimestre 1975, la société a réalisé un chiffre d'affaires hors droits et hors taxes de 64 296 400 F, supérieur de 33 % au chiffre d'affaires réalisé au cours du dernier trimestre 1974, 48 millions 687 388 F.

Cette forte progression a permis de combler le retard accumulé au début de l'exercice. Le chiffre d'affaires au 31 décembre 1975 s'inscrit à 148 223 726 F contre 149 624 785 F au 31 décembre 1974.



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Chiffre d'affaires consolidé 1975 du Groupe C.G.E.

Le chiffre d'affaires consolidé toutes taxes comprises de la Compagnie générale d'électricité s'est élevé en 1975 à 19 730 millions de francs et le chiffre d'affaires hors taxes à 17 440 millions de francs.

L'augmentation du chiffre d'affaires

fautes consolidées hors taxes par rapport à l'exercice précédent (13 397 millions) est de 14,5 % ; à structures comparables, le taux de croissance est identique. La répartition entre les principaux secteurs d'activité a évolué de la manière suivante :

	Chiffre d'affaires hors taxes 1975 en MF	Variation 1975/1974 en %
Électromécanique	4 998,1	+ 10,5 (1)
Entreprises électriques	2 150,3	+ 12,6
Entreprises	2 334,1	+ 12,4
Télécommunications	3 320,3	+ 27,3
Câbles	1 420,7	+ 10,2
Accumulateurs et piles	1 401,7	+ 5,5
Matériaux	748,6	+ 22,3 (2)
Grand public	424,8	+ 3,7
Divers	835,4	+ 10,6
TOTAL	17 440	+ 13,5

(1) + 13,5 % à structures constantes. (2) + 8,5 % à structures constantes.

BILLET

Le commencement de la fin de l'aventure

Les ennemis de M. Claude Neuschwander — et Dieu sait s'il en a — ont sans doute pris connaissance avec une grande satisfaction du communiqué qui vient d'être publié. Tout indique, en effet, que, sous une apparence apaisée, ce texte annonce un événement d'importance : le départ prochain de M. Neuschwander de la direction de Lip. Or, l'annonce n'est pas faite aussi clairement. Nulle part il n'est fait allusion à un effacement du jeune patron de Lip. On présume donc que la nomination d'un nouveau directeur général. La formule est plus élégante, mais le résultat est le même : avant la fin du mois de février, il y a fort à parier que M. Neuschwander aura passé la main.

Est-ce une surprise ? Oui et non. Tous les gens qui, depuis plusieurs semaines, ont suivi l'affaire, savent parfaitement que M. Neuschwander avait, ces derniers mois, entamé son crédit, au propre et au figuré. On pensait toutefois qu'un délai de grâce lui serait accordé.

Les événements se sont précipités. Pourquoi ? Désir de liquider une fois pour toutes les affaires de l'entreprise ? Peut-être. Geste d'apaisement en direction des patrons des petites et moyennes entreprises qui avaient vigoureusement réagi aux déclarations en faveur de Lip faites par M. Giscard d'Estaing ? Cette hypothèse ne doit pas être forcément écartée. La colère des petits patrons a, dit-

on, vivement surpris l'Elysée. Le départ de M. Neuschwander, qui apparaît, bien sûr, comme une condamnation, peut effectivement apaiser le courroux du patronat, faire mieux accepter l'aide publique apportée à la firme de Besançon. Mieux même : l'opération Lip pourra ainsi, par certains côtés, passer pour exemplaire, puisque les « erreurs » auront été sanctionnées ! Bref, avec le départ de M. Neuschwander, patron-symbole, Lip rentre dans le rang.

Le deuxième sauvetage de l'entreprise bisontine, qui obéit enfin les fonds que son P.-D. G. réclamait depuis deux mois, semble, certes, assuré. Mais c'est aussi le commencement de la fin d'une certaine aventure.

Dans cette affaire, M. Neuschwander a incontestablement facilité la tâche de ses adversaires. Par ses erreurs de gestion d'abord : ses prévisions pour 1975 se sont révélées fausses et les conséquences pour les stocks ont été lourdes. Sans doute, tout cela d'entreprise doit-il bénéficier d'un droit à l'erreur. Mais M. Neuschwander a par trop tardé à se rendre compte qu'il faisait fausse route et n'a pas pris à temps les mesures qui s'imposaient. Ce retard a réagi, dangereusement pour une entreprise « normale » était plus encore pour Lip qui, il faut le rappeler, ne bénéficiait pas de conditions de démarrage exceptionnelles, contrairement à ce que d'aucuns voudraient faire croire. A la vérité, Lip exigeait un gestionnaire réalisant un « sans faute ».

M. Neuschwander n'a pas été celui-là.

Mais il y a plus. Le patron de Lip, en multipliant les déclarations optimistes et les manifestations publicitaires, s'est mis à dos non seulement une profession qui détestait Lip, mais peu à peu une large partie du patronat traditionnel. La publication de son livre, Patron, mais... (Ed. du Seuil), les débats qui l'ont entouré, l'écho qui en a été donné, ont encore aggravé la situation. Les patrons dits de gauche qui, tels MM. Riboud (S.N.C.), et Gillet (Rhône-Poulenc), avaient été au sauvetage de Lip en 1973 ont, à leur tour, été lassés. Confrontés eux-mêmes à de graves problèmes de gestion concernant leurs propres groupes, ils ne pouvaient qu'être agacés par M. Neuschwander qui n'avait pas compris que le temps n'était plus à la réflexion sur la trinité, l'entreprise-modèle ou le patronat de progrès, mais à l'efficacité.

M. Neuschwander a perdu. Il fait figure de vaincu. Son échec est, dans une certaine mesure, celui de l'alle marchande du patronat. Mais cette aile marchante, il est vrai, claudique depuis plusieurs mois déjà... quand elle ne se contente pas purement et simplement de mettre ses pas dans ceux du C.N.P.F. « Peut-on être patron et de gauche ? » interrogeait M. Neuschwander dans son livre. Dans quelques semaines il ne sera plus patron. Voilà qui clarifie le débat.

PHILIPPE LABARDE.

• LES ADMINISTRATEURS DE BIENS ET LA CONSOMMATION DE FUEL DOMESTIQUE. — M. Roger Baratte, président de la Confédération nationale des administrateurs

de biens et syndics de copropriété (C.N.A.B.), s'élève, dans un communiqué, contre la récente annonce du gouvernement de maintenir intégralement les restrictions de fuel

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	4 3/4	5 1/4	3 3/8
3 mois	5 1/4	5 3/4	3 3/8
6 mois	5 3/4	5 3/8	3 3/8

banque jordaah
conseil en placements
et gestion de patrimoine
raymond bouchon tel 280 63 45
répondra à vos questions
siège central Paris
3, rue St Georges
supérieures
à Lille service

RÉPUBLIQUE DU ZAIRE Département des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire OFFICE DES ROUTES AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Office des Routes lance un appel d'offres International pour la fourniture de matériel routier et de véhicules automobiles divers, en vue de la réalisation d'un programme pilote d'entretien routier dans la région du Bas-Zaïre.

La fourniture comprendra huit lots différents :

- LOT 1 : 21 véhicules de + 125 CV SAE
- LOT 2 : 6 bulldozers de + 150 CV SAE et 1 excavateur de + 60 CV SAE
- LOT 3 : 10 chargeurs sur pneus de + 80 CV SAE
- LOT 4 : 4 unités mobiles de grésoyage
- LOT 5 : 62 camions à benne basculante et 6 à benne fixe. Tous de 7 à 8 tonnes de charge utile. 10 camions-citernes à eau et 4 camions-citernes à gazoil, tous de 5 000 à 6 000 litres.
- LOT 6 : 22 pick-up bâchés de 500 à 750 kg.
- LOT 7 : 4 camions citernes.
- LOT 8 : 11 caravanes de chantier.

Pour chaque groupe d'équipement, un lot de pièces de rechange de première urgence devra être prévu. Le dossier complet d'appel d'offres peut être obtenu : — Auprès de la direction générale de l'Office des Routes,

Boîte Postale N° 10 899 à Kinshasa (bâtiment situé avenue ex-Deschamps à Kinshasa-Gombe) contre paiement d'une somme de 20 (vingt) zaires ou versement de la même somme au compte N° 968 727/26 ouvert au nom de l'Office des Routes, direction générale, auprès de la Banque Commerciale Zaïroise à Kinshasa.

— Auprès de l'Union Mondiale O.R.T. 1-3, rue de Varembe, 1211 Genève 20 (Suisse), contre paiement d'une somme de 40 (quarante) U.S. dollars ou sa contrepartie en francs suisses ou par versement de la même somme au compte N° 151 842/4 ouvert au nom de l'Union Mondiale O.R.T. auprès de la Société de Banque Suisse, 2, rue de la Confédération, 1200 Genève, Suisse.

L'ouverture des soumissions aura lieu à Kinshasa, le mercredi 21 avril 1976, à 10 heures précises à l'adresse de l'Office des Routes susmentionnée. Le marché est réservé aux pays membres de la Banque Mondiale ou à la Suisse.

Office des Routes.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Algérienne de Génie Civil et de Constructions (FILIALE SONATRACH)

ALGEC

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture de matériel de travaux publics et d'usage. Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges à la Direction Technique d'ALGEC, Cité Boumerdès, ALGER, à compter du 28 janvier 1976.

Les offres doivent être envoyées sous double enveloppes cachetées et devront porter la mention « Appel d'Offres International ».

Les soumissions doivent parvenir au plus tard le jeudi 4 mars 1976 (43-76) au Siège d'ALGEC - Cité Boumerdès, à 16 heures.

مَكْذَا مِنْ الْأَمَلِ

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

Ralentissement des émissions
Après la rumeur des emprunts sur le marché international des capitaux, le mouvement actuel de baisse des taux d'intérêt dans le monde, illustré en dernier lieu par une nouvelle et forte réduction du taux de l'escompte au Royaume-Uni à 9 1/2 %, seconde baisse d'un demi-point consécutive et quatrième modification dans le même sens depuis le début de l'année, a pu le constater le cours du chiffre d'affaires pour effet d'orienter les investisseurs vers le marché secondaire, sur lequel un chiffre d'affaires record vient d'être enregistré.

Si la chute soudaine du volume des nouvelles émissions ne surprend guère les spécialistes, comme on a pu le constater sur le cours de la conférence de trois jours organisée par le Financial Times, à Londres, les problèmes financiers en général et sur le marché des euro-obligations en particulier, les craintes d'une saturation du marché, que d'aucuns expriment le mois dernier, se sont éloignées. Cela permet aux emprunteurs de relever sans difficulté le montant des émissions en cours.

A cette occasion, l'un des premiers prêteurs à la conférence du Financial Times, M. Martin Gordon, administrateur de la S.G. Warburg and Co., on voit mal comment le marché des euro-obligations pourrait continuer à absorber autant d'émissions nouvelles qu'en janvier (près de 2 milliards de dollars), soit, sur un chiffre de 24 milliards de dollars, soit trois fois et demie le volume des émissions de janvier (7,1 milliards de dollars, selon le Crédit suisse White Paper).

A cette occasion, l'un des premiers prêteurs à la conférence du Financial Times, M. Martin Gordon, administrateur de la S.G. Warburg and Co., on voit mal comment le marché des euro-obligations pourrait continuer à absorber autant d'émissions nouvelles qu'en janvier (près de 2 milliards de dollars), soit, sur un chiffre de 24 milliards de dollars, soit trois fois et demie le volume des émissions de janvier (7,1 milliards de dollars, selon le Crédit suisse White Paper).

LONDRES

MARCHÉ CALME

Le Stock Exchange, ce lundi, fait preuve d'une grande prudence. Les valeurs d'or sont bien tenues dans l'ensemble.

OR (overland) (dollar) : 130 75 contre 130 50

VALEURS	CLÔTURE 6/2	COURS 8/2
War Loan 3 1/2 %	27 1/8	27
Swiss Bank Corp.	348	343 1/2
Swiss Petroleum	348	343 1/2
Swiss Milk	348	343 1/2
Swiss Cement	348	343 1/2
Swiss Steel	348	343 1/2
Swiss Textile	348	343 1/2
Swiss Paper	348	343 1/2
Swiss Chemical	348	343 1/2
Swiss Engineering	348	343 1/2
Swiss Transport	348	343 1/2
Swiss Finance	348	343 1/2
Swiss Insurance	348	343 1/2
Swiss Real Estate	348	343 1/2
Swiss Banking	348	343 1/2
Swiss Commerce	348	343 1/2
Swiss Industry	348	343 1/2
Swiss Agriculture	348	343 1/2
Swiss Forestry	348	343 1/2
Swiss Fishing	348	343 1/2
Swiss Mining	348	343 1/2
Swiss Energy	348	343 1/2
Swiss Utilities	348	343 1/2
Swiss Services	348	343 1/2
Swiss Leisure	348	343 1/2
Swiss Health	348	343 1/2
Swiss Education	348	343 1/2
Swiss Culture	348	343 1/2
Swiss Arts	348	343 1/2
Swiss Sports	348	343 1/2
Swiss Entertainment	348	343 1/2
Swiss Media	348	343 1/2
Swiss Communications	348	343 1/2
Swiss Transportation	348	343 1/2
Swiss Infrastructure	348	343 1/2
Swiss Environment	348	343 1/2
Swiss Safety	348	343 1/2
Swiss Security	348	343 1/2
Swiss Defense	348	343 1/2
Swiss Space	348	343 1/2
Swiss Technology	348	343 1/2
Swiss Innovation	348	343 1/2
Swiss Research	348	343 1/2
Swiss Development	348	343 1/2
Swiss Growth	348	343 1/2
Swiss Prosperity	348	343 1/2
Swiss Well-being	348	343 1/2
Swiss Happiness	348	343 1/2
Swiss Peace	348	343 1/2
Swiss Liberty	348	343 1/2
Swiss Justice	348	343 1/2
Swiss Equality	348	343 1/2
Swiss Fraternity	348	343 1/2
Swiss Solidarity	348	343 1/2
Swiss Unity	348	343 1/2
Swiss Harmony	348	343 1/2
Swiss Balance	348	343 1/2
Swiss Order	348	343 1/2
Swiss Purity	348	343 1/2
Swiss Cleanliness	348	343 1/2
Swiss Neatness	348	343 1/2
Swiss Tidiness	348	343 1/2
Swiss Decency	348	343 1/2
Swiss Propriety	348	343 1/2
Swiss Respectability	348	343 1/2
Swiss Reputability	348	343 1/2
Swiss Credibility	348	343 1/2
Swiss Reliability	348	343 1/2
Swiss Trustworthiness	348	343 1/2
Swiss Integrity	348	343 1/2
Swiss Honesty	348	343 1/2
Swiss Sincerity	348	343 1/2
Swiss Openness	348	343 1/2
Swiss Transparency	348	343 1/2
Swiss Candor	348	343 1/2
Swiss Frankness	348	343 1/2
Swiss Directness	348	343 1/2
Swiss Plainness	348	343 1/2
Swiss Simplicity	348	343 1/2
Swiss Modesty	348	343 1/2
Swiss Humility	348	343 1/2
Swiss Meekness	348	343 1/2
Swiss Gentleness	348	343 1/2
Swiss Mildness	348	343 1/2
Swiss Sweetness	348	343 1/2
Swiss Kindness	348	343 1/2
Swiss Goodness	348	343 1/2
Swiss Beauty	348	343 1/2
Swiss Attractiveness	348	343 1/2
Swiss Charm	348	343 1/2
Swiss Grace	348	343 1/2
Swiss Elegance	348	343 1/2
Swiss Refinement	348	343 1/2
Swiss Sophistication	348	343 1/2
Swiss Politeness	348	343 1/2
Swiss Civility	348	343 1/2
Swiss Decorum	348	343 1/2
Swiss Propriety	348	343 1/2
Swiss Respectability	348	343 1/2
Swiss Reputability	348	343 1/2
Swiss Credibility	348	343 1/2
Swiss Reliability	348	343 1/2
Swiss Trustworthiness	348	343 1/2
Swiss Integrity	348	343 1/2
Swiss Honesty	348	343 1/2
Swiss Sincerity	348	343 1/2
Swiss Openness	348	343 1/2
Swiss Transparency	348	343 1/2
Swiss Candor	348	343 1/2
Swiss Frankness	348	343 1/2
Swiss Directness	348	343 1/2
Swiss Plainness	348	343 1/2
Swiss Simplicity	348	343 1/2
Swiss Modesty	348	343 1/2
Swiss Humility	348	343 1/2
Swiss Meekness	348	343 1/2
Swiss Gentleness	348	343 1/2
Swiss Mildness	348	343 1/2
Swiss Sweetness	348	343 1/2
Swiss Kindness	348	343 1/2
Swiss Goodness	348	343 1/2
Swiss Beauty	348	343 1/2
Swiss Attractiveness	348	343 1/2
Swiss Charm	348	343 1/2
Swiss Grace	348	343 1/2
Swiss Elegance	348	343 1/2
Swiss Refinement	348	343 1/2
Swiss Sophistication	348	343 1/2
Swiss Politeness	348	343 1/2
Swiss Civility	348	343 1/2
Swiss Decorum	348	343 1/2
Swiss Propriety	348	343 1/2
Swiss Respectability	348	343 1/2
Swiss Reputability	348	343 1/2
Swiss Credibility	348	343 1/2
Swiss Reliability	348	343 1/2
Swiss Trustworthiness	348	343 1/2
Swiss Integrity	348	343 1/2
Swiss Honesty	348	343 1/2
Swiss Sincerity	348	343 1/2
Swiss Openness	348	343 1/2
Swiss Transparency	348	343 1/2
Swiss Candor	348	343 1/2
Swiss Frankness	348	343 1/2
Swiss Directness	348	343 1/2
Swiss Plainness	348	343 1/2
Swiss Simplicity	348	343 1/2
Swiss Modesty	348	343 1/2
Swiss Humility	348	343 1/2
Swiss Meekness	348	343 1/2
Swiss Gentleness	348	343 1/2
Swiss Mildness	348	343 1/2
Swiss Sweetness	348	343 1/2
Swiss Kindness	348	343 1/2
Swiss Goodness	348	343 1/2
Swiss Beauty	348	343 1/2
Swiss Attractiveness	348	343 1/2
Swiss Charm	348	343 1/2
Swiss Grace	348	343 1/2
Swiss Elegance	348	343 1/2
Swiss Refinement	348	343 1/2
Swiss Sophistication	348	343 1/2
Swiss Politeness	348	343 1/2
Swiss Civility	348	343 1/2
Swiss Decorum	348	343 1/2
Swiss Propriety	348	343 1/2
Swiss Respectability	348	343 1/2
Swiss Reputability	348	343 1/2
Swiss Credibility	348	343 1/2
Swiss Reliability	348	343 1/2
Swiss Trustworthiness	348	343 1/2
Swiss Integrity	348	343 1/2
Swiss Honesty	348	343 1/2
Swiss Sincerity	348	343 1/2
Swiss Openness	348	343 1/2
Swiss Transparency	348	343 1/2
Swiss Candor	348	343 1/2
Swiss Frankness	348	343 1/2
Swiss Directness	348	343 1/2
Swiss Plainness	348	343 1/2
Swiss Simplicity	348	343 1/2
Swiss Modesty	348	343 1/2
Swiss Humility	348	343 1/2
Swiss Meekness	348	343 1/2
Swiss Gentleness	348	343 1/2
Swiss Mildness	348	343 1/2
Swiss Sweetness	348	343 1/2
Swiss Kindness	348	343 1/2
Swiss Goodness	348	343 1/2
Swiss Beauty	348	343 1/2
Swiss Attractiveness	348	343 1/2
Swiss Charm	348	343 1/2
Swiss Grace	348	343 1/2
Swiss Elegance	348	343 1/2
Swiss Refinement	348	343 1/2
Swiss Sophistication	348	343 1/2
Swiss Politeness	348	343 1/2
Swiss Civility	348	343 1/2
Swiss Decorum	348	343 1/2
Swiss Propriety	348	343 1/2
Swiss Respectability	348	343 1/2
Swiss Reputability	348	343 1/2
Swiss Credibility	348	343 1/2
Swiss Reliability	348	343 1/2
Swiss Trustworthiness	348	343 1/2
Swiss Integrity	348	343 1/2
Swiss Honesty	348	343 1/2
Swiss Sincerity	348	343 1/2
Swiss Openness	348	343 1/2
Swiss Transparency	348	343 1/2
Swiss Candor	348	343 1/2
Swiss Frankness	348	343 1/2
Swiss Directness	348	343 1/2
Swiss Plainness	348	343 1/2
Swiss Simplicity	348	343 1/2
Swiss Modesty	348	343 1/2
Swiss Humility	348	343 1/2
Swiss Meekness	348	343 1/2
Swiss Gentleness	348	343 1/2
Swiss Mildness	348	343 1/2
Swiss Sweetness	348	343 1/2
Swiss Kindness	348	343 1/2
Swiss Goodness	348	343 1/2
Swiss Beauty	348	343 1/2
Swiss Attractiveness	348	343 1/2
Swiss Charm	348	343 1/2
Swiss Grace	348	343 1/2
Swiss Elegance	348	343 1/2
Swiss Refinement	348	343 1/2
Swiss Sophistication	348	343 1/2
Swiss Politeness	348	343 1/2
Swiss Civility	348	343 1/2
Swiss Decorum	348	343 1/2
Swiss Propriety	348	343 1/2
Swiss Respectability	348	343 1/2
Swiss Reputability	348	343 1/2
Swiss Credibility	348	343 1/2
Swiss Reliability	348	343 1/2
Swiss Trustworthiness	348	343 1/2
Swiss Integrity	348	343 1/2
Swiss Honesty	348	343 1/2
Swiss Sincerity	348	343 1/2
Swiss Openness	348	343 1/2
Swiss Transparency	348	343 1/2
Swiss Candor	348	343 1/2
Swiss Frankness	348	343 1/2
Swiss Directness	348	343 1/2
Swiss Plainness	348	343 1/2
Swiss Simplicity	348	343 1/2
Swiss Modesty	348	343 1/2
Swiss Humility	348	343 1/2
Swiss Meekness	348	343 1/2
Swiss Gentleness	348	343 1/2
Swiss Mildness	348	343 1/2
Swiss Sweetness	348	343 1/2
Swiss Kindness	348	343 1/2
Swiss Goodness	348	343 1/2
Swiss Beauty	348	343 1/2
Swiss Attractiveness	348	343 1/2
Swiss Charm	348	343 1/2
Swiss Grace	348	343 1/2
Swiss Elegance	348	343 1/2
Swiss Refinement	348	343 1/2
Swiss Sophistication	348	343 1/2
Swiss Politeness	348	343 1/2
Swiss Civility	348	343 1/2
Swiss Decorum	348	343 1/2
Swiss Propriety	348	343 1/2
Swiss Respectability	348	343 1/2
Swiss Reputability	348	343 1/2
Swiss Credibility	348	343 1/2
Swiss Reliability	348	343 1/2
Swiss Trustworthiness	348	343 1/2
Swiss Integrity	348	343 1/2
Swiss Honesty	348	343 1/2
Swiss Sincerity	348	343 1/2
Swiss Openness	348	343 1/2
Swiss Transparency	348	343 1/2
Swiss Candor	348	343 1/2
Swiss Frankness	348	343 1/2
Swiss Directness	348	343 1/2
Swiss Plainness	348	343 1/2
Swiss Simplicity	348	343 1/2
Swiss Modesty	348	343 1/2
Swiss Humility	348	343 1/2
Swiss Meekness	348	343 1/2
Swiss Gentleness	348	343 1/2
Swiss Mildness	348	343 1/2
Swiss Sweetness	348	343 1/2
Swiss Kindness	348	343 1/2
Swiss Goodness	348	343 1/2
Swiss Beauty	348	343 1/2
Swiss Attractiveness	348	343 1/2
Swiss Charm	348	343 1/2
Swiss Grace	348	343 1/2
Swiss Elegance	348	343 1/2
Swiss Refinement	348	343 1/2
Swiss Sophistication	348	343 1/2
Swiss Politeness	348	343 1/2
Swiss Civility	348	343 1/2
Swiss Decorum	348	343 1/2
Swiss Propriety	348	343 1/2
Swiss Respectability	348	343 1/2
Swiss Reputability	348	343 1/2
Swiss Credibility	348	343 1/2
Swiss Reliability	348	343 1/2
Swiss Trustworthiness	348	343 1/2
Swiss Integrity	348	343 1/2
Swiss Honesty	348	343 1/2
Swiss Sincerity	348	343 1/2
Swiss Openness	348	343 1/2
Swiss Transparency	348	343 1/2
Swiss Candor	348	343 1/2
Swiss Frankness	348	343 1/2
Swiss Directness	348	343 1/2

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. OULTE-MER
3. AFRIQUE
4. SAHARA OCCIDENTAL : l'armée marocaine poursuit sa progression.
5. PROCHE-ORIENT
6. EUROPE
7. ESPAGNE : un maire est assassiné au Pays basque.
8. PORTUGAL : vingt-cinq mille personnes assistent, à Lisbonne, à un meeting de la droite.
9. POLITIQUE
10. RELIGION
11. EDUCATION
12. LA REGION PARISIENNE
- 13-14. EQUIPEMENT ET REGIONS
15. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : le colloque des maires ruraux à Dijon.

MONDE DE L'ECONOMIE

(Pages 13 à 18)

- Perspectives pour 1976 : la reprise en Allemagne.
- Ou l'on parle à nouveau du deutchemark et du franc.
- La France veut se lancer avec l'Allemagne dans l'aventure des surrégénérateurs.
- Pétrole et politique en Extrême-Orient.

- 20-22. ARTS ET SPECTACLES
23. CINEMA : A cheval sur le tigre, de Luigi Comencini.
24. JUSTICE
25. VIOLENCES policières à Marseille : la tentation de l'aveu.
26. CATASTROPHES
27. Le tremblement de terre au Guatemala aurait fait vingt mille morts.
- 28 à 30. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
31. LIBRES OPINIONS : « Une réforme du logement, pour qui ? » par Claude Massu.
32. AFFAIRES : deuxième sauvetage de Lip.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (30)

- Annonces classées (23 à 27) : Aujourd'hui (18) ; Caneva (9) ; « Journal officiel » (19) ; Météorologie (18) ; Mots croisés (18) ; Finances (31).

Le numéro du « Monde », daté 8-9 février 1976 a été tiré à 524 194 exemplaires.

ACTUELLEMENT

GRANDE VENTE

EXPOSITION DE

TISSUS

D'AMEUBLEMENT

Un panorama complet de tous les nouveaux tissus-décoration, du style « Haute Epoque » au contemporain, en stock, à des prix très intéressants.

de 10h à 17h le samedi

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

La conférence de presse de M. Stirn

Mayotte : un petit peuple a démontré d'une manière exemplaire qu'il ne voulait pas de l'indépendance

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a commenté ce lundi matin 9 février les résultats du référendum de dimanche à Mayotte.

« Je n'ai pas besoin de vous rappeler les chiffres », a déclaré tout d'abord le secrétaire d'Etat. Ils sont significatifs à un double titre : tout d'abord, il y a eu une proportion de votants qui a atteint 88 %, alors qu'en décembre 1974, cette proportion était de 77 %. Autres chiffres significatifs : les Mayotais ont voté dans une proportion supérieure aux quatre cinquièmes en faveur de leur appartenance à la France.

« Ils ont ainsi contredit les thèses qui expliquaient leur volonté de rester français par leur opposition à l'ancien président des Comores, M. Ahmed Abdallah. On peut dire qu'il y a vraiment un fait mayotais historique datant de 1940. Ce fait est indiscutable. Il est exprimé dans un scrutin qui a été libre et démocratique. La France n'a exercé aucune pression.

« Je voudrais faire une autre remarque : l'attitude de cette petite population est très courageuse. On dit toujours que les petits peuples veulent l'indépendance tout comme les grands. Or cette fois-ci un petit peuple a démontré d'une manière exemplaire qu'il ne voulait pas de l'indépendance et qu'il désire que son destin reste lié à celui de la France.

Interrogé au sujet du futur statut de l'île, le secrétaire d'Etat

a répondu : « Ce statut sera proposé très prochainement d'un statut national, peut-être dérogatoire, mais nous devons d'abord consulter les Mayotais eux-mêmes sur ce point. Je me rendrai très prochainement à l'île et j'aurai des consultations avec la population elle-même. Nous verrons ensuite quelle solution nous adopterons. »

M. Stirn a aussi souligné que Paris souhaitait entretenir des rapports de coopération et d'amitié avec le gouvernement mayotais. Interrogé sur les réserves émises par certains pays africains et par l'O.U.A. qui reprochent à Paris de démembrer les Comores, le secrétaire d'Etat a répondu qu'il appelle le facteur insulaire. « Avant, a-t-il dit, il est normal que les frontières soient conservées sur le continent après l'indépendance des différents territoires, autant il serait absurde de les conserver dans des îles où se trouve un facteur d'insularité. »

« Je comprends que l'Afrique en général soit attachée à l'intégrité des frontières, cela lui épargne des conflits permanents. Mais ce serait une application excessive de la logique caribéenne que de vouloir appliquer aussi ce principe à un archipel. »

Interrogé sur l'avenir de l'île et sur l'éventualité de l'instauration d'une base française à Mayotte, le ministre a répondu : « Ce n'est pas la politique de la France. Nous allons voir comment mettre en valeur cette île qui est très belle et qui a beaucoup de ressources naturelles sur les plans touristique et agricole. »

Djibouti : tout sera fait pour qu'il n'y ait plus de drames

Evitant ensuite l'avenir de Djibouti, le ministre a d'abord affirmé que l'opération déclenchée par les Français pour dégager les enfants était absolument nécessaire : « Elle a provoqué une riposte très vive de la part des soldats somaliens, et c'est malheureusement qu'il n'y ait pas eu davantage de victimes. »

Le secrétaire d'Etat a confirmé que les bulletins qui avaient alerté les enfants étaient d'origine somalienne, mais que le problème était de savoir si c'était le septième terrorisme qui, avant d'être tué, avait entraîné le temps de les tirer, ou si ces bulletins provenaient de fusils de soldats somaliens. Il ne s'est pas prononcé sur ce point.

(Publié)

Dale Carnegie :

Le secrétaire d'Etat s'est pris à l'attitude de M. Mitterrand, qui critiquait M. Ali Arel et la question de la légalité ou de la représentativité de M. Ali Arel n'est pas l'affaire de la France.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

de réactions imprévisibles. Ses déclarations, au début du colloque, les avaient d'ailleurs un peu indisposés. Mais par leurs fonctions mêmes, ils savaient combien sont liées chez les musulmans la révélation divine et ses implications politiques.

Quant à la déclaration finale, le Saint-Siège ne la considère pas comme approuvée. Les deux paragraphes incriminés ont été transmis par le secrétariat aux autorités vaticanes, « qui, seules, sont compétentes en la matière ». Or, le Saint-Siège n'a pas changé d'attitude à propos de la Palestine et notamment de Jérusalem, réclamant toujours pour cette ville un statut « internationalement garanti » comme on nous le confiait le mois dernier de source autorisée. Le cardinal Pignedoli affirme que le texte ne sera signé qu'après des modifications et pas seulement des articles 20 et 21. On peut se demander néanmoins si, d'un commun accord, les deux parties ne choisiraient pas, plutôt, d'en rester là. — R. S.

JACQUES AMALRIC.

LE COURS DE LA PESETA EST ABASSÉ DE 11 % PAR RAPPORT AU DOLLAR

La Banque d'Espagne a notifié officiellement ce lundi matin 9 février qu'elle abaisse de 11 % son cours d'intervention à l'égard du dollar, le ramenant de 59,70 pesetas à 53,14 pesetas pour un dollar.

La monnaie espagnole avait été mise en flottement le 22 janvier 1974, en même temps que le franc français, et, à l'inverse de celui-ci, elle est restée flottante. La Banque centrale intervenant néanmoins pour soutenir son cours à l'égard du dollar. La mesure qu'elle vient de prendre correspond donc à une dévaluation de facto de 11 %. A Paris, la peseta a été cotée lundi matin 6,71 F contre 7,46 F (en juin 1975, au moment de la chute du dollar, elle était tombée à 7,19 F). Le gouvernement espagnol justifie cette manipulation monétaire par la nécessité de « défendre la peseta », victime d'une spéculation à la baisse : depuis la mort du général Franco, de très fortes sorties de capitaux se sont produites.

BACCALAUREAT STAGES de REVISION

D et C : Math. Phys., B : Math. Eco.

Stage intensif pendant les vacances de Pâques, 4h par jour, pendant 10 jours. Cycle continu de début avril à fin mai, 5h par semaine, pendant 8 semaines.

Autres préparations : MÉDECINE - PHARMACIE - SCIENCES PO - IEC - MATH SUP - MATH SPE - ENA.

IPESUP. Enseignement Supérieur Privé.

1618, rue du Cloître Notre-Dame, 75004. 325 63 30

LE DIALOGUE ISLAMO-CHRÉTIEN DE TRIPOLI

Mgr Pignedoli désavoue les délégués catholiques qui ont signé la déclaration commune

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Une erreur, une regrettable maladresse : c'est ainsi qu'on qualifie au Vatican l'adoption d'un texte antisioniste par la délégation catholique qui participait à la rencontre de Tripoli (Le Monde du 8-9 février). Dès son retour à Rome, samedi 7 février, le cardinal Pignedoli, président du secrétariat pour les non-chrétiens, a réuni quelques journalistes dans son appartement pour leur expliquer ce qui s'était passé. Ces explications n'ont éclairci qu'à moitié le point le plus délicat de cette affaire : pourquoi les quatre délégués catholiques, dument mandatés, avaient-ils donné leur accord à deux passages d'un texte antisioniste 20 et 21 dont le cardinal se sent obligé de se détacher non seulement comme représentant du Saint-Siège, mais comme chrétien ?

Le chef de la délégation catholique ne nie pas que les Pères Abou Mokh (Syrie), Roost Corlius (Pays-Bas), Maurice Bormans et Jacques Landri (France) aient approuvé le texte et lui aient parlé avant sa lecture publique et son adoption par acclamations. Ils « connaissent parfaitement l'arabe » et le Saint-Siège est sûr de « leur fidélité ». Certes, la consultation avait été rapide et les quatre experts étaient « fatigués à l'issue d'une journée d'audience, tant plus épuisés que l'organisation matérielle du colloque laissait à désirer ». Mais comment se fait-il que la délégation catholique — alertée depuis le début de la rencontre par le désir des musulmans d'étendre le débat au domaine politique — n'ait pas fait preuve d'une prudence plus grande ?

Le cardinal Pignedoli reconnaît que les surprises n'avaient pas manqué au cours de ce colloque. N'était-il pas défini — à tort — dans les textes officiels comme une rencontre entre une délégation moyenne et une délégation de l'Etat du Vatican ? Les catholiques devaient être étonnés ensuite par le nombre des invités : la réunion de travail s'est transformée en une assemblée dans laquelle les déclarations chaleureuses ou passionnées l'emportaient souvent sur l'échange d'idées. Les responsables de l'Eglise n'ignoraient pas non plus que le colonel Kadhar est capable

M. CHIRAC SE RENDRA « A BREF DÉLAI » EN VISITE OFFICIELLE A TRIPOLI

M. Chirac et Sauvagnargues se rendront en visite officielle en Libye « à bref délai ». Ce voyage à Tripoli du premier ministre et du ministre des affaires étrangères a été annoncé par M. Jean Sauvagnargues, qui participait, dimanche 8 février, au journal télévisé de TF1.

Le premier ministre libyen, le commandant Jéjjou, est de son côté attendu, mardi 10 février, à Paris, où il sera reçu par M. Cressat d'Extal et par M. Chirac.

A Moscou

De mystérieuses radiations sont détectées à l'ambassade des États-Unis

De notre correspondant

Moscou. — Le « ghetto » diplomatique de Moscou n'a plus qu'un seul sujet de conversation depuis samedi 7 février : l'« affaire » de l'ambassade des États-Unis. Le sujet a de quoi captiver même s'il peut paraître quelque peu « rétro » en cette période de détente ; en tout cas l'histoire est mystérieuse à souhait. Voici les quelques faits connus : jeudi dernier 5 février, M. Stoessel, l'ambassadeur des États-Unis, convoque à sa résidence pour le jour même tout son personnel : aucune raison n'est donnée. Les journalistes américains ayant manifesté trop d'intérêt pour la nouvelle, la réunion est annulée le lendemain. L'ambassadeur

reçoit par petits groupes la plupart de ses collaborateurs et leur annonce que leur santé peut être mise en danger : des appareils d'écoute ou de brouillage dirigés sur l'immeuble qui abrite l'ambassade émettent de mystérieuses radiations.

Selon certaines indications, M. Stoessel aurait laissé libres ses collaborateurs de rester à leur poste ou de quitter Moscou, mais cette précision n'est pas confirmée. L'ambassade observe en effet le plus grand silence sur toute cette affaire et déclare seulement que les réunions de vendredi étaient consacrées à « des questions internes ».

Selon les renseignements obtenus par ailleurs, les spécialistes américains, qui viennent régulièrement à Moscou pour vérifier la sécurité de l'ambassade, auraient détecté pour la première fois, il y a neuf mois, les radiations en question. Il ne s'agirait pas de rayons X, mais d'ondes électroniques dont la nature est mal connue et qui seraient émises par des systèmes d'écoute ou de brouillage installés à proximité de l'ambassade. Un système de protection ayant été mis en place — on parle de plaques de plomb — l'intensité des radiations aurait brusquement augmenté en décembre dernier. Selon le médecin de l'ambassade, il n'y aurait pas de danger immédiat pour la santé des diplomates. Mais l'inquiétude de l'ambassadeur serait due à l'ignorance dans laquelle on se trouve encore des effets possibles des radiations.

L'ambassade est située dans un immeuble de dix étages qui est à quelques minutes du Kremlin. Outre la chancellerie, cet immeuble comprend un certain nombre d'appartements réservés aux diplomates accomplissant les travaux les plus « sensibles ». Le toit de l'ambassade est hérissé d'antennes de toutes sortes. Rappelons que l'on avait appris, il y a un an, dans le cadre de l'enquête du Congrès américain sur les activités de la C.I.A., que certains techniciens de l'ambassade étaient parvenus à capter les conversations téléphoniques des dirigeants soviétiques lorsque ceux-ci communiquaient à partir de leurs voitures.

JACQUES AMALRIC.

BLASÉ ?

Alors vivez au moins une fois l'incomparable massage thaïlandais.

C'est une expérience inoubliable. Un massage tout en raffinement et subtilité, pratiqué en bain d'eau tiède et parfumée, par de jolies et délicates massesseuses aux mains de rêve.

A découvrir de toute urgence. Comme un nouvel art de vivre pour l'homme d'affaires.

Traitements spéciaux et tous autres types de massages sportifs ou de relaxation.